



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>













153294

УВАЖАЮ! ОБОЖДАЮ





153294

УВАЖАЮЩИЙ ОБОИТА

















et consignations pourrait apporter au crédit agricole, M. Dufrayer expose qu'elle est encore moins en situation que la Société générale du Crédit foncier d'intervenir dans des opérations de ce genre. Ses fonds propres, provenant de consignations, sont employés pour une grande part ; ses fonds libres ne pourraient, quand même les conditions du prêt le permettraient, fournir une ressource sérieuse.

La situation des caisses d'épargne est différente. Leur capital, dont la Caisse des dépôts a la garde, s'élève à 1.600 millions ; en retranchant même la part qui doit être placée d'après le projet de M. le ministre des Finances, une somme considérable resterait encore disponible. Pourrait-on l'appliquer au crédit agricole ? Les statuts n'autorisent pas aujourd'hui cet emploi ; en outre, on est obligé de retirer 4 p. 100 des fonds déposés : on ne pourrait les prêter qu'à un intérêt élevé ; enfin ce genre de prêt offrirait un inconvénient plus sérieux : les dépôts aux caisses d'épargne, le passé l'atteste, ont une extrême sensibilité : que l'opinion, comme il pourrait arriver, montre peu de confiance dans les prêts agricoles, et les remboursements afflueront dans une proportion dangereuse. En résumé, dans l'opinion de M. Dufrayer, les fonds des caisses d'épargne, en raison de la solidité du placement qu'ils réclament et de la faculté de prompt mobilisation qu'ils doivent conserver, ne peuvent, sans parler des obstacles provenant des règlements en vigueur, être employés pour aider au développement du crédit agricole.

Les comptoirs d'escompte n'ont pas paru devoir faire l'objet d'une étude spéciale. Adoptant les conclusions de la deuxième sous commission du crédit agricole mobilier, la Commission a été d'avis qu'elle n'avait pas à les recommander ni à indiquer le mode d'assistance qu'ils devaient donner à l'agriculture.

La Commission a passé ensuite à l'examen de la deuxième question ainsi formulée :

*2° Si les établissements existants ne peuvent servir aux besoins de l'agriculture, y a-t-il lieu de créer un ou plusieurs établissements spéciaux ?*

*En cas d'affirmative, ces établissements devraient-ils être fondés :*

*Par l'État ;*

*Par les départements ;*

*Par les communes.*

Après un court échange d'observations, la Commission s'est prononcée à l'unanimité pour la négative, et elle a abordé l'examen de la troisième et dernière question.









Dira-t-on que l'initiative privée, si on l'abandonne à ses propres forces, sera impuissante à créer le crédit agricole ? Mais d'abord, n'est-ce pas une erreur de prétendre que le Crédit agricole n'existe pas en France, et qu'il faut se hâter de le créer de toutes pièces ? Quoique nous ne possédions point des données statistiques précises sur le montant des capitaux en argent ou en nature qui sont prêtés chaque année aux exploitants du sol par les particuliers, avec ou sans l'entremise des notaires, par les propriétaires, banquiers et autres, nous savons que ces prêts s'élèvent à des sommes considérables et qu'ils suffisaient même généralement aux besoins de l'agriculture, avant que la transformation du matériel agricole et la pression de la concurrence eussent rendu nécessaire l'apport d'un supplément de capital à cette branche maîtresse de la production. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter les réponses faites par les conseils généraux à la circulaire du 30 juillet 1879, sur le crédit agricole mobilier. Ces réponses nous apprennent que si, dans un certain nombre de départements, les agriculteurs trouvent difficilement du crédit, dans d'autres au contraire, ils empruntent avec facilité, lorsqu'ils présentent des garanties suffisantes ; que le taux de l'intérêt est en moyenne de 4 à 6 p. 100, et que les prêteurs ordinaires sont les voisins, les parents, les amis, les notaires, les propriétaires, enfin les banquiers et les banques locales.

Il ne s'agit donc pas de créer le crédit agricole, il s'agit simplement de le développer, ou pour mieux dire, d'écarter les obstacles qui l'ont empêché jusqu'à présent de se développer. Ces obstacles résident principalement dans le vieux régime de protection de l'emprunteur contre le prêteur, que l'on a cru devoir conserver pour l'agriculture après en avoir débarrassé l'industrie et le commerce. Que ce régime suranné soit abandonné, que l'agriculteur soit mis, au point de vue des garanties du crédit, sur le même pied que l'industriel et le commerçant, on ne voit pas pourquoi les capitaux n'iraient pas à l'agriculture, comme ils vont à l'industrie et au commerce.

Déjà, malgré l'infériorité des garanties qu'elle peut offrir, elle trouve des prêteurs. Quand la réforme actuellement en voie de préparation sera accomplie, elle en trouvera davantage : les particuliers ou les institutions qui lui fournissent des capitaux, en quantité devenue insuffisante, développeront leurs relations avec elle : les banquiers et les banques qui se bornent actuellement à escompter le papier des industriels et des commerçants, de leur



gation de la loi de 1807, a dit M. de Luçay, proposée à la Chambre par l'honorable M. Truelle, n'a été accueillie qu'en matière commerciale; cependant la liberté du taux de l'intérêt, en matière civile, serait de la plus haute importance pour l'agriculture. Si les conclusions auxquelles la Chambre s'est arrêtée doivent être définitives, le cultivateur pourrait être tenté, après avoir contracté commercialement, comme le projet de loi émané du Ministère de l'agriculture le lui permettra, de se retrancher derrière la qualité civile pour se soustraire à ses engagements, s'ils excèdent le taux de 5 p. 100. Cette faculté serait de nature à exciter la méfiance et à détourner le crédit. »

S'associant à ces observations, la Commission a émis à l'unanimité le vœu que le taux de l'intérêt soit rendu libre en matière civile aussi bien qu'en matière commerciale.

---











États-Unis, Septembre 1881.

New-York.....	0,55	0,65	98,80
Villes de réserve <sup>1</sup> .....	2,04	5,62	92,35

M. John Biddulph Martin, à son tour <sup>2</sup> donne comme ci-dessous la circulation en se basant sur les documents fournis par deux des grandes coopératives et l'estimation de M. William Whiteley, ce dernier comprenant dans les chèques les *Postal orders*.

Proportion pour cent	Army and navy stores.		Civil service supply ass.		William Whiteley.	
	1880	1888	1885	1888	1878	1888
Chèques.....	63,6	67 »	42,3	44,1	46	66
Billets de banque...	18,6	13,7	16,3	15,3	54	34
Espèces.....	17,8	19,3	41,4	40,6		

D'autre part, des enquêtes dirigées par le Contrôleur de la circulation ont fourni, tant pour la circulation des banques que pour la circulation privée, les résultats suivants, les dates choisies étant le 17 septembre 1890 et le 15 septembre 1892.

Proportion pour cent	Nombre de banques.		Or.		Argent.		Billets.		Chèques, traites, etc.	
	1890	1892	1890	1892	1890	1892	1890	1892	1890	1892
New-York.....	47	48	0,05	0,07	0,02	0,04	4,29	7,53	95,64	92,36
Villes de réserve.	286	281	0,65	0,51	0,31	0,31	6,77	6,44	92,27	92,74
Banques en d'au- tres lieux.....	3.141	3.144	3,31	2,66	1,17	1,14	12,61	11,29	82,91	84,91
Total aux États- Unis.....	3 474	3.473	1,13	0,88	0,43	0,41	7,40	8,10	91,04	90,61

<sup>1</sup> Les villes de réserve étaient celles où, suivant les prescriptions de l'acte du 3 juin 1864, se trouvaient des banques chargées de rembourser au pair les billets des autres banques. Ces villes étaient au nombre de 17 pour tout le territoire. Cette prescription a été abolie par l'acte fédéral du 22 juin 1874. Actuellement les villes de réserve sont celles dont les banques doivent avoir toujours en monnaie légale 25 p. 100 du montant de leurs dépôts, les autres banques n'étant tenues qu'à une réserve de 15 p. 100, 3/5 de cette réserve de 15 p. 100 peuvent être déposés dans une banque située dans une ville de réserve.

Banques en d'autres lieux.....	3,99	14,27	81,74
Total aux États-Unis.....	1,55	4,36	94,09

<sup>2</sup> *Notes on some recorded movements of coin and its equivalent during recent years.* Journal of the Institute of Bankers, avril 1888.

Une autre enquête, faite en 1894, avait pour but de connaître dans quelle proportion les chèques entraient dans les versements faits en un jour déterminé par les épiciers, bouchers, confectionneurs, etc. Le maximum a été fourni par le Mississippi, avec 86.5 p. 100, le minimum par le South Dakota, avec 37.6 p. 100. Par groupes d'Etats, la proportion a été celle ci-dessous :

	North Atlantic.	South Atlantic.	North Central.	South Central.	Western.
Proportion pour cent.....	— 56.1	— 62.3	— 51.3	— 65.6	— 59.7
Population.....	17.400.000	8.920.000	22.400.000	11.000.000	3.000 000

Cette part prépondérante prise par les chèques, les effets de commerce, etc., dans la circulation générale, explique et l'accroissement et l'importance des Clearing-Houses aux Etats-Unis et en Angleterre. Mais précisément à cause de l'emploi beaucoup moindre de ces instruments de circulation dans les autres pays, on ne saurait conclure, par une simple comparaison des résultats des Chambres de compensation de part et d'autre, à une plus ou moins grande activité industrielle et commerciale. Certes, sur ces deux points, l'Angleterre et les Etats-Unis ont une supériorité marquée, mais bien moindre cependant que ne le ferait croire la simple comparaison des résultats des compensations.

On ne saurait même, pour un pays donné, conclure de l'accroissement ou de la diminution de ses Chambres de compensation de banquiers à une marche analogue des affaires en général. Il arrive souvent qu'une dépression constatée sur un point est compensée partiellement ou totalement par une augmentation sur un autre point. Les Chambres de compensation de l'Allemagne sont loin de donner des indications identiques; on peut en dire de même de celles de l'Angleterre. Quant aux Etats-Unis, les résultats des dix dernières années sont montrés comme suit en distinguant le Clearing-House de New-York de tous les autres Clearing-Houses, celui de New-York non compris.

*Augmentation ou diminution pour cent sur l'année précédente.*

	1886	1887	1888	1889	1890
	—	—	—	—	—
New-York.....	+ 19,6	— 0,6	— 7,1	+ 15,4	+ 4,4
Autres Cl. Houses.....	+ 17,2	+ 13,2	+ 4,3	+ 10,0	+ 14,2
	1891	1892	1893	1894	1895
	—	—	—	—	—
New-York.....	— 9,9	+ 8,6	— 14,7	— 22,0	+ 22,3
Autres Cl. Houses.....	— 9,8	+ 10,8	— 9,4	— 7,2	+ 10,4









« une somme au moins égale, car il est payé par l'intérêt des  
 « 130 millions environ qui restent déposés gratuitement dans cet  
 « établissement. Les frais totaux du service de recouvrement ou  
 « de liquidation s'élèvent donc pour la place de Paris à 17 1/2  
 « millions, ainsi qu'il suit :

« Intérêts de 100 millions nécessaires aux paiements.....	5 000 000
« Intérêts de 130 millions salaire de la Banque.. .....	6.500.000
« Journées de travail perdues par le commerce (5.999.400).....	6.000.000
	<hr/>
Total.....	17.500.000

« Avec les procédés anglais, le service de liquidation ne coûte-  
 « rait certainement pas plus de 1 million <sup>1</sup> ».

Sans doute, on ne saurait plus parler d'un intérêt de 5 p. 100 ; le taux de 1 1/2 p. 100 semblerait plutôt convenable. Toutefois en considérant les moyennes quotidiennes des Clearing-Houses de Londres et de New-York, on se rend compte des nombreux millions économisés par l'emploi du système de compensation.

Mais les Chambres de compensation peuvent rendre encore d'autres services en cas de crise, les États-Unis en ont fait l'application plusieurs fois déjà. Les dispositions prises par le Clearing House de New-York, lors de la panique de 1873 <sup>2</sup>, de même que les mesures prises en 1879 pour seconder les efforts du Gouvernement, eurent les meilleurs résultats. Son action ne fut pas moins efficace en 1884. Pour faciliter aux banques associées le règlement de leurs balances, et les mettre à même de répondre aux demandes de remboursement qui leur étaient adressées, le Comité du Clearing-House consentit à l'émission de certificats contre dépôts de valeurs, lettres de change etc, à concurrence de 75 p. 100 de leur montant, certificats portant intérêts à 6 p. 100. Les sommes émises ainsi atteignirent, du 15 mai au 6 juin, 24.915.000 dollars, mais sur ce montant 17 millions 1/2 furent émis dans les trois premiers jours. Ces certificats furent du reste promptement remboursés ; le 1<sup>er</sup> avril suivant, 5 millions 1/2 de dollars restaient seulement en circulation. Le même procédé fut employé en 1890-91 ; l'émission fut faite par les Clearing-Houses de New-York (15.205.000 dollars), Boston (5.065.000), Philadelphie (8.870.000). La crise de 1893 rendit ces mesures plus nécessaires encore. Huit

<sup>1</sup> *Journal des Economistes*, août 1864.

<sup>2</sup> Des certificats furent émis à concurrence de 26.565.000 dollars. Le Clearing-House de Philadelphie en émit également pour 6.785.000 dollars.







## REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

**SOMMAIRE :** *Journal of the R. Stat. Society.* L'interprétation des statistiques criminelles. — L'ivrognerie a-t-elle augmenté ou diminué. — Influence de la pauvreté sur le crime. — Le taux local des décès en Angleterre; nouvelle manière de l'établir. — Les prix dans l'Inde. Une mesure de la civilisation..... appliquée à la France et à l'Angleterre. = *The Economist.* L'approvisionnement de l'Angleterre après une défaite sur mer. — Court-elle le danger d'être affamée? *The Economist* ne le croit pas. — *The Economic Journal*; la réforme agraire en Prusse. — Plusieurs. — Propriétaires et fermiers dans la principauté de Galles, = *The Economic Review.* Limitation morale de l'intervention de l'État. *The quarterly Journal of Economics.* — Plusieurs. — Le taux des naissances dans l'État de Massachussetts. Le mouvement de la coopération aux États-Unis. = *The Journal of Political Economie.* Plusieurs. — Divers principes de taxation. = *The Yale Review.* La Régie ou le travail par entreprise? — Plusieurs points de vue. = *Gunton's Magazine.* Un monopole manqué. = *Jahrbücher* (Annales d'Économie politique, etc.), du professeur Conrad. Le nouveau code de commerce allemand. — Les banques d'État. — La question hongroise. — Plusieurs. = *Annalen* (Annales de l'Empire allemand). L'impôt sur la bière. = *Statistische Monatschrift* (Revue mensuelle de statistique). La Banque et la Caisse d'épargne comme agents des finances de l'État. — La poste à tout faire. — La récolte en 1896. = *Österreichisches Staatwörterbuch* (Dictionnaire politique autrichien). = *Agrarpolitique* (Politique agraire) de L. Brentano. = *Die bauerliche Erbfolge* (Le droit de succession aux biens ruraux, etc.), par L. Fick. = *Soll Deutschland seinen ganzen Getreidebedarf selbst produzieren?* (L'Allemagne doit-elle produire elle-même les céréales dont elle a besoin?) par Rob. Drill. = *Die Lage der englischen Landwirtschaft* (La situation de l'agriculture anglaise), par F. Ph. Koenig. = *Die Entwicklung der bauerlichen Verhältnisse* (Le développement de la situation des paysans dans le royaume de Pologne), par le comte A. J. F. C. de Rostworowski. = *Der Personalkredit* (Le crédit personnel), 2 volumes de rapports. = *Gesetzliche Regelung der Hausindustrie* (Réglementation du travail domestique), par E. Schwiedland. = *Die Reform der Gewerbebesteuerung* (La réforme de l'impôt des patentes), par P. A. Helmer. = *L'Economista*, de Florence. — L'État et la Nation. — Le chômage et l'assurance. = *Giornale degli Economisti.* Plusieurs. = *Tratado elemental de Estadiska* (Traité élémentaire de statistique), par J. P. Hurtado.









que la sécurité soit rompue pour les navires anglais ; dans ce cas l'approvisionnement se ferait par des navires neutres. Si l'on croit possible de déclarer le blé « contrebande de guerre », il faudrait bloquer la Grande-Bretagne ; ce qui serait impossible aux flottes réunies de l'Europe, les côtes étant d'une très grande étendue et la hausse des prix des céréales stimulerait énormément l'esprit d'entreprise.....

---

*The Economic Journal*, publié par *The British economic association*, et dirigé par MM. F. Y. Edgeworth et Henry Higgs (London, Macmillan), mars 1897. Le premier article est intitulé : *La réforme agraire en Prusse*, il est de M. Lujo Brentano, qui a publié le même article en allemand dans la *Nation* de Berlin et a traité en outre le sujet dans une publication spéciale, dont nous parlerons plus loin. Nous nous bornons donc à dire ici que ce travail offre un grand intérêt.

Nous trouvons ensuite un article signé Kenric B. Murray « secrétaire de la Chambre de commerce de Londres » qui semble destiné à soutenir des idées comme celle que *The Economist* vient de combattre. Seulement cet article est curieusement rédigé, telle ligne vous fait croire que l'auteur est un ennemi, et telle autre qu'il est un chaud partisan du socialisme d'État. — Qu'en faut-il croire ?

Mentionnons l'article de M. A. W. Flux sur la concurrence allemande dans lequel l'auteur tend à démontrer que cette concurrence est loin d'avoir pour l'Angleterre l'importance qu'on lui attribue quelquefois.

J'aurais voulu encore pouvoir donner quelques extraits d'un rapport sur l'agriculture dans la principauté de Galles (Wales), mais l'exposé n'est pas assez net, et quelquefois il se borne à faire des allusions à des documents qu'on n'a pas sous la main. Il est dit que les fermes sont louées à l'année, pour ainsi dire sans bail, ce qui n'empêche pas que certains domaines restent presque héréditairement dans la même famille de fermiers. Cet usage est d'ailleurs assez répandu en Angleterre, et on doit sans doute lui attribuer la législation relative à l'indemnité due au fermier sortant pour les améliorations exécutées à ses frais. En effet, croyant rester longtemps encore sur la ferme, le tenant fait parfois des dépenses dans lesquelles on l'empêche de rentrer en lui donnant congé. Puis l'obligation de l'indemniser doit retenir maint propriétaire à renvoyer le fermier sans raisons suffisantes.







toujours paru si difficile à atteindre, l'auteur la résout trop aisément, il la laisse, pour ainsi dire, avoir soin d'elle-même. Selon lui, si l'impôt commence par être mal distribué, l'inégalité se corrigera peu à peu avec le temps. M. Tunell cite un exemple pris dans le livre de M. Hadley et le discute en montrant que si parfois la répartition s'améliore, ce n'est pas sans frais.

M. Turnell critique encore d'autres propositions de M. Hadley qui ne paraît donc pas avoir réussi à renouveler les doctrines financières. Signalons aussi l'article de M. C. W. Oker sur *the fallacy of Index numbers*.

---

*The Yale review*, publiée par MM. Farnam, Hadley, Schwob etc., à la librairie Tuttle, Morehouse et Taylor, de New-Haven, renferme, dans le fascicule trim. de février 1897 — entre autres — un article de M. J. R. Commons sur le travail municipal en régie (*day labor*) ou donné à l'entreprise (*contract system*). C'est une question à l'ordre du jour et qui devient de plus en plus brûlante, surtout en Angleterre et aux États-Unis. Cette question n'est cependant pas soulevée par les tendances socialistes de notre époque qui voudraient se débarrasser des entrepreneurs, des employeurs. Non, il ne s'agit que de venir en aide aux unemployed, aux sans-travail, aux travailleurs réduits au chômage. Ces ouvriers sans travail, il faut les nourrir; or, la charité est démoralisante pour ceux qui la reçoivent, donc, il faut occuper les sans-travail, il faut leur réserver des travaux utiles, notamment en hiver, où tant d'industries sont réduites au chômage. Voilà ce qu'on expose.

Mais si l'on est d'accord sur le principe, on ne l'est pas sur son application. Pour occuper les sans-travail, faut-il s'entendre avec des entrepreneurs, ou la commune peut-elle faire exécuter en régie les travaux publics? L'auteur cite des faits et des chiffres en faveur de l'un et de l'autre procédé et les résume ainsi : 1°. Relativement à la qualité du travail, celui qui est exécuté en régie est indubitablement supérieur à celui qui est fourni par les entreprises; 2° quant aux frais, lorsque les faveurs, etc., ne s'en mêlent pas, elles ne dépassent pas ceux de la régie; le bénéfice que ferait l'entrepreneur se répartit comme salaire entre les ouvriers<sup>1</sup>; il y a aussi moins de réparations à faire pour les travaux exécutés en régie.

---

<sup>1</sup> Les ouvriers des villes sont payés, le plus souvent 1 dollar 75, dans le Massachusetts même 2 dollars; les entrepreneurs payent de 1 doll. à 1 doll. 50.



mars 1896 à 2 doll. 40, en mai, 2 doll. 55. Dans les territoires plus éloignés les prix ont monté à 3 doll. 20, même à 4 et 5 doll. Le Magazine raconte comment l'opinion s'est soulevée, comment il y eut des procès et enfin comment l'association des monopoleurs — qui n'avaient pas eu en vue une organisation permanente, mais qui n'avaient voulu que monter un coup — a dû se dissoudre.... sans s'être couverte de gloire. Je parlais de procès, parmi ceux mentionnés dans l'article que j'analyse il y a celui d'un fabricant qui avait commandé, à la fois, quarante machines à faire des pointes (clous) à une fabrique de machines. Tout d'un coup cette fabrique lui annonce qu'elle ne peut pas lui fournir les machines. Il s'est trouvé que l'association des monopoleurs avait fait des contrats avec tous les fabricants de machines à clous pour les empêcher d'en vendre à des concurrents.

Quoiqu'il en soit, nous avons là un nouvel exemple de l'impossibilité d'établir de nos jours des monopoles durables par la simple voie des accaparements.

---

*Jahrbücher für Nationalökonomie*, etc. Annales d'économie politique et de statistique) publiées par MM. les prof. Conrad etc. Iena, Gustave Fischer, Janvier 1897. M. Lastig apprécie le projet de code de commerce allemand qui vient d'être soumis au Reichsrat et le compare, titre par titre, avec le précédent. Ces comparaisons sont très instructives, elles m'ont fait penser que la comparaison raisonnée ou expliquée dans ses causes, etc., des codes de commerce français, anglais, allemand, Italien depuis plusieurs siècles (ou des coutumes qui les ont précédés) fournirait plusieurs chapitres des plus importants, à la fois d'une histoire du commerce et d'une histoire de l'économie politique. J'espère qu'un jeune savant aura un jour l'idée d'entreprendre ce travail.

L'article suivant, dû à M. H. Hartung, s'occupe du projet d'une banque fédérale — plus ou moins d'État — qui vient d'être rejeté en Suisse. A cette occasion on a beaucoup discuté dans ce pays et un peu ailleurs — bien peu en France — les arguments qu'on peut faire valoir en faveur ou contre les Banques d'État, nous ne pouvons aborder ici, pour notre part, cette importante question, nous dirons seulement que la France serait le dernier pays où l'on pourrait justifier la Banque d'État, puisqu'elle s'entend à tirer de sa banque privée — en la pressurant comme une orange juteuse — plus d'avantages qu'aucune banque d'État ne pourrait jamais fournir.





en Alsace, enfin l'impôt du reste) de l'Empire dit taxe de brasserie commune.

La taxe commune de brasserie aussi bien que l'impôt sur le malt de la Bavière et du Wurtemberg sont un droit sur la principale matière première : ce droit est perçu en Prusse, Saxe etc., ainsi qu'en Wurtemberg au poids et en Bavière à la mesure (de capacité). En Bade et en Alsace, on lève la taxe d'après la contenance des chaudières ou des « vaisseaux » comme en France. En Bade on projette l'adoption d'un droit sur le malt, au poids. En Bavière, le malt seul est taxé, mais l'emploi de toute autre matière pour faire la bière est interdite. En Prusse, Wurtemberg, etc., il est permis d'employer des succédanés du malt, en payant, bien entendu, l'impôt.

Il faudrait entrer dans d'autres détails encore si l'on voulait signaler toutes les différences, mais l'auteur se prononce en tout cas pour un droit sur le malt, seulement ce droit peut être perçu au moment où l'orge est dans le four pour être grillée, ou lorsque le malt est dans le moulin pour être moulu, ou enfin lorsqu'on procède à la trempe. On voit qu'il n'est pas question d'un impôt sur le produit — la bière — bien qu'une taxe ainsi assise semblerait la plus rationnelle de toutes, mais en matière financière la simplicité n'est pas toujours pratique, car elle favorise la fraude. — Nous renvoyons pour les développements à l'article de M. Boccius qui ne prétend nullement faire de la théorie, mais qui, en ancien directeur des contributions indirectes, se préoccupe surtout de l'intérêt du trésor. Voici encore quelques chiffres, d'après lesquels, en 1894-1895, sur 8,031, brasseries, il y en a 1.176 qui n'emploient que 7 1/2 quintaux de malt par an et paient une taxe de 15 M. (le mark 1 fr. 25). Les plus nombreuses sont celles — 1.021 — qui emploient 150 à 300 quintaux et paient de 300 à 600 M., et celles — 1.357 — qui emploient 300 à 700 quintaux et paient 600 à 1.500 M., les plus grandes brasseries, il y en a 59, paient pour leur 30.000 quintaux jusqu'à 60.000 M. d'impôts.

---

*Statistische Monatschrift.* (Revue mensuelle de statistique) publiée par la commission centrale autrichienne. Janvier-mars 1897 (Vienne, Alfred Hölder). Un article comparatif sur les affaires de virement et les Clearinghouses d'Autriche-Hongrie et des autres pays se poursuit à travers ces fascicules, nous n'entreprendrons pas l'analyse d'un aussi long travail chargé de chiffres, mais nous signalerons très brièvement un curieux détail. On a beaucoup



publique, Emigration, etc. — Lettre B, Banque, Mines, taxes et ouvriers des mines, finances de districts, impôts sur la bière, Bourses, impôt sur l'eau-de-vie, Sociétés de secours mutuels (Bruderladen), Bourgeois et paysans, et nous avons omis l'article *Bohème*, qui est très étendu, et traite subsidiairement aussi quelques matières économiques.

Nous nous bornons aux lettres A et B en rappelant que nous avons passé dans l'énumération les mots qui se rapportent aux matières politiques, au droit, et aux choses trop techniques. Le *Dictionnaire de l'Administration autrichienne* ne discute pas les questions au point de vue économique, ce n'est pas dans ses attributions, mais il expose à grands traits l'histoire des institutions et des coutumes dont il fait connaître le droit actuel. Mais dans un grand nombre de cas, on peut déduire de la législation en vigueur à une époque les doctrines économiques et autres qui ont régné à cette même époque. Nous aurions voulu pouvoir donner quelques spécimens de la manière de traiter les sujets dans le Dictionnaire, mais l'espace ne le permet pas. Nous avons parcouru, à cet effet, entre autres, l'article *Chemin de fer*, histoire, statistique, subvention, organisation, réglementation, etc., etc. et nous avons dû reconnaître qu'il ne suffit pas de détacher un fil pour faire apprécier les diverses qualités d'un tissu. L'ouvrage touche à sa fin, nous en reparlerons quand il sera achevé.

---

*Agrarpolitik* (Politique agraire), ein *Lehrbuch* un traité. Pour franciser ce titre, mettons : (fragment d'un) Traité d'économie rurale, par Lujo Brentano, professeur à l'université de Munich. Dans sa préface l'auteur trouve que les traités, déjà anciens, d'économie avaient du bon, qu'ils sont restés instructifs, mais que la méthode historique, qui consiste à décrire les situations successives, avait l'avantage de nous faire sentir que les faits se modifient; seulement, on oubliait ainsi qu'il y a « une nature des choses » (*die Natur der Dinge*), expression qui, pour nous, est synonyme des *Lois naturelles*; on pensait qu'il suffisait de trouver les hommes appropriés *the right men* et de laisser aller les choses, ces *right men* décideraient « de cas en cas » (*von Fall zu Fall*) naturellement sans se tromper. Or, les hommes « appropriés » se trouvent plus difficilement que les hommes influents, et ceux-ci, en l'absence de doctrines ou de principes la méthode historique les renie, se croient en état et en droit de diriger les affaires publiques conformément à leurs intérêts particuliers.



ferme, un préciput plus ou moins important<sup>1</sup>. On sait que l'héritier d'un bien rural qui a des frères et sœurs, commence souvent les affaires avec une forte dette de liquidation sur le dos, et parfois, cette dette l'écrase et le force de vendre la propriété. Les opinions sur la manière de résoudre la difficulté étant très différentes, M. Brentano obtint des ministres compétents, qu'une enquête fût faite, pour constater la coutume réellement suivie dans les divers villages de la Bavière. Ce sont les documents ainsi recueillis, que M. L. Fick, élève de M. Brentano, a été autorisé à analyser et à mettre en œuvre, et c'est ce qu'il a fait dans ce volume, par provinces et par districts, avec beaucoup de soin et de clarté, et avec une évidente entente de la matière. Nous allons emprunter quelques indications à ses conclusions, sans nous astreindre à suivre un ordre déterminé.

Constatons, d'abord, qu'on a soutenu en Allemagne que le droit allemand favorise l'institution d'un héritier unique pour les immeubles, tandis que le droit romain impose le partage plus ou moins égal entre les enfants. Or, il est prouvé que c'est plutôt le contraire qui est vrai; le partage est un usage germanique, et la primogéniture, bien que nullement inconnue dans l'antiquité, ne s'est introduite et généralisée dans les familles nobles de l'Allemagne, qu'au moyen âge, et plus tard encore. Dans les familles des paysans, les coutumes plus ou moins légales n'ont presque aucune influence pratique, chaque père de famille, disposant de ses biens comme il l'entend, ou mieux, comme cela lui paraît le plus avantageux pour ses héritiers. Il y a bien les lois qui règlent la propriété des biens matrimoniaux, eh bien! là où cette législation pouvait gêner les dispositions du père de famille, on prenait ses précautions dans le contrat de mariage, qui n'avait d'autre but que de neutraliser les dispositions légales qu'on voulait tourner. On en conclut que la loi a beaucoup moins d'influence en ces matières qu'on ne l'a cru.

Néanmoins, il y a des districts où les partages sont plus fréquents que dans d'autres, cela dépend, en grande partie, des circonstances locales, de la nature du sol, de la composition du bien — lequel peut être d'un seul tenant, ou formé de nombreuses parcelles, etc. — Il y a des cas où le défunt avait réuni deux fermes, en conservant les deux habitations, en ce cas, le plus souvent, on constituait deux exploitations séparées; ou aussi, le bien pou-

---

<sup>1</sup> Ainsi, on peut établir le prix d'une propriété d'après la valeur vénale et aussi d'après le produit net (Voy. plus loin).









s'entendre à l'amiable et à se faire des concessions, et cette bonne entente est si fréquente qu'il n'y a presque plus de longs baux, que les locations sont à l'année et que des deux côtés on pourrait donner congé, selon les usages, six ou douze mois à l'avance sans tenir à le faire. En cas de séparation par congé la loi sur « les agriculture Holdings », ou des coutumes locales, règlent les indemnités qu'on peut réclamer de part ou d'autre. La réglementation est détaillée. Un autre point qui mériterait qu'on s'y arrête est la grandeur des exploitations. Il y a de grandes, de très grandes fermes, mais elles sont peu nombreuses, les moyennes fermes le sont bien davantage, et les petites fermes, même les petites propriétés, abondent.

La deuxième partie du livre est consacrée à l'Écosse, où les plaintes ne sont pas moins vives qu'en Angleterre et peut-être même plus variées, et l'on sait que ce n'est pas seulement le fermier qui souffre. On croit souvent que la totalité du fermage qu'un propriétaire reçoit est du revenu net; erreur, c'est du revenu brut supportant des charges souvent considérables. M. Koenig, d'après des recherches qui lui sont personnelles, a trouvé que ces charges atteignaient au maximum 85, 3 p. 100 et au minimum 23, 3 p. 100; en moyenne, il faut les évaluer probablement à 53, 7 p. 100. C'est que les constructions, une partie de l'entretien et la plupart des améliorations (drainage, etc.) se font par le propriétaire. Et nous ne mentionnons ici ni les retards dans le paiement des fermages, ni les charges de famille (rentes à des cadets) qui pèsent sur beaucoup de propriétés.

La troisième partie est une sorte de résumé. L'auteur fait l'histoire du commerce des céréales en Angleterre et celle de l'importation des autres produits agricoles, il signale l'influence des chemins de fer, du prix des transports par mer et conclut en disant que la crise a pour effet bien constaté : 1° de diminuer la production du froment, 2° d'accroître les terrains mis en pâturage permanent, 3° de diminuer le nombre des bêtes à laine, 4° d'augmenter le nombre des bêtes à cornes, surtout des vaches. Il y a de grands farmers qui payent leur fermage rien qu'avec le produit de leurs vaches.

Le travail de M. Koenig est très instructif et mérite d'être recommandé.

---

*Die Entwicklung der landwirthlichen Verhältnisse im Königreich Polen, etc.* Le développement de la situation des paysans dans le royaume de Pologne dans le XIX<sup>e</sup> siècle par le Comte A. J. F. C. de















de pénétrer dans les détails — ou parfois après les avoir étudiés. Voici ce tableau aux renseignements « cristallisés ». (1850=100).

	1850	1860	1870	1880	1890
	—	—	—	—	—
Chemins de fer	100	340	588	1081	1862
Indices de progrès économiques	100	177	327	419	615

Puis l'auteur entre dans des détails, dans lesquels nous ne le suivrons pas. — Un troisième article traite des bases économiques de l'histoire. Ici aussi nous avons une suite... et nous attendons une autre suite. C'est regrettable car l'article est intéressant. L'auteur étudie, entre autres faits, la vente des indulgences qui a précédé la Réforme religieuse..., il voit là un fait économique ; on pourrait discuter l'interprétation de l'auteur. — Je m'arrête parce que je n'aime pas qu'on me donne la science par cuillerée, je préfère puiser à même dans le grand réservoir.

---

Mentionnons avant de terminer, le *Tratado elemental de Estadística* (Traité élémentaire de Statistique de J. Piernas Hurtado, 2<sup>e</sup> édition, Madrid, chez D. Victoriano Suarez 1897). L'auteur raconte l'histoire de la Statistique, il en fait la théorie et en enseigne la pratique, tout en exposant comment on doit l'organiser. Il raconte ensuite l'histoire et décrit l'organisation de la statistique en Espagne.

MAURICE BLOCK.

---

## LA COOPERATION DANS L'AGRICULTURE DANOISE

---

Le Danemark est un petit peuple des plus intéressants : en dépit de la guerre désastreuse qui fut suivie du traité de Vienne, voici une trentaine d'années qu'on s'est remis courageusement au relèvement du pays, alors que la nation était presque ruinée, et l'on a obtenu un résultat vraiment admirable. Le commerce a pris un essor inattendu par suite du développement de l'agriculture, et, dès 1885, le professeur F. Hause évaluait la fortune de la population danoise à plus de 8 milliards 1/2 de francs, chiffre bien dépassé aujourd'hui. Nous avons prononcé le mot d'agriculture : c'est en réalité elle qui fait la fortune du Danemark, qui lui donne ses principaux revenus et qui constitue sa force. Sur le chiffre de 8 milliards 1/2 que nous donnions tout à l'heure, on compte 4.362 millions de francs pour les immeubles agricoles. On peut dire que les travaux de l'agriculture occupent au moins la moitié de la population danoise, et que la plupart des négociants qui font le commerce d'exportation assurent le transport des produits de cette même agriculture.

Un simple coup d'œil sur les tableaux du commerce nous convaincrait de cette vérité : nous verrions par exemple que de 1887 à 1891, on exporte, en moyenne, 64 millions 1/2 de livres <sup>1</sup> d'orges, 39 1/2 de grains moulus, 41.000 moutons, 10.000 chevaux, 95.000 bœufs, 114.000 porcs, plus de 56 millions de livres de beurre et autant à peu près de jambon.

En présence d'un pareil résultat, on comprend que l'étude des méthodes suivies en Danemark s'impose pour les agriculteurs des autres pays, parce qu'elles sont consacrées par le succès ; et cela d'autant plus que dans presque tous les pays européens, en France notamment, on affirme que l'agriculture languit, dépérit, et l'on ne cherche pour la relever que des mesures artificielles qui ont un effet absolument inverse de celui qu'on prétend poursuivre. Nous ne croyons point

---

<sup>1</sup> De 500 grammes.



nord de Falster », dans l'île du même nom, et enfin l'association d'économie agricole de Bornholm. Toutes ont une organisation presque identique : on y trouve des commissions pour la laiterie, pour l'élevage du cheval ou du bétail, pour l'engraissement des porcs, pour les diverses cultures ; on y organise des conférences, on y administre des écoles, on y fait des concours, des expositions, on y surveille au besoin la fabrication, etc.

Nous allons étudier successivement les différentes formes d'activité par lesquelles se manifestent les associations coopératives sous la direction éclairée des sociétés centrales.

Nous commencerons par les laiteries coopératives, parce qu'elles ont une importance toute particulière, leur objectif principal étant de fabriquer du beurre et du fromage pour ce marché extérieur qu'on veut apprendre à tant dédaigner aux agriculteurs français. Nous n'avons pas à montrer comment l'exportation du beurre danois fait chaque jour des progrès considérables ; ce serait la matière d'une étude spéciale qui pourrait servir d'enseignement à l'ignorance de nos producteurs. Mais nous pouvons noter une simple indication relative à l'Angleterre : en 1886, par exemple, ce pays recevait du Danemark 3.500.000 kilogs de beurre ; en 1892 cette importation atteignait 43 millions de kilogs. On peut dire que ce résultat est dû aux laiteries coopératives, qui sont au nombre d'environ 1.400. Autrefois le paysan vendait difficilement son lait, celui-ci supportait un long trajet jusqu'au port d'embarquement, perdait de ses qualités, et n'était pas du reste produit dans de bonnes conditions pour sa conservation. Quand le fermier faisait lui-même le beurre, les choses ne s'en passaient pas mieux : il n'était pas au courant des perfectionnements apportés dans les appareils, et n'employait qu'un outillage suranné. Enfin, et cela touche les questions d'élevage, le petit cultivateur ne savait pas choisir les meilleures bêtes laitières, ou il n'avait pas le moyen de se les procurer.

C'est en 1882 que les laiteries coopératives commencèrent à se multiplier : il est vrai que l'on avait vu des expériences caractéristiques et instructives faites auparavant par des particuliers, qui avaient fondé des laiteries ayant pour but l'exportation du beurre en gros. Telles ont été les *Mælkerier*, où les paysans apportaient leur crème ; ce furent ensuite les *Fællesmælkerier*, où l'on recevait non plus seulement la crème, mais le lait, et qui appartenaient comme les autres à un seul propriétaire. Mais dans l'un comme dans l'autre cas, en dehors d'inconvénients particuliers, il y avait ce danger général que les paysans, n'étant point intéressés aux bénéfices de l'entreprise, falsifiaient le lait par tous les moyens possibles, d'autant qu'ils jalouaient l'indus-



tout le lait que produiront leurs vaches. Chacun d'eux reçoit tous les mois une somme proportionnée à la quantité de lait fournie, et aussi à la qualité, à la richesse en crème dudit lait : pour savoir le prix à payer, on établit le nombre de livres de lait nécessaires pour faire une livre de beurre, et comme ce nombre est pris plus élevé que la réalité, il en résulte qu'on paye le lait au-dessous de sa valeur absolue. Le bénéfice ainsi effectué retourne à la Société, il sert à payer les frais généraux, et l'excédent est réparti à la fin de l'année entre les sociétaires. Ceux-ci reprennent à la Société, en le payant, le lait écrémé et le petit lait. Après quelques années, dix ans au plus, les bénéfices réalisés aux différents titres permettent d'amortir l'emprunt, et le boni, qui est normalement réparti deux fois l'an, suivant la valeur du lait livré, s'augmente de ce fait dans une énorme proportion. Au cas d'une insuffisance de revenus pour couvrir tous les frais, y compris intérêts et amortissement de l'emprunt, le déficit est comblé par des cotisations proportionnelles au lait livré par chacun.

Il y aurait à insister, mais malheureusement nous ne le pouvons pas, sur les diverses clauses excellentes imposées par les statuts aux fermiers sociétaires, dans le but unique d'obtenir une exploitation et des produits aussi parfaits que possible, afin de créer une renommée aux produits de l'association. C'est ainsi que toute falsification volontaire du lait est passible d'une amende complétée par une indemnité payée à l'association, même quand il n'y a pas faute directe du propriétaire des vaches ; des amendes sont également prévues pour des seaux manquant de propreté etc. La nourriture à donner aux vaches est expressément spécifiée par le contrat d'association ; enfin on peut refuser le lait d'une ferme où règne une maladie contagieuse quelconque.

Pour devenir membre de l'association, il faut posséder des vaches laitières, être admis par l'assemblée générale et verser un droit d'entrée ; chaque laiterie a un conseil d'administration élu et non payé, dont aucun sociétaire ne peut refuser de faire partie. Enfin il y a quelques détails financiers un peu variables suivant les sociétés et que nous ne pouvons indiquer. La lecture des comptes-rendus de ces associations coopératives montrerait qu'elles sont florissantes : un seul exemple nous ferait constater que 1.000 livres de lait ont rapporté 72 fr. 35, et qu'une vache donne à son propriétaire pour plus de 338 francs de lait par an, somme absolument nette de tous frais de vente.

L'existence même de ces laiteries entraînait tout naturellement la création de sociétés d'élevage basées sur le même principe, et il s'en est en effet formé pour fournir aux laiteries les meilleures vaches laitières ; d'ailleurs elles ont par la suite étendu de beaucoup leurs opé-



même que quiconque de savoir quels étaient les besoins du marché. Ces associations sont des coopératives, travaillant sous la direction de sociétés centrales et établies sur les mêmes bases que les coopératives d'élevage de vaches et de veaux ; il y faut des reproducteurs primés, les juments doivent être acceptées après examen par la direction ; une jument saillie par un étalon non récompensé est exclue de l'association, et, en sens inverse, l'étalon est disqualifié s'il couvre une jument non examinée préalablement. Les associés payent une petite cotisation annuelle, à laquelle s'ajoute la rétribution pour usage de l'étalon. Notons qu'on admet même des juments de propriétaires non membres de l'association. Sans entrer dans des détails ; nous dirons, pour montrer le succès de ces entreprises, qu'il en existe plus de 90 dans le Jutland ; il y a au moins 400.000 chevaux en Danemark, et les étalons ont pris une valeur extraordinaire.

Nous ne pouvons omettre de parler au moins brièvement, des abattoirs de porcs établis sous forme coopérative. Il faut dire que, comme pour le beurre, le marché anglais s'approvisionne de lard surtout en Danemark, par suite de l'excellence des produits de ce pays : en moyenne celui-ci exporte annuellement 50 millions de livres (25 millions de kilogs) de lard ou de jambon : les différents abattoirs mettent à mort 700.000 bêtes par an. Les coopératives, qui se sont fondées en 1882 et après des mesures protectionnistes du marché allemand, sont en même temps sociétés d'élevage de mise à mort et d'exportation. Là, tout aussi bien que dans les laiteries, les appareils et les méthodes résument ce que l'on a inventé de mieux. On s'est inspiré, dans la création de ces associations, ou « Svineslagteries », des mêmes principes que dans les laiteries : emprunt hypothécaire remboursable en dix ans sous garantie de tous les membres ; engagement de ceux-ci d'apporter à l'abattoir tous les porcs qu'ils vendront pendant ces dix années ; paiement de la viande au cours avec une retenue d'une ore par livre pour les frais généraux ; répartition à la fin de l'année des bénéfices, une fois fait le prélèvement pour les fonds de réserve, les intérêts et l'amortissement.

Ce qui prouve le succès de ces établissements, c'est qu'ils font assez rapidement disparaître les abattoirs particuliers : de plus l'examen des comptes de ces coopératives montre une situation des plus favorables.

Le mouvement coopératif s'est étendu plus largement encore, cherchant tout ce qui pouvait aider au développement de la puissance agricole du Danemark. C'est ainsi qu'à côté de l'Ecole d'agriculture de l'Etat, les sociétés d'agriculture ont fondé les « Landbrugsskoles »,





fois intelligent et travailleur : il s'est fait sentir un certain malaise dans l'agriculture du Danemark, mais cela n'a pas empêché l'agriculteur de comprendre que, en dépit des revendications protectionnistes des autres pays, il devait s'opposer à la mise en pratique des soi-disant moyens de défense dont on voulait l'armer. C'est un exemple bon à signaler, car il s'agit, sans conteste, d'un des peuples les plus éclairés en agronomie. Il ne s'est pas cramponné, avec un entêtement maladroit, à la culture des céréales malgré tout ; les grands propriétaires même que leur intérêt immédiat aurait poussés vers le protectionnisme, n'en ont pas voulu, parce qu'ils savaient que cela atteindrait cruellement le paysan et eux-mêmes, indirectement et en retour. Ne pouvant lutter avec le producteur étranger de céréales, le cultivateur résolut d'utiliser ces céréales à bon marché au profit d'une industrie nouvelle, qu'il développa merveilleusement aidé par la coopération, le bas prix des grains favorisant l'élevage et donnant une prospérité nouvelle au pays.

Les coopératives continuent chaque jour de se multiplier, c'est ce qui permet au Danemark d'introduire en Angleterre, malgré toutes les concurrences, la moitié du beurre qu'importe ce pays. Les derniers renseignements que nous puissions nous procurer nous montrent le petit paysan trouvant toujours une bonne rémunération de son travail, grâce à de sages mesures, grâce à une courageuse et intelligente initiative personnelle, à une époque où l'on ne fait plus guère appel qu'à l'Etat.

DANIEL BELLET.

---







une foule de publications les mêmes plaintes, — quoique moins intenses, — que nous entendons aujourd'hui, contre le charlatanisme et d'autres maux qui affectent le corps médical, de l'aveu de ses membres, maux qui ne sont que les effets et les symptômes de la dite pléthore.

Si, comme nous venons de le voir, la cause du mal signalé n'est pas *naturelle*, il faut de toute nécessité qu'elle soit *artificielle*, il faut qu'elle soit la conséquence d'une institution quelconque. Reste à trouver cette institution.

Toutes les lois relatives à un objet se réduisent à deux classes : elles sont persécutrices ou protectrices.

La médecine n'est persécutée par aucune loi. Ce n'est donc pas dans cette direction que nous devons porter nos recherches.

Est-elle protégée ? Bien peu, très peu, pas assez, au gré de ses adeptes.

Pourtant, toute minime que soit la protection accordée à la médecine par le législateur, nous prétendons qu'elle est de trop et que là est la cause première de la pléthore médicale, source de tous les autres maux qui en découlent. Et nous espérons que les lecteurs qui auront la patience de nous suivre dans la démonstration que nous allons donner de cette assertion, se rangeront à notre avis.

Pour établir cette démonstration d'une façon péremptoire, il nous faudra remonter, non pas tout à fait jusqu'au déluge, mais cependant assez loin dans notre histoire. Lorsqu'on veut aller à la source d'un fleuve, il faut remonter son cours jusqu'aux ruisseaux qui l'alimentent.

Nous prions donc les lecteurs, intéressés directement ou non dans la question, — médecins et malades en fait ou en perspective, — de nous prêter toute leur attention et de nous suivre dans la petite pérégrination que nous allons faire, à vol d'oiseau, à travers les âges.

\*  
\* \*

Il ne paraît pas qu'au moyen-âge proprement dit, la médecine et les médecins aient joui d'aucun privilège. La liberté la plus complète, tant dans l'exercice que dans l'enseignement de cet art-science, a été le régime en vigueur.

Aussi, dira-t-on peut-être, la médecine n'existait pas, ou du moins elle était retombée dans l'enfance.

Sur quoi se fonde cette assertion ?

La médecine était cultivée parmi les Arabes. tout le monde en convient. Les rapports des Français avec les Maures étaient constants à cette époque, chacun sait cela. Est-il vraisemblable qu'il n'y ait eu entre eux aucun échange d'idées, médicales et autres ?









aucun diplôme, n'en exerça pas moins la médecine sans être jamais inquiété.

En somme, jusqu'à la Révolution, la pléthore fit peu de ravages dans le corps médical, malgré le privilège et à cause des obstacles qui le neutralisaient.

Il n'en était pas de même parmi les clercs et les légistes : Jouissant de plus grands privilèges, ils étaient en nombre exorbitant. La France, disent des auteurs du 16<sup>e</sup> siècle, en possédait alors plus à elle seule que tout le reste de l'Europe.

Avec toute la bonne volonté du monde, le gâteau du privilège ne pouvait suffire à tout le monde. Qu'en est-il résulté ? C'est que tous ces déclassés, abbés sans bénéfice ni prébende, légistes sans offices, avocats sans clientèle ont renversé « l'ordre social » qui les jetait ainsi dans le parasitisme et la misère.

On sait que ce sont eux qui ont fait la Révolution. Aux Etats Généraux de 1789 et dans les premières assemblées qui les ont suivies, il n'y avait qu'un tout petit nombre de médecins, mais foison de clercs et de légistes. Les faits confirment nos raisonnements et nos raisonnements expliquent les faits.

..

La Faculté de médecine a suivi le sort de sa douce mère l'Université, lors de la Révolution : elle a été supprimée en 1792, mais l'éclipse n'a pas été de longue durée : une loi de l'an XI l'a reconstituée et dans de tout autres conditions que celles qui lui étaient faites sous l'ancien régime.

Ce qui caractérise les temps nouveaux et distingue mieux notre siècle de ses aînés, — du moins au point de vue qui nous occupe, — c'est la décadence de la religion et de ses ministres, d'une part, et, d'autre part, l'ascension de la science et des savants.

Sans supprimer complètement les privilèges des prêtres et des légistes, les vrais dominateurs de l'ancien régime, on les a considérablement réduits ; ils sont devenus de simples fonctionnaires, et l'on a augmenté d'autant ceux de la science.

Avant la Révolution, les savants étaient de simples parasites des rois et des seigneurs ; après, ils sont devenus parasites directs du gouvernement, c'est-à-dire des contribuables.

Sous prétexte de progrès scientifique, on a multiplié à l'infini les écoles à tous les degrés, plus ou moins gratuites, on a distribué des bourses, on a multiplié les fonctions publiques afin de donner de l'occupation à tous ces savants.

A voir tout cet appareil, on dirait que les Français sont des gens stu-



jusqu'à l'interdiction de l'exercice illégal même gratuit. Exemple sans précédent dans l'histoire d'aucun peuple, que je sache.

Des motifs d'anticléricalisme sont peut-être entrés dans cette mesure pour une part, mais elle est bien petite ; la raison principale doit être cherchée dans le principe du privilège et dans ses conséquences auxquelles on cherchait à remédier.

On ne doit pas en vouloir aux médecins d'en être venus à cette extrémité : c'est la force des choses, — c'est-à-dire de leur privilège — qui les y a conduits. Il est logique que le gouvernement, après avoir attiré, par ses encouragements, trop de jeunes gens dans la carrière médicale s'évertue ensuite à leur assurer une situation ; et, d'un autre côté, il est naturel que les médecins tiennent la main à ce que les avantages qu'on leur promet ne soient pas illusoires.

Mais on doit comprendre qu'un tel remède ne peut qu'aggraver le mal. Effectivement, si l'on suit l'histoire de la médecine et des médecins pendant notre siècle, on voit clairement croître et embellir la pléthore avec toutes ses conséquences : progrès du charlatanisme, démoralisation du corps médical, etc.

Les congrès médicaux, les séances académiques mêmes retentissent de plaintes amères sur tous ces abus, qui sont pourtant inévitables, le point de départ établi. Car, enfin, il faut vivre, et même, autant que possible, rentrer avec usure dans les avances et dépenses de travail, de temps et d'argent que l'on s'est imposées pour parvenir au diplôme.

...

C'est surtout depuis l'avènement de la troisième République, que le mal de la pléthore a fait des progrès.

Aux causes déjà dites, maintenues et augmentées, est venue s'ajouter l'exemption du service militaire accordée aux étudiants de facultés. Ça été le coup de grâce. Les statistiques sont là pour nous dire combien le nombre des aspirants... à ne pas être soldats s'est accru.

Tous ne deviennent pas médecins ou avocats ? — Alors, à quoi bon les y préparer, en grande partie aux frais des contribuables. — Mais le nombre en est suffisant pour déprimer la valeur de ce service et créer la crise qu'il subit.

Telle est la genèse du mal dont souffre la profession médicale, de même, au surplus, que les autres professions libérales et pour les mêmes raisons.

Tous les maux dont on se plaint ne sont que les conséquences naturelles du principe de protection, dont la conséquence directe est la surabondance des protégés, la rupture de l'équilibre entre l'offre, toujours croissante, et la demande d'autant plus réduite.

Nous assistons aujourd'hui non seulement à la pléthore, mais à l'ex-



Cette concurrence est la conséquence de la cherté des moindres consultations, conséquence elle-même du haut prix des frais d'apprentissage et de la nécessité dans laquelle se trouvent les docteurs de rentrer dans leurs avances.

On n'ose pas tant se plaindre du charlatanisme légal, de la réclame et des procédés peu honnêtes auxquels se livrent certains confrères. Cet abus est pourtant bien plus grave que le précédent; et il est la conséquence fatale, répétons-le, de la pléthore, de la nécessité qui en résulte, sous peine de mort, de se faire une position, honnêtement, si possible, mais sinon, par tous les moyens.

Autre abus : Les journaux spéciaux et même les journaux quotidiens, initient le public aux secrets de l'art médical; il en résulte que l'on se soigne soi-même, d'après ces indications, en cas de maladie, et que l'on donne des conseils, gratuits ou non, aux personnes de sa connaissance. De cette façon, la clientèle diminue, en même temps qu'augmente le nombre des professionnels réguliers et irréguliers, double cause de malaise pour les médecins.

Eucore, répondrons-nous, une conséquence de la pléthore. Ce sont des médecins plus ou moins désœuvrés, qui fondent et dirigent ces journaux, en vue de se faire connaître comme savants ou comme spécialistes, et de se former une clientèle qu'ils ne peuvent attirer autrement, n'étant pas connus.

Si les médecins n'étaient pas protégés, ils ne seraient pas trop nombreux, ils n'auraient pas besoin de recourir à ce moyen d'obtenir honneurs ou profits; au lieu de courir après les malades, ce sont les malades qui courraient après eux. Or, il n'y a que la liberté, c'est-à-dire l'absence de protection, qui puisse proportionner le nombre des médecins à celui des malades.

Des journaux, dit-on encore, vont jusqu'à donner à vil prix des consultations par correspondance.

Cela montre à quel point la surabondance est arrivée; quant au remède, s'il y a abus il est toujours le même : liberté !

Les cours publics et gratuits sont encore incriminés comme cause de dégradation et de mal être du corps médical. Il est certain qu'il se fait partout de ces cours : associations polytechnique philotechnique, sociétés diverses; les écoles, les mairies et autres établissements publics sont bondés de cours et de professeurs, sinon d'élèves, et beaucoup de professeurs sont docteurs et font des cours d'hygiène, de médecine pratique.

Accordons encore que ce soit là un mal; mais avouons qu'il n'y aurait pas tant de cours s'il n'y avait pas tant de professeurs désœuvrés, et peut-être affamés, qui sont nécessairement à l'affût de tous les moyens



Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si la presse médicale, si les cours de samaritains et de samaritaines et d'autres cours encore plus étendus sont, en principe, une chose bonne ou mauvaise pour le public ; cette question est, d'ailleurs, inutile à traiter, car elle se résoudrait d'elle-même par la liberté — j'entends toujours par la liberté la non-protection.

Il nous suffit d'avoir montré que la protection est la cause première de la pléthore, dont souffre la profession médicale, et que la pléthore est la source de tous ses autres maux.

\*  
\* \*

La cause de la crise médicale étant indiquée, le remède est facile à découvrir : supprimer la protection. Quant à l'appliquer, c'est une autre affaire. Il est facile de sortir de la liberté ; il est si doux de se laisser glisser sur la pente de la protection, mais il est difficile de remonter cette pente.

Y aurait-il danger quelconque, pour le public, pour l'art, pour la science, pour les médecins, à supprimer la protection médicale, à libérer l'exercice de cet art et l'enseignement de cette science de toute intervention législative ? Telle est la question à résoudre. Nous ne l'aborderons pas pour le moment. Tout ce que nous pouvons dire, et ce sera notre dernier mot, c'est qu'il faut, comme dit Bacon, confier la délibération, — ici comme en toutes choses, — à Argus aux cent yeux, et, ensuite, l'exécution à Briarée, aux cent bras.

Tant que la cause indiquée subsistera, nous sommes convaincu que la crise persistera et ira s'aggravant. A d'autres de refuter notre démonstration, s'ils le peuvent, et à l'avenir, de prononcer entre nous le jugement en dernier ressort.

ROUXEL.

---



---

## UN BON SYMPTOME

---

Il y a quelques années, sur l'initiative généreuse d'un des plus anciens et plus infatigables ouvriers de la cause de la paix, mon ami M. Hodgson Pratt, un concours avait été ouvert pour la composition d'un chapitre ou manuel élémentaire d'histoire, à l'usage des écoles primaires.

J'avais, comme président de la *Société Française pour l'arbitrage entre nations*, été chargé de faire une première lecture des ouvrages écrits en langue française, et, parmi d'autres, réellement estimables, j'avais cru devoir placer au premier rang celui d'un modeste instituteur, M. Sève. J'eus la satisfaction de voir mon jugement confirmé, et plus que confirmé, par le jury définitif, auquel fut remis le soin de se prononcer sur l'ensemble des manuscrits de toutes langues et de toutes provenances. Le prix, de 1.200 francs, fut alloué à M. Sève.

Cette satisfaction ne fut pas la seule que me procura ce concours. Une chose me frappa, je l'ai dit alors, et je le redis : ce fut la similitude des idées exprimées par presque tous les concurrents, et, plus spécialement, la rectitude de leurs notions économiques. Cette similitude était telle, en matière d'échange notamment, que, s'ils n'avaient appartenus à des régions très diverses de la France, j'aurais pu croire qu'ils avaient presque tous suivi mes leçons, à Paris ou à Versailles.

J'ignore ce que sont devenus les autres. Mais M. Sève, qui a quitté, si je ne me trompe, son poste d'instituteur pour une situation supérieure, s'est rappelé de temps à autre à mon souvenir. Et, dans ces derniers temps, j'ai eu de ses nouvelles par une revue intitulée : *LE MAÎTRE PRATIQUE, journal hebdomadaire des cours publics et des conférences populaires*, qu'il publie, depuis deux ans, au chef-lieu du département de l'Ain.

Le titre n'est pas menteur. C'est une publication réellement pratique et, à tous égards, fort bien faite. J'y remarque entre autres — et c'est ce qui m'a déterminé à en parler — des leçons familières, mais

sérieuses, sur les matières économiques. Les n<sup>os</sup> de juin, en particulier, contiennent, sur le libre-échange et la protection, des pages excellentes qui pourraient être signées des plus difficiles d'entre nous, et qui sont aussi remarquables par la clarté de l'exposition que par la justesse des idées. En présence de l'erreur et de la confusion qui règnent dans d'autres sphères, il est consolant de voir que la vérité trouve encore quelques refuges dans les sphères modestes où se prépare l'éducation intellectuelle de la jeunesse. C'est un bon symptôme. Je le disais déjà en rendant compte, en son temps, des résultats du concours Hodgson Pratt; et je le répète en signalant la Revue de M. Sève. Ce qu'on appelle les classes dirigeantes, semblent avoir pris à tâche de semer à pleine main l'ivraie autour d'elles. D'autres mains, heureusement, s'emploient à répandre le bon grain, qui finira par étouffer l'ivraie.

F<sup>r</sup>ÉDÉRIC PASSY.

---

---

# BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Juin 1897.)

---

2. — **Rapport** sur l'application de la loi du 25 juin 1890 relative à la répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat en Algérie (page 3097).

— suivi d'un décret relatif au paiement des droits d'importation à la Guyane française (page 3115).

4. — sur les résultats de l'application, pendant l'année 1896, des dispositions du code civil relatives à la nationalité (page 3140).

6. — suivi d'un décret portant modification au décret du 9 novembre 1853, relatif aux fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite (page 3173).

11. — suivi d'un décret portant suppression du secrétariat général du gouvernement de l'Indo-Chine et rétablissement de l'emploi de résident supérieur au Tonkin (page 3239).

13. — **Décret** portant modification à l'organisation de l'office du travail (page 3269).

— portant modification à l'organisation de l'administration centrale du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (page 3270).

15. — **Loi** prorogeant les pouvoirs disciplinaires conférés aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie (page 3310).

16. — **Arrêté** modifiant les circonscriptions des écoles nationales d'arts et métiers d'Aix, d'Angers et de Châlons (page 3334).

— modifiant les centres des examens oraux du concours d'admission aux écoles nationales d'arts et métiers (page 3334).

— **Rapport** suivi d'un décret portant approbation d'un arrêté du résident général à Madagascar, réglementant l'émigration des travailleurs malgaches (page 3337).

17. — suivi d'un décret modifiant le décret du 14 septembre 1896, réorganisant le personnel européen des résidences de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge (page 3357).

18. — **Décret** autorisant dans certains établissements la préparation des sérums thérapeutiques et extraits organiques (page 3369).

— **Rapport** suivi d'un décret portant modification du tableau fixant

les exceptions au tarif général des douanes à Saint-Pierre et Miquelon et exemptant les hameçons étrangers (page 3371).

21. — adressé au ministre des travaux publics au nom de la commission chargée de l'étude des questions relatives à l'institution de colis agricoles (page 3469).

22. — **Arrêté** réglant les conditions du troisième tirage au sort des obligations de l'emprunt du protectorat de l'Annam et du Tonkin, et nommant les membres de la commission chargée de procéder à cette opération (page 3492).

23. — **Loi** portant prorogation jusqu'au 31 mai 1898 de la loi du 13 janvier 1892, en ce qui concerne les primes à la filature de la soie (page 3505).

24. — **Décret** modifiant la nomenclature des établissements dans lesquels l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes est autorisé (page 3525).

— **Décisions** autorisant la création de recettes auxiliaires rurales des postes et la conversion en recettes rurales de recettes auxiliaires municipales des postes (page 3526).

25. — **Arrêté** constituant la commission de répartition du crédit aux associations ouvrières (page 3542).

26. — **Loi** autorisant l'acquisition par l'État des bâtiments du collège Sainte-Barbe (page 3561).

27. — **Décret** modifiant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres (page 3590).

29. — **Loi** portant approbation du règlement et des tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Budapest le 22 juillet 1896. — Règlement de service international annexé à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg. Revision de Budapest 1896. — Tableaux des tarifs internationaux. — **Décret** portant application du règlement et des tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Budapest le 22 juillet 1896 et approuvés par la loi du 28 juin 1897 (page 3621).

— portant approbation de déclaration pour la prorogation des conventions et arrangements signés entre la France, la Belgique, les Pays-Bas, le grand-duché de Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse et la Russie, pour les relations télégraphiques. — **Décret** et **déclarations** conformes (page 3652).

— **Décret** modifiant le décret du 12 janvier 1894 relatif à la correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur (page 3653).

30. — fixant les quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes qui pourront être admises en franchise ou à des traitements de faveur du 1<sup>er</sup> juillet 1897 au 30 juin 1898 (page 3682).

---



question, fait remarquer d'abord que, pour éviter toute confusion, il vaudrait mieux dire : *De la fonction sociale de la fortune*. Il fait remarquer aussi qu'il parlera non pas du rôle *économique* de la fortune, mais de son rôle *social*.

Pour le gros public, le rôle social de la fortune semble consister à faire des libéralités plus ou moins bien placées. Dans l'antiquité, l'homme riche consacrait une grande partie de ses revenus et parfois de son capital en constructions monumentales, en arcs de triomphe, portiques, temples, bains publics et autres objets : statues, par exemple, destinées à décorer la cité. Aujourd'hui, les hommes riches font souvent des fondations. Le fait est, constate en passant M. Paul Leroy-Beaulieu, que rien n'est plus difficile que de faire une libéralité. Les Américains aiment à faire des libéralités de leur vivant, ils veulent jouir par eux-mêmes de l'effet que produira leur générosité ! Le Français préfère attendre, il ne fait guère que des libéralités posthumes. Mais, dans l'un ou l'autre cas, le résultat est à peu près identique : à savoir, qu'il est très difficile de savoir bien placer une libéralité utile, témoin la dernière libéralité faite récemment par un savant et un inventeur suédois, qui a légué une cinquantaine de millions destinés à la fondation de gigantesques prix internationaux, qui seront, sans doute, la source de beaucoup de compétitions et d'intrigues.

Revenons maintenant au rôle social de la fortune. Le premier devoir de la fortune, comme du capital en général, est de se conserver. La première faute, non seulement individuelle ou familiale, mais sociale, que puisse commettre un homme riche, c'est de diminuer sa richesse. Le devoir de l'homme riche est de conserver et même d'augmenter sa fortune. Celui-ci doit épargner et créer du capital pour fournir à l'ensemble de la société les moyens d'appliquer les inventions et les découvertes nouvelles pour augmenter toujours le fonds productif qui allège les peines et augmente les produits de l'humanité. L'épargne, dans quelque situation de fortune que l'on soit, continue d'être un devoir, ne serait-ce que pour parer aux accidents qui sont toujours possibles. Cela pose, il ressort que l'homme riche doit apporter le plus grand soin dans ses placements : c'est là sa principale fonction économique, fonction difficile, délicate, essentielle, quoi qu'en pense le vulgaire, qui s' imagine volontiers que la fortune se conserve et s'augmente automatiquement par sa seule force d'expansion. Ce pouvoir d'administration qui est dévolu à l'homme riche doit comporter à la fois une certaine hardiesse, sans temerité, et beaucoup de réflexion et d'étude. C'est un métier



utiles de détail, qui peut remplir ce rôle. D'ailleurs, ces riches commerçants, ces grands industriels ont le mérite d'apporter aux procédés d'exploitation agricole les mêmes procédés de méthode qui ont assuré le succès de leurs affaires. Et puis, sans être des savants par eux-mêmes, ils connaissent les progrès réalisés par la science, ils ont confiance dans ses découvertes et ils n'hésitent pas à les appliquer et à risquer de ce chef d'importants capitaux. Ces capitalistes qu'attaque M. Jaurès sont les véritables facteurs du progrès agricole. Proudhon qui, au milieu de ses paradoxes, avait quelquefois des éclairs de génie et de bon sens, a eu un mot profond : « Pour arrêter tout progrès agricole, il suffirait de rendre tous les fermiers propriétaires ».

La deuxième fonction sociale de la fortune consiste dans les œuvres de patronage et de philanthropie que l'orateur appelle rémunératrices. Il se hâte d'expliquer cette expression, qui pourrait étonner quelques personnes, et prêter aux sarcasmes. Il se rencontre nombre d'œuvres qui peuvent être, dans une certaine mesure, productives pour les capitaux, mais où les chances de gain sont trop faibles, quoique n'étant pas complètement absentes, pour séduire les entrepreneurs privés qui ne suivent que l'impulsion du strict intérêt personnel. Des hommes riches doivent s'en charger en y consacrant une partie de leurs revenus, sans renoncer, pour cette fraction ainsi aventurée, à tout intérêt, mais en limitant le montant de celui-ci. Telle est, par exemple, l'œuvre de la construction des maisons à bon marché, les restaurants populaires comme il en existe à Lyon, les bains populaires et les lavoirs à l'usage des femmes qui ne peuvent payer qu'une très faible redevance, les assurances pour les mobiliers ouvriers, etc. Depuis un quart de siècle, en Angleterre, en Amérique et en France même, bien des organismes de cette nature se sont constitués et ont démontré l'applicabilité de cette méthode. On fixait en général, autrefois, l'intérêt maximum à 4 p. 100, l'excédent devant être porté à la réserve ou consacré à l'extension de l'œuvre. Aujourd'hui l'intérêt devrait être ramené à 3 1/2 ou à 3 p. 100.

La troisième fonction sociale de la fortune consiste dans le patronage gratuit d'œuvres non rémunératrices ou purement charitables. C'est encore là un des modes d'emplois à la fois d'une partie des loisirs et d'une fraction du superflu des revenus, après la part faite à la vie large, au luxe légitime, à l'épargne suffisamment ample et aux catégories d'entreprises que l'orateur vient de passer rapidement en revue. Viennent ensuite les grandes fondations d'intérêt général : créations de musées, d'écoles, d'ob-





lège et ne voulant pas user de la loi sur les logements à bon marché qui donne des exemptions d'impôts à certains logements, établis d'après un certain mode. Voilà un exemple très caractéristique de l'usage social de la fortune.

Après une observation de **M. A. de Foville**, qui se contente d'adhérer à l'opinion de **M. Paul Leroy-Beaulieu**, **M. R.-G. Lévy** insiste sur un point de l'exposé de l'auteur de la question : il veut parler des mobiles qui poussent certaines gens à l'accumulation de la richesse.

Si, dit-il, on constate dans notre pays un ralentissement dans la formation des fortunes, c'est que l'opinion publique, égarée par une foule de sophismes et de doctrines envieuses, n'a pas, pour les hommes qui travaillent à édifier ces fortunes, toute la sympathie, tout le respect, toute l'admiration qu'ils méritent.

Oui, s'écrie **M. R.-G. Lévy**, ces hommes dévoués sont dignes de tout notre respect. On doit les plaindre, plutôt que les envier, car ils usent leur vie au travail, dans un noble but, se sacrifiant eux-mêmes pour accomplir des œuvres dont jouiront surtout les générations suivantes.

**M. Gay** demande à **M. Paul Leroy-Beaulieu** si ce rôle grand et noble esquissé par lui comme devant être rempli par la fortune ne peut pas, quelquefois, être méconnu ? Si les gens riches ne s'en acquittent pas, que devient la fortune ? Il faut bien qu'à un certain moment elle retourne à la masse ou soit perdue.

Pour lui, il croit que la fortune ne peut être conservée, — ainsi que le disait **M. Leroy-Beaulieu**, — que si elle est bien employée.

**M. Leroy-Beaulieu** reconnaît que tout le monde ne remplit pas l'intégralité de ces devoirs ; c'est une des raisons pour lesquelles il les indique. Il faut, toutefois, reconnaître que la plupart des hommes parvenus à une grande fortune à force de travail, d'énergie, de contrôle sur soi-même, d'économie sévère, s'acquittent assez bien tout au moins d'une partie de leurs fonctions sociales. Pour la seconde ou la troisième génération, c'est une autre affaire : il y a souvent une crise quand une fortune passe des mains qui l'ont constituée dans celles qui n'ont qu'à la recevoir et cette crise ne se dénoue pas toujours bien ; mais alors les riches imprudents ou immoraux pâtissent de leur faiblesse et de leurs vices. **M. Cherbuliez** a dit spirituellement : « J'entends un bruit de bottes vernies qui descendent et un bruit de souliers ferrés qui montent ». C'est la vérité même. Il y a des hommes qui

accèdent à la fortune tandis que des hommes qui ont trouvé la fortune dans leur berceau déchoient et deviennent des déshérités. Tant pis pour eux. C'est le sort justement réservé à ceux qui n'ont pas su faire un emploi judicieux de la fortune gagnée par leurs ascendants.

**M. E. Villey** est d'avis que les gens qui possèdent la fortune ne remplissent pas suffisamment, en général, la fonction sociale qui leur a été attribuée.

D'autre part, à propos de la « philanthropie rémunérée », **M. Paul Leroy-Beaulieu** a paru repousser bien loin tout concours de l'État. **M. Villey** voit quelque exagération dans ce dédain. Sans doute, il ne faut pas que l'État vienne substituer son action à celle des particuliers, mais cette action doit être comme le « condiment » qui réveille l'activité des simples citoyens. Or, c'est ce qui est indispensable à notre époque. Et l'œuvre des habitations à bon marché, dont on a parlé, est de celles que doit aider la subvention de l'État, — dans une mesure raisonnable, bien entendu. (*Protestations de divers côtés.*)

Encore une fois, répète **M. Villey**, il faut que l'action de l'État soit un stimulant, mais pas plus, — et cela avec sagesse et modération.

**M. Cheysson** trouve que la question de « la fonction sociale de la richesse » est d'une étendue illimitée et qu'elle peut presque, si on la presse, se ramener à celle des fins de l'homme, au problème de la destinée humaine. Elle relève, non seulement de l'économie politique, mais encore de la philosophie, de la morale et de la religion ; chaque siècle, chaque civilisation lui donne une réponse différente, où viennent aboutir et se résumer les idées dominantes, les tendances générales et les mœurs.

Le rôle de l'homme riche a été, suivant les temps, de donner des fêtes magnifiques au peuple, d'encourager les arts, de se dépouiller au profit du pauvre, de tout subordonner à la conservation du bien dans sa famille. Aujourd'hui, notre conception du devoir de la richesse se teinte fortement « d'altruisme » et la réponse éloquente donnée à la question du programme par **M. Leroy-Beaulieu** est bien conforme à l'idée que s'en font à la fin de ce siècle les esprits élevés.

**M. Cheysson** adhère pleinement pour sa part à tout ce qui vient d'être si bien dit ; il admet, en particulier, qu'en demandant au riche la philanthropie, on ajoute la condition qu'elle soit « rému-

nératrice ». Faute de cette condition, en effet, elle ressemble à l'aumône et limite étroitement le cercle de son action. Si, au contraire, elle est « payante », suivant l'expression américaine, elle peut prendre un essor pour ainsi dire illimité. Les Anglais la comprennent ainsi et leur exemple est bon à suivre.

On a relevé, à cette occasion, la question de l'intervention de l'État dans les œuvres philanthropiques, et l'on a cité, comme un véritable modèle, les habitations économiques de Lyon. Nul plus que M. Cheysson ne les admire et ne rend hommage à leurs éminents promoteurs. Mais eux-mêmes reconnaissent l'efficacité de l'appui que leur a prêté la caisse d'épargne, et, quant à la loi du 30 novembre 1894, elle ne leur était pas applicable, parce qu'ils ne se vouent pas *exclusivement* à l'habitation, comme l'exige la loi, ayant, depuis 1895, réuni dans une même société le logement et le restaurant populaires.

Cette question de l'intervention de l'État dans les œuvres ouvrières, M. Cheysson ne croit pas avoir à y revenir : il l'a traitée à fond devant la Société d'économie politique en 1894<sup>1</sup>, et comme alors il continue à soutenir que tout ce que peut faire l'initiative privée doit lui être réservé, que l'État ne doit intervenir que pour accomplir les tâches décidément inaccessibles à cette initiative, mais qu'il doit, quand il est condamné à la suppléer momentanément, s'efforcer de la promouvoir et s'effacer devant elle.

Il termine en demandant à dégager explicitement un des aspects du devoir social qu'impliquait sans contredit l'exposé de M. Paul Leroy-Beaulieu. Dans la philanthropie générale vis-à-vis de ses semblables, il faut faire une large place à celle qui s'exerce envers son entourage immédiat, sa clientèle directe, ses collaborateurs de tous ordres, c'est-à-dire au « patronage ». Le propriétaire rural, le patron industriel, doivent, aussi bien dans leur intérêt bien entendu que dans celui d'un sentiment d'humanité et de paix sociale, s'intéresser à la situation de leur personnel, l'aider, par le merveilleux arsenal des institutions patronales, à traverser les crises de la vie, se protéger, comme le réclamait M. Aynard dans un admirable tableau « des devoirs du patron », de lui épargner le chômage et de lier sa fidélité à son bien-être. Si la richesse confère des droits elle comporte en même temps des devoirs qui en sont la contrepartie et elle s'élève ainsi, pour ceux

<sup>1</sup> *Journal des Économistes*, février 1894.

<sup>2</sup> *Revue sociale*, 1<sup>re</sup> année 1894, p. 25.



crise ; encore, dans la majorité des cas, cette crise tourne bien. S'il en était autrement, les capitaux au lieu d'augmenter, comme cela a lieu, dans la société, diminueraient ; si l'on voit descendre sur l'échelle sociale des fils incapables, ou voit davantage des hommes laborieux monter des rangs inférieurs.

M. Villey a déplacé la question quand il a demandé — ce qui était son droit — si la philanthropie rémunératrice est suffisante pour que le devoir social soit entièrement accompli et si l'État n'avait pas à apporter une sorte de condiment ou de complément à l'œuvre en employant une partie de la richesse qu'il recueille par l'impôt à faire acte d'assistance et de patronage. M. Cheysson, qui voulait dire pourquoi M. Mangini n'a pas profité du bénéfice de la loi de 1844, ajoute que chaque civilisation a une conception particulière des devoirs de la fortune, et que si, chez les Romains, l'homme riche dépensait surtout en magnificences publiques, l'homme qui aujourd'hui a par sa fortune et sa situation un grand nombre d'autres hommes sous sa direction, doit sentir qu'il y a pour lui un devoir de les aider de sa bourse et de sa personne à améliorer matériellement et moralement leur condition.

Sous l'adhésion que les orateurs ont unanimement donnée aux idées élevées et justes que M. Leroy-Beaulieu avait exprimées, on sent les tendances particulières de chacun, suivant son caractère et sa situation. Le président se gardera bien d'entrer à son tour dans la discussion : il lui suffit de dire en terminant que tout homme en ce monde a des devoirs à remplir qui lui sont imposés par sa foi ou par sa conscience, que ces devoirs sont d'autant plus grands qu'il est haut placé par sa fortune, par son intelligence, par sa position, que l'État a les siens comme les particuliers, et que le premier devoir de l'État est de respecter et de faire respecter la liberté individuelle avec ses conséquences, parce que c'est l'activité individuelle qui crée la richesse, et que la condition première pour qu'on fasse de bons emplois de la richesse, c'est que la richesse soit produite en abondance et circule sans obstacle.

La séance est levée à 11 h. 25.

*Le Rédacteur du Compte rendu* : CHARLES LETORT.

---

## OUVRAGES PRÉSENTÉS

*L'instabilité commerciale*, par ERNEST BRELAY. — Paris, Guillaumin et Cie, 1897, in-8.

ETEOCLE LORINI. *La riforma monetaria della Russia*. — Torino, 1897, in-8.

*Exposition universelle de 1889. Congrès international des architectes. 3<sup>e</sup> session, tenue à Paris du 17 au 22 juin 1889. Organisation, compte-rendu et notices*. — Paris, 1896, in-8.

*Le commerce extérieur de l'Égypte pendant l'année 1896*. — Alexandrie, 1897, in-4.

*Administration des douanes égyptiennes. Rapport du directeur général sur l'année 1896*. — Alexandrie, 1897, in-4.

*Banque de l'Indo-Chine. Assemblée générale des actionnaires du 19 mai 1897. Rapport du Conseil d'administration*. — Paris, 1897, in-4.

*Statistica giudiziaria penale per l'anno 1895*. — Roma, 1897, in-4.

*Statistica del commercio speciale di importazione e di esportazione dal 1<sup>o</sup> gennaio al 31 maggio 1897*. — Roma, 1897, in-4.

## PÉRIODIQUES

*Annales du commerce extérieur, Journal de la Société de statistique de Paris, Bulletin mensuel du commerce extérieur de l'Égypte, Musée social, Revue géographique, Annales des ponts et chaussées, Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris, Société d'encouragement pour l'industrie nationale, Journal de la Société nationale d'horticulture de France, Droit financier, Revue économique de Bordeaux, Le Rentier, L'Union nationale du commerce et de l'industrie, Annuaire de l'administration des contributions directes et du cadastre, 1897, Bulletin mensuel de statistique municipale de la ville de Buenos-Ayres, Bulletin de l'Association philotechnique, Bulletin des séances de la Société nationale d'agriculture de France, Bulletin de l'Office du travail, Revue des sociétés, Revue de la Société de géographie de Tours.*

---

## COMPTES RENDUS

---

PRINCIPLES OF ECONOMICS, par ALFRED MARSHALL, professeur d'économie politique à l'université de Cambridge. T.I, Londres, Macmillan and Co, 3<sup>e</sup> édition, 1897.

Le regretté J. G. Courcelle Seneuil, ayant rendu compte de la première édition de ce livre dans le *Journal des Economistes* (décembre 1890), nous nous bornerons à examiner les modifications que l'éminent professeur de Cambridge a cru devoir apporter à son premier travail. Nous ne savons pas s'il a tenu spécialement compte des observations de M. Courcelle Seneuil (car il semble négliger nos économistes contemporains et il ne cite guère que ses compatriotes, les Allemands et les Américains), mais nous avons la satisfaction de constater que les critiques faites ici-même, il y a plus de six ans, méritent d'être considérablement atténuées. M. J. G. Courcelle Seneuil avait reproché à M. Marshall la longueur de ses préliminaires, ses hypothèses hasardées venant des naturalistes et des anthropologistes, sa conception de méthodes diverses et, en général sa propension à rechercher plutôt des différences et des nuances que des ressemblances. Cette fois, M. Marshall, dans le chapitre qu'il consacre à la délimitation des frontières de la science économique, exprime lui-même la crainte que tout le savoir historique et l'enthousiasme réformateur de notre époque ne fassent négliger par amour pour la biologie le raisonnement rigoureux que l'on doit employer lorsqu'on traite une question au point de vue économique.

Une science sociale unifiée, si désirable soit-elle, observe-t-il, n'a pu être construite même par le génie d'Auguste Comte et de Spencer. La division des problèmes d'ordre physique a permis aux sciences qui s'en occupent de faire de rapides progrès tandis qu'elles étaient restées stationnaires malgré le génie si brillant des Grecs, parce que ceux-ci s'étaient obstinés à chercher une base unique pour l'explication de tous les phénomènes. Comte a eu raison d'affirmer la solidarité des phénomènes sociaux ; mais il a eu tort de nier, contrairement à l'opinion de Stuart Mill, l'utilité d'une étude spéciale de certains phénomènes matériels pouvant donner lieu à d'utiles généralisations.

nce économique a progressé plus vite que n'importe quelle





Du reste, M. Marshall observe très bien que, si les économistes s'occupent surtout d'un côté de la vie humaine, ils ont en vue un homme réel, et non fictif, un homme influencé par des mobiles égoïstes, mais aussi un homme sujet à la vanité et à l'insouciance, un homme capable de bien faire son travail pour l'amour de l'art et de se sacrifier à sa famille, à ses voisins, à son pays, etc...

Livrons-nous, conclut-il, le moins possible, à des enquêtes scolastiques pour savoir si une considération rentre ou non dans le champ de la science économique. Si elle est importante, tenons en compte le plus que nous pourrons ; s'il se produit des divergences d'opinions et s'il est impossible de la vérifier exactement ou de la soumettre à une rigoureuse analyse économique, laissons-là de côté pour ne pas diminuer la certitude de nos connaissances économiques ; mais ne la perdons pas de vue lorsque nos instincts moraux et notre sens commun viendront, en dernière ressource, appliquer à des questions pratiques les données qui nous auront été fournies par la science économique et par d'autres sciences.

M. Marshall dans sa troisième édition a modifié sa théorie du *capital*.

M. Courcelle-Seneuil avait remarqué l'impuissance des économistes à le définir exactement et il blâmait l'idée malheureuse qu'on a souvent d'en faire une véritable entité.

Dans sa première édition, M. Marshall regrettait l'absence d'un mot spécial moins mêlé au langage vulgaire et il s'attachait à distinguer le capital social du capital individuel. Cette fois, il rompt avec la tradition et il déclare artificielle la distinction qu'on a essayé de créer entre le capital social et les autres formes de la richesse. Il propose « délibérément » de définir le capital, au point de vue général, comme de la richesse qui fournit un *revenu* sous les formes qui sont admises dans l'acception la plus large de ce dernier terme sur le marché. Le capital a différents usages, nous ne pouvons nous aventurer à inventer un terme spécial pour chacun de ces usages. Il en est de même des emplois divers du mot *revenu*, qui s'oppose au mot *capital*.

Après avoir passé en revue les diverses tentatives faites pour arriver à une définition satisfaisante, M. Marshall conclut : il y a des définitions plus ou moins précises, plus ou moins utiles pour certains desseins ; mais il n'y a pas de définitions rigides universellement exactes. Il faut chaque fois que l'on emploie le mot *capital* expliquer, par le contexte, le point de vue auquel on se place.

M. Marshall a cent fois raison : on devrait suivre ce conseil non seulement quand on parle du capital, mais aussi de l'Etat, de l'organisme social, et de tant d'autres expressions sur lesquelles on discute avec acharnement avant de se demander si on vise bien les mêmes réalités concrètes.







que les causes qui affectent l'offre des agents de la production influent sur la distribution en général *de concert* avec les causes qui affectent la demande et non pas *accessoirement* à celles-ci.

Parmi les additions faites à la troisième édition, nous mentionnerons l'excellente note sur les statistiques de consommation et la méthode de le Play, en ce qui concerne les budgets d'ouvriers. Cette méthode présente, au premier abord, de graves difficultés; de plus, son emploi exige une rare combinaison de jugement pour choisir les cas et de pénétration pour les interpréter. Entre des mains ordinaires, elle suggérera probablement des conclusions générales moins dignes de confiance que cette méthode « extensive » qui consiste à réunir rapidement de nombreuses observations qui peuvent se compléter l'une par l'autre.

Une autre note expose très bien les lacunes et les chances d'erreur auxquelles sont exposés les statisticiens, quand ils veulent nous renseigner sur le développement de la richesse dans un pays.

Enfin, rappelons la note déjà signalée qui défend la doctrine de Ricardo contre des critiques reposant sur une interprétation erronée. Cette note, comme de nombreux passages du livre de M. Marshall, est rédigée dans le même esprit que son chapitre sur la Méthode. Elle montre que si les novateurs ont raison au point de vue où ils se placent, ils ont le tort, dans leurs attaques contre les premiers économistes, d'oublier les hypothèses qui « conditionnaient » les développements de ces derniers. Pour juger Ricardo, par exemple, il faut se rappeler qu'il a écrit pour des hommes d'État et des hommes d'affaires, sans songer au gros public. Presque jamais, il n'a développé ses théories à fond et il s'est très souvent abstenu d'expliquer des choses qu'il croyait évidentes, à tort ou à raison.

Évidemment, nous ne devons pas étudier les premiers économistes comme les théologiens étudient les Écritures saintes. Mais si nous ne voulons pas profiter des acquisitions qu'ils ont faites M. Marshall rappelle que Ricardo avait une grande expérience pratique au moins rendons leur justice et abstenons-nous de les critiquer si nous ne voulons pas les étudier sérieusement.

Somme toute, la troisième édition des « Principles of Economics » mérite encore plus que la première les éloges que lui avait décernés M. Courville Senenil. L'auteur a montré une fois de plus « sa grande modération et son désir d'être juste » par les remaniements que nous venons de signaler.

Il est seulement regrettable qu'il n'ait pas cru devoir mentionner la France en termes expresse parmi les pays où l'on trouve de ces gens placés entre les deux méthodes extrêmes « qui apportent à l'étude des questions économiques un désir sans paru pris de trouver la vérité et









**ÉTUDES DE MORALE SOCIALE. LECTURES ET CONFÉRENCES, par RENÉ LAVOLLÉE, ancien consul général. — Paris, chez Guillaumin.**

Le livre de M. Lavollée se compose de trois études lues à l'Académie des sciences morales et politiques et de diverses conférences sur les sujets économiques les plus discutés en ce moment. Ces études sont, à part celle suggérée par la *loi d'airain* de Lasalle, des monographies de familles ouvrières anglaises ou cisleithaniennes, tirées d'auteurs anglais ou autrichiens. L'on sait, par les écrits de M. Le Play surtout, quel intérêt présentent de telles monographies lorsqu'elles sont précédées, comme celles dont j'ai à parler, de sérieuses recherches, d'un savoir général suffisant et qu'elles sont faites avec sincérité. Mais, même douées de ces mérites, elles ne s'en tiennent pas moins à décrire certains cas particuliers et restent étrangères au milieu social, aux antécédents, aux faits généraux ou exceptionnels qu'il importerait le plus de connaître. Si remarquables que soient les travaux historiques de Monteil, sortes de monographies aussi, ils ne suppléeront jamais à l'histoire véritable, et il en est de l'économie politique comme de l'histoire.

Les premières familles ouvrières anglaises dont parle M. Lavollée, ainsi que les familles ouvrières de la Cisleithanie qu'il décrit, sont profondément misérables. Rien ne manque à leurs souffrances : le froid, la faim, les mauvais logements, les accidents, l'abandon. Mais si tant de maux engendrent la commisération et portent à la charité, n'en est-il aucun qui ne provienne de ceux-là même qui en souffrent ? Et comment devrait-on agir pour les prévenir ou y remédier ? Il ne suffit peut-être pas de dire comme le fait trop M. Lavollée, que « les trois mortels ennemis, les trois plaies sociales dont souffrent à présent les classes laborieuses sont l'athéisme, l'alcool et le socialisme. » D'autant que la réglementation des fabriques, la limitation de leurs travaux, leurs inspections répétées par des fonctionnaires, réclamées si souvent par M. Lavollée, risquent singulièrement de rapprocher ces classes du socialisme, et, je le crains, de les soumettre en plus d'une occasion à ses enseignements.

De toutes ces monographies, la plus intéressante assurément est celle du ménage d'un artisan écossais établi à Dumbarton ; et elle est d'autant plus instructive et attachante qu'elle a été écrite à peu près par cet artisan lui-même. Il l'intitule : « Budget de famille, écrit dans le but de montrer comment on peut s'assurer beaucoup de bien-être et faire des réserves pour les accidents de la vie, c'est-à-dire le chômage, la maladie, la vieillesse et les besoins de la femme et des enfants, en cas de mort du père survenant alors que la famille est encore jeune. » Je















pagnes dont on ne voudrait pas pour des écuries de chevaux ou des étables de bœufs. »

Qui ne s'aperçoit du parti-pris d'exagération qu'il y a dans ce tableau ? L'ouvrier, le paysan qui se livrent à leur labeur quotidien ne mangent certes pas des reliefs d'ortolans, mais enfin, ils se nourrissent assez bien ; quant aux autres, qui les empêche de travailler ? Et nous savons tous, par expérience, qu'il est des gens qui préfèrent demander l'aumône plutôt que de s'employer à quelque chose d'utile.

D'autre part, selon M. Ferri, si le darwinisme démontre que l'immense majorité des plantes, des animaux, des hommes est destinée à succomber, le socialisme, lui, doit faire triompher tout le monde ; personne ne doit succomber dans la lutte pour la vie, car le nombre des individus que chacun peut engendrer est très petit, et le plus grand nombre survit. Ce n'est pas cependant ce que nous révèle la mortalité infantile, qui accuse un nombre considérable de décès du jeune âge.

M. Ferri tient enfin à réfuter le dernier argument invoqué par M. Haeckel, à savoir que la lutte pour l'existence assure la survivance des meilleurs et des mieux adaptés, déterminant un processus aristocratique de sélection individuelle et non pas le nivellement démocratique du socialisme.

Il commence par rechercher d'une façon précise en quoi consiste « cette fameuse sélection naturelle », conséquence de la lutte pour l'existence. D'après Darwin, écrit-il, l'évolution consiste à la fois dans une involution et une dissolution. Il peut arriver qu'en comparant les deux extrémités du chemin parcouru par l'humanité, on constate qu'il y a eu réellement progrès, amélioration dans l'ensemble ; de toute façon, le progrès n'a pas suivi une ligne droite ascendante, mais, comme l'a dit Goethe, une spirale avec des rythmes de progrès, d'évolution et de dissolution. Dans le monde social humain, toute phase de civilisation porte en elle et développe toujours davantage les germes de sa propre dissolution, d'où dérive une nouvelle phase de civilisation.

Si ce ne sont point là les termes mêmes dont se sert M. Ferri, c'est du moins le thème qu'il expose. La théorie est ingénieuse. Vous devinez la conclusion. A une période de lutte cruelle et sans merci, où le triomphe du machinisme s'est affirmé dans toute sa brutalité envahissante, succèdera une période moins oppressive, où l'humanité jonira des bienfaits inhérents à cette nouvelle phase évolutive. Ainsi dissoute par ses propres excès et remplacée par le socialisme scientifique, la civilisation bourgeoise aura vécu. Déjà, à en croire M. Ferri, elle éprouve les premiers frissons de la fièvre de dissolution prédite, tandis que naît et se développe la civilisation socialiste, qui fleurira sur un domaine plus vaste que celui des autres civilisations l'ayant précédée.

Il n'est donc pas exact, à son avis, de prétendre que la sélection naturelle, déterminée par la lutte pour l'existence, assure la survivance des *meilleurs* ; en réalité, elle assure la survivance des mieux *adaptés*. Or, dans le monde civilisé contemporain, la sélection naturelle est viciée par la sélection *militaire*, par la sélection *matrimoniale* et principalement par la sélection *économique*.

Pourquoi ? demanderons-nous. Parce que les individus subissent l'impulsion de leur nature, sacrifient à leurs penchants, se consacrent aux œuvres les mieux adaptées, pour nous servir du mot de M. Ferri, à leur tempérament et à leur besoin d'activité. C'est là l'éternelle histoire de l'être humain, des collectivités en général, autrement dit du monde civilisé, et tous les projets d'organisation sociale et de sélection des races n'y changeront rien.

Dans une dernière partie, M. Ferri étudie les relations de la sociologie et du socialisme. Il termine par cette formule : « la sociologie sera socialiste ou elle ne sera pas ».

Telle est la conclusion de l'ouvrage que nous venons brièvement d'analyser et qui demanderait en ses données, nous le répétons, plusieurs pages de développements. M. Ferri n'a pas reculé devant les problèmes les plus ardues que soulève l'antagonisme des classes et la lutte des intérêts, soutenant sa thèse avec une grande force d'argumentation. Il a les qualités brillantes de l'écrivain que passionne son sujet et qui sait l'exposer avec chaleur et conviction. Mais... c'est le propre des plaidoyers où la passion se répand en phrases ardentes et enflammées de tenir les esprits en éveil. Il est bon de se mettre en garde contre les entraînements irréfléchis, surtout lorsque les sophismes et les paradoxes sont présentés avec tout l'art du rhéteur et l'habileté du dialecticien. La circonspection ici, on peut le dire, est tout à fait voisine de la sagesse.

EUGÈNE ROCHETIN.

---

LE MARCHÉ FINANCIER EN 1896-1897, par ARTHUR RAFFALOVICH. 1 vol. in-8°, Guillaumin et Cie, 1897.

On ne peut qu'attirer, sur cet ouvrage, l'attention du banquier, du capitaliste, de tous ceux qu'intéressent les questions financières. Dire ce que contiennent les 671 pages du volume serait impossible. La statistique, d'ailleurs, ne s'analyse guère, et tout ici est de la statistique ou repose sur elle.

Rappelons que ce volume est le sixième de la collection. Sous le même titre, M. Raffalovich publie tous les ans, depuis 1891, une revue

du marché financier, et si intéressantes qu'aient été les précédentes, celle de 1896 ne l'est pas moins par la multiplicité des renseignements, l'exactitude des chiffres, la sérieuse documentation, et surtout par l'analyse de la situation financière de chacun des pays dont il s'occupe successivement. Ces pays sont ceux que nous avons déjà indiqués pour les précédents volumes : France, Etats-Unis, Angleterre, Autriche, Allemagne, Russie, Espagne, Italie et Suisse. C'est-à-dire que le *Marché financier* de M. Raffalovich est non seulement la revue, à cet égard, de tel ou tel pays, mais du monde entier. Ceux qu'il néglige, en effet, comptent peu au point de vue de l'influence permanente sur les affaires, et l'événement important qui pourrait se produire chez eux se trouve mentionné, avec ses conséquences, dans ce qui concerne les grands marchés. L'auteur a terminé, comme l'an dernier, par l'examen des questions monétaires et celles relatives aux métaux précieux, sur lesquelles l'attention continue à se porter.

J'aurais voulu citer quelque point particulier. Mais lequel ? Tout est également intéressant, et il faudrait citer le livre tout entier. Donnons plutôt un exemple : le chapitre consacré à la France, après les préliminaires sur les événements de l'année 1896, sur les faits de la politique extérieure et intérieure dans leurs rapports avec les choses financières, s'occupe des différents projets d'impôts qui ont vu le jour et inquiété le marché, des rentes françaises, des caisses d'épargne, des fonds étrangers, des chemins de fer français, des établissements de crédit, des valeurs industrielles, des mines d'or, des émissions, des changes sur l'étranger, de la Banque de France, de ses opérations et du renouvellement de son privilège, de la récolte, du prix du blé, des statistiques du commerce extérieur, et enfin de la question, un moment aiguë, non encore tranchée et qui reparaitra, de l'organisation de la Bourse des valeurs à Paris, de la lutte entre agents de change et coulissiers.

On voit que le cadre est complet. Il en est de même pour le marché spécial des autres pays dont s'occupe M. Raffalovich.

Pas n'est besoin de dire, le nom de l'auteur étant connu, que toutes les questions soulevées y sont traitées avec une indiscutable compétence et selon les vrais principes économiques. La partie consacrée aux métaux précieux surtout, et aux questions monétaires est traitée avec une ampleur, une abondance et une science qui frapperont le lecteur comme elles m'ont frappé.

La collection des volumes annuels du *Marché financier* forme une bibliothèque spéciale des plus précieuses où banquiers et capitalistes trouveront des enseignements toujours utiles et souvent nécessaires. Mais encore une fois il faut lire l'ouvrage, le feuilleter, le consulter,

et l'on verra qu'il mérite mieux que tout ce que nous en pourrions dire ici.

MAURICE ZABLET.

---

**LE MOUVEMENT CORPORATIF EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER. — LE SYNDICAT MIXTE, INSTITUTION PROFESSIONNELLE, D'INITIATIVE PRIVÉE, A TENDANCE CORPORATIVE, par ADÉODAT BOISSARD. — 1 vol. in-8°. Arthur Rousseau et Guillaumin et Cie, 1897.**

J'éprouve toujours quelque embarras à parler de ces questions de syndicats, de corporations, de groupements professionnels, dont notre époque semble si avide. C'est que je suis partisan de la liberté d'association qui est un droit naturel, et qu'en même temps je vois que l'on est entré, à cet égard, dans une voie mauvaise. Certes, à côté des syndicats qui n'ont d'autre but qu'une politique de désordre, je distingue parfaitement ceux qui sont inspirés par une pensée noble et généreuse, par le désir d'union, de paix, de concorde. Mais cette distinction peut prêter à interprétation selon les opinions de chacun. M. Jules Guesde trouvera sans doute mauvais ce que je trouve bon. A ce point de vue, les meilleurs syndicats deviennent la justification des pires, la loi, que l'on a voulu mêler en ces choses, ne pouvant connaître des intentions et devant se borner à une réglementation purement matérielle.

M. Adéodat Boissard le sait bien. En maints endroits de son livre, en effet, il constate les résultats contraires obtenus par les syndicats, et ce sont ces résultats contraires qui lui ont inspiré son étude sur le syndicat mixte qu'il préconise de préférence à toutes les autres formes. Il y apporte, cependant, rendons-lui cette justice, une modération louable : « Disons-nous maintenant, conclut-il, que le syndicat mixte est une panacée sociale ? De panacée sociale, il n'existe point, et il ne saurait y en avoir. La loi de 1884 a mis entre les mains des divers éléments professionnels un instrument nouveau et singulièrement puissant, de nature, suivant l'usage qui en est fait, à approfondir les abîmes entre classes ou à les combler. La pratique du syndicat mixte est, incontestablement, un moyen d'utiliser la loi syndicale dans un sens de rapprochement et d'apaisement. »

Disons tout de suite, pour ne pas nous attarder, que le syndicat mixte est surtout, pour M. Adéodat Boissard, l'acheminement vers le rétablissement des corporations, sur le modèle de celles de l'ancien régime.

« Les associations mixtes ne sauraient remplir utilement le rôle de



sépare les ouvriers du reste de la nation, les parquant dans une catégorie inférieure, et je m'étonne toujours qu'ils puissent accepter cette espèce de dégradation qui se retournera un jour, avec une terrible violence, contre la société.

M. Adéodat Boissard cite, en faveur de son système, quelques exemples qui ne sont rien moins que probants. Des incidents récents ont montré que l'accord est loin d'être parfait dans les groupements de ce qu'on appelle le socialisme chrétien ; et les syndicats agricoles, qu'il cite encore, n'ont guère eu d'autre résultat que le triomphe du protectionnisme. Or, le protectionnisme ne fait pas notre bonheur.

Il est des gens, dit-on, qui professent ces doctrines par catholicisme. Je dirai, pour ceux qu'intéresse ce point de vue, qu'il ne faut pas confondre les opinions de certains catholiques avec le catholicisme lui-même. Il n'y a pas là de question de foi. Les encouragements donnés à des intentions généreuses, mais non aux réalisations pleines de danger qui en sont sorties, ont été, dans la pratique, singulièrement interprétées. La conception catholique ne fut jamais le rétablissement de la servitude, de la mort sans phrase, par l'absence de tout travail possible, pour qui ne se soumettrait pas à cette servitude. Si l'on voulait tout dire... Mais c'est assez.

Au point de vue, d'ailleurs, du mouvement des idées, le livre de M. Adéodat Boissard est à lire.

MAURICE ZABLET.

LE CRÉDIT PERSONNEL DE L'AGRICULTURE ET LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT AGRICOLE, par CHARLES GODDE. — 1 vol. in-8°, Arthur Rousseau, 1897.

Une partie de ce volume contient un commentaire très clair et très net de la loi du 5 novembre 1894 sur l'organisation du crédit agricole. Nous aimerions mieux moins de lois. Nous aimerions mieux que celles dont la nécessité est indiscutable n'eussent pas besoin de tant d'explications. Mais, puisqu'il en est autrement, nous devons reconnaître que M. Godde apporte à sa tâche tout le talent spécial que comporte ce genre de travail. Il est clair, comme je le disais, ce qui est rare en la partie ; il est net et précis, autre qualité précieuse et difficile à rencontrer chez les commentateurs de textes légaux. Aussi je ne puis que recommander ce livre à ceux qui voudront se pénétrer de l'esprit de la loi, de son caractère, de ses conditions, de sa portée. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne prêterait pas encore à des interprétations multiples et contradictoires. Mais M. Godde n'y peut rien, ni personne. Il en est ainsi des quinze cent mille lois que nous avons le bonheur de posséder.

L'auteur a fait précéder son étude sur la loi elle-même de considérations où il établit les principes qui, selon lui, doivent présider au crédit agricole. Il entre, à ce propos, dans des détails intéressants sur le crédit réel et personnel, sur le cautionnement, la mutualité, sur la commercialisation du papier des cultivateurs. Il éclaire ces notions par l'exemple des sociétés Schulze-Delitzsch et Raiffeisen en Allemagne, Luzzati et Vollemborg en Italie. Tout cela est fort bien expliqué; mais si je suis convaincu, et à l'avance, des bienfaits de l'initiative privée, je le suis moins des bons effets de la loi en toutes ces choses; et je suis tenté de répéter le mot de Dupin rapporté par M. Godde : « Je ne sais ce que c'est que tous ces crédits-là; je n'en connais qu'un, le crédit. »

« Les banques d'Ecosse, dit M. Godde, occupent depuis longtemps le monde des économistes et des agronomes : leur succès, les services considérables qu'elles ont rendu à la culture, expliquent le prestige qui les entoure. Mais, comme le disait le rapport du consul général de France à Londres : *il n'existe pas de banques agricoles spéciales; toutes sont communes aux commerçants, aux industriels et aux fermiers, mais leur nombre est considérable.* La prospérité de ces banques tient principalement au développement qu'a pris dans ce pays l'usage des comptes courants et des chèques, peut-être même à l'organisation foncière de ce pays. L'Ecosse, qui n'a pas d'institution spéciale de crédit agricole, ne saurait retenir plus longtemps notre attention. »

Et pourquoi ? Il y a là une preuve de ce que je disais tout à l'heure et un exemple à suivre qui est peut-être meilleur que d'autres.

Je n'ai nulle arrière-pensée contre le crédit aux agriculteurs. Ils y ont droit, s'ils le méritent ou s'ils peuvent l'obtenir, aussi bien que les commerçants. Mais si c'est un régime de faveur, pourquoi ne pas en faire profiter ceux-ci comme ceux-là ? Et si c'est, au contraire, un régime entouré de garanties spéciales, je retournerai la question et je dirai : Pourquoi les agriculteurs ne seraient-ils pas traités comme les commerçants ? Toutes les explications que l'on cherche ici dans le crédit personnel portent aussi bien sur les uns que sur les autres.

Qu'on supprime de nos lois tout ce qui entrave l'initiative privée, l'association libre, les facilités d'emprunt, rien de mieux. Mais je ne vois pas où est la liberté dans une loi qui est contraire à qui ne veut pas se syndiquer, qui est spéciale à une catégorie de personnes, qui renforce encore l'arsenal des réglementations diverses et nombreuses, auxquelles nous sommes soumis. Et, pour comble d'ironie ! nos lois s'appliquent, sans tenir compte des différences de travail, de climat, de conditions, d'un bout de la France à l'autre. On ferait bien, certes de décentraliser tout cela, mais la décentralisation consiste dans l'abro-

gation de ce qui gêne et non dans des lois nouvelles et mal équilibrées. En un mot, je ne comprends pas qu'une loi spéciale soit nécessaire pour qu'un cultivateur puisse escompter un billet tout comme l'épicier du coin. Il suffit pour cela d'effacer de notre législation ce qui empêche tout banquier, ou, si vous le voulez alors, les sociétés qui se créeraient dans ce but et qui ne manqueraient pas, de le faire. Exemple, j'y reviens, l'Ecosse.

M. Godde est un habile avocat. Mais en expliquant très bien la loi, il n'a pas démontré qu'elle était nécessaire ni qu'elle serait efficace. C'est tout ce que j'ai voulu dire.

MAURICE ZABLET.

CHRESTOMATHIE FRANÇAISE. *Morceaux choisis de prose et de poésie, avec prononciation figurée à l'usage des étrangers*, par JEAN PASSY et ADOLPHE RAMBEAU. Paris, H. Le Soudier; New-York, Henry Holl et Cie, 1897.

Je ne veux que signaler ce volume : on comprendra pourquoi je ne puis, sans indiscretion, faire davantage. Je le signale du moins, et je me permets de réclamer pour lui l'attention de ceux de nos collaborateurs et de nos lecteurs que les questions de linguistique et d'éducation peuvent intéresser. Je dis : et d'éducation, car ce n'est point ici seulement affaire de grammaire ou de pratique des langues, mais bien aussi de philosophie du langage et d'emploi du temps. La phonétique est une science nouvelle. Tout ce qui s'y rapporte est un champ ouvert à la discussion. C'est la discussion que sollicitent les auteurs du recueil que j'annonce.

FRÉDÉRIC PASSY.

LA VIE PRIVÉE D'AUTREFOIS. ARTS ET MÉTIERS. MODES, MŒURS, USAGES DES PARISIENS DU XII<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE, D'APRÈS DES DOCUMENTS ORIGINAUX OU INÉDITS : LES ANIMAUX, par ALFRED FRANKLIN. 1 vol. E. Plon, Nourrit et Cie éditeurs, Paris, 1897.

Bien qu'au moyen-âge il n'existât, à proprement parler, ni zoologistes ni science zoologique, les bêtes ayant été à cette époque l'objet d'ouvrages curieux et fort nombreux. M. Franklin n'a pas cru inutile de nous montrer à quel point en étaient les études sur ce sujet et ce qu'enseignaient les plus éminents docteurs des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Il





première victime des déprédations des trop prolifiques lapins ; un zoologiste du moyen-âge écrit « qu'en aucuns bois en Espagne ilz gastent les bledz et font venir la famine au païs ». Plin e avait déjà raconté que les dégâts commis par les lapins aux îles Baléares avaient été tels que les habitants durent implorer l'envoi de troupes pour les combattre.

Suivant M. Franklin, le faucon et le cheval furent les deux animaux favoris du moyen-âge. Les animaux exotiques n'étaient pas moins en faveur dans la demeure des grands : rois et hauts seigneurs entretenaient des ménageries assez complètes. (Les bêtes leur arrivaient d'Afrique par l'Egypte, où Alexandrie centralisait déjà le commerce avec l'Orient). Les comtes de Hainaut pourvoyaient à la nourriture de leurs fauves au moyen d'un impôt qui, selon un historien du temps, paraissait très onéreux aux pauvres et très humiliant aux riches. Les chanoines de Notre-Dame eux-mêmes avaient réuni dans le cloître une petite ménagerie où l'on voyait des ours, des cerfs, des corbeaux, des singes, etc. Au mois de novembre 1245, Eudes, légat du Saint-Siège, leur intima l'ordre de licencier tous ces pensionnaires, à son avis nuisibles, inutiles et ridicules.

Tout le monde ne pouvait se donner le luxe d'entretenir des fauves et comme le goût pour les bêtes était général, les animaux domestiques pullulaient dans Paris : oies, lapins, canards, pigeons, porcs prenaient leurs ébats au milieu des rues, à la grande gêne des passants. A l'intérieur des habitations on recherchait surtout les oiseaux ; leur vente constituait alors un commerce assez actif qui se développa particulièrement à partir de 1402. Perroquets, pinsons, étourneaux, merles, linottes, alouettes, chardonnerets se disputaient les faveurs aussi bien des rois et des reines, des grands seigneurs et des nobles dames que des gens du peuple. Chez les riches, nulle cage ne semblait assez luxueuse pour contenir dignement les « oiselets de chambre ». Les chats et surtout les chiens étaient aussi fort choyés.

D'après M. Franklin, la raison de cet amour des bêtes que professaient les Parisiens du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle ainsi que la grande place tenue par certaines d'entre elles dans l'existence des seigneurs comme des bourgeois proviendrait de ce que la théologie et la littérature les avaient si bien rapprochées de l'homme que celui-ci ne pouvait guère voir en elles des êtres inférieurs. Les premières légendes chrétiennes n'en avaient-elles pas fait les compagnes des saints et un peu plus tard les bestiaires ne les proposèrent-ils pas sans cesse aux chrétiens comme des modèles à imiter ? Ne jouaient-elles pas aussi, dans les poèmes chevaleresques, un rôle non moins important qu'honorable,

personnifiant les plus rares vertus, emblèmes vivants des sentiments les plus nobles et les plus saints ?

Quelle qu'en soit l'origine, la passion des Parisiens pour les bêtes d'intérieur s'est maintenue à travers les siècles. Elle n'a fait que croître et embellir, conduisant ceux qui en sont atteints à son degré extrême aux mêmes excès de niaiserie dont on trouve des exemples au moyen-âge. Les Parisiennes de nos jours n'ont pas inventé la mode des colliers précieux et des coquets paletots pour chiens : les comptes de l'argenterie de la reine Isabeau montrent que cette mode date de loin. Peut-être le goût de ces excentricités s'est-il propagé et amplifié, mais ne sommes-nous pas dans un siècle de progrès !

M. L. R.

---

LES ÉTAPES D'UN TOURISTE EN FRANCE. *Promenades et excursions dans les environs de Paris. Région du Sud*, par ALEXIS MARTIN. 1 vol. avec 38 gravures et 3 cartes dont 2 coloriées. A. Hennuyer, éditeur. Paris, 1897.

Si le printemps ne nous avait pas apporté, comme d'habitude, le petit volume de M. Alexis Martin, nous aurions été fort désappointé, car c'est un excellent guide pour qui aime les excursions aux environs de Paris. Celui-ci nous conduit à Dourdan et dans la vallée de l'Orge, à Arpajon, Montlhéry, Lonjumeau, Corbeil, de Seine-Port à Villeneuve-Saint-Georges et dans la forêt de Sénart.

Nulle ville de la région, plus que Dourdan, ne changea de propriétaires et ne servit aussi souvent de gage aux emprunts contractés par les rois de France, dit notre cicerone ; aussi les sièges ne lui furent-ils pas épargnés. Aujourd'hui, c'est une petite cité très calme, écrasée par sa grosse tour et son église, qui ne prend un peu d'animation qu'aux jours de marché. Le marché aux grains de Dourdan se tient tous les samedis ; il est d'une grande importance et contribue à fixer les prix des mercuriales pour l'alimentation de Paris.

Non loin de Dourdan se rencontre le château de Baille, célèbre au temps des Lamoignon alors que sous les beaux ombrages du parc se réunissait tout ce que la société d'alors renfermait d'agréable et d'intelligent ; l'église de Saint-Sulpice de Favières, lieu de pèlerinage autrefois très renommé ; puis la fameuse tour de Montlhéry, repaire des brigands qui terrorisaient la contrée. Mais cela remonte aux siècles passés ; à présent le petit village de Montlhéry est bien tranquille, et au marché du lundi il se traite des affaires assez considérables en grains, céréales, fruits et légumes ; on y vend aussi une grande quantité

de certains fromages blancs fabriqués dans le pays. Plus loin se trouve Marcoussis, un des plus riches villages de la banlieue parisienne : son commerce en primeurs, violettes, fraises, légumes et fromages est d'une réelle importance; on y fabrique aussi des chaussures et des sabots.

Après avoir traversé une foule de gentils hameaux plus ou moins actifs et prospères; après avoir rencontré plusieurs jolies églises et quelques châteaux, on arrive à Corbeil, la ville des moulins. De toute antiquité, dit M. Martin, un moulin s'élevait au confluent de l'Essonne et de la Seine, au lieu même où sont aujourd'hui les Grands Moulins. Cependant, pas plus que les autres villes des environs de Paris, Corbeil n'était à l'abri des vicissitudes de la guerre. Henri IV lui assura la paix définitive, qui lui permit de devenir un centre industriel et commercial. Déjà au XVI<sup>e</sup> siècle, il partait chaque semaine de la ville un coche d'eau qui se rendait à Paris chargé de farine. Longs de forme, soigneusement couverts pour préserver de toute avarie leur précieux chargement, les bateaux avaient un peu l'aspect d'une grande corbeille flottante; à cela, à leur lieu d'origine aussi, sans doute, ils durent d'être désignés sous le nom de corbeillards, corbillacs et enfin corbillards, dénomination qu'une vague ressemblance avec eux a fait donner aux chars mortuaires.

Les Grands Moulins emplissent tout un quartier de Corbeil de leur bruit sourd; leurs pavillons à sept étages dominant tout ce qui les entoure; l'air est saturé de la fumée de leurs immenses cheminées, mélangée d'une impalpable poussière blanche qui givre les toits voisins; le sol est sillonné de leurs voies ferrées; les rues, encombrées par leurs wagons et leurs locomotives; la rivière et le port d'embarquement, chargés de leurs bateaux; puis le soir venu — car le travail ne s'interrompt jamais — la cité endormie est éclairée par l'illumination de leurs trois cents fenêtres. Avant 1881, on y réduisait chaque jour en farine 170.000 kilogrammes de blé; aujourd'hui les cylindres écrasent journellement 300.000 kilogrammes de blé et 10.000 kilogrammes de seigle. Aussi les Grands Moulins sont-ils si bien les maîtres du lieu qu'on prend à peine garde aux autres industries de la ville : construction de voitures, fabriques d'aiguilles et d'horlogerie, distilleries, huileries, tanneries, imprimeries, manufactures de châles, de toiles peintes, de colle forte et marbreries.

Après une minutieuse visite à l'intérieur des Grands Moulins de Corbeil, M. Martin nous emmène à la fonderie, aux ateliers de constructions mécaniques et à la papeterie d'Essonnes. Nous n'entreprendrons pas la description des diverses opérations que subit la matière première avant d'être transformée en papier; nous dirons seulement

que la papeterie d'Essonne produit chaque jour environ 100.000 kilogrammes de papier, c'est-à-dire à peu près la dixième partie de la consommation française ; qu'elle couvre, avec ses annexes, une superficie de 100.000 mètres carrés et emploie environ 2.000 ouvriers.

En quittant Essonne, M. Martin conduit le touriste dans des endroits moins industriels, mais fort agréables : Etolles, Draveil, Yères, Crosnes, Limeil-Brévannes où il lui fait visiter l'hospice pour les vieillards installé dans l'ancien château au milieu d'un beau parc, et nombre d'autres villages peu ou point connus. Puis, à Valenton, il clôt la série des excursions qu'il a organisées dans cette région pour le promeneur.

Dans ce volume aussi bien que dans les précédents, M. Martin ne s'est pas contenté de parcourir les sentiers battus, il a au contraire recherché les sites pittoresque inconnus afin d'induire l'amateur de promenades à ne point se trouver satisfait lorsqu'il a admiré les paysages dont tout le monde parle. Il lui a, du reste, rendu les excursions faciles en donnant tous les renseignements pratiques possibles.

M. LR..

---

LES ÉTAPES D'UN TOURISTE EN FRANCE. *De Paris au Tréport par Amiens*, par ALEXIS MARTIN, 1 vol. illustré de 51 gravures et de 2 cartes. A. Hennuyer, éditeur. Paris, 1897.

Il est grandement temps de choisir l'endroit où l'on passera les vacances ; à vrai dire, on n'a que l'embarras du choix. Pourtant l'embarras est parfois réel, aussi M. Martin vient-il à propos nous tirer d'affaire en nous suggérant le Tréport. Nombre de Parisiens fréquentent cette petite plage et ses alentours ; connaissent-ils les parties curieuses du parcours ? C'est douteux. On est si pressé d'arriver au bord de la mer pour respirer l'air vif et pur qu'on ne prend guère le temps de s'arrêter en chemin. C'est à tort, parce qu'il y a souvent de fort belles choses à contempler. M. Martin, qui n'ignore pas les habitudes courantes, a pensé que le moment était favorable pour raviver la curiosité du voyageur en décrivant tout ce que l'on trouve d'intéressant sur le trajet. Nous allons, après lui, le rappeler succinctement au passage.

De Paris à Amiens ou plutôt de Clermont, puisque c'est de là que part la première excursion — le pays est peu pittoresque ; on traverse des villages ou des bourgades industrielles comme Fitz-James, où se trouvent des fabriques de boutons de nacre dont les produits sont justement appréciés ; Breteuil, où l'on fabrique des bas, des chaussures, des voitures, où il y a des broseries, des tanneries, des moulins dont les produits sont l'objet de transactions considérables aux quatre

foires annuelles ; Boves, gros bourg entouré de tourbières importantes où se fabriquent des perles en acier, de la toile, du linge de table et qui a de grandes blanchisseries travaillant pour les manufactures amiénoises. Mais les bâtiments industriels embellissent peu un paysage, aussi est-il fort heureux pour les amateurs d'antiquités qu'il reste dans ces contrées quelques curieuses ruines, celles du château de Folleville entre autres, et les débris de belles églises ou d'abbayes.

A Amiens, long arrêt ; cependant nous continuons la route, car nous avons indiqué l'an dernier aux lecteurs du *Journal des Economistes* ce que la ville renferme de remarquable : nous avons décrit une de ses fabriques de velours de coton, ses hortillonnages, etc. Assurément, nous pourrions nous occuper spécialement aujourd'hui de ses coquettes rues modernes avec leurs monuments récents, des vieilles rues, des anciennes maisons, de la splendide cathédrale, mais cela n'est pas du domaine strict de l'économie politique et nous n'avons déjà que trop de tendance à sortir de ses limites, pour ne pas réfréner à l'occasion nos velléités de vagabondage.

Mais puisque nous n'entrons pas dans la description des monuments d'Amiens, il nous sera bien permis de signaler quelques-uns de ceux que nous trouverons dans les environs ou en nous rendant à Abbeville : ceux de Corbie et de Neuville-sous-Corbie, par exemple, que les gravures du volume nous font croire très remarquables. Ce ne sont, comme toujours, que des restes d'anciennes églises ou d'abbayes, mais ces restes paraissent fort beaux.

Avant d'atteindre Abbeville, nous ferons une petite halte à Picquigny. Quoique ce soit une ville assez industrielle, ce qui nous y attire n'est ni son actif commerce de tourbe et de chanvre, ni ses diverses usines : corroierie, scierie mécanique, fabriques de toiles d'emballage, etc., mais un souvenir historique. Picquigny fut choisi en 1475 pour la rencontre de Louis XI et d'Edouard IV d'Angleterre ; ils y conclurent la trêve connue sous le nom de *Traité de Picquigny* ou *Paix marchande*. Etant donné les précautions prises pour la rencontre, il est bien évident que les deux rois n'avaient l'un envers l'autre qu'une confiance très limitée. En effet, l'entrevue devant avoir lieu sur le pont, « ce pont avait été garni à son centre, nous dit M. Martin, d'une lourde et épaisse barrière, infranchissable, étant sans porte et faite de barreaux assez serrés pour qu'un bras d'homme pût seul passer entre eux. C'est à travers cette clôture, naïvement comparée par Comines à celles des cages à lions, que les deux souverains échangèrent leurs saluts, promesses de mutuelle affection et jurèrent, l'un sur le missel, l'autre sur la vraie croix, d'observer loyalement les clauses du traité conclu. »

Arrivons maintenant à Abbeville. Dès les temps anciens, l'industrie

de la ville était très active ; elle est encore actuellement en pleine voie de prospérité. On y fabrique des moquettes et des draps très réputés, des toiles à voiles, des cordages, etc. On y fond du zinc et du fer ; on y tisse du lin et du chanvre ; on y raffine du sucre. De plus, les ardoises, le bois de construction, les graines oléagineuses, les céréales y sont l'objet d'un commerce important. L'aspect de la ville est assez gai, car à Abbeville ainsi qu'à Amiens, la brique est reine dans la construction ; la pierre n'est employée que pour faire par-ci par-là quelques chaînages autour des portes et des fenêtres. Mais les maisons sont plus coquettes qu'à Amiens, grâce aux mansardes dont le faite du logis est généralement orné. Abbeville possède la belle église de Saint-Vulfran, un antique beffroi, un monument — tout moderne — élevé en l'honneur de l'amiral Courbet, une bibliothèque populaire — établissement de prêts de livres à domicile — et un des plus riches musées de France en curiosités préhistoriques : le musée Boucher de Perthes.

En quittant Abbeville, on ne saurait manquer de se rendre à Saint-Riquier pour admirer le joli beffroi, les monuments religieux et les curiosités du trésor de l'église : une croix qu'on assure être sortie de l'atelier d'orfèvre de saint Eloi, un bâton de chaire qui appartient, dit-on, à Charlemagne, etc. Mais, sans le vouloir, nous nous sommes attardé ; il nous faudra maintenant doubler les étapes. Au reste, jusqu'à Eu, nous ne voyons guère à signaler que le curieux château de Rambures et l'église de Gamaches.

Bien qu'Eu soit une ancienne ville, suffisamment active puisque ses moulins à blé et à huile, ses briqueteries, ses fabriques de cordages, de tonneaux, etc., ont une production continue assez importante, sa célébrité lui vient surtout du château et du beau parc qu'y possède la famille d'Orléans.

D'Eu au point terminus de l'excursion, le Tréport, le trajet est court. Mais avant d'aller, par un bon bain, réparer les légères fatigues du voyage, rappelons que son port — précieux refuge pour les bateaux exposés, par les vents d'aval, à manquer Dieppe et à être entraînés au fond du Pas-de-Calais — est surtout fréquenté par les bâtiments chargés de bois, de houille, d'ardoises, venant de Suède, de Norvège et d'Angleterre.

Disons encore que si elles n'ont pas l'utilité constante du Tréport, quelques plages environnantes, Mers, le Bourg d'Ault et Onival, sont des stations estivales fort appréciées des citadins.

M. LR.

---

IL MATERIALISMO STORICO E LO STATO, par CARLO F. FERRARIS (2<sup>e</sup> édition),  
Palerme, Remo Sandron, 1 vol. 1897.

Dans ce livre, M. Ferraris s'attache à réfuter avec une grande courtoisie les théories qu'un de ses plus éminents compatriotes, M. Achille Loria, a soutenues dans plusieurs de ses ouvrages, notamment dans les *Bases Economiques de la Constitution Sociale*. On sait que d'après celui-ci les sociétés humaines évoluent lentement, mais invinciblement, vers une forme sociale, la *forme limite*, où la terre ayant cessé d'être possédée à titre de propriété privée, l'antagonisme entre capitalistes non travailleurs et travailleurs non capitalistes, se résoudra en un état de paix et de concorde sociale, immuable et indestructible. Il est permis à tout le monde de prophétiser, même à longue échéance, du fond de son cabinet d'études, mais c'est là un métier aventureux, où jusqu'ici les plus clairvoyants se sont fourvoyés ; il n'est aucune raison pour que le temps ne contredise pas les prédictions de M. Loria comme il s'est chargé d'infliger un démenti à ses plus illustres prédécesseurs. Au surplus, rien ne justifie l'hypothèse d'une *forme limite*, et le droit de propriété foncière dût-il un jour être aboli ou mourir de sa belle mort, nos arrière petits-neveux découvriront sans doute quelque autre endroit, où le bât les blessera, et s'efforceront d'en modifier la structure, ou d'en alléger le poids.

M. Loria a une autre théorie favorite, celle que les rapports économiques ont toujours exercé une influence prépondérante sur les rapports politiques. Présentée sous cette forme tempérée, elle est difficile à contester, mais parfois le savant économiste italien va plus loin, déclare que cette influence a de tout temps été unique et exclusive et s'efforce de le démontrer en interprétant à son point de vue les faits saillants de l'histoire des grandes nations civilisées. Ses interprétations de détail ne sont pas invariablement heureuses. Par exemple, pour l'histoire de l'Angleterre dans les deux premiers siècles qui suivirent la Conquête Normande, M. Ferraris s'appuyant sur l'ouvrage d'un maître, M. Stubbs, n'a pas de peine à établir son erreur sur la nature du gouvernement anglais à cette époque. Pour ne citer qu'une particularité, M. Loria parle du rôle de la *bourgeoisie* anglaise sous Henri I et sous Henri II : au douzième siècle, elle n'existait qu'à l'état d'embryon. Cet embryon a pu fournir quelques forces d'appoint à la monarchie fortement centralisée, fondée par Guillaume le Conquérant, mais c'est celle-ci qui a joué le rôle décisif dans l'histoire du pays. Voici un autre point à rectifier. De par sa constitution même, l'homme est fatalement un animal écono-











































devoir de fournir du travail à ceux qui n'en trouvent pas. On dit qu'en régime collectiviste le travail sera attrayant. « Comment sera-t-il alors un plaisir par ce seul fait que les seigneurs patrons seront élus ?.., Non : les projets des socialistes ne sont pas sérieux. »

Ceux de M. Pellegrini ne le sont peut-être pas beaucoup plus. Cependant nous devons convenir que ses idées sur le droit d'accession et la liberté de la propriété ont du bon ; il aurait seulement dû leur donner plus de développements et les débarrasser de quelques erreurs, lesquelles portent précisément atteinte au principe de la liberté de la propriété. La propriété est sacrée, dit l'auteur, mais elle doit être limitée dans l'espace et dans le temps. — Par qui sera-t-elle limitée si elle ne l'est pas par la liberté même ?

ROUXEL.

---

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Jean-François Melon l'économiste.** Notes recueillies par A. REBIÈRE, br. 8° Tulle, imprimerie Crauffon, 1896. — « Pourquoi l'Economie politique ne garderait-elle pas la mémoire de ses ancêtres ? » Cette épigraphe, que M. Rebière emprunte à Daire aurait plus que jamais besoin d'être mise en pratique, et il ne suffit pas de réimprimer les ancêtres, il faudrait les lire, les méditer, profiter de leurs bonnes leçons, rectifier leurs erreurs, au lieu de s'en emparer, comme font les socialistes, pour édifier sur elles des systèmes qui ne peuvent être qu'erronés. M. Rebière a fouillé les Archives nationales afin de nous faire connaître avec plus de détails la vie privée et publique de Melon ; il nous donne ensuite des extraits de ses principaux ouvrages : *Mahmoud le Gaznévide*, *Essai politique sur le Commerce*, etc. Melon appartenait à l'école mercantile, coloniale et protectionniste. Néanmoins, il n'était pas si éloigné du libre échange qu'on pourrait le croire, qu'on en juge par ces dits : « Dans l'alternative entre la liberté et la protection, il serait moins nuisible d'ôter la protection que la liberté ; car avec la liberté la seule force du commerce peut tenir lieu de protection. » « Selon la liberté générale du commerce, tout transport réciproque devrait être permis ; mais les nations y ont mis entr'elles des restrictions, presque toujours par des intérêts passagers ou mal entendus. Peut-être qu'en permettant tout indistinctement, ce qu'une nation perdrait d'un côté, elle le gagnerait de l'autre ; du moins il y aurait un avantage général, c'est la destruction des fraudes qui occupent tant d'hommes pour et contre. »

M. Rebière montre que Melon a exercé une grande influence sur Montesquieu dont il était l'ami. Il émet aussi le vœu que la *Petite bibliothèque économique* publie une nouvelle édition de l'*Essai politique sur le commerce*. Il paraît que la Bibliothèque publique de Tulle, la ville natale de Melon, ne possède aucune de ses œuvres. « Il faut, dit M. Rebière, combler cette lacune. » Ce ne sera pas bien difficile, du moins pour l'*Essai sur le commerce*, car on le rencontre encore de temps à autre sur les quais. M. Rebière prie encore l'Académie de Bordeaux de mettre au concours l'éloge de M. son fondateur, ou mieux, les relations de M. avec Montesquieu et avec Voltaire ; il désire aussi que l'on donne le nom de Jean-François Melon à une rue nouvelle de la ville de Tulle, et que l'on mette une plaque commémorative dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville ou sur la maison qui l'a vu naître.

---

**Estudios de legislacion comparada. Quiebras y suspensiones de pagos, comentarios al libro IV del codigo de comercio**, par EMILIO JOSÉ MARIA NOGUÈS y LUIS MARTORELL y ROVIRA DE CASELLAS, con un prologo de D. Francisco Pi y Margall in 8°, Madrid, libr. de Rubinos, 1896. — Ces études de législation comparée ont pour but de fournir aux tribunaux et aux jurisconsultes les éclaircissements nécessaires à l'application du livre IV du Code de commerce espagnol relatif aux banqueroutes et aux suspensions de paiements, et d'établir la concordance de la loi espagnole avec les lois et codes de l'Angleterre, du Portugal, de la France, de l'Italie, de la Hollande, de la Belgique et de l'Allemagne.

Si ce volume se bornait là, il n'intéresserait guère que les Espagnols, et, tout au plus, les spécialistes de la jurisprudence des autres pays. Mais il est précédé d'une étude de 300 pages sur le commerce, sa nature juridique, son origine, son histoire, son utilité et ses inconvénients, sur les progrès de la législation commerciale, sur la législation en matière de banqueroutes, etc. Les opinions les plus diverses ont été émises sur les avantages et sur les inconvénients du commerce : pour les uns, il est la source de tous les maux ; pour les autres, il est le principe de tous les biens. L'auteur présente le pour et le contre ; il trouve difficile de concilier des opinions si diverses, mais il conclut que le commerce est un élément d'union et qu'il viendra un temps où les peuples, cessant de se considérer comme des ennemis acharnés, reconnaîtront que le profit de l'un est aussi le profit de l'autre et qu'ils uniront leurs efforts pour réaliser la fin commune de l'humanité. Alors sera accomplie la prophétie de Ballanche : « Le commerce nous fait citoyens de tous les pays, et le dogme de la fraternité de tous les hommes nous a été enseigné pour le besoin que nous avons



## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE :** Le renouvellement du privilège de la Banque de France. — La subvention au crédit agricole. — Une solution libérale devenue surannée de la question de l'apport des capitaux à l'agriculture. — La solution socialiste de M. Jaurès. — La loi du cadenas. — Le protectionnisme de la chambre syndicale des négociants commissionnaires. — Le banquet de l'Union coloniale française. — Un succès du féminisme. — Le congrès de la presse internationale à Stockholm. — La conférence internationale des mineurs à Londres. — La reprise des chemins de fer par l'Etat en Belgique. — Le vote du tarif américain par le Sénat. — Le jubilé de la reine Victoria.

A une majorité de 396 voix contre 91, la Chambre des députés a adopté le projet de loi relatif au renouvellement du privilège de la Banque de France. Comme nous l'avions prévu (voir notre dernière chronique) la discussion a été engagée exclusivement, entre les partisans du privilège et ceux de la Banque d'Etat. Le régime de la liberté des banques n'a pas trouvé un seul défenseur, et cela n'a rien qui doive nous étonner. La liberté économique subit en ce moment une éclipse, et nous sommes, selon toute apparence, condamnés à traverser une période plus ou moins longue de protectionnisme industriel et financier jusqu'à ce que l'expérience en fasse justice. Tout ce que nous pouvons souhaiter, c'est que la logique de ce système ne nous conduise pas à l'extension de la tutelle de l'Etat à toutes les entreprises et à la nomination d'une série de « gouverneurs » chargés de remplir auprès des établissements industriels, commerciaux et autres des fonctions analogues à celles du gouverneur de la Banque de France. En attendant, nous devons nous féliciter d'avoir échappé à la Banque et au papier monnaie d'Etat de MM. Viviani, Pelletan et consorts.

\*  
\* \*

La question du Crédit agricole s'est greffée sur celle du renouvellement du privilège de la Banque. D'après le projet du gouvernement, la Banque devra mettre une somme de 40 millions au service des syndicats et autres institutions mutuelles qui entre-

**prendront de fonder le crédit agricole. Au banquet qui lui a été donné récemment à Vesoul, M. Méline s'est appliqué à faire ressortir la bienfaisante influence que cette subvention ne manquera pas d'exercer sur la situation de l'agriculture :**

La convention récente passée avec la Banque de France, a-t-il dit, met à la disposition du gouvernement un capital de 40 millions augmenté chaque année, pendant vingt-trois ans, d'une annuité de 2 à 3 millions. Nous avons pensé qu'on ne pouvait faire un meilleur usage de ces sommes considérables qu'en les employant à subventionner toutes les banques mutuelles agricoles qui se fonderont sur tous les points de la France pour fournir aux agriculteurs les ressources nécessaires à toute bonne exploitation.

Ce sera, avec le temps, un capital de plus de cent millions mis à la disposition directe de nos agriculteurs et qui permettra de faire des opérations d'escompte pour des centaines de millions. La Chambre a ratifié ces propositions et quand la loi aura été votée par le Sénat, l'agriculture aura de l'argent autant qu'elle en voudra, surtout en commençant; car ce n'est pas tout d'avoir de l'argent, il faut savoir s'en servir. Il sera nécessaire pour cela que toutes nos sociétés d'agriculture, tous nos syndicats, se mettent à l'œuvre et déploient tout leur esprit d'initiative pour répondre à la pensée du législateur. Je ne doute pas qu'ils ne soient à la hauteur de la tâche nouvelle qui les attend. (*Applaudissements*).

Nous n'avons pas, nous devons le dire, la même confiance que l'honorable président du Conseil et ses auditeurs enthousiastes dans ce système artificiel d'encouragement. Il est même fort à craindre qu'il ne soit plus nuisible qu'utile en déterminant, par l'appât des promesses de crédit, la formation hâtive de syndicats plus propres à favoriser le gaspillage des capitaux que leur bon emploi. Les subventions accordées aux associations ouvrières ne constituent-elles pas à cet égard un précédent suffisamment suggestif ?

\*  
\* \*

En 1862, M. Léon Say, alors ministre des finances institua une « commission d'examen des questions relatives à la négociation des valeurs agricoles » qui se livra à une étude approfondie des moyens non de fonder (car il a existé de tout temps) mais de développer le crédit agricole, ces moyens consistant simplement d'après la commission, à augmenter la liberté et les garanties des prêteurs.

Quoique cette solution libérale du problème de l'apport des

capitaux à l'agriculture puisse sembler aujourd'hui surannée, il nous a paru intéressant de publier le rapport dans lequel la commission l'a exposée, — ne fut-ce que pour montrer le chemin que le protectionnisme et le socialisme nous ont fait faire depuis quinze ans, — en arrière.

\*  
\* \*

Les souffrances de l'agriculture ont fourni à M. Jaurès le thème d'un discours qui n'a pas rempli moins de trois séances et dont on peut dire comme de toutes les harangues de ce brillant socialiste normalien : *Verba et voces*. M. Jaurès demande la fixation d'un salaire minimum pour les ouvriers agricoles, la constitution d'une caisse de chômage, l'organisation des retraites agricoles, enfin il déclare que « l'Etat doit prendre à sa charge une partie de la dette hypothécaire et chirographaire de la petite propriété paysanne, en remettant en échange de la rente aux créanciers. » Ce qui revient à dire qu'il faut augmenter de plusieurs milliards la dette, et de plusieurs centaines de millions le budget de l'Etat, et par conséquent les charges des contribuables parmi lesquels les agriculteurs comptent pour une bonne moitié : bref, il s'agit comme toujours de prendre de l'argent d'une main aux agriculteurs, pour leur en remettre de l'autre, déduction faite du courtage de l'intermédiaire.

\*  
\* \*

Tandis que les socialistes rêvent, les protectionnistes agissent. Malgré les protestations énergiques de M. Charles Roux, ils viennent de faire voter la loi dite du cadenas. Comme le médecin de Molière qui engageait son malade à se crever un œil pour mieux voir de l'autre, ils s'appliquent à ruiner le commerce pour faire fleurir l'agriculture. Voici le texte de cette loi d'éborgnement économique.

Article premier. — Tout projet de loi présenté par le gouvernement et tendant à un relèvement de droits de douane sur les céréales ou leurs dérivés, les vins, les bestiaux ou les viandes fraîches de boucherie, sera inséré au *Journal officiel*, à la suite du compte rendu de la séance où il aura été déposé. Le jour même de cette insertion, dès l'ouverture des bureaux, les nouveaux droits seront applicables à titre provisoire.

Art. 2. — Les marchandises énumérées à l'article 1<sup>er</sup> conserveront toutefois le bénéfice de l'ancien tarif lorsqu'il sera justifié qu'à une date antérieure au dépôt du projet de loi elles ont été importées direc-





liberté des échanges. Mais ils ne possédaient pas alors une « Chambre syndicale. »

\*  
\* \*

Au banquet de l'*Union coloniale française* qui a eu lieu le 17 juin sous la présidence de M. le ministre des colonies, M. Mercet, président de l'Union a adressé au ministre sous forme de compliment, ce vœu libéral, qui aura certainement des chances d'être exaucé s'il est appuyé par les Bureaux :

Nous savons que vous êtes véritablement un libéral, Monsieur le ministre, et que vous n'appartenez pas à la l'école qui rêve de faire de la France un pays où l'Etat fera tout pour les particuliers qui ne feront rien. Vous pensez, au contraire, que le devoir de l'Etat est de laisser se produire toutes les initiatives qui ont en vue le bien public, en même temps qu'elles secondent les intérêts privés, et, loin de regarder leurs manifestations d'un œil jaloux, vous les encouragerez certainement à se manifester davantage.

\*  
\* \*

Un succès honorable du féminisme ! Le Sénat a voté une proposition de loi dont le principe avait déjà été adopté par la Chambre et qui leur accorde ou plutôt leur restitue — car elles le possédaient avant le Code civil — le droit d'être témoins dans les actes :

On est allé, au Luxembourg, dit le *Journal des Débats*, un peu plus loin que n'avaient fait les députés. Ceux-ci ne s'étaient occupés que des actes de l'état civil : le Sénat a étendu la réforme aux actes notariés. Il n'y a pas eu d'opposition. Personne n'a essayé de conserver aux hommes le monopole dont le Code civil les a investis et qui n'a d'ailleurs pas grande raison d'être. La législation actuelle admet les femmes à figurer comme déclarantes devant les officiers de l'état civil ; elle ne leur permet pas d'être témoins. C'est une exclusion fort peu logique, et qui ne date d'ailleurs que du Code. Les lois antérieures ne la formulaient pas, et, d'après le droit canonique, le parrain et la marraine remplissaient à la fois le rôle de déclarants et celui de témoins. Quand le texte voté par le Sénat aura repassé par la Chambre, nous verrons figurer dans les « Notes mondaines » des journaux des comptes rendus de « grands mariages » où la liste des témoins comprendra des noms de femmes. Ce sera un petit changement dans nos habitudes ; mais un changement contre lequel on ne saurait élever d'objection sérieuse. Donner sa signature au bas d'un acte de l'état civil ou d'un acte notarié est plutôt une corvée qu'un privilège. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de motif légitime pour maintenir, à cet égard, une différence

entre les sexes, et on peut, sans être taxé de « féminisme » à outrance, approuver la suppression de cette inégalité.

\*  
\* \*

Au Congrès de la presse internationale qui a eu lieu cette année à Stockholm, le roi a porté un toast, auquel M. Jules Claretie, délégué de l'Association parisienne, a répondu. Nous empruntons à leurs très simples, mais très éloquents discours ces passages qui attestent que les idées de paix font, malgré tout, leur chemin dans notre Europe ultra militarisée :

Jadis, a dit le roi, nos drapeaux suédois furent portés bien loin hors des frontières de la patrie, mais les événements de ces temps glorieux, bien que non toujours heureux, ne sont plus qu'un souvenir.

En effet, ce peuple descendant des anciens Vikings n'aspire plus de nos jours qu'à la gloire des exploits pacifiques et à des triomphes civilisateurs. Vous aurez pu vous-même, pendant ces jours-ci, vous former un jugement assez exact sur le développement des Royaumes-Unis de la presqu'île scandinave durant l'heureuse période pacifique du siècle qui touche à sa fin.

Désirant toujours vivre en bonne intelligence et en relations franchement amicales avec toutes les nations civilisées, les peuples-frères, à la tête desquels la Providence m'a placé, ont la confiance de mériter et de gagner leurs sympathies.

. . . . .

Nous avons, hier, devant les yeux, lisons-nous dans la réponse de M. Claretie à ce discours hospitalier, un admirable tableau en nous rendant à Saltsjobaden, un de ces tableaux qui tenteraient le pinceau du duc de Néricie, dont nous admirions la *Nuit d'Été* et la *Forêt* parmi les toiles supérieures de l'école suédoise.

Sur l'eau calme, bleue comme le ciel, entre les rocs et les sapins, nos deux bateaux fraternels marchaient, les pavillons de toutes les nations mariant leurs couleurs et flottant joyeusement à l'air libre. Eh bien ! je trouvais dans ce voyage exquis et comme féerique le symbole même de notre rêve commun : les peuples unis marchant dans la clarté vers un idéal de paix et de fraternité, et ce songe des penseurs et des poètes devenait pour quelques heures une réalité vivante. Dans les pures eaux scandinaves, ces deux bateaux emportant les représentants de tant de nations diverses, symbolisaient les deux peuples unis de S. M. le roi de Suède et de Norvège.

Nous avons tour à tour acclamé à Paris le baron de Nordenskiöld et Nansen, qui, laissant les autres peuples arroser de leur sang la terre d'Afrique, se lançaient, au péril de leur vie, vers le soleil de minuit et

la conquête du pôle. Nous sommes ici chez un roi et chez un peuple grands parmi les plus grands, parce qu'ils se préoccupent surtout du travail et de la paix.

Les inépuisables mines du Nord qui sont la richesse de la Suède peuvent donner dans l'avenir tout le fer dont aura besoin le monde. Le fer de Gellivare ne sera pas le fer de la guerre, c'est le fer de la charrue, celui de l'industrie, celui qui nourrit et non le fer qui tue.

\*  
\* \*

La conférence internationale des mineurs qui s'est tenue, cette année, à Londres, a adopté comme d'habitude, des résolutions destinées à protéger les ouvriers aux dépens de l'industrie et par conséquent à tarir la source où ils puisent leurs moyens d'existence. Ça été d'abord une résolution proposée par les Anglais et les Français, ayant pour objet de rendre les patrons responsables de tous les accidents dans les mines et d'annuler toute clause contraire du contrat de travail; ensuite est venue une proposition française en faveur de la nationalisation des mines. Celle-ci a été adoptée malgré l'opposition des Allemands qui ont déclaré que les mines de l'Etat étaient plus mal administrées que celles des particuliers. Il s'agit, à la vérité, de l'Etat capitaliste. Enfin, le minimum de salaire proposé par les Allemands, les Belges, les Français et la majorité des Anglais a été voté, en dépit des protestations des mineurs anti-étatistes du Northumberland. Bref les ouvriers demandent à l'Etat de protéger leurs salaires comme il protège les profits des entrepreneurs et les rentes des propriétaires. Après tout, n'est-ce pas logique?

\*  
\* \*

La Chambre des représentants de Belgique a voté la reprise par l'Etat d'une série de chemins de fer appartenant à des sociétés privées. Cette opération collectiviste qui va porter à 60.000 le nombre des employés du réseau de l'Etat a reçu naturellement l'approbation théorique de la minorité socialiste. Elle n'en a pas moins repoussé les conventions faites avec les compagnies déposées, comme trop avantageuses à l'infâme capital.

Les socialistes ont déclaré, dit un correspondant au *Journal des Débats*, que l'unification du réseau des voies ferrées entre les mains de l'Etat était leur idéal et que le projet du gouvernement marquait, qu'il le voulût ou non, une étape nouvelle du collectivisme. Au point de vue des principes purs, ils ont adressé force compliments au ministre, qui en semblait quelque peu gêné. Mais ils ont ajouté aussitôt

que, s'ils approuvaient théoriquement le rachat proposé, ils en repoussaient les conditions avec horreur : accorder des annuités et des indemnités à des Compagnies capitalistes, voilà qui est abominable ; une bonne expropriation, menée tambour battant, voilà qui serait équitable et démocratique. Et le groupe socialiste a solennellement annoncé qu'il voterait contre les conventions ; quelques députés de Bruxelles et tous les députés conservateurs d'Anvers ont voté avec les socialistes.

Le projet n'en a pas moins été adopté à une majorité de 79 voix contre 56. C'est une victoire pour le ministère conservateur, mais ce n'est pas une défaite pour le socialisme.

\*  
\* \*

Le Sénat américain a voté à une majorité de 38 voix contre 28, le tarif monstrueux par lequel les politiciens républicains ont soldé les subventions électorales que leur avaient allouées les industriels protectionnistes. Un des arguments notables que ceux-ci ont fait valoir en faveur de l'aggravation du tarif, c'est le taux élevé des salaires qu'ils sont obligés de payer à leurs ouvriers, en comparaison de ceux que payent leurs concurrents.

Le *Journal du Commerce* de New-York cite en réponse à cet argument un fait qui atteste une fois de plus que le taux des salaires ne donne nullement la mesure du prix de revient du travail :

Ce fait, dit-il, ressort du rapport de la Commission du travail sur la différence signalée dans une résolution du Sénat, entre le coût de la fabrication des gros meubles aux États-Unis et au Canada. Le but des auteurs de cette résolution était de démontrer la nécessité d'empêcher l'importation des meubles du Canada, par le motif que les salaires étant plus bas au Canada, nos fabricants seraient obligés d'abaisser ceux de leurs ouvriers pour soutenir la concurrence. A cela, le colonel Wright a répondu qu'il est bien vrai que le taux moyen des salaires dans les scieries américaines est de 1 dollar 71 par jour, tandis qu'il n'est que de 1.41 dans les scieries canadiennes, mais que le coût du travail par mille pieds de planches est seulement de 91 cents aux États-Unis, tandis qu'il s'élève à 1, 23 au Canada. Comme dans beaucoup de cas, le prix du travail est ici en raison inverse du taux des salaires.

\*  
\* \*

Les fêtes du jubilé de la reine Victoria ont montré dans tout leur éclat la grandeur et la puissance de l'Angleterre. Mais on peut se demander si elles avaient bien un caractère approprié à la période si abondante en progrès pacifiques qu'elles étaient

destinées à célébrer. Ni l'industrie, ni le commerce, ni la marine marchande ne figuraient dans les cortèges et les revues, bien qu'ils aient contribué plus efficacement que l'armée et même la marine de guerre, au développement merveilleux de la richesse et de la puissance britannique, dans cette période illustrée et fécondée par les réformes des Cobden et des Robert Peel. Au lieu des hymnes de paix, on n'a entendu que des salves d'artillerie. Il n'a pas été tiré moins de 13.500 coups de canon. C'était beaucoup de bruit et de fumée.

G. DE M.

Paris, le 14 juillet 1897.

---

**Congrès international de Sociologie.** — Le mercredi 21 juillet, à 3 heures après-midi, s'ouvrira, à Paris, *en Sorbonne*, le 3<sup>e</sup> congrès de l'Institut International de Sociologie. Il sera présidé par M. Paul de Lilienfeld, sénateur de l'Empire russe. Ses séances auront lieu dans l'amphithéâtre de chimie de la Faculté des Sciences. Elles se tiendront les 22, 23 et 24 juillet le matin, à 9 heures, et l'après-midi, à 2 heures.

Les personnes qui souhaiteront être admises à assister aux séances du congrès pourront obtenir gratuitement des cartes d'entrée individuelles, délivrées par le secrétaire général, M. René Worms (35, rue Quincampoix, Paris).

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

*La France d'après les cahiers de 1789*, par EDMÉ CHAMPION. 1 vol. in-18 de 257 p. — Armand Colin et Cie., éditeurs.

*M. Thiers. Le Cte de St-Vallier. Le général de Manteuffel. La libération du territoire 1871-1873.* Documents inédits, par HENRI DONIOL, de l'Institut. 1 vol. in-18 de 451 p. — Armand Colin et Cie, éditeurs.

*Histoire du Trade unionisme*, par SIDNEY BEATRICE WEBB. 1 vol. in-8° de 613 p. — V. Giard et Brière éditeurs.

*Annuaire Hachette. 1897 Paris.* 1 vol. in-12 de 1408 p. — Librairie Hachette.

*Les accidents du travail et la responsabilité civile* par RAYMOND SALEILLES. Br. in 8° de 90 p. — Arthur Rousseau.

*Une définition de l'Etat* par G. de PAWLOWSKI. Br. in-18 de 36 p. — Paris, V. Giard et Brière.

*L'Education de la démocratie française*, discours prononcés de 1890 à 1896 par LÉON BOURGEOIS. 1 vol. in-8° de 288 p. — Paris, Edouard Cornély.

*Socionomique*, pourquoi je ne me dirai plus socialiste, mais socionomiste, par CHARLES M. LIMOUSIN. Br. in-18 de 16 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*Essais d'Economie sociale et agricole*, par M. E. SEIGNOURET, président du comice agricole de l'arrondissement de Lespare. 1 vol. in-8° de 300 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*L'instabilité commerciale*, conférence faite à la Chambre de commerce de Nice sur les résultats des tarifs douaniers de 1892 et la nécessité du retour aux traités de commerce, par ERNEST BRELAY. Br. in-8° de 18 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*Lettre à M. Cochery*, ministre de Finances sur le principe de l'article 5 de son projet par F.-E. COUSIN. Br. in-4° de 8 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*Histoire parlementaire des finances de la monarchie de juillet*, tome troisième par A. CALMON, membre de l'Institut. 1 vol in-8° de 440 p. — Paris, Calmann Lévy.

*Annales de l'Institut international de sociologie*, publiées sous la direction, de RENÉ WORMS. III. Travaux de l'année 1896. — 1 vol. in-8° de 464 p. Paris, Giard et E. Brière.

*Pour servir à la réorganisation de la Bourse de Paris*, par GEORGES MOUCHEZ. Br. in-18° de 62 p. — Paris, 5, boulevard des Italiens

*La viticulture et les relations commerciales de la France avec l'Italie*. Rapport présenté à la Société des viticulteurs de France. par M. JEAN CAZELLES, Broch. in-8° de 32 p. — Paris, 122, avenue des Champs-Élysées.

*Notice sur la vie et les travaux de M. Léon Say*, par RENÉ STOURM, membre de l'Institut. Broch. in-8° de 39 p. — Typog. Firmin-Didot.

*Les Finances espagnoles*, par R.-G. LÉVY. Broch. in-8° de 40 p. — Paris, Félix Alcan.

*Apprezzamento dei Valori Pubblici ed delle operazioni di Borsa*, del dott. FERDINANDO PICCINELLI. Seconda edizione. 1 vol. in-16 cart., de 902 p. — Milano, Ulrico Hoëpli.

*La circolazione in Italia I Mali. La Cura*, par A. BALDANTONI. 1 vol. in-8° de 203 p. — Roma, 1897.

*Educhiamo i fanciulli deboli de mente*, par Cav. Prof. A. GONNELICIONI. Broch. in-8° de 38 p. — Milano, Tipografia del commercio.

*Agricultura Estudos sobre a industria assucareira sua crise e meios de obviar-a. Noticia sobre Campos e sua lavoura Empréstimos, por letras hypothecarias* por MANOEL RODRIGUES PEIXOTO. Broch. in-16 de 46 p. — Rio-de-Janeiro.

*The obligation of privateering and the declaration of Paris*, by FRANCIS R. STARK LL. B., Lh. D. 1 vol. in-8° de 160 p. — New-York. Columbia University.

*Magisterium und Fraternitas* Eine verwaltungsgeschichtliche darstellung der Entstehung des Zunftwesens, von RUDOLPH EBERSTADT. 1 vol. in-8° de 240 p. — Leipzig, Duncker et Humblot.

*Der Clearing und giro-verkehr in Oesterreich-Ungarn und im Auslande* von Dr. HEINRICH RAUCHBERG. 1 vol. in-4°, de 212 p. — Wien, Alfred Holder.

*Budapest szekes fővaros statisztikai Evkönyve Szerkeszti Dr THIRRING GUSTAV*. 1 vol. gr. in-8° cart. de 340 p. — Budapest, C. Grill's.

---

*La Gérante* : PAULINE GUILLAUMIN.













































prodigue d'appréciations sur le travail et les classes laborieuses, il reste toujours très réservé sur la propriété et ses limites. Malgré ce qu'il dit du maintien entre les mains de Dieu, de tout droit de propriété, il rappelle, à ce sujet, le silence du Père dont parle Pascal à propos de Jean d'Alba. Non qu'il renie les suites accommodantes de la *presque extrême nécessité* de saint Thomas ; il les approuve au contraire ; mais il préfère infiniment s'en taire. Aussi ne pourrais-je citer pour rendre compte de ses opinions sur ce second fondement de l'économie politique que celle exprimée par Ketteler, fort laconique lui-même, en en traitant. « Notre soi-disant droit de propriété n'est qu'un droit d'usufruit lié au devoir d'employer les fruits de cette propriété, selon la volonté de Dieu, etc... C'est à l'Église qu'est confiée la mission de régir la répartition des biens... » Elle peut seule harmoniser « la loi de justice et la loi d'amour, » grâce à la charité pour laquelle il se faut « garder d'employer la mesure du monde. » Ce qu'il montre bien en effet quand il réclame un impôt populaire « sur le revenu des entreprises et des sociétés d'affaires, » avant de conclure par ce résumé de tous ses écrits : « Le christianisme donc possède les moyens infaillibles d'améliorer la position des classes ouvrières, qui s'aggraveront de jour en jour malgré toutes les tentatives d'y remédier, et se rapprochera de plus en plus de celle qu'elles occupaient dans l'antiquité païenne. » L'antiquité connaissait pourtant les corporations, l'asservissement de l'industrie et l'absolutisme du pouvoir.

GUSTAVE DU PUYNODE.

---































sont exercées à préparer les mets simples et salubres dont se compose l'« ordinaire » de la campagne, ainsi que les plats de choix ou de luxe des jours de fête, expérience dont elles profiteront elles-mêmes ou feront profiter leurs domestiques. Vêtues très simplement à l'ordinaire, de façon à pouvoir vaquer au travail, elles doivent, les jours de fête, mettre un peu plus de recherche dans leurs vêtements, et là encore, « faire beaucoup de rien, » leurs ornements devant être leur propre ouvrage.

Le nouvel institut américain semble répondre à un besoin. Ainsi que l'a dit très bien un de nos confrères, « nous élevons généralement nos fils comme s'ils devaient être tous grands seigneurs et nos filles comme si elles devaient toutes devenir grandes dames ; ou bien nous passons à l'excès contraire, on traite les garçons en futurs séminaristes, et l'on dresse les filles pour une existence de nonnes. C'est là une des erreurs nationales et ce n'est pas la moindre ; les Anglais et les Américains, qui se moquent de notre système d'éducation, ont bien raison de faire autrement que nous. »

Ils ont raison en effet. A l'heure où chez nous, l'on recherche, dit-on, la régénération du pays par l'agriculture, la perspective de vivre à la campagne effraie les jeunes filles plus encore que les jeunes gens. Ceux-ci, veulent-ils faire leur profession de l'agriculture qu'on enseigne maintenant à un degré supérieur dans plusieurs grandes écoles, ils trouveront difficilement des compagnes pourvues d'assez d'instruction solide. Celles qu'il leur faudrait ne rêvent que d'épouser un militaire, un sous-préfet, ou un avoué. Cette répulsion de la vie des champs tient certainement à une éducation faussée, car rien n'empêche d'« avoir un salon » à la campagne, à condition que la maîtresse veuille bien en sortir pour surveiller la cuisine et la basse-cour.

LOUIS DE TOURVILLE.

---







valeur de 1.700 à 1.800 millions de francs sur un total de 3.100 à 3.300 millions. »

Puisque la protection douanière nuit à la marine ; puisque les primes à celle-ci ne compensent pas les torts qu'elle éprouve de celle-là, il semble qu'il faudrait tout d'abord supprimer les deux protections, d'autant plus que la première ne profite pas plus à l'industrie que la seconde à la navigation. Au lieu de cela, M. Moircau se contente de trouver que la législation de 1881 et celle de 1893 en faveur de la marine sont bonnes, mais qu'elles sont insuffisantes. Il faut donc augmenter les primes de la marine nationale puisqu'elle périlite. Mais pour la même raison il faudra aussi élever les droits de douane de l'industrie. De cette façon on n'aura fait qu'aggraver le mal : la marine continuera de recevoir un œuf d'une main et de perdre un bœuf de l'autre.

— Après avoir longtemps boudé contre la République, l'Église s'est décidée, en ces dernières années, à lui faire les avances de la réconciliation ; mais, si l'on en croit M. le duc de Broglie, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mai, il paraît que ces avances sont peu appréciées et que les cléricaux laïques ne sont nullement disposés à recevoir dans leurs rangs les cléricaux ecclésiastiques. « Le gouvernement qui se trouve aujourd'hui porter la parole au nom de la France nouvelle, loin de répondre à ces avances de paix, non seulement ne s'est pas départi à l'égard de l'Église d'aucune de ces mesures restrictives et vexatoires dont il avait recueilli la tradition et l'héritage, mais il en a rendu l'emploi fréquent et rigoureux à un degré dont nous avons perdu l'habitude et presque le souvenir. »

Nous verrons plus loin, en parlant de la *Revue de Paris*, si le Concordat était nécessaire pour ranimer l'esprit religieux en France ; pour le moment, rappelons que, grâce à lui, les prêtres sont devenus de simples fonctionnaires. « Fonctionnaires, dit M. de Broglie, plutôt à Dieu qu'ils le fussent ou que du moins ils fussent traités comme tels, car je ne connais pas de fonctionnaires qui soient privés de leur traitement en restant chargés de leur office. »

En effet, ces fonctionnaires de l'ordre le plus infime, qui sont réduits à officier gratis, se voient en outre obligés à courber l'échine devant les dispensateurs de leur problématique rétribution, et d'autant plus qu'ils sont plus élevés en grade. Lorsque le chef de l'Etat ou quelqu'un des représentants du pouvoir vient à passer par la résidence d'un prélat, celui-ci doit, en vertu d'anciens décrets impériaux, venir saluer et complimenter le visi-



































mais à la faveur, à l'entregent, aux protections, aux dédains des principes, a puissamment coopéré à enfoncer dans l'esprit de la masse cette idée : réussir est tout, tout est licite si on réussit ». Qui est-ce qui pousse les jeunes générations dans cette voie ? L'école officielle, les exemples de « l'élite ».

M. Rostand examine ensuite si c'est la misère ou la richesse qui engendre la criminalité, et il incline à attribuer une part à ces deux causes. Cette question me paraît avoir été résolue depuis longtemps par Aristote, lorsqu'il dit que ce n'est pas pour subvenir à de simples besoins, mais pour assouvir des passions immodérées, qu'on en vient aux grands crimes, et que la plupart des crimes qui se commettent parmi les hommes ne viennent que d'ambition ou d'avarice.

Il s'agit donc de savoir ce qui, chez nous, fomenté l'ambition et l'avarice. Nous venons de le dire, c'est, par dessus tout, notre système d'éducation et l'exemple de nos classes *panamisantes*. M. Rostand n'est pas loin de se ranger à cette opinion lorsqu'il dit : « Lorsqu'aux sommets d'une nation, là où réside la puissance la plus grave, celle de faire la loi, toute une pullulation de désordres et de simonies se révèle, que peut penser, du haut en bas, en bas surtout, la masse nationale, et comment ne sentirait-elle pas tout vaciller en sa conscience ? »

Les plus beaux préceptes de religion et de morale, préconisés par M. Rostand, ne prévaudront jamais contre ces portes d'enfer du mauvais exemple. Avant de chercher à moraliser le peuple par un endoctrinage de plus, commençons par cesser de le démoraliser, la moitié de la besogne se trouvera faite, peut-être toute.

---

Ce n'est pas seulement le crime qui fait des progrès, le vice le suit en croupe, si même il ne le précède pas. M. d'Azambuja recherche, dans la *Science sociale* de mai, les causes de cette licence des mœurs.

Une des causes signalées est l'agrandissement des villes. Personne ne contestera sans doute que les trop grandes villes sont des centres de corruption. L'homme est sociable, mais non *entassable*. Resterait à chercher les causes de cet excès de concentration des hommes, alors que la vie rurale est si saine. L'auteur nous en indique une, sans y songer, je crois, qu'il suffirait de généraliser. « Le plaisir organisé, tel qu'il existe dans les grandes villes, possède une double influence démoralisatrice, suivant que









collectivisme, communisme, social-démocratie et anarchisme, publié par M. Saverio Merlino dans la *Revue Socialiste* de juin.

Dans cet essai, M. Merlino s'éloigne considérablement de l'ancien *libertisme* absolu et obligatoire du parti anarchiste ; la *grève générale* est abandonnée et une large part accordée à l'organisation de la production et même de la consommation. Comme, d'autre part, le socialisme absolu jette chaque jour à la mer quelque lambeau de son communisme et même de son collectivisme, il ne faudra pas être surpris lorsqu'on verra les deux pôles, socialiste et anarchiste se rencontrer dans l'économisme : ce qu'ils auraient fait dès le début, s'ils avaient commencé par étudier avant d'écrire et de parler.

— La liberté de la médecine n'a été demandée jusqu'à ce jour que par un très petit nombre de publicistes, qui passent pour des utopistes ou même pour des fous. — On est toujours fou, quand on ne fait pas comme les moutons de Panurge. — Aussi avons-nous été agréablement surpris de nous trouver fou avec un docteur en médecine, M. Tripier, qui proclame cette liberté, où ? Je vous le donne en mille. Dans la *Revue Socialiste*, qui parle ordinairement de tout socialiser, et, par conséquent, fonctionnariser. Voici en effet, ce qu'écrit le Dr Tripier dans le n° de juin, p. 710 :

« Au temps où les doléances médicales cherchaient confusément leur voie, il était surtout question de la concurrence faite par l'exercice *illégal*. Le mot m'a toujours choqué, mais le mot seulement ; au fond, j'ai toujours été partisan de la liberté de la pratique médicale : la responsabilité qu'entraîne l'exercice de toute liberté est encore ce qui garantit le mieux le malade des risques dont notre mandarinat ne le met pas assez sûrement à l'abri, pour qu'on soit en droit de lui imposer notre infailibilité.

« Mon libéralisme professionnel m'a valu quelques occasions de confesser des gens qui se livraient à l'exercice illégal, tantôt par amour de l'art, tantôt pour en vivre. Mon impression à leur endroit a été le plus souvent bonne : quelquefois toqués, souvent ignorants, ils ont du moins sur bien des réguliers la supériorité de s'en tenir à ce qu'ils savent ou croient savoir. Presque tous gens de bonne volonté, ils s'appliquent à faire de leur mieux, sans lassitude et sans dégoût. Moins soucieux d'une « dignité » que nombre d'entre nous font consister à ne rendre que des oracles, l'*illégal* ne dédaigne pas d'intervenir manuellement dans l'exécution de ses prescriptions. C'est à lui qu'on doit la création ou au moins la conservation de pratiques que les médecins jugeaient au-dessous d'eux : l'hydrothérapie et les manipulations,

par exemple. Les premières applications de l'électricité furent surtout dues à des physiciens ; repoussées depuis plus d'un siècle par la masse des « médecins », les voici qui rétrécissent singulièrement le champ de la compétence thérapeutique de ceux qui sont si *fiers de les ignorer*. L'exercice illégal a exercé, en somme, sur la pratique médicale une influence progressiste au moins équivalente à la poussée en avant qu'a imprimée l'enseignement libre à l'enseignement officiel. »

Vous approuvez donc le charlatanisme ? Pardon, répond M. Tripier, « le mot *charlatanisme* suppose une *tromperie consciente*. Tout ce qui, légal ou non, ne remplit pas cette condition, ne saurait être taxé de charlatanisme. » L'illégal qui se dit légal est un charlatan, sinon, non ; mais le légal qui trompe consciemment, ce qui n'est pas rare, l'est encore plus. M. Tripier va jusqu'à dire, après avoir défini le charlatanisme, que « les charlatans se rencontrent surtout dans notre confrérie, *chez les légaux*. » Rien n'est sacré pour ce docteur !

Si le capitalisme exploite l'ouvrier, il faut convenir qu'il est lui-même respectablement exploité par le fiscalisme. Il y a quarante ans, dit M. Neymarck (*Rentier*, 17 avril), en 1854, le Trésor prélevait 800.000 francs sur les valeurs mobilières ; en 1895, dernier exercice connu, il a perçu 141 millions 3.

Ceux qui prétendent que les valeurs mobilières ne payent rien ou presque rien peuvent méditer ces chiffres officiels :

Les valeurs mobilières payaient :

En 1854.....	800.000 fr.	En 1880.....	89.600.000 fr.
En 1860.....	9.600.000 »	En 1885.....	103.600.000 »
En 1869.....	22.000.000 »	En 1890.....	115.800 000 »
En 1875.....	72.600.000 »	En 1895.....	141.300.000 »

De 1869 à 1895, les impôts qui les frappent ont augmenté de 22 millions à 141 millions, soit une *augmentation de 119 millions* ;

De 1875 à 1895, l'augmentation n'est pas moindre de *52 millions* ;

De 1890 à 1895, soit seulement depuis cinq ans, l'*augmentation est de 36 millions* !

Il ne faut pas que cela empêche les socialistes de soutenir que ce sont les capitalistes qui gardent pour eux la plus-value créée par le surtravail.

*L'Humanité nouvelle*, revue internationale mensuelle, dont le premier numéro a paru en mai, paraît être la résurrection de la *Société nouvelle*, qui s'est éteinte il y a quelques mois : même format, même rédaction à peu près, organe de l'anarchisme, *L'Humanité nouvelle* renferme une grande variété d'articles que nous ne pourrions pas analyser aujourd'hui, faute de place : nous tâcherons d'y revenir à la prochaine occasion. Appelons seulement l'attention des lecteurs sur *l'Évolution des religions primitives*, par Elie Reclus ; *l'Évolution morale du sexe*, par P. Geddes et A. Thompson ; *La liberté de conscience*, par Clémence Royer ; *La lutte pour l'existence*, par E. de Roberty ; quelques mots sur la Révolution bouddhique, par Elisée Reclus.

— La *Revue philanthropique*, mensuelle, directeur Paul Strauss, est aussi de nouvelle fondation, n° 1, 10 mai. C'est une revue, dit le programme, « neutre, impartiale, libérale et tolérante, où tous les gens de cœur se pourront rencontrer sans aliéner une parcelle de leur indépendance, rassemblés par la même foi, associés par une œuvre commune. » On s'y propose de tracer la voie aux pouvoirs publics en fait d'œuvres philanthropiques, de stimuler l'action administrative, de suivre le fonctionnement de l'Assistance publique et de la bienfaisance privée dans tous les pays. Principaux articles de la première livraison : Séverine : *Fraternité* ; Th. Roussel : *La protection de l'enfance* ; Jules Claretie : *La philanthropie* ; Dr Pierre Budin : *De l'allaitement des enfants* ; Dr H. Thulié : *L'Assistance des dégénérés supérieurs*, etc., etc. Le n° 2 ne nous est pas parvenu. Nous n'en souhaitons pas moins la bienvenue à la *Revue philanthropique*.

ROUXEL.

---



	1876	1886	1896
	—	—	—
Substances alimentaires, tonnes...	7.340.000	8.220.000	12.160.000
Matières premières, tonnes.....	11.240.000	12.890.000	19.390.000
<b>Total .....</b>	<b>18.580.000</b>	<b>21.110.000</b>	<b>31.850.000</b>

Pendant ces vingt ans il y a eu un accroissement de 70 p. 100 dans le poids des importations de substances alimentaires, et de 72 p. 100, dans celui des matières premières. En d'autres termes, pour chaque tonne de plus de substances alimentaires reçue du dehors, nous avons importé près de deux tonnes de plus de matières premières. On obtient des résultats identiques en comparant la valeur des articles d'alimentation avec celle de toutes les importations, aux trois périodes décennales :

Années	Millions de livres sterling		Proportion des substances alimentaires.
	Toutes les importations.	Substances alimentaires.	
1876 .....	319	131	40.9
1886 .....	294	122	41.5
1896 .....	385	158	41.0

Il y a quelque chose de remarquable dans le fait que pendant vingt ans les importations de substances alimentaires se sont constamment maintenues dans la proportion de 41 p. 100 du total : elles s'accroissent simplement avec l'expansion générale de notre commerce et montrent que, quoique nous devenions chaque année plus tributaires de l'étranger pour les nécessités de la vie, notre industrie va du même pas que l'augmentation de nos besoins. Le tableau suivant donne le poids des substances alimentaires importées :

	Tonnes.		Livres par habitant.	
	1876	1896	1876	1896
Céréales .....	5.960.000	9.760.000	395	555
Viandes.....	330.000	860.000	22	50
Divers.....	1.050.000	1.840.000	70	105
<b>Total ....</b>	<b>7.340.000</b>	<b>12.460.000</b>	<b>487</b>	<b>710</b>

Pour chaque habitant du Royaume-Uni la consommation annuelle de substances alimentaires importées (y compris ce qui est utilisé pour le bétail) est égale à sept fois, celle des matières premières, onze fois son propre poids, tandis que la proportion en 1876 était seulement cinq et huit fois, respectivement. Ceci démontre avec évidence l'importance croissante de notre commerce extérieur, identifié de si près avec la suprématie de notre marine marchande. Dans la *Contemporary Review*

de décembre 1894, j'ai eu l'occasion de montrer que nous possédons 56 p. 100 de l'industrie des transports maritimes, ce qui, en nous mettant à même d'obtenir nos approvisionnements, en alimentation et matières brutes, à un moindre prix que les autres pays, constitue pour nous un avantage de la plus haute importance. Notre île de la Grande-Bretagne est, en fait, une vaste manufacture dont les textiles et la quincaillerie sont les principaux produits. L'importation des matières premières nécessaires à ces industries a monté comme suit :

	1876	1886	1896
Coton, laine, etc.....Tonnes.	930.000	1.095.000	1.270.000
Minéraux.....	1.530.000	4.010.000	6.540.000

L'importation des fibres textiles a haussé de 36 p. 100 en vingt ans, celle des minéraux à quadruplé, preuve que le pouvoir industriel de la Grande-Bretagne augmente rapidement. Si nous voulons savoir quels sont ses effets sur la richesse du pays, nous n'avons qu'à prendre la cote de la taxe sur le revenu (non compris l'Irlande) pour la période que nous étudions :

Années.	Millions de livres sterling.		Taux de progrès	
	Industrielle.	Totale.	Industrielle.	Totale.
1875.....	257	536	100	100
1885.....	282	591	110	111
1895.....	326	652	127	122

Ici, encore, nous constatons une certaine parenté entre la hausse des importations et l'accroissement de la richesse, car, tandis que dans une période de vingt années les premières augmentent de 20 p. 100, les revenus imposés de la Grande-Bretagne s'accroissent de 22 p. 100 et ceux de la classe industrielle ou commerciale (Schedule D) non moins de 27 p. 100.

*Exportations.* — Les relevés de cet ordre sont également satisfaisants, et il doit en être ainsi puisqu'en définitive tout commerce n'est qu'un échange. Les relevés officiels donnent les chiffres suivants :

	1876 Livres sterling.	1886 Livres sterling.	1896 Livres sterling
Textiles et filés...	106.600.000	104.100.000	105.400.000
Quincaillerie.....	38.800.000	42.900.000	56.400.000
Divers.....	55.200.000	65.400.000	78.100.000
Total des exportations.	200.600.000	212.400.000	239.900.000

Le trait le plus remarquable est une hausse de 45 p. 100, depuis 1876, pour la quincaillerie — en comprenant sous ce nom les industries métalliques de toutes sortes et les machines. Dans leur ensemble, les

exportations montrent un accroissement de 20 p. 100, le même que dans les importations et la population. Cependant si les prix n'avaient pas baissé, la valeur des exportations, en 1896, aurait été de 374 millions sterling, égale à 190 shellings par habitants, contre 120 shellings en 1876 ; d'où il ressort qu'en ce qui concerne le volume, chaque habitant exporte aujourd'hui 60 p. 100 de plus qu'il y a vingt ans.

*Nos clients.* Pendant les vingt dernières années il y a eu des changements notables dans les courants de notre commerce transmaritime. Nos relations avec la France et les Indes ont décliné, celles avec l'Allemagne et le Canada ont perdu du terrain relativement à la proportion, tandis que celles avec les Etats-Unis ont haussé d'une façon prodigieuse. Le tableau suivant montre la valeur totale des importations et exportations (y compris les marchandises en transit) échangées avec quelques pays :

	Millions de livres sterling		Proportion	
	1875	1895	1875	1895
Avec :	—	—	—	—
Etats-Unis . . . . .	95	131	14.4	18.6
France . . . . .	75	69	11.5	9.8
Allemagne . . . . .	56	60	8.6	8.5
Australie . . . . .	42	53	6.4	7.6
Indes . . . . .	56	52	8.5	7.4
Canada . . . . .	20	20	3.1	2.8
Autres Etats . . . . .	312	318	47.5	45.3
Total . . . . .	656	703	100.0	100.0

Il y a une différence sensible entre nos relations avec le Canada et celles avec l'Australie ; la première est la plus proche de nos colonies, pourtant ses transactions avec nous n'atteignent pas 4 livres sterling par tête de sa population, tandis que l'Australie, la plus éloignée de nos possessions, entretient avec la mère-patrie un commerce de près de 13 livres sterling par tête. Espérons que les réformes fiscales proposées par M. Laurier au Canada donneront de l'impulsion à ses relations commerciales avec la Grande-Bretagne.

*Or et argent.* Une revue du commerce britannique serait incomplète si elle ne comprenait le courant des métaux précieux ; il est d'une importance d'autant plus spéciale de s'y arrêter que les bimétallistes s'efforcent de répandre la croyance que notre approvisionnement d'or est en constante diminution parce que nos importations excèdent en valeur nos exportations. Les relevés officiels d'importation et exportation de métaux précieux pour les quinze années finissant au 31 décembre 1895 donnent les chiffres suivants :







































autres que celles des métaux précieux et des pierres précieuses à Madagascar (page 4300).

29. — **Loi** portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1898) (page 4327).

— **Décret** portant fixation des exceptions au tarif général des douanes en ce qui concerne les produits étrangers importés à Madagascar (page 4339).

— **Rapport** sur l'éducation populaire en 1896-1897, adressé au ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts par M. Edouard Petit (page 4340).

30. — suivi d'un décret réunissant en un seul service les laboratoires des douanes et des contributions indirectes au ministère des Finances (page 4360).

31. — **Décret** fixant le poids minimum des expéditions de liqueurs et sirops présentés à la décharge des comptes d'admission temporaire de sucre (page 4401).

---

# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

SÉANCE DU 5 AOUT 1897

COMMUNICATION. — Programme du Congrès des Sociétés savantes, à la Sorbonne, en 1898.

DISCUSSION. — Des rapports du Droit et de l'Économie politique.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

NÉCROLOGIE: M. Félix Paponot.

En l'absence de tous Présidents et Vice-Présidents, la réunion est présidée par M. René Stourm, membre de l'Institut.

La réunion apprend avec regrets la mort de M. Félix Paponot, ingénieur distingué, auteur de nombreux travaux sur le canal de Suez et le canal de Panama.

Parmi les ouvrages offerts à la Société, M. Courtois appelle l'attention des membres présents sur la notice sur notre regretté président, M. Léon Say, lue à la séance de l'Académie des sciences morales et politiques du 5 juin dernier par son auteur, M. René Stourm (voir plus loin la liste des ouvrages présentés.)

Sur la proposition du secrétaire perpétuel la réunion adopte comme sujet de discussion la question suivante posée par M. Lyon-Caen.

## DES RAPPORTS DU DROIT ET DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

**M. Ch. Lyon-Caen** expose ainsi la question :

D'ici longtemps, dit-il, on ne verra, sans doute, de facultés d'Économie politique ; en tous cas, on peut être sûr qu'il s'y trouvera des cours de droit. De même nous pouvons dire qu'on devrait placer dans les facultés de droit les cours d'économie politique, qui ne sauraient être ailleurs mieux à leur place.

Les économistes sont forcés de faire du droit sans le savoir et les juristes sont obligés de faire, même sans s'en douter, de l'économie politique. Il n'en est pas moins bon de leur montrer à tous l'intérêt qu'ils ont à cette sorte d'échange scientifique.

Le Droit et l'Économie politique sont des sciences du même genre, des sciences *morales*, mais elles n'envisagent pas au même



































alarme, comme symptôme d'une tendance à une dangereuse centralisation, peut-être aura-t-elle d'autres effets. Son caractère est d'être conçue dans un esprit démocratique. M. de Haye semble en avoir senti un peu d'effroi, cela apparaît dans la première partie de son travail sur les paroisses. Mais l'application qui a été faite de la loi, semble l'avoir rassuré. Dans la seconde partie, il constate la sagesse qu'a montrée presque partout le corps électoral.

Une des dispositions de la loi lui avait paru surtout redoutable. Il est vrai de dire que si en France semblable mesure était proposée, il en serait parlé comme d'un acheminement vers la liquidation sociale, comme d'un premier pas vers la main-mise sur les propriétés.

Voici l'affaire : quand un gueux n'a rien, il peut demander un lopin de terre, à sa convenance, et la paroisse peut acheter ou louer à long terme ce lopin pour le céder gratuitement ou à bas prix au malheureux. Une paroisse peut acheter des terrains, les rendre viables, etc., et les louer aux miséreux. Cela se nomme l'allotissement.

Personne n'aimant à s'imposer pour le voisin, il n'y avait pas lieu en principe de craindre beaucoup d'excès.

En Angleterre l'allotissement comporte une disposition assez raide. Si le propriétaire dont on convoite le terrain, refuse d'entrer en arrangement, on peut l'exproprier. L'esprit de modération, qui dans un pays civilisé tempère l'application des lois, des dispositions complémentaires viendront sans doute réduire au minima les inconvénients que pourrait présenter un tel article de loi du partage général des terres.

Cette loi sur l'allotissement peut cependant avoir des effets que n'a pas prévus le législateur, par exemple, si dans une paroisse la découverte d'une mine, l'établissement d'une industrie, l'ouverture d'un grand chantier de travail amène un afflux d'étrangers besogneux.

Si une telle loi était promulguée en France, elle pourrait servir à d'autres fins que ceux d'assistance dans des cas d'extrême misère.

Dans beaucoup de communes le village habité par les boutiquiers, manœuvres ou gens de profession est un îlot entouré par la grande propriété.

La grande propriété, surtout quand elle est dans un petit nombre de mains met son honneur à ne pas se laisser entamer. Ni pour prix ni pour sommes on ne peut acheter une parcelle pour faire un jardin, ou bâtir. En pareil cas la grande propriété a tort, je crois. Elle a là un moyen aisé d'attacher les gens au sol natal. Elle devrait en user. Si les communes pouvaient, elles forceraient la main aux propriétaires.

Voici un autre cas : Dans une autre région où la petite propriété est maîtresse autre chose pourrait arriver. Dans la *Revue britannique*, je

crois, on nous a raconté une histoire *très véridique* d'une petite commune d'Auvergne.

Là, il y avait d'un côté une grande propriété unique entourée d'une infinie quantité de petits propriétaires, qui tous convoitaient de s'aggrandir. Le grand propriétaire se refusant à vendre on l'a boycotté. Plus d'ouvriers, plus de fournisseurs, des tracasseries, des vexations, etc. La victoire est restée aux petits. La grande propriété a été vendue et morcelée.

Et je vois dans tout cela comment une loi qui touche à la propriété pourrait avoir des conséquences, bonnes ou mauvaises, mais notablement différentes de celles prévues par les théoriciens législateurs.

Nous ignorons ce qui se passera en Angleterre. Le conseil de paroisse a été placé sous l'autorité immédiate du Conseil de comté, qui l'institue, l'organise, le surveille ou le protège, le modifie, le supprime au besoin.

M. De Haye ajoute : « Le bureau central du gouvernement local domine toute cette hiérarchie d'autorités locales et fait peser sur elles un véritable despotisme. »

Ici réapparaît le spectre de la centralisation. — Le bureau central serait la tête du monstre. Je vois bien la tête mais je ne vois pas nettement les organes, le corps. En France les organes ce sont les hiérarchies de fonctionnaires qui font ce que pourraient faire, à bien meilleur compte les administrations locales, — ou qui, quand les administrations agissent de quelque manière, les surveillent en théorie, mais en fait les obligent à chaque pas à des formalités, à des papiers, à des tracasseries qui retardent, gênent, agacent, ahurissent et dégoûtent de faire quoi que ce soit.

Nous allons fournir quelques exemples élémentaires : si un maire de campagne emploie à faire casser quelques mètres de pierre de l'argent porté au crédit des chemins vicinaux, chaque ouvrier doit présenter un mémoire sur papier timbré, le maire doit viser le mémoire, puis l'envoyer à l'agent-voyer qui l'envoie à l'ingénieur ordinaire, qui le passe à l'ingénieur en chef, qui le retourne au bout d'un mois ou deux par la même voie. Le maire peut alors dresser le mandat qu'il remet à l'ouvrier, qui peut alors perdre une journée et faire quelques kilomètres pour se rendre au chef-lieu de canton où réside le percepteur qui le paie, s'il se trouve ce jour-là à sa résidence. Pour les chemins d'intérêt commun, les communes paient leur contingent, la hiérarchie des agents-voyers opère à sa guise.

Si un homme généreux donne 10 francs au maire pour les pauvres, le maire doit convoquer son conseil pour avoir l'autorisation d'accepter, la somme figurera au budget, peut-être sera-t-elle taxée par le fisc comme

donation; elle ne sera disponible que plusieurs mois après et il faudra un mémoire puis un mandat pour toucher chez le percepteur qui prélèvera son tant pour 100 sur cette recette.

Depuis la loi sur l'assistance judiciaire il y a un autre procédé et des formalités qui pour être de date récente n'en sont ni plus claires ni moins compliquées.

Autre genre d'affaires : un maire, et cela se passe ainsi chaque année, ayant fait quelques économies a des ressources en caisse, il fait un budget supplémentaire valable pour l'année courante. Il voudrait payer les travaux faits à la saison favorable. Il doit attendre que son budget revienne approuvé de la préfecture, et il ne revient qu'en fin d'été, souvent à l'automne.

Le maire a, il est vrai, un recours. Il peut moyennant une dépense d'argent et du temps, faire un voyage au chef-lieu de département, essayer de voir le préfet ou Messieurs des bureaux, supplier qu'on lui fasse la grâce de hâter l'examen du budget. Dans un cas pareil, l'administration triomphe, elle se sent vivre : un maire que la loi a pourtant légèrement émancipé, vient en suppliant auprès du pouvoir supérieur. On daigne le recevoir, l'écouter, l'interroger, le conseiller. On lui promet de se hâter, par complaisance, par faveur grande...

Rencontre-t-on rien de pareil dans la vie administrative de l'Angleterre? Nous ne l'y avons pas vu. Le bureau central fait des ordonnances, il trace la sphère d'action des corps élus, mais ces corps élus sont composés de gens qui ne forment pas un corps à part dans la nation, qui sont d'autre part, industriels, commerçants, agronomes, etc., qui connaissent le prix du temps et la puérilité des formalités et des paperasseries, qui vivent dans le pays, en connaissent les besoins et en pratiquent la vie. Ces corps élus ne sont pas tant que cela en tutelle, ils peuvent se mouvoir sans soumettre chacun de leurs projets et de leurs actes aux ingénieurs, architectes, percepteurs, vétérinaires diplômés, médecins assermentés, sous-préfets, préfets, chefs de division ou de bureaux.

La centralisation est une maladie dont le fonctionnaire est le microbe. Ce microbe secrète des ptomaïnes, qui sont la paperasserie, les formalités, le temps perdu.

La législation sur les municipalités, c'est-à-dire sur les corporations municipales destinées à administrer les bourgs et cités, avait déjà montré que le désir du législateur était de ne pas renoncer aux principes des libertés locales.

L'éducation publique, la viabilité, l'état civil ne font pas partie de la loi municipale et sont organisés à part. Cette division entre divers conseils, comités, bureaux, etc., des éléments d'administration qui



politique. Il a même été longtemps l'un des rédacteurs politiques du *Times*. Ses qualités de vrai savoir et de juste appréciation, très reconnues de ses lecteurs, se retrouvent dans sa *Formation de la politique britannique*, qui est en réalité, comme lui-même le rappelle souvent, l'histoire internationale de l'Angleterre de l'avènement d'Elisabeth à l'avènement de la reine Anne. Il est mort malheureusement avant d'y mettre la dernière main, et l'on dirait qu'il prévoyait sa trop prompt mort, lorsqu'il nommait cet ouvrage un simple *essai*, qu'il écrivait dans son *Introduction* : « En lui donnant le nom d'essai et non celui d'histoire, j'ai voulu faire entendre qu'il discute plutôt qu'il ne raconte et aussi qu'il n'a pas la prétention d'être complet. C'est plutôt un croquis essayant de montrer la situation qu'occupe notre État parmi les autres États, les transformations qui s'opèrent dans cette situation, et les causes internes, c'est-à-dire dues à notre propre politique, et externes, c'est-à-dire provenant de nos relations avec les grands États continentaux, qui produisent ces transformations. » Il indique même plutôt qu'il ne discute.

Tous ses matériaux sont consciencieusement rassemblés ; mais le monument qu'il voulait élever reste inachevé. Tout y est, en outre, un peu confus ; rien n'y est suffisamment mis en relief. Aussi, quoique le caractère de chaque personnage important dont il y est parlé, soit presque toujours très justement compris, que chaque grand fait historique y soit rappelé, le livre de Seeley est-il d'une lecture assez difficile, et serait fort inutile à consulter, si l'on ne connaissait pas à l'avance l'histoire des *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles. La politique anglaise, telle qu'il l'entend, ne commence-t-elle d'ailleurs, en Angleterre, qu'au *xvi<sup>e</sup>* siècle ? La *Common Law* et la Grande chartre, arrachée au roi Jean par ses barons à Hunymade, pour ne citer que ces deux actes, ne sont pas du *xvi<sup>e</sup>* siècle et comptent assurément dans la politique de l'Angleterre.

Seeley rattache tous les principaux faits historiques à la politique dynastique, aux guerres et à la religion. A plusieurs reprises cependant, il dit, et avec raison, qu'Elisabeth, Cromwell et Guillaume III ont eu une politique nationale ; mais il semble trop souvent oublier cette politique. Il écrit par exemple, à propos du mariage de Guillaume III et de Marie : « Nous voici arrivés à l'un des plus grands mariages royaux qui aient déterminé le cours de l'histoire internationale. » Les mariages et les successions dynastiques avaient, à la vérité, beaucoup plus d'importance autrefois qu'à présent ; mais je crois qu'ils en ont toujours eu moins qu'il ne leur en attribue et notamment celui de Guillaume III. En revanche, il tient infiniment trop peu compte des questions ou des différences religieuses, durant surtout la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle et le commencement du *xvii<sup>e</sup>*. Ce qui m'a surpris singulièrement, c'est qu'il ne



1641... L'attaque contre Mazarin rappelle celle qui, en Angleterre, amena la mort de Strafford... On put croire un instant que Condé jouerait le même rôle que Cromwell... » Que d'erreurs ! Mais, je le répète, il n'y a dans la *Formation de la politique britannique* qu'un *essai*, qu'un *croquis*, et cet *essai* est très méritoire par tous les matériaux qui s'y trouvent rassemblés. La singulière assimilation que je viens de rappeler n'est aussi qu'une méprise exceptionnelle. Je terminerai du moins par un complet éloge du traducteur de Seeley, M. le colonel Baille. Sa traduction n'est pas seulement très exacte, elle est très remarquablement écrite. Pourquoi le colonel Baille n'entreprendrait-il pas un travail personnel sur l'époque dont il vient de s'occuper ? Il y est admirablement préparé et peu d'historiens écrivent comme lui.

GUSTAVE DU PUYNODE.

---

L'HYGIÈNE SEXUELLE. — SCIENCE ET MORALITÉ. — L'ÉDUCATION  
DANS LA FAMILLE

Les trois publications que je réunis ici sont fort différentes les unes des autres, et comme étendue et comme caractère ; mais toutes trois concourent au même but : former des générations saines de corps et d'esprit.

*L'hygiène sexuelle* de M. le Dr Ribbing, professeur à Lund (Suède), recueil de conférences faites, non pour des enfants ni même des jeunes gens, mais pour des hommes faits et des pères de famille, est un traité savant et complet de tout ce qui concerne l'importante fonction de la reproduction de notre espèce et, comme le dit le titre, l'hygiène des organes qui y concourent. L'auteur en entreprenant cette étude, s'est proposé de mettre les parents, trop souvent, pour ne pas dire toujours ignorants des dangers qui menacent le développement de leurs enfants, à même de veiller sur eux avec plus d'intelligence, de les préserver à la fois des suites funestes d'une ignorance qui les expose à toutes les aventures et de celles d'une instruction précoce et perverse ; de se faire enfin, avec le tact et la prudence qu'eux seuls ils y peuvent mettre, les initiateurs prudents et chastes de leur postérité aux mystères sacrés de la transmission de la vie. Que d'erreurs, que de fautes, que de maux seraient évités si, selon le vœu du savant professeur, cette partie de la tâche de l'éducation était mieux remplie ; si, au lieu de laisser, sur des points de telle importance, la jeunesse sans avertissements et sans défense, on lui apprenait de bonne heure qu'elle est, comme la vestale antique, dépositaire d'un feu vivifiant et sacré, le flambeau même de la vie dont elle doit compte à elle-même d'abord, à l'humanité ensuite.









pages, un grand nombre de questions de la plus haute importance. Nous nous récuserions sur beaucoup pour incompétence, n'ayant, nous devons l'avouer, aucune prétention en matière d'organisation militaire, de tactique et de stratégie. Nous nous refuserions aussi à épouser, malgré la très sérieuse érudition et l'évidente sincérité de l'auteur, tous ses griefs contre les institutions militaires actuelles, dont on ne nous soupçonnera pas d'être un admirateur exagéré, et contre les hommes de guerre, vivants ou morts, qu'il prend à partie avec toute l'âpreté de sa verve. La sincérité ne préserve pas toujours de la passion et du parti pris. Et nous ne sommes pas bien sûr que, très sincèrement, encore une fois, la sévérité de M. Urbain Gohier ne soit pas influencée par son peu de sympathie pour le régime politique actuel de notre pays.

Mais, ces réserves faites, et nos précautions prises contre une interprétation inexacte de nos appréciations, nous devons dire que, pour une partie au moins, si douloureuses qu'elles soient, les critiques de M. Gohier nous paraissent mériter d'être prises en sérieuse considération ; et que ce serait une faute grave, parce qu'on croirait avoir affaire à un adversaire politique, de se refuser à discuter avec lui.

Nous devons ajouter, d'ailleurs et surtout, que si M. Urbain Gohier, dans sa philippique contre notre organisation militaire actuelle, se montre à nous comme un patriote énergique, ne blâmant qu'en vue de réformer, désireux d'avoir une armée forte au sein d'une société vigoureuse, et profondément jaloux de l'indépendance et de la dignité de la patrie, il est en même temps de ceux qui, en fourbissant leurs armes pour la guerre, voudraient n'avoir à travailler que pour la paix ; qui déplorent comme nous le mal que la guerre a fait à la France et au monde ; qui gémissent de la lourdeur du fardeau que fait peser sur eux la paix armée, et qui encouragent de leurs vœux, de leur parole et de leur plume, singulièrement alerte, les efforts et les espérances auxquelles nous nous honorons d'être associé.

Nous avons eu déjà l'occasion de le remercier pour de précédentes déclarations. Nous le remercions de nouveau, après avoir lu son dernier chapitre : *Pour la paix*.

Si toutes les femmes avaient lu l'éloquente adjuration qu'il leur adresse, il n'y en aurait guère, nous en sommes convaincu, qui hésitassent à s'enrôler dans les rangs de notre sainte milice.

FRÉDÉRIC PASSY.

---



attaque le froment, le seigle et l'orge et que l'on trouve assez souvent sur le chiendent, le ray-grass, le dactyle et quelques bromes.

Il a été signalé comme causant en Amérique et particulièrement en Californie en 1877, rapporte M. Prillieux, des dégâts considérables sur les blés. En 1885 et 1889, il s'est montré autour de Stockholm dans les champs de blé qu'il a envahis d'une façon redoutable. On en arrêta le développement à l'aide du soufrage.

Différentes espèces d'Erysiphées envahissant les pois, les trèfles, les luzernes, le houblon, le groseiller et l'*Oïdium*, observé dans les vignobles depuis tantôt un demi-siècle, appartient à cette famille.

Le *claviceps purpurea*, vulgairement connu sous le nom d'ergot et dont l'origine a été très longtemps méconnue, doit être rangé parmi les *hypocréacées*. Il est, comme on sait, employé en médecine et se montre surtout sur le seigle dont il remplace le grain. Mêlé à la semence de cette céréale, il a, parfois, provoqué, en différentes régions, de redoutables épidémies. La maladie, essentiellement caractérisée par la gangrène des extrémités, attaque les hommes et les animaux.

Un pauvre de Noyen, rapporte Vétillard, voyant un fermier cribler son seigle, lui demanda la permission d'enlever le rebut pour faire du pain. Le fermier lui représenta que ce pain pourrait lui être préjudiciable ; mais le besoin l'emporta sur la crainte. Le pauvre homme fit moudre les criblures composées d'ergot pour la plus grande partie et prépara du pain avec la farine. Dans l'espace d'un mois, cet infortuné sa femme et ses deux enfants périrent misérablement. Un troisième qui était à la mamelle et qui avait mangé de la bouillie de cette farine échappa à la mort. Il existe encore, ajoute Vétillard, mais quelle triste existence, sourd, muet et privé des deux jambes.

Un cochon ayant été nourri de ce seigle ergoté a péri au bout de deux mois après avoir perdu les quatre jambes et les deux oreilles. Deux canards nourris de ce seigle ergoté ont également péri après avoir perdu l'usage de leurs pattes. Dans ces dernières années, on a signalé une épidémie de gangrène sèche sur les troupeaux nourris dans les prairies de l'Amérique du Nord dont les herbes étaient couvertes d'ergot.

Les *Rizoctones* qui vivent sur les racines de plusieurs plantes herbacées et ligneuses appartiennent aux *Sphériacées*. C'est dans ce groupe que figurent le *Pourridié* et le *Black Rode* qui ont causé de si grands dégâts dans les vignobles. On y trouve également l'*Ophiobolus graminis* (maladie du pied du blé), le *Glœsporium ampelophagum* (Anthracnose de la vigne) le *Fusicladium pirinum* (tavelures des poires), le *Cladosporium fulvum* (maladie des tomates), etc., etc.

Parmi les *discomycètes*, nous signalerons notamment le *Sclerotina*

*trifoliorum* dont le mycelium pénètre à travers l'épiderme du trèfle, croit dans l'intérieur des tissus et s'infiltré jusque dans le pivot de la racine. Ce champignon attaque également le sainfoin et la luzerne ; dans certaines localités, en France, cette espèce est devenue un véritable fléau pour les cultivateurs.

Les espèces phanérogames parasites sont peu nombreuses, mais il en est quelques-unes qui peuvent cependant occasionner de grands dommages dans nos champs. Tel est le cas pour la *cuscuta* dont les tiges filiformes s'implantent au moyen de suçoirs sur les tiges du trèfle et de la luzerne qu'elles font périr en les privant de nourriture. Pour prévenir l'invasion de ce parasite, on doit avoir bien soin de n'employer que des graines parfaitement épurées et exemptes de germes de cuscute. D'après Haubner, le fourrage cuscuté serait dangereux pour le bétail.

Les *Orobanches* vivent aussi en parasites sur nos plantes cultivées. On en compte plusieurs espèces. Elles fixent leurs racines sur celles de leurs victimes et les font périr en les privant de nourriture. La *petite Orobanche* (*orobanche minor*) qui vit sur le trèfle rouge intéresse particulièrement le cultivateur. Dans certains pays, elle s'est multipliée au point de prendre les caractères d'une véritable calamité.

Toutes les espèces étudiées par M. Prillieux sont analysées avec ce soin méticuleux que le savant professeur de l'Institut agronomique observe dans toutes ses recherches microscopiques et toutes les descriptions sont accompagnées d'excellentes figures.

Dans le cours de son exposé, M. Prillieux ne manque jamais de signaler les procédés actuellement connus pour combattre les champignons dont il fait connaître les dégâts. Malheureusement, il en est encore aujourd'hui un très grand nombre vis-à-vis desquels nous sommes entièrement désarmés.

En écrivant son traité des maladies des plantes, M. Prillieux a rendu à l'agriculture un éminent service, aussi le recommandons-nous instamment à l'attention des cultivateurs. S'il reçoit l'accueil qu'il mérite, cet ouvrage est assurément appelé à un grand succès.

En terminant cette courte analyse, nous ne pouvons nous dispenser d'émettre un vœu. Si nos plantes cultivées sont exposées aux atteintes d'une multitude de champignons, elles sont également menacées par des parasites animaux qui ne sont ni moins nombreux ni moins redoutables. Et la reconnaissance des agriculteurs serait assurément acquise à la *Bibliothèque de l'Enseignement agricole*, si elle faisait suivre l'ouvrage de M. Prillieux par un *traité des maladies des plantes agricole et des arbres fruitiers et forestiers* occasionnées par des parasites animaux.

G. FOUQUET.

ETUDE CRITIQUE DU PROJET DE LOI DE M. G. COCHERY... ET AUSSI DU PROJET DE LOI DE M. ROUVIER... SUR LA PROROGATION DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE, par F.-E. COUSIN. 1 br. in-4°, A. Charles, 1807. — PROJET RELATIF A LA PROROGATION DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE, par F.-E. COUSIN. 1 br. in-8°, Guillaumin et Cie, 1897.

Nous devons d'abord prier et l'auteur et le public de nous excuser s'il se rencontrait, dans notre appréciation, quelque inexactitude ou même quelque erreur. Les deux brochures de M. F.-E. Cousin sont, en effet, très touffues, hérissées de chiffres, d'explications, d'objections supposées, de réponses à ces objections, de discussions de toutes sortes, qui en rendent, il faut bien le dire, la lecture difficile. Nous y avons découvert, cependant, que M. Cousin n'est pas partisan d'une banque d'Etat, ce dont nous devons le féliciter. Nous y avons vu encore des réflexions qui ne manquent pas de justesse. Mais il ne s'élève pas jusqu'à la conception de la liberté, et sa double critique du projet de M. Rouvier, présenté il y a quelques années, et de celui de M. Cochery, qui est soumis aux discussions du Parlement au moment actuel, n'a pas pour but de changer le système lui-même, mais de substituer sa conception au point de vue des bénéfices que doit retirer l'Etat du privilège concédé, à celui résultant du traité passé et convenu entre l'Etat et la Banque.

Cette conception de M. F.-E. Cousin, quelle est-elle? Ce serait qu'en échange du privilège, la Banque de France avançât un milliard à l'Etat sur garantie d'un titre de rente qui serait créé spécialement dans ce but et sans intérêts sur cette avance. Les contribuables, selon M. Cousin, pourraient ainsi être dégrevés du montant de cet emprunt.

Je regrette de n'avoir pas compris l'économie du système proposé. C'est ma faute assurément, car les explications ne manquent pas. Elles sont même tellement abondantes que je m'y perds. Je n'en puis mais. Ou l'emprunt est réel, et alors il augmente la dette déjà si considérable de l'Etat; ou il est fictif, représente un simple jeu d'écritures entre l'Etat et la Banque, et alors que signifie cette opération financière? M. F.-E. Cousin semble supposer que les billets de banque sont un capital mis par l'Etat à la disposition de la Banque. Il semble croire aussi que le taux de l'escompte se règle, non seulement par les régents de la Banque, mais encore à leur fantaisie. Nous qui sommes partisans de la liberté, nous croyons cependant qu'il y aurait des réserves à faire à cet égard, aussi bien que pour les conséquences qui résulteraient, selon M. F.-E. Cousin, de l'adoption de son projet, telles que *une grande hausse sur les fonds publics, une baisse du taux de l'escompte et une amélioration notable dans nos affaires*. Je ne demande





sur l'attitude observée vis-à-vis de cette question par les partis politiques en Allemagne; son ouvrage se termine par la réimpression d'un travail publié tout récemment dans l'*Archiv für sociale Gesetzgebung* sur les renseignements statistiques concernant le chômage, qui ressortent des dénombrements, l'un de la population et l'autre des professions, exécutés en Allemagne dans le courant de l'année 1895. Au surplus, M. Schanz ne cache pas son sentiment que, selon toute apparence, le problème du chômage n'est pas à la veille d'être résolu.

E. CASTELOT.

**CUESTIONES PALPITANTES DE POLITICA, DERECHO Y ADMINISTRACION EN ESPAÑA**  
par RAFAEL M. DE LABRA. Madrid, A. Alfonso 1897.

Sous ce titre, M. de Labra a rassemblé en volume plusieurs discours qu'il a prononcés aux *Cortès* espagnoles de 1895 sur les relations entre l'Espagne et les Républiques Sud-Américaines, sur l'enseignement primaire par l'État, les erreurs judiciaires et sur la question palpitante par excellence à l'heure actuelle, celle de la Réforme Coloniale des Antilles Espagnoles. Député autonomiste de Cuba, il ne défend l'autonomie des Antilles qu'au point de vue de leurs affaires locales et n'entend nullement rompre le lien politique qui les rattache à la mère patrie; acquis aux idées démocratiques, il n'est un adepte du *tout ou rien*, admet toutes les transitions nécessaires et ne s'enrôle pas sous la bannière d'une opposition *quand même* et irréductible. Se rendant en outre compte de la différence qui existe entre un discours et un livre, il a introduit, dans son texte, de nombreux renseignements statistiques et a fait suivre son discours sur la réforme coloniale d'appendices consacrés aux lois, qui ont régi Cuba et Porto-Rico dans ces dernières années. Le tout se lira avec fruit et appelle la sympathie pour l'esprit de justice ainsi que le respect pour l'étendue des connaissances dont fait preuve M. de Labra.

E. CASTELOT.

**IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE** par HENRI RAMIN. 1 vol. Firmin-Didot et Cie éditeurs. Paris 1897.

L'Allemagne est peu comprise en France; elle l'est surtout d'une manière inexacte, parce qu'on la juge d'après des légendes que se sont transmises les générations successives ou par les propos des touristes que les bords du Rhin et les montagnes du Tyrol attirent chaque été. Cette constatation, M. Ramin la fait dès le début de son volume en



















ANNUAIRES HACHETTE. *Paris, 1897.* 1 vol. Hachette et Cie, éditeurs.  
Paris, 1897.

N<sup>o</sup> pouvant entreprendre de résumer un tel ouvrage, ce qui serait au-dessus des forces humaines tant est grande la variété des sujets qui y sont traités, nous allons simplement copier le sous-titre. Nos lecteurs jugeront par là du degré d'utilité que cet annuaire doit avoir pour eux :

« Petit dictionnaire guide : carrières, professions, biographies, statistique. Manuel pratique de la vie quotidienne. — Pouvoirs publics : armée, magistrature, clergé, administrations publiques. — Enseignement : lettres, sciences, beaux-arts. — Commerce : industries, fabricants, détaillants. -- Paris élégant et mondain : clubs, sports, colonies étrangères. 100.000 adresses. 600 portraits gravés. 100 cartes et plans. 100 illustrations. »

C'est toute une bibliothèque que cet annuaire Hachette ! va-t-on s'écrier après pareille nomenclature. Complète ? Oh ! pas plus qu'aucune bibliothèque. Mais si dans l'une un achat de livres vient à propos combler les vides, dans l'autre un développement plus considérable, ou plutôt différent, apportera les renseignements qui manquent (ou qui peut être mal classés n'ont pas encore su être dégagés de cette masse compacte, malgré d'attentives recherches). Nous ne souhaitons pas un plus gros volume, certes ! mais, à notre avis, nombre de renseignements mondains pourraient être avantageusement remplacés par de plus pratiques.

Au reste, l'éditeur n'a pas eu la prétention de satisfaire du premier coup tout le monde. La preuve en est que la troisième page de l'annuaire consiste en un feuillet destiné aux lecteurs qui voudront bien lui signaler les erreurs qui se seraient glissées, ou les lacunes à combler une autre année. Au lieu de se plaindre, qu'on remplisse donc le feuillet ; cela vaudra mieux.

M. LR.

---

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE. *La France. — L'Europe. — L'Asie. — L'Océanie. — L'Afrique. — Les Amériques*, par MM. MARCEL DUBOIS, professeur de géographie coloniale à la Faculté des lettres de Paris. Maître de conférences à l'École normale supérieure de jeunes filles de Sèvres et J.-G. KERGMARD, professeur agrégé d'histoire et de géographie au lycée de Tours. 1 vol. Masson et Cie éditeurs. Paris, 1897.

Pour analyser ce *Précis*, il nous faudrait disposer de plus de place





long d'entrer dans le détail des autres cruautés, dont l'auteur nous fait la saisissante énumération. Plusieurs prisonniers, pour échapper à ces tortures, signèrent des déclarations qu'ils reconnurent fausses plus tard, lorsqu'ils furent relâchés. Mais les juges ne tinrent aucun compte de ces rétractations.

M. Tarrida del Marmol, mis en liberté après une dure réclusion dans la forteresse de Montjuich, crut prudent de quitter l'Espagne et vint à Paris, en 1896. C'est à cette époque, qu'il publia, dans la *Revue Blanche*, ses premières révélations. La presse française fit bientôt retentir des protestations indignées contre ce qui se passait en Espagne. Sachant que son pays cherchait à obtenir son extradition, M. Tarrida del Marmol se réfugia à Portsmouth. Il pouvait alors parler impunément, et en profita pour publier tous les documents qu'il avait entre les mains.

Après avoir mis le lecteur au courant de la situation en Espagne, l'auteur montre que l'inquisition fonctionne aux colonies comme à la métropole. Selon lui, c'est grâce à cette intolérance farouche que la situation des Espagnols est désespérée, plus encore, peut-être, aux Philippines qu'à Cuba. Enfin, il conclut en constatant les résultats funestes de ces événements, au point de vue économique de l'Espagne. La Catalogne, contrée récemment encore si industrielle, voit ses usines se fermer, et des milliers d'ouvriers sont plongés dans la misère. La Galicie, les Asturies, l'ancien royaume de Léon se dépeuplent rapidement par l'émigration. M. Tarrida del Marmol ne voit pour son pays qu'un moyen de sortir de cette crise pénible. C'est l'union de tous les Espagnols de bonne volonté, pour réagir contre le cléricalisme triomphant, et faire entrer leur patrie dans une voie nouvelle de liberté et d'expansion.

H. Bouët.

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE N° 13. — LE SOCIALISME EN DANGER, par DOMELA NIEUWENHUIS, préface de Elisée Reclus, in-16°, Paris. P. V. Stock, 1897.

« Les hommes sont fous, dit Fontenelle, mais ils ne sauraient l'être tous de la même manière ». Les socialistes sont hommes, et ils n'entendent pas tous le socialisme de la même façon; bien plus, ils l'entendent aujourd'hui d'une façon et demain d'une autre toute différente. Aussi sont-ils divisés à l'infini les uns à l'égard des autres et chacun d'eux avec lui-même. De même que, parmi les premiers chrétiens, l'un disait : Je suis de Képhas », un autre : « je suis de Paul », et un troisième : « moi, d'Apollon », il en est ainsi parmi les socialistes; et il en











tous les produits individuels qui en sont le résultat, pour constituer la masse partageable... La production ayant été synthétisée, le travail de répartition se trouve de lui-même réglé. »

Rêvons-nous ou ne rêvons-nous pas ? La synthèse est-elle une femme ? Pas seulement une femme, mais « une fée », (p. 83).

M. Vazeille a une confiance complète dans sa fée ; il est convaincu que la « synthèse » pourra proportionner exactement la production à la consommation et remédier ainsi à tous les maux de la société, maux qui sont causés par la spéculation. « Supposons, dit-il, un état de dix millions d'hommes. Est-il si difficile de savoir ce qu'il leur faut de blé, et organiser la culture en conséquence ? » Pour que la synthèse fasse ce calcul et organise cette culture seulement, il lui faudra des organes, ce dont l'auteur ne parle point ; or ces organes administratifs ont fait leurs preuves. Comparez les temps passés où il réglaient non la production du blé, mais le commerce, avec les temps modernes où ils le laissent relativement libre et comptez les disettes et les variations de prix qui se sont produites sous chacun de ces régimes.

La production du blé ne serait pourtant que la moindre des choses dans la société actuelle. Il est vrai que M. Vazeille veut limiter son collectivisme aux besoins réels des hommes ; mais qui déterminera les besoins qui sont réels et ceux qui ne le sont pas ? La synthèse ? Et l'auteur croit reconnaître et respecter l'individualisme du but humain ! Son collectivisme, de même que tous les collectivismes imaginables, serait nécessairement stationnaire, pour ne pas dire rétrograde. Supposé, ce qui est invraisemblable, qu'il arrive à satisfaire tous les besoins actuels, il empêcherait les nouveaux de naître, et, par cela seul, il arrêterait tout progrès.

L'erreur fondamentale de M. Vazeille, comme de beaucoup d'autres collectivisants, consiste à croire que la surproduction est générale, qu'elle est la conséquence fatale de la liberté économique et de la division du travail, tandis qu'elle ne dérive directement ou indirectement que du système protectionniste.

Le « point culminant » du système de M. Vazeille ne peut donc nous satisfaire, mais nous devons lui rendre cette justice que plusieurs points accessoires, par exemple, ses critiques des positivistes et aussi des socialistes méritent l'attention des lecteurs.

ROUXEL.

---































---

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Delle condizioni d'Italia e delle sue più urgente riforme**, per PEZZINI ANTONIO br. in 8°. Parma, typogr. Ferrari e Pellegrini, 1896. — Si l'on en croit M. Pezzini, la population de l'Italie est trop nombreuse en raison du peu d'étendue du sol cultivable. Il y a aussi dans cette population trop de délinquants. Pour remédier à cet état de choses et à plusieurs abus signalés dans cet ouvrage, l'auteur propose, entre autres réformes, d'interdire le mariage aux criminels — comme on le faisait autrefois en vertu d'un canon du Concile de Trente, — aux phthisiques, aux rachitiques et à tous ceux qui n'ont pas les moyens nécessaires pour former et maintenir une famille. Il faut encore défendre les études supérieures et l'obtention des diplômes à tous les délinquants. La religion a besoin aussi d'une réforme profonde : sous l'inspiration du pape, les prêtres sont des ennemis plus moins avoués du gouvernement italien. Au pape sectaire il faut parler clairement : « Ou se réformer, ou nous abandonner. » Enfin, il faut donner ample satisfaction aux justes plaintes et aux honnêtes demandes des socialistes. Tout cela, en respectant la propriété et la famille, sans lesquelles il n'y a pas de société civile possible.

---

**Contre et pour le Néo-Malthusianisme**. Communication de M. Javal à l'Académie de médecine et réponse par M. Paul Robin, br. in-8°. Paris. S. V. Stock, 1897. — Pour prévenir la surpopulation ou y remédier, le malthusianisme conseillait l'abstention ou l'ajournement du mariage aux gens qui n'étaient pas en état d'élever une famille. Le célibat présentant de graves inconvénients physiques et moraux, le néo-malthusianisme préconise le mariage précoce, mais « la prudence » dans le mariage, et il fait profession d'enseigner aux femmes les moyens *ad hoc*. La qualité de la population, disent les néo-malthusiens, doit être préférée à la quantité. Quand la table est mal servie, il convient d'y appeler moins de convives.

Les anti-malthusiens se composent de chauvins, qui veulent une population nombreuse pour en faire des soldats qui tueront les Allemands ou qui se feront tuer par eux, qui iront porter notre civilisation chez les barbares et les sauvages, chez les « races inférieures » ; et de fonctionnaires qui ont besoin que les contribuables soient nombreux

afin que le pot de l'Etat bouille. En conséquence, ils prêchent la procréation à outrance et s'évertuent à chercher les moyens de l'encourager. Les quels ont raison ? La présente brochure devrait nous le dire, mais il ne paraît guère que l'antinomie y soit résolue.

Il est vrai que la qualité est préférable à la quantité en fait de population ; mais celle-là peut dépendre de celle-ci et, dans tous les cas, l'idéal serait de réunir les deux desiderata : la population la plus nombreuse et la meilleure. « Quand la table est mal servie, il faut y appeler moins de convives. » Si les convives sont en même temps les pourvoyeurs de la table, comment pourra-t-elle être mieux servie en diminuant le nombre des fournisseurs ?

Les néo-malthusianistes supposent, comme les anciens, que les hommes sont consommateurs sans être producteurs, ils parlent pour une nation composée exclusivement de rentiers ou de fonctionnaires. Pour que la table soit mieux servie, ce n'est pas précisément le nombre des convives qu'il faut réduire, c'est le nombre des parasites. Les néo-malthusianistes ne sont donc pas complètement dans la bonne voie.

Les anti-malthusianistes y sont peut-être encore moins : la plupart des moyens qu'ils proposent pour favoriser la population ne tendent et ne peuvent aboutir qu'à multiplier les parasites. « La seule solution acceptable, dit M. Javal, dans l'état actuel des esprits en France consiste à exonérer les familles nombreuses aux dépens des riches sans enfants. » Les exonérer de quoi et par quels moyens ? L'auteur s'empresse sagement de ne pas le dire.

---

**De l'influence de la Vélocipédie sur la vision et conseils d'hygiène pour les yeux des vélocipédistes** par le Dr MIROVITCH. br. 8°. Paris. A. Maloine 1897. — La vélocipédie est si répandue que personne ne peut plus s'en désintéresser et les économistes moins que tous les autres, ne fût-ce que pour l'économie de temps ; mais ce sport n'est pas sans inconvénients quand on en abuse. On a déjà signalé les dangers du côté du cœur, du foie etc. M. Mirovitch a porté ses observations sur les yeux et il a reconnu que l'abus du pédalisme pouvait causer de graves inflammations des diverses parties de l'organe de la vision. En conséquence, il indique les précautions à prendre avant, pendant et après cet exercice ; par dessus tout, l'auteur recommande la modération : « Ne jamais prolonger les courses à grande vitesse au-delà d'une heure. Les épreuves habituelles de 100 kilomètres, en trois ou quatre heures, doivent être regardées comme nuisibles à l'activité du cœur et surtout aux yeux, et par conséquent proscrites. »

R.

---

---

## CHRONIQUE

---

SOMMAIRE : Cadeaux aux propriétaires fonciers. — Les effets du protectionnisme sur le commerce extérieur de la France. — Ce que coûtent les chemins de fer coloniaux. — Le fonctionnarisme et le militarisme au Tonkin. — La célérité des statistiques coloniales. — Les relevés statistiques de M. Mulhall. — La dénonciation des traités de commerce de l'Angleterre avec l'Allemagne et la Belgique. — Appréciation du tarif américain par la *Chambre de commerce française* de New-York. — Le quatrième congrès des accidents du travail. — Un discours libéral de M. Moret.

Avant de prendre ses vacances, la Chambre a voté un amendement, de MM. Flandin et Bozérian, dégageant de 25 millions et réduisant ainsi à 76 ou 77 millions les contributions foncières, sous le prétexte de venir en aide à l'agriculture. Dans l'état actuel de nos finances, en présence d'un déficit passé à l'état chronique, ce dégrèvement ne peut se justifier que par des raisons tirées de l'approche des élections. Ces raisons peuvent paraître suffisantes aux futurs candidats mais le seront-elles pour les contribuables qui vont être obligés de combler le trou de 25 millions par une surcharge de l'impôt déjà trop lourd sur les valeurs mobilières. Tout en critiquant cette prétendue réforme, un de nos confrères, avec qui nous regrettons de n'être point d'accord, propose de l'étendre, et de supprimer complètement l'impôt foncier sur la propriété non bâtie, en affectant à cette destination le produit de la conversion future du 3 p. 100. Si un journal protectionnise, la *Démocratie rurale* applaudit des deux mains à cette largesse envers des propriétaires dont on a déjà protégé la rente par des droits de 50 0/0, nous devons dire qu'un des organes attitrés de l'honorable M. Méline, le *Réforme économique*, n'hésite pas à la repousser comme excessive. Nous lui laissons la parole, tout en nous étonnant un peu d'être obligé d'aller chercher chez nos adversaires des raisons de justice et de bon sens que nous avons l'habitude de trouver chez nos amis.







\*  
\* \*

Il ne paraît pas que la diligence dont M. le Directeur général des douanes vient de faire preuve soit imitée dans les colonies. C'est, comme on va le voir, par les rapports des consuls anglais que nous recevons les informations les plus récentes sur le mouvement de notre commerce colonial.

Un fait que signale le dernier numéro de la *Quinzaine coloniale*, dit le *Journal des Débats*, vient nous montrer, sous une forme dont notre amour-propre a quelque peu à souffrir, la lenteur vraiment excessive du travail de notre administration. Nous attendons encore en France la publication par le ministère des résultats du mouvement commercial et économique de notre colonie de Tahiti pendant l'année 1896, alors que le Foreign Office est déjà, depuis quelque temps, en possession du rapport de son consul sur ce sujet, puisque des journaux anglais ont pu en donner des analyses dès le mois dernier. Le fait en lui-même est déjà significatif. Il l'est bien plus encore si on lit la lettre que le consul anglais à Papaëte a mise en tête de son rapport adressé à lord Salisbury : « En vous transmettant mon rapport sur le mouvement commercial de Tahiti pour l'année 1896, dit ce consul, j'ai l'honneur de vous informer que, les autorités n'étant pas capables de publier aucune statistique sur le commerce de cette colonie avant le mois de juin de l'année qui suit celle sur laquelle elles doivent porter, c'est seulement grâce à la courtoisie d'un fonctionnaire du service des contributions, qui m'a permis de réunir dans son bureau les renseignements nécessaires, que je suis en mesure d'envoyer à Votre Excellence le rapport ci-joint. »

C'est donc dans les documents officiels anglais qu'il faut rechercher, si l'on veut des renseignements précis et récents sur le commerce de nos possessions d'outre-mer. On s'étonne souvent que nos colonies fassent plus d'affaires avec les pays étrangers qu'avec nous : c'est que les commerçants étrangers sont plus rapidement éclairés que les nôtres sur les conditions du commerce dans nos possessions.

\*  
\* \*

Nous reproduisons une très intéressante et très concluante statistique de M. Mulhall, relative au commerce du monde, et de l'Angleterre en particulier pendant ces vingt dernières années. Les chiffres de M. Mulhall montrent clairement ce que la politique du libre-échange a fait gagner à l'Angleterre et non moins clairement hélas ! ce que la politique de la protection a fait perdre à la France.

\* \*

Parce que l'Angleterre vient de dénoncer ses traités de commerce avec l'Allemagne et la Belgique, les journaux protectionnistes s'empressent de sonner le glas du libre échange. Pour le dire en passant, nous avons quelque peine à nous expliquer leur joie. L'Angleterre est, de beaucoup, notre meilleur client : sur les 3.400 millions de notre exportation en 1896, elle nous a acheté à elle seule pour 1.030 millions, soit pour près d'un tiers. Si elle revenait à la protection, elle nous achèterait probablement pour quelques centaines de millions de moins et ce serait autant de perdu pour notre « travail national ». Les journaux protectionnistes riraient, sans aucun doute, de notre déconvenue, mais leurs clients riraient jaune. C'est que les protectionnistes n'ont pas de pires ennemis que leurs confrères étrangers et que tout en se gardant chez eux du libre-échange comme d'une peste, ils sont intéressés à ses progrès dans le reste du monde.

Mais la joie imprudente de leurs journaux ne nous paraît aucunement justifiée. Si l'Angleterre a dénoncé les traités qui accordaient à la Belgique et à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée dans ses colonies, ce n'est point pour revenir à la protection, c'est tout simplement pour pouvoir profiter d'une disposition favorable du nouveau tarif canadien.

On sait que l'Angleterre, seule parmi les nations colonisatrices, a accordé à ses colonies le droit de rédiger elles-mêmes leurs tarifs de douane, et qu'à l'exception de la Nouvelle-Galles du Sud, elles ont profité de la permission pour soumettre à des droits exorbitants aussi bien les produits de la métropole que ceux des autres pays. Le Canada est entré dans cette voie, et il y a même dépassé toutes les autres possessions britanniques.

« J'ai sous les yeux le tarif canadien, écrivait l'auteur de cette chronique dans un de ses voyages au Canada, et je ne saurais mieux comparer l'impression qu'il me cause qu'à celle qu'on éprouve en visitant un musée d'instruments de torture. Si l'industrie est protégée au Canada, en revanche, c'est le commerce qui ne doit pas être à son aise ! Il y a des pays où l'on taxe les produits étrangers au poids, d'autres où on les taxe à la valeur ; ici, on a combiné ingénieusement les deux systèmes : les principaux produits manufacturés payent à la fois un droit au poids et un droit à la valeur ; en sorte qu'il est absolument impossible de connaître le montant de l'impôt et le taux de la protection. On ne s'est pas borné, au surplus, à protéger les produits manufacturés, on protège les bois, les grains, le bétail, le poisson, les fourrures,





culture canadienne, à défaire l'œuvre des Cobden et des Robert Peel. C'est à la politique du libre-échange qu'elle doit l'énorme développement de richesse que relèvent les statistiques de M. Mulhall. N'en déplaise aux protectionnistes anglais et autres, elle ne commettra pas l'insigne folie de tuer cette poule aux œufs d'or.

\*  
\* \*

Nous empruntons au *Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française* de New-York, cette appréciation sévère, mais hélas ! trop juste, du nouveau tarif américain :

La partie la plus directement remarquable de la loi Dingley est celle qui impose des droits d'entrée sur les produits employés dans l'industrie, principalement sur la laine, le bois et les peaux, sans parler du borax, du lin, du chanvre, du charbon, du minerai de plomb, etc.. etc.

Toutes ces taxes sur les matières premières ont un caractère double. D'une part, elles sont des invites à l'appui d'une certaine classe d'électeurs qui, dans le cas de la laine, par exemple, sont supposés devoir être des fermiers, et de l'autre, elles constituent des concessions intéressées à certains syndicats puissants, entre autres, les « *Lumbers Lords* », le « *Cattle Trust* » et le « *Lead Trust* ».

Ce mélange de démagogie et de corruption est simplement révoltant, mais nous croyons qu'il est le signe précurseur de la fin. Le monstre mourra très probablement de son propre venin. Déjà les fabricants sur lesquels, il y a vingt ans, les protectionnistes s'appuyaient principalement, sont devenus soit ouvertement hostiles, soit indifférents, et il est fort probable que les agriculteurs le deviendront dans un temps donné. Leurs produits sont beaucoup trop abondants pour être consommés dans le pays et les prix sont établis par la vente du surplus sur les marchés étrangers. Le profit, généralement insignifiant et souvent illusoire qu'ils peuvent faire, n'est pas une compensation pour le mal direct qui découle de la vente de leurs faveurs aux riches monopoleurs. Le fermier du Sud, lui-même, ne croira pas que la *protection* qu'on lui accorde contre le coton égyptien puisse compenser le droit dont on frappe ses sacs et sa corde. Quand la *protection* agonisera, elle ne sera pas rendue à la vie par une infusion de sang tiré des veines de l'agriculture. On pourrait avec à propos paraphraser le mot célèbre des Girondins et s'écrier : *Protection*, que de crimes se commettent en ton nom !

\*  
\* \*

Le quatrième Congrès des accidents du travail s'est réuni à

Bruxelles dans la dernière quinzaine de juillet. Nous ne comprenons pas bien, nous devons l'avouer, l'utilité de cette sorte de congrès, comme de beaucoup d'autres, et encore moins celle de l'intervention du Gouvernement pour obliger les entrepreneurs d'industrie à indemniser les ouvriers victimes du « risque professionnel ». Dans toutes les industries, où les ouvriers sont exposés à ce risque, les salaires comprennent une prime destinée à le couvrir. Si les entrepreneurs sont rendus légalement responsables du risque, la prime disparaîtra, le salaire baissera, et on peut se demander ce que gagneront les ouvriers à la protection légale qu'il s'agit de leur accorder. Comme toutes les législations socialistes, celle-ci les traite en mineurs, incapables de se gouverner, et elle aura pour effet naturel, de perpétuer leur incapacité et leur minorité, enfin elle leur fera, elle leur fait déjà payer l'assurance plus cher qu'ils ne la paieraient en s'assurant eux-mêmes. Mais les politiciens, en quête de popularité, veulent absolument faire quelque chose pour la classe ouvrière, sans s'inquiéter de savoir si ce quelque chose lui sera utile ou nuisible. Au congrès de Bruxelles, la question du transfert obligatoire du risque professionnel aux entrepreneurs d'industrie n'a pas même été abordée. Le débat a porté uniquement sur les mérites comparés du système anglais qui laisse les patrons libres de s'assurer à leur guise contre les risques mis à leur charge, et le système allemand qui les oblige à recourir à l'intervention de l'Etat. Défendu par M. Bédiker qui a assimilé, très justement, d'ailleurs, l'Allemagne à une caserne, le système allemand a été vigoureusement attaqué par notre collaborateur. M. Yves Guyot, dont le *Siècle* résume, en ces termes, la réfutation péremptoire :

Le système allemand affirmait cinq prétentions.

1<sup>o</sup> Il serait moins onéreux pour les chefs d'industrie. — Pour les mines, les charges atteignent 2.27 p. 100 du salaire, dans moins de 20 ans, elles atteindront 4 p. 100. Les frais d'administration ne cessent pas d'augmenter.

Dans la corporation, existe le conseil qui représente la jurande des anciennes corporations. La moindre résistance est punie de 4.000 mark. Si un industriel ne se conforme pas à ses prescriptions, il peut majorer le taux de la prime de 500 p. 100. La loi punit ceux qui violeraient, en les publiant, les secrets de fabrique surpris au cours de leurs inspections, mais elle reste muette sur le cas de ceux qui les appliqueraient pour leur compte.

2<sup>o</sup> La loi avait la prétention de diminuer le nombre des accidents.

Par 1.000 assurés, le nombre a passé de 22,78 en 1887, à 30,28 en 1890, à 37,93 en 1895.

Les accidents mortels se sont maintenus autour du chiffre 0,70 pour 1.000.

Les incapacités temporaires prolongées de plus de 90 jours, ont passé pour 1.000 assurés, de 2,10 en 1886, à 4,63 en 1890, à 5,57 en 1895, soit une augmentation de 165 pour 100.

Les secours et indemnités par 1.000 mark de salaires assurés ont passé de 0,76 en 1886, à 3 mark 13 en 1890, à 9,64 en 1895, et ils doivent doubler.

3° La loi du 6 juillet 1884 devait garantir l'ouvrier contre tout risque, quelle qu'en fût la cause. L'exposé des motifs disait :

« Sauf le cas de préméditation, la rente ne peut être refusée à la victime, même si elle a été, par sa faute, la cause de l'accident. » Le paragraphe 7 de l'article 5 était conçu en conséquence.

M. Bœdiker célébrait cette disposition en 1891, au congrès de Berne : et cependant le 20 janvier 1890, une décision de l'office impérial des assurances allemandes rejetait la demande d'indemnité d'un ouvrier qui avait été blessé en se servant d'un monte-charge dont l'usage était interdit sous peine d'une amende de 2 ou 3 mark.

Une note officielle, publiée dans le *Kamposs*, du 20 février 1893, disait : « Le nombre des patrons (qu'inquiète la progression des accidents) augmente sans cesse : de plus en plus on demande de rendre les ouvriers responsables en quelque sorte du nombre des accidents, en ce sens que l'indemnité normale serait diminuée en cas de négligence ou de faute lourde.

4° La loi de 1884 avait la prétention de supprimer les litiges. Voici le résultat :

	Nombre des litiges	Nombre des appels
1886.....	2.436	267
1890.....	14.879	2.354
1895.....	38.647	9.273

Le nombre des litiges a augmenté encore plus rapidement que le nombre des accidents.

5° La loi de 1884 prétendait établir la paix sociale. Le nombre des litiges ne fait pas supposer qu'elle ait obtenu ce résultat :

De plus, l'office impérial applique la loi dans un sens de plus en plus restrictif, au fur et à mesure que les charges augmentent : dans les premières années, on accordait des indemnités totales à 2.300 personnes, le chiffre est réduit, dans ces deux dernières années, à 855 et à 780 blessés.

L'augmentation du nombre des voix socialistes et des députés socia-

listes au Reichstag ne prouve pas que le socialisme bureaucratique ait arrêté les progrès du socialisme révolutionnaire.

Ajoutons que l'association des maîtres de forges de Charleroi a protesté énergiquement contre l'introduction du système allemand en Belgique, dans une lettre adressée au ministre de l'Industrie et du travail.

Nous ne pensons même pas, dit-il, que le régime de l'obligation soit bon en Allemagne et en Autriche. Mais ce dont nous sommes fermement, absolument convaincus, c'est que toute atteinte à la liberté individuelle, toute ingérence de l'Etat dans les affaires privées des citoyens est et demeurera toujours antipathique à notre tempérament national. Aussi ne parvenons-nous pas à comprendre les préférences de certaine école pour tout ce qui nous vient des pays germaniques.

Malheureusement, la « certaine école » à laquelle cette lettre fait allusion est en ce moment prépondérante, et elle est en train de faire de la Belgique une succursale socialiste de l'Allemagne.

\*  
\* \*

Malgré les énormes sacrifices d'hommes et d'argent que le gouvernement Espagnol impose à la nation, malgré les fusillades et les transportations, l'insurrection de Cuba se prolonge et elle a plus de chances que jamais de débarrasser cette perle des Antilles de l'exploitation éhontée du fonctionnarisme et du protectionnisme de la métropole. Un homme d'Etat, qui est en Espagne, le vaillant et le persévérant défenseur de la cause de la liberté commerciale, M. Moret, ancien ministre des affaires étrangères, n'a pas craint de dire à ce sujet de dures mais salutaires vérités à ses compatriotes. Dans un discours prononcé à Saragosse, il a déclaré nettement que le seul moyen de conserver Cuba à l'Espagne, ce n'est pas de pendre ou de fusiller les Cubains et d'incendier leurs récoltes : c'est de leur accorder le *home rule*, en un mot, de placer Cuba sous le même régime de *self government* qui assure aujourd'hui à l'Angleterre la fidélité et l'affection de ses colonies. Le discours de M. Moret a fait scandale dans le monde des politiciens et mérité les chaleureux applaudissements du monde des économistes.

\*  
\* \*

Il est malheureusement fort à craindre que l'attentat dont M. Ca-

novas del Castillo vient d'être victime, ne fasse tort à la solution libérale, que M. Moret a si éloquemment soutenue. La liberté a beau être innocente des crimes qui se commettent en son nom, on ne manque jamais de les lui faire expier.

G. DE M.

Paris, 14 août 1897.

---

ERRATUM. — Dans l'article *Le référendum au point de vue économique* de M. Vilfredo Pareto (n° de mai), au lieu de : M. le professeur Labriola, lire M. Arthur Labriola.

---

La *Société pour l'instruction élémentaire* (fondée en 1815 par Lazare Carnot, et présidée actuellement par son petit-fils, M. Adolphe Carnot, membre de l'Académie des sciences, frère du président Sadi Carnot) — vient de décerner, à l'unanimité, sa plus haute récompense à M. de Malarce en considération de ses travaux sur les institutions populaires et notamment les Caisses d'épargne de tout ordre et les Caisses d'épargne scolaires.

Déjà, en 1876, la Société pour l'instruction élémentaire avait donné à M. de Malarce un témoignage exceptionnel pour ses savantes publications, ses conférences et ses autres efforts en faveur des institutions de prévoyance et d'éducation populaires.

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

*Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, par P. HUVELIN, avocat à la cour de Paris. 1 vol. in-8° de 634 p. — Paris, Arthur Rousseau.

*Le Suicide, étude de sociologie*, par EMILE DURKHEIM, professeur de Sociologie à la faculté des lettres de l'Université de Bordeaux. 1 vol. in-8° de 462 p. — Paris, Félix Alcan.

*Le socialisme en Angleterre*, par ALBERT MÉTIN. 1 vol. in-18 de 359 p. — Paris, Félix Alcan.

*Traité des inventaires et des bilans au point de vue comptable, économique, social et juridique*, par EUGÈNE LÉAUTEY. 1 vol. in-8° de 248 p. — Paris, Librairie comptable.

*Introduction comptable à la science sociale*, par EUGÈNE LÉAUTEY. Br. in-8° (extrait du *Traité des inventaires et bilans*). — Paris, Librairie comptable.

*Le nouveau pacte de famine*, par URBAIN GOHIER. Br. in-18 de 96 p. — Paris, Chamuel.

*Précis de géographie économique*, par MM. MARCEL DUBOIS et J.-G. KERGMARD. 1 vol. in-8° de 843 p. — Paris, Masson et Cie, éditeurs.

*Les étapes d'un Touriste en France : La baie de Somme. Boulogne et Calais*, par M. J. PIZZETTA. 1 vol. gr. in-18 de 246 p. — Paris, Hennuyer, éditeur.

*En congé. Égypte. Ceylan, Sud de l'Inde*, par GEORGES NOBLEMAIRE. 1 vol. gr. in-18 de 321 p. — Paris, Librairie Hachette.

*Une mission française en Abyssinie*, par S. VIGNERAS. 1 vol. gr., in-18 de 224 p. — Paris, Armand Colin et Cie.

*Les relations commerciales de la Tunisie avec les pays du Nord de l'Europe*. Br. in-8° de 22 p. — Tunis. Imprimerie rapide.

*Discours prononcé par M. Charles-Roux, député, sur le projet et proposition de loi dits du Cadenas*. Br. in-8°, de 141 p. — Paris. Imprimerie des Journaux officiels.

*Une infamie judiciaire. Le cas du capitaine Dreyfus*, par HENRI STRAUSS. Br. in-8° de 88 p. — Strasbourg. J. Singer.

*Le travail des femmes aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles*, par H. HAUSER. Br. in-8° de 14 p. — Paris. V. Giard et E. Brère.

*Lettre à M. G. Cochery, ministre des Finances, sur le principe de*

l'article 3 de son projet par F.-E. COUSIN. Br. in-4° de 8 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*Rapport au directeur de l'agriculture et du commerce sur les opérations du dénombrement de la population française en Tunisie au 29 novembre 1896.* Br. in-8° de 30 p. — Tunis. Imprimerie J. Picard et Cie.

*La Belgique et ses grandes villes au XIX<sup>e</sup> siècle.* La population, par MAURICE HEINS. 1 vol. in-12 de 108 p. — Gand, Ad. Hoste.

*L'organisation de la liberté.* Conférence faite par M. YVES GUYOT, ancien ministre. Br. in-18 de 63 p. — Bordeaux. Imprimerie G. Gounouilhou.

*Essai statistique sur les accidents du travail,* par R. FABRIS. Br. in-4° de 27 p. — Milan. Imprimerie Henri Reggiani.

*Canada. Rapport du Ministère du commerce pour l'exercice terminé le 30 juin 1896.* Comprenant relevés statistiques et financiers, relations commerciales et renseignements sur le commerce de divers pays. 1 vol. gr. in-8° 480 p. — Ottawa. Imprimerie Dawson.

*Le concours de la participation aux bénéfices au Musée social.* Br. in-4° de 102 p. — Paris. Calmann Lévy.

*Annuario statistico italiano 1897.* 1 vol. in-4° de 308 p. — Roma, Tipografia Nazionale di G. Bertero.

*Sull' ipotesi dell' evoluzione,* par LORENZO MICHELANGELO BILLIA. Br. in-8° de 41 p. Torino Bocca, fratelli.

*Nel paese dell' amazzoni,* par le prof. dott. VINCENZO GROSSI. 1 vol. in-18° de 130 p. — Roma, Tip. dell' union cooperativa editrice.

*Lezioni di filosofia della morale* fatte all' universita di Torino dal Prof. Michelangelo Billia. Br. in-8° de 166 p. — Torino. Carlo Clausen.

*The extinction of War, Poverty and Infectious Diseases* containing essays on home rule and federation; can war be suppressed?; state remedies for poverty and the extinction of infectious diseases. By A. DOCTOR OF MEDICINE. 1 vol. in-18 de 157 p. — London. E. Truelove.

*Kritik des Bimetallismus,* von Dr OTTO HEYN. 1 vol. gr. in-8° de 184 p. — Berlin. Puttkammer et Mühlbrecht.

*Die Künstliche Beschränkung der Kinderzahl als sittliche Pflicht,* von HANS FERDY. 1 vol. in-8° de 142 p. — Berlin. Louis Heuser.

---

*La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN.*





























































dans un milieu, qui ne leur a jamais été hostile, et sous une administration, qui ne les a pas pressurées ; en tant que corporations privilégiées, elles y sont mortes des suites de maladies incurables dues à une intempérance devenue chronique. De la constatation de cette mort en quelque sorte naturelle, de cette impuissance à vivre dans les conditions de notre société moderne, découle une leçon salubre qu'il n'est pas mauvais de mettre sous les yeux de ceux qui rêvent de les ressusciter avec leurs cadres et leur mécanisme surannés : autant l'association libre est susceptible d'être féconde, autant l'association officielle deviendrait inévitablement une nouvelle école d'exclusivisme égoïste et d'engourdissement industriel.

E. CASTELOT.

























monopole de ces erreurs ou de ces imprudences : c'est pour cela surtout qu'il est intéressant de les signaler, afin d'en faire un enseignement et de montrer combien toute administration est disposée à traiter légèrement les sujets les plus graves.

..

Quoi qu'en disent les ouvriers peu instruits, et surtout les orateurs de réunions publiques qui veulent flatter l'ignorance, le machinisme a rendu les services les plus précieux à tous et en particulier à la classe ouvrière. Nous parlons du gros machinisme, qui a une tendance de plus en plus marquée à débarrasser le travailleur des labeurs purement matériels et à lui laisser la besogne intellectuelle ; mais on pourra en dire bientôt tout autant du petit machinisme. Il se développe en effet chaque jour par l'invention d'appareils perfectionnés, et il aura peut-être même une action plus considérable et plus heureuse encore que le gros machinisme : il permettra à l'ouvrier de travailler en famille, comme on le faisait jadis dans la région lyonnaise alors qu'on n'employait que le métier à la main ; on ne sera plus forcé de mettre les ouvriers en caserne, la force motrice qui les réunit tous sur un même point pouvant dès lors se distribuer ou se produire à domicile.

Pour la produire à domicile, on a imaginé des petits moteurs de différents types, qui se multiplient et se perfectionnent de jour en jour. Tel est, par exemple, le moteur à gaz, qui se fait couramment pour de petites forces ; il a des avantages, mais aussi un inconvénient primordial, qui consiste en ce qu'il faut d'abord une distribution de gaz pour l'alimentation. Tout au contraire, le moteur à pétrole, qui, comme nous le disions plus haut, est un moteur à essence, se montre particulièrement pratique : partout, dans le moindre village, on peut acheter le combustible que nécessitent les appareils de ce genre. Nous avons déjà eu occasion d'en parler, notamment au point de vue de leurs usages agricoles ; ils se fabriquent à très bon marché et fonctionnent de même. On les installe, on les déplace avec la plus grande aisance et ils jouent d'une façon des plus satisfaisantes le rôle de moteur domestique.

Mais il s'agit là de production de force motrice à domicile, et il est évident qu'il serait plus avantageux pour tous, plus économique et plus simple, de centraliser cette production et de distribuer la force de telle sorte que l'usage s'en puisse faire dans chaque maison exactement comme au cas de moteurs domestiques isolés.

La fée électricité permet parfaitement la réalisation de cet idéal.



---

# REVUE

DE

## L'ACADÉMIE DES SCIENCES

### MORALES ET POLITIQUES

(Du 22 mai au 25 août 1897)

---

**SOMMAIRE :** M. Léon Say. — Le budget de l'Etat collectiviste. — L'assurance ouvrière en Allemagne. — Les transformations sociales de la Russie contemporaine. — La constitution russe. — Communications diverses. — Décès. — Nomination.

Dans cette *Revue* des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques la première place revient incontestablement à la remarquable *Notice* consacrée par M. Stourm à son éminent prédécesseur, *M. Léon Say*.

Après avoir montré l'influence qu'exercent J.-B. Say et dans une autre sphère Horace Say sur l'esprit de leur petit-fils et fils, M. Stourm expose quelle fut l'activité intellectuelle de M. Léon Say avant 1870, lorsque parurent ces travaux qui brillaient par une clarté d'exposé très caractéristique, ces polémiques dans lesquelles il était un adversaire redoutable, grâce à ses connaissances si variées et si profondes, à son impeccable logique et à son talent d'écrivain. Après les événements de 1870 les finances occupèrent le premier rang dans le labeur de M. Léon Say. Elles le caractérisent même exclusivement aux yeux du plus grand nombre. Il en fit sa spécialité, non par circonstance, par suite de la confiance de M. Thiers, mais par inclination naturelle. Choisir ce qui semblait obscur pour le rendre clair rentrait essentiellement dans sa tournure d'esprit. Il y excella au grand profit du

























tion de 1872 mis en comparaison avec ceux des années précédentes nous montreront si cette période peut être considérée comme normale pour la situation économique de l'Europe :

En 1872 :

Le café	était coté	45 0/0	plus haut qu'en	1865
La viande	—	40 0/0	—	1857
Le bois	—	35 0/0	—	1867
Le fer	—	90 0/0	—	1867
L'étain	—	50 0/0	—	1867
Le plomb	—	21 0/0	—	1867
Le coton	—	6 0/0	—	1857
Le cuir	—	11 0/0	—	1865

La production du fer dans la Grande-Bretagne en millions de tonnes était :

1867.....	4,7
1868.....	4,9
1869.....	5,4
1870.....	5,9
1871.....	6,6
1872.....	6,7
1873.....	6,8

En même temps, le prix du charbon par tonne était : 1867, 20 schellings; 1868, 10 schellings; 1869, 22 schellings; 1870, 19 schellings, 1871, 23 schellings 3 d.; 1872, 30 schellings 6 d.; 1873, 48 schellings.

Jusqu'à nos jours, et en tout cas jusqu'à 1893, on ne peut davantage parler de la démonétisation de l'argent. Dans la période de la baisse considérable du taux de l'argent — en 1887-1891 — le chiffre annuel de la frappe du métal blanc dans le monde entier atteignit 479 millions de marks (sur le pied de l'ancien rapport), c'est-à-dire un montant très élevé et sans précédent. Dans la période 1876-1896 on frappa du métal blanc pour la somme de 6.600 millions de marks (sur le pied de l'ancien rapport), et pour la même période la refonte des monnaies-argent atteignit le chiffre de 2.270 millions de marks <sup>1</sup>. En 1892, l'argent circulait en Allemagne en thalers pour 440 millions de marks, et en monnaie divisionnaire, pour 452 millions de marks <sup>2</sup>.

C'est la contraction monétaire qui est, selon M. Boutmy, la cause de la crise. Nous ne voulons pas répéter ici les chiffres bien connus des

<sup>1</sup> Dr M. Biermer. Leitsätze d. Währungsfrage. Berlin, 1896. Page 55.

<sup>2</sup> Pr. W. Lotz. Monetary situation in Germany. Philadelphia, p. 62.







Un autre tableau pour la période 1888-1890, quand par comparaison avec la période 1885-1887 le cours du rouble crédit *monte* de 60, cop. or à 65,8 cop. 02 :

	roubles or.		roubles crédit.	
	1885-87	1888-90	1885-87	1888-90
Seigle à Odessa (le tchetvert) .....	3,68	3,73	6,12	5,67
Avoine — .....	3,15	3,19	5,24	5,31
— à Riga — .....	4,01	4,06	6,68	6,17
Huile d'olive à St-Pétersb. (un poud) ..	6,46	6,75	10,75	10,26
Potasse — — .	1,51	1,55	2,52	2,36
Seigle à Riga (le tchetvert) .....	4,23	4,22	7,4	6,41

Au contraire pendant les périodes 1888-90, 1891-95, 1894-96 quand le cours devient stable, le mouvement des prix exprimés en roubles or est parallèle à celui des prix exprimés en roubles crédit.

	en roubles or.			roubles crédit.		
	1888-90	1891-93	1894-96	1888-90	1891-95	1894-96
Seigle à Odessa (le tchetvert).	3,73	4,79	3,06	5,67	7,26	4,56
Avoine — —	3,79	4,43	3,42	5,31	6,71	5,09
Chanvre à Riga (le berkoretz).	23,32	23,01	27,01	36,97	34,87	40,20
Lin à St-Pétersbourg —	17,71	18,82	19,50	26,91	23,52	29,03
Graine de lin à St-Pétersbourg (le tchetvert) .....	7,76	9,04	7,53	11,80	13,70	11,21
Laine à Moscou (le poud) .....	6,16	6,61	6,37	9,36	10,02	9,48
Graisse à St-Pét. —	3,22	3,48	3,43	4,89	5,28	5,11
Fer à Odessa —	1,93	1,85	1,81	2,93	2,80	2,69
Coton à Moscou —	7,49	6,05	6,28	11,39	9,17	9,34
Indigo — —	72,71	71,69	67,98	110,50	108,63	101,16
Huile d'olive à St-Pétersbourg (le poud) .....	6,75	7,02	6,28	10,26	10,64	9,35
Potasse à St-Pét. (le poud) ...	1,55	1,38	1,44	2,94	2,33	2,13
Plomb à Odessa —	3,29	3,58	3,40	5,00	5,42	5,06

Quand en 1887 le rouble crédit tombe par comparaison avec l'année précédente de 61,0 à 56,0 cop. le prix du seigle à Odessa exprimé en roubles crédit monte de 5,85 à 5,94, tandis qu'exprimé en roubles or il tombe de 3,57 à 3,33 (à Berlin en 1886-130,59 la tonne, en 1887-120,88 marks la tonne). Quand en 1892 le cours du rouble crédit tombe par comparaison avec l'année précédente de 69,2 cop. à 63,2 cop. le prix de l'avoine exprimé en roubles crédit monte de 7,29 à 7,76 ; exprimé en roubles or, il tombe de 5,04 à 4,90 (à Berlin 1891-165,63, en 1892-149,44 marks par tonne) etc., etc.).

Il est clair que l'étalon or et le cours fixé peuvent mettre fin au trouble constant des relations économiques produit par les mouvements différents des prix exprimés en or et ceux en crédit <sup>1</sup>. Remplacer le rouble crédit par le rouble argent, c'est-à-dire un étalon déprécié et chancelant par un autre encore plus déprécié et plus chancelant serait vraiment d'une mauvaise politique.

Quant à la question de savoir si les prix exprimés en argent sont vraiment stables, comme les bimétallistes l'ont toujours assuré, nous ne pouvons trouver la solution de cette question que dans l'histoire des pays à l'étalon argent, les Indes par exemple, jusqu'à l'année 1893 <sup>2</sup>.

Une recherche très détaillée de M. Atkinson sur les prix aux Indes a démontré que l'assertion des bimétallistes, suivant laquelle les prix dans ce pays sont stables, est fausse et qu'on y constate comme on pouvait le prévoir par suite de la baisse du prix de l'argent, un mouvement constant à la hausse des prix de toutes les marchandises. Les dimensions de cet article ne nous permettent pas de nous arrêter sur cette recherche extrêmement intéressante et approfondie et nous renvoyons le lecteur à l'original publié dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, March 1897, ou bien au bref exposé, qui en a été fait dans l'*Economiste Français* n° 18, 1897.

La hausse des prix aux Indes fut certainement produite dans une certaine mesure par d'autres facteurs, tels que l'influence des pluies, le développement du réseau ferré, la disproportion de la demande par rapport à l'offre par suite du développement de l'exportation et la con-

<sup>1</sup> A la page 37 M. Boutmy dit que S. A. Wichnegradsky a aussi présenté un projet de dévaluation, mais qu'il a renoncé à ses intentions, craignant le renchérissement de l'or. S. A. Wichnegradsky, dont le travail pour l'introduction de l'étalon or en Russie est intimement lié à celui de son prédécesseur et de son successeur, a présenté au Comité des Finances un projet de fixation du cours (et non pas de dévaluation) « sur une moyenne qui avait été assez longtemps stable » S. A. Wichnegradsky n'a pas réalisé son projet parcequ'il fallait accumuler un fonds d'échange pour pouvoir reprendre les paiements en espèce. Tout le temps qu'il fut ministre, S. A. Wichnegradsky a mis toute son énergie à établir cette mesure préparatoire.

La réforme monétaire réalisée par le ministère de M. Witte. M. Boutmy la nomme (page 38, ligne 4) « dévaluation », tandis que (page 48, ligne 34) il dit que c'est une erreur de nommer cette réforme « dévaluation ».

<sup>2</sup> Il faut noter que de deux pays, qui, selon les assertions de bimétallistes, prospèrent à cause de leur étalon argent, l'un, l'Inde a supprimé la frappe libre, l'autre, le Japon a pris après de longues méditations la résolution d'adopter l'étalon unique or (voir l'article de M. P. Leroy-Beaulieu, *Journal des Débats*, 14 avril, 1897).





pement de l'exportation, comme cela eut lieu aux Indes dont le gouvernement par suite de la dépréciation de l'argent n'a pas pu accomplir le développement du réseau ferré et les travaux d'arrosage dans des dimensions désirées.

Où faut-il donc chercher les origines et les causes de cette défense du métal blanc en Russie <sup>1</sup> et des aspirations vers l'inflation des prix ? Jetons un coup d'œil sur telle page du livre de M. Boutmy. Sous le titre : « Zur Währungsfrage » nous lisons : *Betrachtungen eines Sudrussischen Landwirthes*, Réflexions d'un propriétaire foncier du Sud de la Russie. C'est ici que nous trouvons la solution de la question.

Cette année il a paru en Russie un travail au sujet de l'influence des récoltes et des prix des céréales sur la situation économique de la Russie, travail composé d'une série d'articles des meilleurs statisticiens russes sous la direction de MM. les professeurs Ichouprow et Postnikow. Cette étude a démontré avec évidence que ce sont seulement *les grands propriétaires fonciers* qui ont intérêt à l'exportation ; la grande masse des paysans ne produisant pas de céréales pour le marché international.

<sup>1</sup> Sans parler des dangers que courrait la Russie en réhabilitant le métal blanc, notons aussi qu'elle n'aurait aucun intérêt à le faire parce que son stock d'argent et sa production de ce métal sont très insignifiants.

En 1895 le stock d'argent dans les banques d'Etat et privées.

Etats-Unis.....	2.172 millions de marks		
France (avec l'Algérie).....	1 021	—	—
Allemagne.....	304	—	—
Autriche.....	236	—	—
Italie.....	208	—	—
Belgique et Hollande.....	173	—	—
Angleterre.....	128	—	—
Suisse.....	11	—	
Russie et Finlande.....	6	—	—

(Dr G. Klüppel. Die Gold und Silberproduction. Stuttgart 1895, p. 21, n. ff).

La production de la Russie :

Années.	Argent. (Kilogrammes).	Or.
1884.....	2.178	35.519,2
1885.....	2.015 3/4	33 058,3
1886.....	2.041 1/3	33 477,3
1887.....	2.123 1/3	31.904,1
1888.....	2 146 3/4	25.206,7
1889.....	2.274 1/2	37.301,8
1890.....	2.403 1/2	39.414,1
1891.....	2.500	29.134,5

(A. Raffalovich. Métaux précieux, p. 372, Marché financier 1894-95.)

Aucun doute que ces propriétaires exportant le blé à l'étranger puissent avoir des avantages dans l'inflation des prix.

Ils payeront les taux d'intérêt aux banques foncières en monnaie dépréciée. Et l'endettement du sol en Russie est très grand. Si nous laissons de côté la Banque foncière des paysans, le total des prêts consentis par les autres banques foncières russes dépasse vers le 1<sup>er</sup> janvier 1896 la somme de 900 millions de roubles crédit. Cet endettement du sol des propriétaires fonciers russes monte avec une grande rapidité. Les prêts consentis sur les biens ruraux par la Banque de la Noblesse s'élevaient au 1<sup>er</sup> décembre 1895 à 388 millions de roubles crédit. Au 1<sup>er</sup> décembre 1896 ce chiffre monta à 443 millions de roubles crédit.

Ils paieront aussi les ouvriers en monnaie dépréciée. Et les changements des salaires sont proportionnels aux changements du cours.

Années	Cours du rouble crédit	Salaires moyens d'un ouvrier agricole par jour en roubles crédit			Froment (prix d'un tchet- vert à Odessa)		Seigle (prix d'un tchet- vert à Odessa)		Avoine (prix d'un tchet- vert à Riga)	
		Ouvrier avec un cheval	Ouvrier	Ou- vrière	En roubles crédit	En roubles or	En roubles crédit	En roubles or	En roubles crédit	En roubles or
1883...	62.0	1.28	0,63	0,33	12.90	8.0	8.09	5.02	6 94	4.30
1884...	63.5	1.23	0,62	0,39	10 30	6 54	7.65	4.86	7.20	4 57
1885...	63.2	1.39	0.54	0,33	9.83	6.21	6 57	4.15	7.49	4.73
1886...	61.0	1.08	0,53	0,34	11.10	6.77	5.85	3.57	6 97	4.25
1887...	56.0	1.08	0,53	0,34	10.00	6.10	5 94	3 33	5 58	3.12
1888...	58.5	1.19	0,61	0,38	10.40	6 08	5.18	3.03	5.53	3.24

Le travail de M. Boutmy a été accueilli avec admiration par les bimétallistes des pays occidentaux, qui l'ont salué comme un renfort précieux. Mais si on le soumet à la critique scientifique impartiale, qui ne se paie ni de formules ni de clichés, on s'aperçoit que c'est la réédition dogmatique d'erreurs anciennes.

PAUL APOSTOL.

## NOTES SUR LES ÉTATS-UNIS

---

Le parti républicain vient enfin d'acquitter la dette contractée par lui envers les bailleurs de fonds qui l'avaient aidé dans la dernière campagne présidentielle. Une campagne électorale ne coûte guère moins d'une vingtaine de millions, en publications, orateurs, frais de réunions publiques, voyages, organisation de meetings, etc. L'année dernière encore, les grands industriels des États de l'Est et du Centre ont fait aux républicains les avances nécessaires pour soutenir la lutte dans laquelle les démocrates ont succombé. Ce n'était nullement par dévouement au parti, c'était simplement une affaire, une spéculation dont les résultats seront très certainement profitables à ses auteurs. La victoire gagnée, les industriels ont présenté la carte à payer sous la forme de deux gros volumes contenant tous les *desiderata* de l'industrie nationale, desiderata dont une grande partie au moins a pu être incorporée dans le nouveau tarif.

Ainsi que nous le faisons prévoir dans notre précédente chronique <sup>1</sup>, il a fallu recourir, pour concilier la Chambre et le Sénat, à un comité de conférence, et, comme d'ordinaire, le parti radical a triomphé de la faible résistance des modérés. Le *Dingley tariff*, que le Président a promulgué le 24 juillet, le jour même où le Sénat se décidait à l'adopter, est en grande partie la reproduction du projet primitif de la Chambre, et, dans certains cas, il comporte des droits plus élevés encore que le tarif Mac Kinley, aux exagérations duquel nous avons dû de voir, il y a sept ans, l'attention de nos industries se porter sur la politique commerciale des États-Unis. Suivant les experts officiels, le taux moyen des droits sera d'environ 34 à 35 0/0 sous le nouveau tarif, tandis qu'il n'était que de 40 0/0 sous le tarif Wilson et que même sous le tarif Mac-Kinley, il n'atteignait pas 50 0/0. Deux modifications importantes ont été cependant apportées au projet originel : la clause de

---

<sup>1</sup> Voir le numéro du 15 juin 1897.



été la substitution pour ces articles du droit spécifique au droit *ad valorem* ; elle soustraira nos soieries aux tracasseries douanières incessantes auxquelles elles étaient sujettes à l'occasion de l'évaluation des prix déclarés par les importateurs. Elle aura malheureusement, par contre, des inconvénients pour les produits de qualité bon marché, dont quelques-uns seront frappés très lourdement. Ainsi, les tissus mélangés de coton sont frappés de droits atteignant parfois 79 p. 100, et certains tissus mélangés de laine paieront jusqu'à 90 et 100 p. 100. Mais ces articles bon marché ne figurent que pour peu de chose dans nos importations. D'ailleurs, il eût été impossible d'obtenir un traitement plus équitable. L'industrie américaine ne fabrique que des soieries ordinaires, et elle tient à se réserver à cet égard le monopole du marché national ; quant aux tissus de luxe, si elle daigne encore les admettre, c'est qu'elle n'a pu, jusqu'à présent, en aborder la fabrication avec succès.

Les cotonnades ont été également ménagées. Les 16 millions que nous en importons annuellement auront à payer 8 millions ; en 1896, ils ont payé 6 millions  $1/2$  ; c'est une augmentation de 10 p. 100 environ.

Parmi les autres articles que nous vendons aux Etats-Unis, ceux qui sont le plus lourdement frappés sont les articles de Paris. En 1896, nous en avons vendu pour plus de 33 millions de francs ; ils n'ont eu à payer que 9 millions  $1/2$  de droits ; sous le tarif actuel, ils devront en payer 14  $1/2$  ; c'est un taux de 40 p. 100. Les objets les plus atteints parmi eux sont les plumes, les fleurs artificielles, la bijouterie et surtout les boutons. Les 2 millions  $1/2$  de francs de boutons que nous importons annuellement auront à acquitter 1.920.000 francs de taxes, c'est-à-dire près de 80 p. 100.

Les autres produits qui auront également à subir une augmentation de droits sont : les dentelles de coton et de fil, et le velours de coton, pour lesquels l'augmentation sera de 1 million  $1/2$  ; les produits chimiques, dont nous vendons 23 millions, et qui auront à payer 6 millions, au lieu de 4, en 1896, et les œuvres d'art, dont le tarif Wilson autorisait l'entrée en franchise, et qui seront assujetties dorénavant à une taxe de 20 p. 100, dont le produit aurait été, pour l'année dernière, de 2 millions  $1/2$ .

..

Le tarif Dingley contient deux clauses de réciprocité. La 3<sup>e</sup> section autorise le Président à accorder des droits réduits, dont la quotité est fixée par la loi, sur certains produits limitativement énumérés, aux nations qui donneront aux Etats-Unis des avantages jugés équivalents à

ces réductions. Ces arrangements commerciaux pourront être dénoncés à toute époque, également par simple notification présidentielle. Les articles sur lesquels le Président peut de sa propre autorité accorder des diminutions de droits nous intéressent particulièrement. Ce sont les vins ordinaires, les champagnes, les spiritueux, les tartres et les œuvres d'art. Nous vendons annuellement aux États-Unis pour 35 millions environ de ces articles. Suivant les droits ordinaires du tarif, nous aurions à payer 17 millions de taxes, environ ; si nous obtenons le bénéfice des droits réduits, nous réaliserons de ce chef une économie de 4 millions environ.

La même section arme le Président de droits de représailles. Elle lui donne la faculté d'imposer des droits spéciaux sur le café et le thé — qui figurent sur la liste des produits admis en franchise — venant des pays qui taxeraient d'une manière abusive, à l'importation chez eux, les articles des États-Unis. Cette menace ne vise pas les nations européennes. Elle est à l'adresse, en ce qui concerne le café, principalement du Brésil, du Venezuela et du Mexique ; et, en ce qui concerne le thé, de la Chine et du Japon.

Le section 4 prévoit la conclusion de traités de commerce avec les pays étrangers, et elle autorise dans ce cas une réduction de 20 p. 100, au maximum, sur les droits inscrits dans le tarif. Ces traités ne pourront pas être conclus pour une durée de plus de cinq ans. L'obligation de les faire approuver par le Sénat rendra très vraisemblablement l'exécution de cette clause, pour si limitative qu'elle soit, excessivement difficile.

Des pourparlers sont déjà engagés à Washington, entre notre ambassadeur et le secrétaire d'État, afin de trouver un terrain d'entente qui permette de faire bénéficier la France de ces atténuations possibles aux droits souvent exorbitants du nouveau tarif.

• •

Puisque nous avons été amenés cette fois encore à étudier la politique commerciale des États-Unis, il ne sera pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur le développement qu'a pris depuis quelques années l'exportation de leurs produits manufacturés.

Le commerce total des États-Unis a, on le sait, rapidement progressé pendant les vingt dernières années. Pendant la période quinquennale de 1872 à 1876, la moyenne annuelle de leur commerce total était de 1.087 millions de dollars, dont 863 à l'importation et 521 à l'exportation. Pendant la dernière période, de 1892 à 1896, la moyenne annuelle a été de 1.664 millions de dollars, soit une augmentation de 53 p. 100;

les importations figurent dans ce chiffre pour 732 millions, et les exportations, pour 892<sup>1</sup>.

Le montant des articles manufacturés indigènes ne représentait, pendant la période 1875-79, que 17,86 p. 100 du montant des exportations totales. En 1882-86, ils en ont représenté 18,92 p. 100, et en 1892-96, ils en représentent 21,08 p. 100 C'est une augmentation constante, et dont rien ne fait prévoir l'arrêt, bien au contraire. En 1890-96 l'exportation totale des produits indigènes a été de 863 millions de dollars, dont 228, soit 26,48 p. 100, représentaient la valeur des articles manufacturés.

Parmi ces articles, ceux dont l'exportation s'est développée le plus rapidement sont : les articles en fer et en acier, les articles en bois, les machines et outils agricoles, et les cotonnades. Les États-Unis ont exporté, en 1896, pour près de 17 millions de dollars de cotonnades principalement au Canada, à la République Argentine, aux Indes Occidentales, au Brésil, au Mexique et même en Afrique Australe. Ils envoient en Angleterre même les produits de leur industrie métallurgique ; sur un chiffre total de 26 millions, ils lui en ont envoyé 5 1/2. Leurs autres clients pour ces articles sont : le Mexique, l'Allemagne, le Canada, la République Argentine, le Brésil et l'Australie. Ils exportent principalement de la machinerie ; un grand nombre des mines d'or de l'Australie et du Transvaal achètent en Amérique leur outillage, des machines à coudre, des locomotives, des scies. Enfin, ils ont su trouver à l'étranger un débouché important pour leur nouvelle industrie des bicyclettes. Leurs machines et outils agricoles, dont ils exportent pour 5 millions environ, trouvent des acheteurs, non seulement dans les pays neufs : Amérique du Sud, Canada, Afrique Australe, Australie, mais ils viennent même sur les marchés européens : en Angleterre, en Allemagne et en France.

..

Le trésor vient de publier les résultats de l'année fiscale 1897 (1 juillet 1896 — 30 juin 1897). Le déficit que M. Carlisle, alors secrétaire du trésor, croyait devoir évaluer en décembre 1896 à 64 millions 1/2 de dollars, n'a atteint que 48 millions 1/2. Cette différence considérable entre l'évaluation et les résultats est due aux importations extraordinaires faites depuis le mois de février, en prévision du changement de tarif. L'année 1897 bénéficie de ce chef de 35 millions de

---

<sup>1</sup> Dans le chiffre des exportations, les produits étrangers ne figurent que pour 17 millions.



dollars environ de revenus anticipés. Les défenseurs du tarif Dingley ont prétendu que l'excédent de ses rendements sur le tarif Wilson suffirait à combler les déficits qui se succèdent depuis quelques années. Son auteur en estimait le rendement, à l'origine, à 269 millions de dollars, M. Aldrich déclarait qu'il n'en produirait pas plus de 159, et M. Allison l'évaluait à 186 millions. Or, voilà que M. Dingley lui-même accepte cette dernière évaluation, donnant pour explication du déficit de ses estimations primitives, le délai mis par le Sénat à l'adoption du tarif. Quoiqu'il en soit, le Congrès va être amené à reconsidérer de nouveau la question financière. Se résignera-t-il à voter les impôts nécessaires, ou préférera-t-il, ce qui vaudrait beaucoup mieux, recourir aux économies ? Ou bien, insoucians de l'avenir, satisfaits d'avoir fait voter leur tarif, les républicains se contenteront-ils de laisser se continuer les déficits.

ACHILLE VIALATE.

---

## LE NEUVIÈME CONGRÈS DES BANQUES POPULAIRES

---

Suivant la décision prise à Caen l'année dernière, c'est à Lille que s'est tenu le neuvième Congrès des Banques populaires. Toujours prêt quand il s'agit de crédit populaire et de caisses d'épargne, M. Eug. Rosland avait accepté la présidence effective, ayant pour vice-présidents le comte de Rocquigny et M. Rayneri, l'auteur du *Manuel des banques populaires*. Quelques-uns qu'on rencontre volontiers étaient absents, notamment le P. Ludovic de Besse et M. Henry W. Wolff; mais les adhésions avaient été fort nombreuses, et les délégués officiels étaient loin de faire défaut.

Les Congrès, si divers, ont tout au moins un point commun, que nous avons signalé déjà, que nous nous plaisons à mentionner encore : la reconnaissance de l'inefficacité, du danger même de l'intervention de l'État, sous quelque forme qu'elle se produise, et la nécessité de la neutralité confessionnelle. Deux votes ont eu lieu sur ces questions. Dans la dernière séance, M. L. Blondel avait présenté un rapport sur la *Caisse centrale des associations fondée à Berlin par la loi du 4 juillet 1893*, et, sans être partisan d'une intervention officielle, concluant même contre la Banque d'État, M. Blondel avait cependant fait ressortir certains avantages de la Caisse centrale. Le Congrès a pris parti beaucoup plus nettement encore et, dans la résolution votée à la suite de la lecture de ce rapport, nous trouvons le paragraphe suivant : « Le Congrès ... réitère son avis qu'en France, la fondation d'une  
« banque centrale agricole à dotation d'État ou à garantie d'intérêt  
« d'État serait : 1° une erreur économique comme excédant les limites  
« des interventions légitimes de l'État, et de nature à affaiblir encore  
« l'esprit d'initiative et d'association libre déjà si insuffisant dans le  
« pays; 2° une concession inopportune en l'état actuel des faits au  
« socialisme d'État; 3° une cause nouvelle de dépenses publiques qui  
« s'élargiraient infailliblement au détriment des finances de l'État;  
« 4° une organisation artificielle, susceptible de faciliter l'éclosion  
« d'associations non viables ou de soutenir le fonctionnement d'associa-  
« tions protégées par faveur politique, et de retarder la formation



populaires italiennes de résister à la crise qui a fait sombrer de puissantes institutions. Puis il a ensuite présenté en quelque sorte le bilan des travaux des neuf années précédentes, les résultats des congrès, les améliorations, les progrès dont ils ont été la cause, oubliant toutefois de dire quelle part il avait prise à ces travaux et de combien d'améliorations et de progrès on lui est redevable.

M. Ch. Rayneri a parlé de l'origine, du rôle et de l'utilité des banques populaires<sup>1</sup> origine bien humble, bien petite, où la France, après avoir été l'initiatrice, se laisse énormément distancer par les nations voisines. En expliquant le fonctionnement de ces banques populaires, leur utilité se comprend d'elle-même ; M. Ch. Rayneri, parlant par expérience, a montré par des exemples sous quelles multiples formes cette utilité peut se présenter pour les sociétaires. La conclusion de sa conférence est de celles qu'on applaudit volontiers : « Démocratiser le  
« crédit, capitaliser l'honnêteté, les aptitudes professionnelles, rappro-  
« cher les classes supérieures de la démocratie laborieuse, assurer une  
« saine circulation des capitaux et une équitable répartition du crédit,  
« contribuer au développement de tout ce qui touche au progrès social,  
« à la diffusion de toutes ces institutions qu'a ébauchées la fin de ce  
« siècle et qui éclaireront de leur vive lumière l'aurore du siècle qui  
« va s'ouvrir, c'est croyons-nous faire œuvre utile, patriotique, c'est  
« coopérer à la prospérité et à la grandeur de la France ».

M. Ch. Rayneri avait montré le rôle des banques populaires quant aux fonds d'épargne, et l'avantage d'une telle utilisation au lieu de l'emploi automatique en rentes sur l'Etat, M. Rostand a repris cette question sous une forme plus complète et plus documentée, en présentant son rapport sur *les modes de concours des caisses d'épargne austro-hongroises au crédit agricole*. Ces caisses, uniquement soumises à un statut-type très large et à une approbation gouvernementale pour certains emplois de fonds, n'ont en valeurs d'Etat que 14 0/0 en moyenne de leurs dépôts ; elles prêtent largement leur concours au crédit populaire. L'expérience faite par ces caisses est concluante, et M. Rostand, dont on connaît la vigoureuse campagne en faveur de la liberté d'emploi des fonds des caisses d'épargne, a conclu en souhaitant que la France tire profit de ces exemples, et que la loi du 20 juillet 1895 ne soit qu'un premier pas vers le but poursuivi.

C'est encore à l'épargne que se rapportent deux autres conférences : celle de M. Dufourmantelle, sur *les sociétés coopératives allemandes de crédit considérées comme instruments d'épargne*, une notable part

---

<sup>1</sup> Cette conférence vient de paraître à la librairie Guillaumin et Co.







l'Angleterre; ont-elles le moindre signe de ressemblance avec un tribut, et les Etats-Unis deviennent-ils, en vertu du capital britannique investi chez eux, « une dépendance de la Grande-Bretagne? »

« Les despotes de l'ancien temps, dit cet éminent Allemand, avaient coutume d'imposer des tributs de métaux précieux, céréales, bétail et autres produits, aux peuples qu'ils avaient conquis. Les Pharaons agirent ainsi. Les maîtres de la Perse et de Rome firent de même. Il est intéressant de noter que l'Angleterre les copie exactement.» Pourtant, les transactions sont aussi différentes du tribut que la piraterie l'est du commerce. Les fonds envoyés en Angleterre sont la compensation du capital obtenu de l'Angleterre, capital dont les emprunteurs ont beaucoup plus joui que les prêteurs. Les céréales et le blé sont envoyés dans les mêmes conditions ou en échange des métaux précieux renvoyés par l'Angleterre.

Le voleur de grand chemin vous prend votre argent avant de vous permettre de continuer votre voyage, le chemin de fer fait de même; le brigand vous demande l'argent ou la vie et le fermier refuse de vous donner son blé — sans lequel vous mourrez de faim — à moins que vous ne lui remettiez de l'argent; là-dessus le distingué D. Karl Peters, d'Allemagne, dit dans son livre. « L'élévation de l'Empire britannique » (*The Rise of the British Empire*) : ils font tous exactement la même chose; et le fermier, et la Compagnie de chemin de fer volent le voyageur et le citadin, l'une en le transportant, l'autre en ne lui permettant de subsister, qu'à la condition de payer un tribut, juste comme le font le voleur de grand chemin et le cambrioleur.

Et ces choses peuvent être dites par un homme instruit et passer, en certains milieux, pour de la profonde philosophie économique! (*The Journal of commerce and Commercial Bulletin* de New-York.)

---





— portant approbation de la convention signée, le 21 août 1895, entre la France et le Guatemala, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique (page 4599).

— portant approbation de la convention signée, le 28 août 1896, entre la France et le Costa-Rica, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique (page 4599).

— **Rapport** d'un décret fixant le nombre de croix du Mérite agricole à conférer aux personnes qui ont collaboré à l'établissement de la statistique décennale agricole (page 4600).

11. — **Loi** portant approbation de la convention ayant pour objet de rectifier la frontière franco-belge entre les communes de Gussignies et de Roisin, et signée à Paris le 15 mars 1893 (page 4615).

12. — **Décret** portant abrogation du décret du 25 janvier 1892 et modifications au décret du 7 octobre 1890, relatifs au vin de raisin sec (page 4638).

— **Décret** portant organisation administrative des Iles-sous-le-Vent de Tahiti (page 4644).

13. — **Décret** relatif à l'admission temporaire des blés tendres et des blés durs importés pour la mouture (page 4656).

14. — **Loi** portant approbation de la convention signée, le 12 novembre 1895, entre la France et le Guatemala, pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce (page 4671).

— portant approbation de la convention signée à Paris, le 8 juillet 1896, entre la France et le Costa-Rica, pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce (page 4671).

— portant approbation de la convention signée à Lima, le 16 octobre 1896, entre la France et le Pérou, pour la garantie réciproque de la propriété industrielle (page 4672).

— portant approbation de la convention conclue à Paris, le 4 mars 1897, entre la France et la Belgique, pour l'exécution du service de la caisse d'épargne entre les deux pays (page 4672).

19. — **Décret** portant réorganisation des services des travaux publics en Algérie (page 4773).

22. — **Loi** modifiant divers articles du code civil (page 4831).

(Voir plus bas le texte de cette loi).

— déterminant les conditions auxquelles sont soumis en Algérie les industriels qui veulent profiter de la modération de taxe applicable aux alcools dénaturés (page 4832).

— modifiant l'ordonnance du 29 août 1846 et le décret du 23 juillet 1896, relatifs aux fabricants de sucre (page 4833).

26. **Rapport** au Président de la République, suivi d'un décret portant organisation de l'inspection générale des travaux publics des colonies (page 4900).

**LOI modifiant divers articles du code civil.**

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 49 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle sera faite d'office.

« L'officier de l'état civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention effectuera cette mention, dans les trois jours, sur les registres qu'il détient.

« Dans le même délai, il adressera un avis au procureur de la République de son arrondissement, et celui-ci veillera à ce que la mention soit faite, d'une façon uniforme, sur les registres existant dans les archives des communes ou des greffes, ou dans les autres dépôts publics.

Art. 2. — L'article 76 du code civil est complété comme suit :

« Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux. »

Art. 3. — L'article 331 du code civil est complété comme suit :

« Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé. »

Art. 4. — L'article 45 du code civil est ainsi complété :

« Ils porteront en toutes lettres la date de leur délivrance. »

Art. 5. — Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 70 du code civil est modifié comme suit :

« L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux. Cet acte ne devra pas avoir été délivré depuis plus de trois mois, s'il a été délivré en France, et depuis plus de six mois, s'il a été délivré dans une colonie ou dans un consulat. »

Fait à Paris, le 17 août 1897.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux,  
ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

---

**Civilisation canaque.** — Des tribus entières de Canaques sont dépossédées de leurs terres par un oukaze du gouverneur ; on leur enlève de riches cultures en pleine valeur ; on les confine dans des districts éloignés, impropres à toute exploitation. Le sol, les plantations, le long et minutieux travail incorporé à la terre leur sont volés à la fois ; et pour semblant d'indemnité, l'administration leur attribue





tout de suite, et vous direz tout de suite que c'est pas possible de nous laisser toujours souffrir comme ça.

Est-il rien de plus touchant qu'une telle supplique ? Et voilà les gens dont le nom, chez nous, est synonyme de cannibale : que peut bien signifier le nom de Français chez les Canaques ?

En Algérie les Arabes, en Océanie les Canaques sont dépouillés brutalement de leurs terres, de leurs plantations, de leurs troupeaux, de tout ce qu'une occupation séculaire et le travail accumulé des générations a fait leur *propriété*. Au Soudan, les villages flambent et le commerce de la chair humaine sur pied prospère à l'ombre du drapeau tricolore. A Madagascar, où les dépêches officielles annoncent que « les indigènes ont adopté avec enthousiasme le 14 juillet pour fête nationale », notre confrère Grosclaude a vu de ses yeux *nos* tirailleurs haoussas « faire tomber les têtes comme en abat du bois et, sur les cadavres pantelants, se livrer à de sanglantes pratiques.

Quel spectacle pour les citoyens d'une nation qui fut autrefois le chevalier du droit de l'humanité ! (*Le Soleil.*)

URBAIN GOHIER.

Pour compléter cet aperçu des méthodes de civilisation que nos colonisateurs importent chez les peuples sauvages, nous empruntons encore au *Temps* le récit d'un marché conclu à Madagascar entre un vazaha (français civilisé) et une femme hova.

... On ne lira peut-être pas sans intérêt l'analyse d'un entretien qui fut sténographié dans la coulisse. Il avait lieu entre une brave fille nommée Raisoa (prononcez *Rechou* et l'un de ces vazahas, fort approuvés, fort bien vus, qui professent aux colonies le mépris de tous les scrupules dont est faite chez nous la conscience des honnêtes gens.

LE VAZAHA. — Raisoa, je t'ai priée de venir pour te demander si tu veux me vendre ton jardin d'Antananarène ?

RAISOA (*sans aucune nuance d'étonnement, bien qu'elle ne s'attendit pas à cette ouverture, et que jamais la pensée d'aliéner son cher jardin ne lui fût venue*). — Hé ! Hé ! Cette double interjection, prononcée vite, sur deux notes, en hochant légèrement la tête, signifie un *non* très catégorique.)

LE VAZAHA. — Tu ne veux pas me vendre ton jardin ? Si pourtant je t'en donnais un bon prix.

RAISOA (*mentant*). — Je ne peux pas le vendre, car il est à mon frère autant qu'à moi.

LE VAZAHA. — Qu'est-ce que tu me chantes ? Je sais qu'il est à toi seule. Ton frère n'y a aucun droit. Je suis parfaitement renseigné. Tu es une menteuse.

RAISOA (*sans regarder son interlocuteur*). — Moi, je suis une menteuse ?

LE VAZAHA. — Oui, toi.

RAISOA (*calme*). — Ce sont les vazahas qui sont les menteurs.

LE VAZAHA. — Ah ! bah ?

RAISOA. — Certainement. Ils ont dit qu'ils apportaient la justice à Madagascar, et ils ne l'ont pas apportée.

LE VAZAHA. — Pas de politique, Raisoa, tu en as déjà trop fait.

RAISOA. — Moi ?... Je ne me suis jamais occupé des affaires du *Fandzakana* (Gouvernement).

LE VAZAHA. — C'est bien. Je connais ce que je connais. Je veux ton jardin, tu vas me le vendre.

Nouveau refus suivi d'un long silence. Le vazaha s'efforce de convaincre Raisoa. Il déprécie le jardin, qui est d'un accès difficile, mal exposé, planté de manguiers trop vieux ou trop jeunes. Et puis, situé dans un quartier d'où la vie se retire. Tandis que tout le monde achète à Faravohitra ou à Mahamasina, personne ne va de son côté. Chaque jour cette propriété perd de sa valeur. L'occasion est donc favorable.

LE VAZAHA. — Profite de la fantaisie que j'ai pour ton jardin. Dans peu de jours, elle pourrait m'avoir passé. Quand je ne serai plus disposé, tu regretteras.

Raisoa, d'ailleurs riche, n'est nullement tentée. Elle ne veut pas vendre, elle ne vendra pas, lui offrit-on un prix triple de la valeur. Toutefois, cédant au besoin de parler, elle parle pendant trois quarts d'heure, entremêlant à un savant éreintement de son jardin l'éloge du frère dont elle essayait de se couvrir et le récit d'un voyage que celui-ci a fait récemment dans le nord de l'Imerine.

LE VAZAHA (*après plusieurs signes d'impatience*). — Finissons-en. Je t'offre 250 piastres !

Le jardin en vaut 700. Devant cette proposition impudente, Raisoa ne manifeste aucune indignation et se borne à sourire ironiquement. Le vazaha tire les pièces de son tiroir, les fait sonner, les compte, les étale sur la table comme pour leur faire tenir plus de place. Raisoa ne se retourne même pas et continue de parler.

LE VAZAHA (*d'un ton significatif*). — Je t'ai dit que je voulais ton jardin. C'est dans ton intérêt, ma bonne Raisoa. Préfères-tu qu'on te le confisque ? On a confisqué les maisons et les rizières de Ranoro.

Raisoa pâlit un peu. Elle sait qu'une accusation de complicité avec les rebelles est facilement accueillie.

LE VAZAHA. — Ranoro était ton amie, ta grande amie ; n'est-ce pas, Raisoa ?







PAR QUELS PROCÉDÉS UN PAYS PEUT-IL PASSER D'UNE MONNAIE DÉPRÉCÉE A UNE MONNAIE SAINÉ, SANS LÉSER LES INTÉRÊTS PUBLICS OU PARTICULIERS.

**M. Raffalovich** débute par une citation empruntée au rapport de **M. de Witte** sur le budget russe en 1896 : « La réorganisation du système monétaire doit être effectuée de manière à ne pas produire la moindre secousse, à n'apporter aucune modification artificielle, quelle qu'elle soit, à l'état de choses existant, le système monétaire constituant la base sur laquelle reposent toutes les évaluations, tous les intérêts de la propriété et du travail... Dans de pareilles réformes la sagesse de l'homme d'Etat consiste à laisser de côté les chimères et à compter exclusivement avec des faits bien réels. »

Les termes du problème sont bien posés.

**M. Raffalovich** croit que l'on peut accepter le programme de **M. de Witte** comme indiquant ce que doit accomplir le rétablissement de la bonne monnaie, dans un pays qui a été au régime de la monnaie dépréciée.

La France n'a plus à supporter les inconvénients, les dangers, la démoralisation du cours forcé, subi d'une façon toute passagère, en 1870-71, et dont, grâce à l'admirable force récupérative du pays, elle est sortie aisément, dès 1878. Mais la France, depuis un siècle, forme une exception. Si l'on passe en revue l'histoire monétaire depuis cent ans, on constate que la plupart des États ont fait connaissance avec la mauvaise monnaie, avec la monnaie dépréciée. Ils ont souffert de ce que, pour se créer des ressources immédiates qu'ils ne trouvaient pas ailleurs, qu'ils ne voulaient pas chercher dans l'emprunt et dans l'impôt, qu'ils se figuraient créer sans avoir à payer d'intérêt, les gouvernements avaient recours à l'émission de papier monnaie, à l'émission de billets pourvus du cours forcé. Ils ont souffert de ce que l'État entreprenait de substituer une réglementation empirique au jeu naturel des lois économiques en matière de monnaie. Puisque le fait d'imprimer une effigie sur des disques de métal dans des ateliers gouvernementaux facilitait l'acceptation des pièces, on a cru qu'il n'y avait pas à se préoccuper de la valeur intrinsèque de ces pièces, et qu'on prendrait toujours pour leur valeur nominale factice, les signes représentatifs de la monnaie métallique, pourvu que certaines précautions fussent prises, certaines garanties données. On a cru que des garanties gouvernementales, hypothécaires, pouvaient remplacer la couverture en métal et en effets de commerce



















Il serait bon que tous les gouvernants les eussent présents à l'esprit, car il y en a encore un trop grand nombre qui les ignore.

Secundo, M. Raffalovich a montré comment en Autriche en 1762, en Russie en 1768, on avait établi le papier-monnaie.

On déclare que c'est un expédient passager. Mais la planche aux assignats est là ; on est dans l'engrenage. Le papier se multiplie. On arrive à des banqueroutes. Et on ne peut se guérir de cette plaie que par des efforts pénibles. M. Raffalovich nous l'a montré, quand il a dit que la Russie avait dû se pourvoir d'un stock d'or de 2.886 millions pour entreprendre de revenir au paiement en espèces. C'est un stock d'or qui dépasse à peu près du double celui avec lequel l'Angleterre pourvoit à toutes ses transactions.

Sur le troisième point, la fixation du cours, on peut constater l'embarras des gouvernements et la satisfaction des particuliers qui trouvent que c'est un tel avantage pour eux de revenir à la bonne monnaie, qu'ils acceptent sans difficulté une diminution de la valeur nominale de leur papier.

Forcément la question du bimétallisme s'est greffée sur celle-là : M. Boissonade nous a montré tout l'inconvénient qu'il y a à être payé au cours d'un métal déprécié ; M. Raphaël Lévy nous a dit que ce n'était pas une raison pour que nous le laissions refluer dans nos caisses ; M. Bolton Smith nous a entretenus de la lutte que les Etats-Unis avaient dû soutenir pour n'être pas inondés par M. Bryan d'assignats d'argent.

Malgré la ligue bimétallique française, nous n'avons pas eu à redouter en France un pareil danger. Elle n'a jamais osé inscrire dans son programme que la France pouvait reprendre seule la frappe de l'argent ; elle a parlé toujours d'une convention internationale dans laquelle elle faisait entrer l'Angleterre et l'Allemagne. C'étaient nos gardes-fous.

Actuellement, toutes les affirmations des bimétallistes sur la dépréciation du blé causée par la suspension de la frappe de l'argent ont été écrasées, par le fait qui s'est produit le même jour, le blé à 30 francs le quintal sur le marché de Paris et l'once d'argent à 24 deniers sur le marché de Londres.

M. Bolton Smith considère que le Bryanisme est enterré aux Etats-Unis.

Nous croyons, ajoute comme conclusion de la discussion, M. Yves Guyot, que le bimétallisme n'est pas beaucoup plus solide en France.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

*Le rédacteur du compte-rendu* : CHARLES LETORT.















rapport de valeur fixe est rompu, il n'a même jamais existé. M. Boissevain dira, je le sais, que si, dans le monde entier, certains peuples n'avaient pas préféré l'or à l'argent, que si tous eussent été d'accord pour attribuer le même rapport entre les deux métaux, il n'en serait pas ainsi, d'où, selon lui, nécessité de cette entente qui est le bimétallisme international. Mais c'est là une assertion sans fondement, une hypothèse gratuite. Le rapport fixe que l'on suppose adopté universellement ou à peu près, se fût rompu tout aussi bien avec cette entente qu'il s'est rompu sans elle. Il y a à cela de nombreuses raisons. L'entente, par exemple, peut-elle modifier les effets provenant de l'offre et de la demande, de l'importance de la production, etc. ? L'or étant moins lourd et plus commode que l'argent, une entente internationale et même universelle peut-elle empêcher qu'il ne soit parfois plus demandé, comme, dans certains cas, pour des besoins spéciaux, l'argent sera davantage recherché. Je donne ici, sans doute, des raisons bien vulgaires, bien peu savantes. Mais je crois à leur valeur, à leur très grande valeur, et j'ai toujours remarqué, si l'on me permet de le dire, que l'on complique beaucoup la question par des arguments très recherchés et en laissant de côté les éléments primordiaux — même ceux de la simple arithmétique — qui sont les données du problème. Quoiqu'il en soit, que l'entente dont on parle soit nationale, internationale, ou universelle, il est évident que le rapport sera rompu le jour où une demande ou une offre d'or ou d'argent un peu considérables se produiront. La rareté de l'un ou de l'autre métal fera monter les prix, l'abondance les fera baisser. Et rareté et abondance sont choses relatives qui dépendent des besoins, et l'on ne peut supposer que cette rareté et cette abondance se feront sentir à la fois concurremment sur l'or et sur l'argent, et dans la proportion de leur rapport. Je raisonne toujours dans l'hypothèse d'une entente.

Que si M. Boissevain rêve pour le monde un état économique tel que les changes disparaîtraient, que l'écart de valeur entre l'or et l'argent se fixerait par la force des choses, nous le faisons, ce rêve, avec lui. Mais c'est un rêve, et s'il doit avoir un jour quelque réalité, ce ne sera pas le bimétallisme international qui la lui donnera. Le moyen d'y arriver, le seul, et d'où découlerait la solution du problème monétaire au lieu de la précéder, ce serait, parmi les peuples et entre eux, la plus large liberté, la destruction de toutes entraves au travail, à l'industrie, au commerce, aux échanges. Un état normal s'établirait alors entre nations dont les conditions économiques et financières ne présenteraient pas de risques. Mais les ententes internationales ne sont là pour rien. Ce sont choses qui ne se décrètent pas, comme dit M. Boissevain du rapport de valeur, mais qui s'établissent toutes seules







et de celles qui se rattachent au droit de propriété foncière, le tout pour aboutir à la conclusion d'une nouveauté douteuse que la disparition des vieilles structures sociales accompagne toujours le développement d'institutions nouvelles. Un même étalage d'appareil scientifique précède le tableau de l'atrophie des institutions par défaut d'usage ou de ressources.

Quoiqu'il en soit de cette contradiction entre les réserves formulées et la méthode adoptée, M. Vander Velde a tiré trois conclusions pratiques des faits observés par lui et ses collaborateurs. Ces conclusions, les voici :

- 1° Une institution ou un organe disparus ne peuvent réapparaître.
- 2° Une institution ou un organe réduits à l'état de vestiges ne peuvent se développer à nouveau et reprendre leurs anciennes fonctions ;
- 3° Ils ne peuvent pas non plus assumer des fonctions nouvelles.

Il concède toutefois l'existence de « quelques exceptions plus ou moins nettes ». Pour les institutions, il en est de considérables dont la netteté ne laisse rien à désirer : citons en première ligne la résurrection en Allemagne de la souveraineté impériale qui, réduite à l'état de vestige et de pur simulacre par le traité de Westphalie, avait disparu dans les premières années de notre siècle. Elle a assurément réapparu ; elle a repris, tout au moins en partie, ses anciennes fonctions et elle en a assumé de nouvelles. Et, restant en France, que pense M. Vander Velde de la renaissance en 1789 du système représentatif, qui à partir de la dissolution des Etats généraux de 1614, doit être considéré comme ayant disparu pendant plus d'un siècle et demi ? Ces deux exceptions sont trop retentissantes pour ne pas nous mettre en défiance. C'est qu'entre les cellules du corps social et celles du corps humain, il y a une différence essentielle et fondamentale : celles-ci ne sont capables ni de volonté, ni de conscience, tandis que celles-là ont le sentiment de leur existence et possèdent la faculté de vouloir. L'exercice de cette faculté est sans doute conditionné par la constitution physique et le milieu ambiant, mais la faculté elle-même subsiste toujours à un degré appréciable.

E. CASTELOT.

---





























































































mêmes denrées ; il le sera même à l'Europe entière en assurant la paix toujours chancelante.

---

**Il passe a buon mercato, gli interessi dell' agricoltura e el dazio sui cereali**, per ACHILLE PLEBANO, in-8°. Torino, fratelli Bocca e fratelli Trèves, 1897. — Le motif invoqué, en Italie, pour légitimer les droits sur les céréales, a été le salut de l'agriculture. M. Plebano montre que ce régime n'a nullement sauvé l'agriculture et qu'il est absolument incapable de le faire. Quel a donc été le vrai motif ? Il est d'ordre purement financier ; il a été la résultante d'une lutte entre les urgentes nécessités du Trésor et la rigoureuse résistance d'intérêts particuliers qui purent pour un moment assumer l'apparence d'intérêts nationaux. La taxe sur les céréales n'a donc pas de sérieuse raison d'être et, vu ses nombreux inconvénients, habilement exposés par M. Plebano, il ne peut être question que d'une chose : de l'abolir. Et pour cela, il faut sans doute trouver d'autres ressources à l'Etat ou lui retirer quelques attributions superflues.

R.

---

























BURNY, 1<sup>re</sup> partie. Histoire et Principes. 1 vol. in-8° de 192 p. — Bruxelles, Hayez, imprimeur.

*De l'inobservation des formes de publicité dans la cession des créances*, par LOUIS HAMANDE, avocat. Br. in-8° de 72 p. — Bruxelles, veuve Ferdinand Larcier.

*L'Agriculture, l'Elevage, l'Industrie et le Commerce en 1895*. Mémoire publié sous la direction de CARLOS P. SALAS. 1 vol. in-4°. — La Plata, 1897.

*Lettre à M. Léon Tolstoï*, par JUAN ENRIQUE LAGARRIGUE. Br. in-18 de 38 p. — Santiago du Chili, 1897.

*Credito capitalistico e monet a nazionale*, note di studio, par Giacomo Luzzatti. 1 vol. in-8° de 205 p. — Milano, Ulrico Hœpli.

*Anuarul comerciantilor si industriasilor din judetele prahova, Buzeu si Dambovita*, 1 vol. in-8° de 126 p. — Ploesci, 1897.

*An essay on value with a short account of american currency*. By JOHN BORDEN. 1 vol. in-12 de 232 p. — Chicago, Rand, Macuallly et C°.

*English local government of to day a study of the relations of central and local government*. By Milo Roy Malthbie, Ph. D. 1 vol. in-8° de 296 p. — New-York, 1897.

*Report of the director of the mint upon the production of the precious metals in the United-States during the calendar year 1895*. 1 vol. in-8° de 384 p. — Washington, 1896.

*Twenty-fourth annual report of the director of the mint to the secretary of the treasury for the fiscal year ended june 30, 1896*. 1 vol. in-8° de 590 p. — Washington, 1897.

---

*La Gérante* : PAULINE GUILLAUMIN.













**JOURNAL**  
**DES**  
**ÉCONOMISTES**

**REVUE MENSUELLE**  
**DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE**  
**ET**  
**DE LA STATISTIQUE**

---

**CINQUANTE-SIXIÈME ANNÉE**

**5<sup>e</sup> SERIE — TOME XXXII**

**(OCTOBRE A DÉCEMBRE 1897)**

**PARIS**

**ADMINISTRATION ET RÉDACTION**  
**LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C<sup>ie</sup>**

**Rue Richelieu, 14**

**—**  
**1897**



# JOURNAL

DES

# ÉCONOMISTES

---

## DEUX PÉRIODES DU COMMERCE DE LA FRANCE

### 1887-1891 et 1892-1896.

---

**SOMMAIRE :** I. Six grandes périodes du commerce de la France. — II. Valeur comparée de la tonne, 1887-1891 et 1892-1896. — III. Le commerce comparé des sept grands clients de la France pendant les deux périodes. — IV. Commerce de la France avec ses sept grands clients pendant les deux périodes. — V. Les dix principaux objets d'importation et d'exportation des sept grands clients. — VI. Les dix principaux objets de commerce avant et après 1892. — VII. Les produits similaires et la réciprocité. — VIII. La part du commerce colonial. — IX. Le fardeau du protectionnisme. — X. Les résultats de l'expérience. — XI. L'Allemagne et les traités de commerce.

### I

#### SIX GRANDES PÉRIODES DU COMMERCE DE LA FRANCE

Si on veut avoir un aperçu historique du commerce de la France depuis 40 ans, il faut le diviser en six grandes périodes quinquennales :

1<sup>o</sup> Celle qui a précédé immédiatement les traités de commerce de 1860.

2<sup>o</sup> Celle qui les a suivis.

3<sup>o</sup> Celle qui représente la fin de l'ère libérale inaugurée par les traités de commerce de 1860.

4<sup>o</sup> Celle qui a suivi le relèvement des tarifs de 1881.

5<sup>o</sup> Celle qui a précédé immédiatement les tarifs de 1892.

6<sup>o</sup> Celle qui a suivi la suppression des traités de commerce et les tarifs entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1892.

Le commerce général, qui comprend le transit, les marchan-

dises qui ne sortent pas des entrepôts, a parcouru les phases suivantes :

*Commerce général.*

	Importations.	Exportations.
	En millions de francs.	
1855-1859.....	2.421	2.716
1862-1865.....	3.383	3 773
1876-1880.....	5.252	4.382
1882-1886.....	5.426	4.319
1887-1891.....	5.368	4.582
1891-1896.....	4.946	4.437

Il est en baisse sur les trois périodes précédentes. Voici le détail du commerce général pour les deux dernières périodes quinquennales :

*Commerce général.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	4.942.7	4.238.2	1892.....	4.135.9	4.551.3
1888.....	5.187.2	4.298.2	1893.....	4.951.5	4 326.4
1889.....	5.320.3	5.803.5	1894.....	4 794.9	4.124.6
1890.....	5.452.4	4.840.2	1895.....	4.919.6	4 589.3
1891.....	5.938.3	4.730.5	1896.....	4.928.8	4 593.6
<b>Totaux...</b>	<b>26.840.9</b>	<b>22.910.6</b>	<b>Totaux...</b>	<b>24.730.7</b>	<b>22.185.2</b>
<b>Moyenne.</b>	<b>5.268.2</b>	<b>4.582.1</b>	<b>Moyenne.</b>	<b>4.946.1</b>	<b>4 437.0</b>

Nous nous occuperons dans cet article surtout du commerce spécial, qui ne doit comprendre que des objets produits dans le pays ou les objets entrés dans la consommation du pays.

*Commerce spécial.*

			En millions de francs.		
			Importations.	Exportations.	
1 <sup>re</sup> période	1855-1859		1.732	0,0	1.894 0/0
2 <sup>e</sup>	— 1862-1865		2.447	+ 41	2.564 + 30
3 <sup>e</sup>	— 1876-1880		4.292	+ 76	3.375 + 32
4 <sup>e</sup>	— 1882-1886		4.453	+ 3	3.319 — 1,6
5 <sup>e</sup>	— 1887-1891		4.330	— 2,8	3.504 + 5,6
6 <sup>e</sup>	— 1892-1896		3.882	— 10	3.310 — 5,5

Les chiffres du commerce spécial sont également inférieurs aux trois périodes quinquennales qui ont précédé la période 1892-1896, qui coïncide avec l'établissement du tarif de 1892.

En voici le détail, année par année, pour les deux dernières périodes quinquennales :



misère. Cette année, les importations des céréales vont remonter.

Si la diminution de nos importations d'objets d'alimentation présente la plus forte diminution à l'importation, elle présente aussi la plus forte diminution à l'exportation.

Les auteurs du tarif disent : « De quoi vous plaignez-vous ? Les matières nécessaires à l'industrie entrent en franchise. » On peut leur répondre : d'abord pas toutes, car il y a quantité d'objets considérés comme fabriqués qui sont des matières premières pour d'autres industries. Le fil, le drap, les cotonnades sont des matières premières pour la confection et la lingerie.

Mais la baisse s'est produite sur les importations et les exportations.

La baisse p. 100 a été à peu près égale sur l'importation et l'exportation des objets fabriqués.

Il ressort de ces chiffres que les objets d'alimentation et les matières premières comptent pour 85 p. 100 dans nos importations, et les objets fabriqués pour 15 p. 100. Dans nos exportations, c'est le contraire. Les objets fabriqués comptent pour plus de moitié, 55 p. 100.

D'où nous pouvons conclure que toute mesure qui tend à élever le prix de revient de nos objets fabriqués a pour résultat d'atteindre plus de la moitié de nos exportations.

## II

### VALEUR COMPARÉE DE LA TONNE 1887-1891 ET 1892-1896.

Les protectionnistes refusent toute valeur à cette comparaison pour deux motifs.

Ils disent que cette diminution provient de la baisse des prix, mais que les quantités sont égales et même supérieures.

Cette objection a un côté réel. J'ai, dès la première édition de *la Science économique* en 1881, établi un tableau où, comparant les chiffres provisoires et les chiffres définitifs des tableaux de douane, je montrais que depuis 1873, sauf en 1876, en 1879 et 1880, la baisse avait été continue et qu'on devait en tenir compte dans l'examen des chiffres des tableaux de douanes. Depuis j'ai refait plusieurs fois cette démonstration. Dans la discussion du tarif des douanes, alors que les protectionnistes invoquaient des baisses sur certains produits et à certains moments dans notre commerce extérieur, M. Aynard, dans son discours du 2 mai 1891, leur faisait observer qu'ils oubliaient la différence des prix. A ce moment, ils ne voulaient pas en entendre parler. Ils ne se sont aperçus qu'elle pouvait exister que depuis les déceptions provo-

quées par le tarif de 1892. Alors, ils n'ont plus voulu tenir compte que des quantités. Ils ont voulu qu'on additionnât des tonnes de minerais et de houille avec des tonnes de soie, comme si c'étaient là des unités de même ordre. J'ai démontré à la société d'Economie politique du 5 novembre 1895 l'absurdité de ce système. J'ai fait également observer que si la valeur de nos exportations a diminué à cause de la baisse des prix, il en a été de même pour nos importations.

Cependant, comme il est bon de multiplier les éléments d'informations, de contrôle, dans une matière aussi délicate que l'étude des chiffres de douanes, je publie le prix moyen de la valeur de la tonne importée et celui de la tonne exportée pendant les deux périodes.

	Prix moyen de la tonne importée.	Prix moyen de la tonne exportée.
1887 .....	194	608
1888 .....	190	601
1889 .....	205	572
1890 .....	195	556
1891 .....	197	522
Prix moyen...	<u>196</u>	<u>572</u>
1892 .....	188	513
1893 .....	170	509
1894 .....	164	463
1895 .....	170	468
1896 .....	168	467
Prix moyen...	<u>176</u>	<u>484</u>
	Importation.	Exportation.
Différence absolue entre la valeur des tonnes importées et la valeur des tonnes exportées.	376	308
Valeur p. 100 de la tonne importée relative- ment à la tonne exportée .....	34,4	36,3
	p. 100.	
Différence p. 100 d'une période à une autre..	10,2	15,4
	1 <sup>re</sup> période.	2 <sup>e</sup> période.

La différence d'une période à l'autre a été de **10,2** p. 100 : or, c'est exactement la proportion de la diminution de la valeur de nos importations, malgré tous les efforts des douanes, malgré les bonnes récoltes que nous avons eues ; on peut donc dire que nos importations sont restées stationnaires, si on compare les prix aux quantités.

Nos exportations ont diminué de **5,5** p. 100 comme valeur ; la baisse de prix a été de **15,4**. Leur chiffre global en quantité







		En millions de francs.	
		Importations.	Exportations.
Totaux en francs.....	1887-1891	<b>22.334</b>	<b>20.005.3</b>
	1892-1896	<b>25.443.8</b>	<b>19.660.5</b>
Différences.....		+ <b>3.109.8</b>	+ <b>344.8</b>
Moyennes annuelles en fr. {	1887-1891	<b>4.417.0</b>	<b>4.001.0</b>
	1891-1896	<b>5.090.7</b>	<b>3.933.0</b>
Différences.....		+ <b>673.7</b>	+ <b>69.0</b>

## ETATS-UNIS

*Période de 1887-1891.**Période de 1892-1896.*

En millions de dollars.

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	558.7	703.0	1892.....	734.7	1.015.7
1888.....	574.1	683.9	1893.....	758.0	831.0
1889.....	595.2	730.3	1894.....	559.7	869.2
1890.....	618.6	845.3	1895.....	618.5	793.4
1891.....	691.7	872.3	1896.....	578.8	1.051.9
Total.....	<b>3.041.3</b>	<b>3.834.8</b>	Total.....	<b>3.249.7</b>	<b>4.561.3</b>
Moyenne annuelle.	<b>608.2</b>	<b>766.9</b>	Moyenne annuelle.	<b>649.9</b>	<b>912.2</b>
Différence des totaux pour les 2 périodes : Import. <b>2.084</b> Export. <b>726.5</b>					
Différence entre les 2 moyennes annuelles : Import. <b>417</b> Export. <b>145.3</b>					

		En millions de francs.	
Totaux .....	1889-1891	<b>15.814.7</b>	<b>19.940.9</b>
	1892-1896	<b>16.898.4</b>	<b>21.718.7</b>
Différences.....		+ <b>1.083.6</b>	— <b>1 777.8</b>
Moyennes annuelles en fr. {	1888-1891	<b>3.162.6</b>	<b>3.987.8</b>
	1892-1896	<b>3.379.4</b>	<b>4.743.4</b>
Différences en francs.....		— <b>216.8</b>	— <b>755.5</b>

ESPAGNE (commerce général) <sup>1</sup>.*Période de 1887-1891.**Période de 1892-1896.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	811.2	722.2	1892.....	850.5	759.5
1888.....	716.1	763.1	1893.....	770.7	709.7
1889.....	866.3	896.9	1894.....	801.8	672.9
1890.....	941.1	937.8	1895.....	686.7	660.9
1891.....	1 018.8	932.2	1896.....	631.2	732.0
Total.....	<b>4.353.5</b>	<b>4.252.2</b>	Total.....	<b>3.743.9</b>	<b>3.535.0</b>
Moyenne annuelle.	<b>870.7</b>	<b>850.4</b>	Moyenne annuelle.	<b>748.7</b>	<b>707.0</b>
Différence des totaux pour les 2 périodes : Import. + <b>609.6</b> Export. <b>717.2</b>					
Différence entre les 2 moyennes annuelles : Import. <b>122.0</b> Export. <b>133.2</b>					

<sup>1</sup> L'Espagne n'indique pas la différence entre le commerce spécial et le commerce général.

## ITALIE

*Période de 1887-1891.**Période de 1892-1896.*

En millions de francs.

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	1.605.6	1.006.1	1892.....	1.173.4	858.2
1888.....	1.174.6	891.9	1893.....	1.191.2	964.2
1889.....	1.391.2	950.6	1894.....	1.094.6	1.026.5
1890.....	1.319.6	895.6	1895.....	1.187.3	1.037.7
1891.....	1.126.6	876.8	1896.....	1.174.2	1.109.8
Total.....	<b>6.617.6</b>	<b>4.620.0</b>	Total ....	<b>5.820.7</b>	<b>5.096.4</b>
Moyenne annuelle .	<b>1.325 5</b>	<b>924.0</b>	Moyenne annuelle .	<b>1.164.1</b>	<b>1.019.2</b>
Différence des totaux pour les 2 périodes : Import.— <b>596.9</b> Export.+ <b>476.4</b>					
Différence entre les 2 moyennes annuelles : Import.— <b>161.4</b> Export.+ <b>95.2</b>					

## SUISSE

*Période de 1887-1891.**Période de 1892-1895.*

En millions de francs.

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	793.0	649.9	1892.....	864.4	657.6
1888.....	777.5	652.0	1893.....	827.5	646.5
1889.....	906.6	695.3	1894.....	825.9	621.2
1890.....	954.3	702.8	1895.....	916	663
1891.....	932.2	671.9	1896.....	993	688
Total.....	<b>3.363.6</b>	<b>3.371.9</b>	Total.....	<b>4.431.8</b>	<b>3.276.3</b>
Moyenne annuelle .	<b>672.7</b>	<b>674.3</b>	Moyenne annuelle .	<b>886.3</b>	<b>655.2</b>
Différence des totaux pour les 2 périodes : Import.+ <b>1.068.2</b> Export.— <b>95.6</b>					
Différence entre les 2 moyennes annuelles : Import.+ <b>213.6</b> Export. — <b>18.9</b>					

Si on compare les chiffres les plus hauts et les plus bas de ces deux périodes, on remarquera que les années où les importations ont été les plus fortes sont celles aussi qui ont obtenu, à peu de choses près, les plus hauts chiffres d'exportation : la France en 1889, 1890, 1891, et en 1896 ; l'Angleterre en 1891 et en 1896 ; la Belgique en 1891 et en 1896 ; l'Allemagne en 1890 et en 1891 ; la Suisse en 1890 et en 1896 ; l'Italie en 1889 et en 1893 ; l'Espagne en 1891 et en 1892.

Ce fait prouve que l'activité commerciale s'exerce dans les deux sens : que lorsque les économistes déclarent que l'importation et que l'exportation sont solidaires, leur affirmation n'est pas une conception *a priori*, mais est basée sur les faits.

Quelle est la différence pour 100 entre les deux périodes pour les divers pays ? Le commerce d'une de ces nations a-t-il proportionnellement plus ou moins fléchi que le commerce français ?





*Moyenne annuelle*

**1479.2    675.2    971.3    612.0    541.0    319.5    328.9**

1892....	1557.4	697.8	890.0	773.6	412.7	265.0	319.9
1893....	1453.2	659.4	897.9	522.0	324.0	279.7	247.7
1894....	1393.1	634.9	849.9	512.8	283.4	219.7	196.5
1895....	1495.6	644.8	784.9	571.9	321.7	248.9	230.5
1896....	1541.2	647.6	783.4	538.5	388.2	242.1	255.3
Total..	<b>7440.5</b>	<b>3278.7</b>	<b>4206.1</b>	<b>2918.8</b>	<b>1730.0</b>	<b>1255.4</b>	<b>1249.9</b>

*Moyenne annuelle*

**1488.1    665.7    841.2    583.7    346.0    251.0    249.9**

Je crois utile de donner ce mouvement, année par année, en séparant les importations et les exportations.

*D'Angleterre en France et de France en Angleterre.*

En millions de francs.

Importations. Exportations.			Importations. Exportations.		
1887.....	475.7	819.6	1892.....	530.1	1.027.3
1888.....	528.8	863.6	1893.....	491.9	961.4
1889.....	537.6	996.2	1894.....	480.2	912.9
1890.....	626.9	1.026.2	1895.....	496.0	999.6
1891.....	588.9	1.012.7	1896.....	510.6	1.030.6
Total....	<b>2.724.9</b>	<b>4.718.3</b>	Total....	<b>2.508.8</b>	<b>4.931.7</b>
Moyenne annuelle.	<b>544.9</b>	<b>943.6</b>	Moyenne annuelle.	<b>501.5</b>	<b>986.3</b>

*De Belgique en France et de France en Belgique.*

Importations. Exportations.			Importations. Exportations.		
1887.....	413.9	480.6	1892.....	387.8	502.1
1888.....	419.0	472.5	1893.....	393.0	504.9
1889.....	474.9	570.7	1894.....	371.9	478.0
1890.....	500.5	537.6	1895.....	288.1	496.8
1891.....	486.6	500.3	1896.....	282.0	501.4
Total....	<b>2.294.9</b>	<b>2.561.7</b>	Total....	<b>1.722.8</b>	<b>2.483.2</b>
Moyenne annuelle.	<b>458.9</b>	<b>512.3</b>	Moyenne annuelle.	<b>344.5</b>	<b>496.6</b>

*Allemagne.*

Importations. Exportations.			Importations. Exportations.		
1887.....	321.9	316.2	1892.....	337.4	355.4
1888.....	332.6	308.2	1893.....	323.1	336.3
1889.....	338.4	341.9	1894.....	310.3	324.6
1890.....	351.0	341.6	1895.....	310.2	333.8
1891.....	366.6	364.1	1896.....	307.9	333.7
Total....	<b>1.710.5</b>	<b>1.672.0</b>	Total....	<b>1.588.9</b>	<b>1.689.8</b>
Moyenne annuelle.	<b>342.1</b>	<b>334.4</b>	Moyenne annuelle.	<b>317.5</b>	<b>337.9</b>

*Etats-Unis.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations
1887.....	325	271.3	1892.....	533.5	240 1
1888.....	247.9	255.7	1893.....	317.1	204 9
1889.....	306.8	273.5	1894.....	327.0	185.8
1890.. ..	317.4	328.8	1895.....	283.2	288.7
1891.....	486.3	247.6	1896.....	313.8	224.7
Total....	<b>1.683.4</b>	<b>1.376.9</b>	Total....	<b>1.774.6</b>	<b>1.144.2</b>
Moyenne annuelle.	<b>336.6</b>	<b>275.3</b>	Moyenne annuelle.	<b>354.9</b>	<b>228.8</b>

*Espagne.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportation
1887.....	356.7	149.3	1892.....	278.1	134.6
1888.....	378.3	172.1	1893.....	210.1	113.8
1889.....	355.4	194.5	1894.....	174.7	108.7
1890.....	353.8	152.6	1895.....	213.0	108.7
1891.....	411.6	181.1	1896.....	287.9	100.3
Total....	<b>1.855.8</b>	<b>849.6</b>	Total....	<b>1.163.9</b>	<b>566.1</b>
Moyenne annuelle.	<b>371.1</b>	<b>169.9</b>	Moyenne annuelle.	<b>232.7</b>	<b>113.2</b>

*Italie.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	307.7	192.1	1892.....	132.4	132.6
1888.....	181.2	119.4	1893.....	151.3	128.4
1889.....	133.6	143.8	1894.....	121.6	98.1
1890.....	121.9	149.9	1895.....	114.6	131.3
1891.....	123.6	125.5	1896.....	126.9	115.2
Total....	<b>368.0</b>	<b>729.7</b>	Total....	<b>646.8</b>	<b>608.6</b>
Moyenne annuelle.	<b>173.6</b>	<b>145.9</b>	Moyenne annuelle.	<b>129.3</b>	<b>121.7</b>

*Suisse.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	104.9	216.6	1892.....	92.0	227.9
1888.....	97.2	209.1	1893.....	74.9	172.8
1889.....	101.5	230.5	1894.....	66.6	129.9
1890.....	104.2	242.8	1895.....	67 3	163.2
1891.....	103.4	231.8	1896.....	75.4	179.9
Total....	<b>511.1</b>	<b>1.133.8</b>	Total....	<b>376.2</b>	<b>873.6</b>
Moyenne annuelle.	<b>102.2</b>	<b>226.7</b>	Moyenne annuelle.	<b>75.2</b>	<b>174.7</b>

C'est avec l'Angleterre, la nation la plus riche, que la part de nos exportations est la plus grande relativement à nos importations ; nous exportons **71 p. 100** en Angleterre quand nous importons **29 p. 100** ; ou autrement nous exportons pour plus de **2** francs de

marchandises quand nous en recevons pour 1 franc. De la Suisse, pays riche, nous importons 30 p. 100 quand nous lui envoyons 70.

En Allemagne, nos exportations dépassent légèrement nos importations.

Aux États-Unis, nos exportations sont inférieures de 126 millions; nos importations comptent pour 60 p. 100 dans le total de notre commerce avec les États-Unis.

La différence entre nos importations et nos exportations avec l'Espagne confirme une fois de plus la démonstration faite par tant d'auteurs et que j'ai confirmée par des chiffres dans mon article du 15 janvier. Ce sont les pays pauvres qui exportent plus qu'ils n'importent.

Dans notre commerce avec l'Espagne, la part de notre importation est de 68 p. 100 et la part de notre exportation de 32 p. 100.

En Italie la part des importations françaises est de 52 p. 100, et celle de nos exportations de 48.

Dans le tableau suivant, je vais comparer le mouvement global de nos exportations dans les sept pays pendant les deux périodes de 1887-1891 et 1892-1896.

*Exportation totale comparée des cinq années 1887-91 et 1892-96*

en millions de francs.

	Angleterre.	Allemagne.	Belgique.	Etats-Unis.	Espagne.	Italie.	Suisse.
1887-91....	4.718.3	1.672.0	2.561.7	1.376.9	849.6	729.7	1.133 8
1892-96....	4.931.7	1.689.8	2.483.2	1.144.2	561.1	608.6	873.6
Différence.	+ 213,4	+ 17,8	— 78,5	— 232,7	— 288,5	— 121.1	— 260.2

En déduisant les 235 millions qui représentent l'augmentation de nos exportations en Angleterre et en Allemagne, des 981 millions qui représentent le chiffre total de la diminution de nos exportations avec les sept grands clients, nous constatons que la perte totale est de 745,8, sur le chiffre total de 16.549 millions. Cette diminution représente 4,5 pour 100. Notre diminution totale a été de 5,5 p. 100.

La perte sur les sept pays compte donc pour les quatre cinquièmes.

V

LES DIX PRINCIPAUX OBJETS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION  
AVEC LES SEPT GRANDS CLIENTS.

Je prends les dix principaux articles d'importation et d'exportation des sept grands clients de la France.



ANGLETERRE

Importations en France.

	En millions de francs.
—	—
Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....	12.7
Houille crue.....	72.1
Laines et déchets de laine.....	53.9
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	31.5
Machines et mécaniques.....	27.6
Produits chimiques (y compris les engrais chimiques)	25.1
Jute brut en brins, tordu et étoupe.....	15.6
Fils de laine.....	12.8
Tissus, passementerie, rubanerie de soie et de bourre de soie.....	11.4
Plumes de parure.....	12.9
—	—
	273.6

Total des importations d'Angleterre en France : 511.10.

Proportion des dix articles ci-dessus : 53 p. 100.

Exportations de France.

	En millions de francs.
—	—
Tissus, passementerie et rubanerie de soie et de bourre de soie.....	128.5
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	136.9
Vins.....	77.1
Beurre frais et salé.....	56.8
Modes et fleurs artificielles.....	48.9
Ouvrages en peau ou en cuir et pelleteries préparées	39.3
Bois communs.....	29.9
Sucres bruts.....	27.6
Eaux-de-vie, esprits et liqueurs.....	27.0
Bimbeloterie... ..	27.0
—	—
	599.0

Total des exportations de France en Angleterre : 1.033.2.

Proportion des dix articles ci-dessus : 57 p. 100.

BELGIQUE

Importations en France.

	En millions de francs.
	—
Houille crue .....	61.7
Laines et déchets de laine.....	13.7
Houille carbonisée (coke).....	11.6
Beurre frais et salé.....	10.8
Zinc (non compris le minerai).....	10.6
Matériaux.....	8.6
Machines et mécaniques.....	7.2
Poteries, faïences et porcelaines .....	6.7
Papiers, cartons, livres et gravures.....	6.5
Produits chimiques (non compris les superphosphates de chaux) .....	6.1
	<hr/> 143.5

Total des importations de Belgique en France : 282.0.  
Proportion des dix articles ci-dessus : 50 pour 100.

Exportations de France.

	En millions de francs.
	—
Laines et déchets de laine.....	88.6
Vins.....	38.6
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	21.3
Produits chimiques.....	18.0
Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....	17.9
Fils de toute sorte.....	16.2
Peaux et pelleteries brutes. ....	14.0
Machines et mécaniques .....	13.8
Fonte, fer et acier (Machefer et minerai compris). Tabletterie, bimbeloterie, brosserie, lorgnettes, éven- tails, boutons.....	13.4
	<hr/> 13.2
	<hr/> 258.0

Total des exportations de France en Belgique : 501.3.  
Proportion des dix articles ci-dessus : 51 pour 100.

# ALLEMAGNE

## Importations en France.

	En millions de francs.
Houille crue et carbonisée.....	27.8
Produits chimiques.....	20.7
Machines et mécaniques.....	16.9
	—
Tissus, passementerie et rubanerie de coton .....	14.2
Peaux et pelleteries brutes.....	10.8
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	10.4
Poterie, verres et cristaux.....	11.1
Minerais de toute sorte .....	12.8
Papiers, cartons, livres et gravures.....	11.1
Outils et ouvrages en métaux.....	10.0
	—
	145.8

Total des importations d'Allemagne en France : 307.8.

Proportion des dix articles ci-dessus : 47 p. 100.

## Exportations de France.

	En millions de francs.
Vins.....	—
Peaux et pelleteries brutes.....	24.2
Tissus, passementerie, rubanerie de soie et de bourre	23 0
de soie.....	18.3
Laines et déchets de laine.....	17.5
Vêtements et lingerie....	15.9
Coton en laine .....	13.9
Fils de toute sorte.....	9.8
Peaux préparées.....	9.2
Tourteaux de graines oléagineuses.....	7.0
Tissus, passementerie, rubanerie de laine.....	7.0
	—
	145.8

Total des exportations de France en Allemagne : 339.6.

Proportion des dix articles ci-dessus : 42 p. 100.

BELGIQUE

Importations en France.

Exportations de France.

En millions de francs.	En millions de francs.
—	—
Houille crue .....	Laines et déchets de laine.....
61.7	88.6
Laines et déchets de laine.....	Vins.....
13.7	38.6
Houille carbonisée (coke).....	Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....
11.6	21.3
Beurre frais et salé.....	Produits chimiques.....
10.8	18.0
Zinc (non compris le minerai).....	Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....
10.6	17.9
Matériaux.....	Fils de toute sorte.....
8.6	16 2
Machines et mécaniques.....	Peaux et pelleteries brutes. ....
7.2	14.0
Poteries, faïences et porcelaines.....	Machines et mécaniques .....
6.7	13.8
Papiers, cartons, livres et gravures.....	Fonte, fer et acier (Machefer et minerai compris).
6.5	13.4
Produits chimiques (non compris les superphosphates de chaux' ....	Tabletterie, bimbeloterie, broserie, lorgnettes, éven- tails, boutons.....
6.1	13.2
143.5	258.0

Total des importations de Belgique en France : 282.0.  
Proportion des dix articles ci-dessus : 50 pour 100.

Total des exportations de France en Belgique : 501.3.  
Proportion des dix articles ci-dessus : 51 pour 100.

# SUISSE

## Importations en France.

	En millions de francs.
—	—
Tissus, passementerie, rubanerie de soie et de bourre de soie.....	11.5
Fromages de gruyère et autres.....	10.5
Horlogerie .....	6.4
Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....	4.6
Orfèvrerie et bijouterie d'or, de platine ou d'argent.	4.4
Machines et mécaniques.....	3.7
Fils de toute sorte .....	3.5
Peaux et pelleteries brutes.....	2.6
Viandes fraîches de bœuf.....	1.8
Soies grèges, soies ouvrées ou moulinées et bourre de soie.....	1.8
	<hr/>
	53.8

Total des importations de Suisse en France : 75.4

Proportion des dix articles ci-dessus : 71 p. 100.

## Exportations de France.

	En millions de francs.
—	—
Soies grèges, soies moulinées, et bourre de soie...	41.1
Vins.....	8.3
Tissus, passementerie et rubanerie de soie et de bourre de soie.....	8.1
Tissus passementerie et rubanerie de laine.....	5.6
Cuivre pur ou allié, battu, laminé ou filé.....	5.5
Bestiaux .....	4.3
Outils et ouvrages en métaux.....	4.1
Houille crue et carbonisée.....	3.8
Horlogerie.....	3.7
Sucres bruts, sucres raffinés et vergeoises. ....	3.7
	<hr/>
	91.2

Total des exportations de France en Suisse : 179.9.

Proportion des articles ci-dessus : 50 p. 100.

ESPAGNE

Importations en France.

	En millions de francs.
Vins.....	171.7
Plomb en masses brutes et minéral.....	21.7
Laines et déchets de laine.....	20.2
Fruits de table frais, secs ou tapés et fruits confits.	12.8
Peaux et pelleteries brutes.....	6.9
Bestiaux.....	6.0
Poissons frais, secs ou salés, homards et langoustes.	4.2
Bêtes de somme.....	3.9
Zinc en masses brutes et minéral.....	3.5
Minéral de fer.....	5.5
	<hr/>
	244.4

Total des importations d'Espagne en France, 28 : 7,9.

Proportion des dix articles ci-dessus : 85 p. 100.

Exportations de France.

	En millions de francs.
Tissus, passementerie et rubanerie de soie.....	5.6
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	5.5
Bois communs.....	4.8
Produits chimiques.....	4.7
Laines et déchets de laine.....	4.7
Tabletterie, éventails, brosserie, boutons et bimbelo- terie.....	4.6
Meubles et ouvrages en bois.....	4.6
Outils et ouvrages en métaux.....	4.3
Poissons frais, secs, salés ou conservés.....	3.8
Machines et mécaniques.....	3.3
	<hr/>
	45.9

Total des exportations de France en Espagne : 100.3.

Proportion des dix articles ci-dessus : 45 p. 100.

# ETATS-UNIS

*Importations en France.*

*Exportations de France.*

## DEUX PÉRIODES DU COMMERCE DE LA FRANCE

23

		En millions de francs.	En millions de francs.
		—	—
Coton en laine.....	Tissus, passementerie et rubanerie de soie et de boudre de soie.....	121.1	48.8
Cuivre pur de première fusion .....	Tissus, passementerie et rubanerie de laine . ....	23.5	25.7
Huiles de pétrole et de schiste brutes, raffinées et essences .....	Plumes de parure.....	27.3	18.5
Céréales (grains et farines).....	Ouvrages en peau, gants.....	186	12.8
Graisses animales autres que de poisson.....	Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....	17.5	10.5
Tabac en feuilles ou en côtes.....	Vins .....	13.8	10.5
Café.....	Fleurs artificielles.....	12.4	8.0
Huiles fines pures de coton, etc.....	Poteries, verres et cristaux.....	10.1	7.4
Bois communs.....	Vêtements confectionnés et pièces de lingerie cousues. Tabletterie, bimbelerie.....	9.8	5.8
Peaux et pelleteries brutes.....		9.1	
		<hr/>	<hr/>
		262.2	149.0

Total des importations des Etats-Unis en France : 313.7.

Total des exportations de France aux Etats-Unis : 224.7.

Proportion des dix articles ci-dessus : 85 p. 100.

Proportion des dix articles ci-dessus : 66 p. 100.

*Moyenne annuelle*

**1479.2    675.2    971.3    612.0    541.0    319.5    328.9**

1892....	1557.4	692.8	890.0	773.6	412.7	265.0	319.9
1893....	1453.2	659.4	897.9	522.0	324.0	279.7	247.7
1894....	1393.1	634.9	849.9	512.8	283.4	219.7	196.5
1895....	1495.6	644.8	784.9	571.9	321.7	248.9	230.5
1896....	1541.2	647.6	783.4	538.5	388.2	212.1	255.3
Total..	<b>7440.5</b>	<b>3278.7</b>	<b>4206.1</b>	<b>2918.8</b>	<b>1730.0</b>	<b>1255.4</b>	<b>1249.9</b>

*Moyenne annuelle*

**1488.1    665.7    841.2    583.7    346.0    251.0    249.9**

Je crois utile de donner ce mouvement, année par année, en séparant les importations et les exportations.

*D'Angleterre en France et de France en Angleterre.*

En millions de francs.

Importations. Exportations.			Importations. Exportations.		
1887.....	475.7	819.6	1892.....	530.1	1.027.3
1888.....	528.8	863.6	1893.....	491.9	961.4
1889.....	537.6	996.2	1894.....	480.2	912.9
1890.....	626.9	1.026.2	1895.....	496.0	999.6
1891.....	588.9	1.012.7	1896.....	510.6	1.030.6
Total....	<b>2.724.9</b>	<b>4.718.3</b>	Total....	<b>2.508.8</b>	<b>4.931.7</b>
Moyenne annuelle.	<b>544.9</b>	<b>943.6</b>	Moyenne annuelle.	<b>501.5</b>	<b>986.3</b>

*De Belgique en France et de France en Belgique.*

Importations. Exportations.			Importations. Exportations.		
1887.....	413.9	480.6	1892.....	387.8	502.1
1888.....	419.0	472.5	1893.....	393.0	501.9
1889.....	474.9	570.7	1894.....	371.9	478.0
1890.....	500.5	537.6	1895.....	288.1	496.8
1891.....	486.6	500.3	1896.....	282.0	501.4
Total....	<b>2.294.9</b>	<b>2.561.7</b>	Total....	<b>1.722.8</b>	<b>2.483.2</b>
Moyenne annuelle.	<b>458.9</b>	<b>512.3</b>	Moyenne annuelle.	<b>344.5</b>	<b>496.6</b>

*Allemagne.*

Importations. Exportations.			Importations. Exportations.		
1887.....	321.9	316.2	1892.....	337.4	355.4
1888.....	332.6	308.2	1893.....	323.1	336.3
1889.....	338.4	341.9	1894.....	310.3	324.6
1890.....	351.0	311.6	1895.....	310.2	333.8
1891.....	366.6	364.1	1896.....	307.9	333.7
Total....	<b>1.710.5</b>	<b>1.672.0</b>	Total....	<b>1.588.9</b>	<b>1.689.8</b>
Moyenne annuelle.	<b>342.1</b>	<b>334.4</b>	Moyenne annuelle.	<b>317.5</b>	<b>337.9</b>



*Etats-Unis.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations
1887.....	325	271.3	1892.....	533.5	240 1
1888.....	247.9	255.7	1893.....	317.1	204 9
1889.....	306.8	273.5	1894.....	327.0	185.8
1890.. ..	317.4	323.8	1895.....	283.2	288.7
1891.....	486.3	247.6	1896.....	313.8	224.7
<b>Total....</b>	<b>1.683.4</b>	<b>1.376.9</b>	<b>Total....</b>	<b>1.774.6</b>	<b>1.144.2</b>
<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>336.6</b>	<b>275.3</b>	<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>354.9</b>	<b>228.8</b>

*Espagne.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportation
1887.....	356.7	149.3	1892.....	278.1	134.6
1888.....	378.3	172.1	1893.....	210.1	113.8
1889.....	355.4	194.5	1894.....	174.7	108.7
1890.....	353.8	152.6	1895.....	213.0	108.7
1891.....	411.6	181.1	1896.....	287.9	100.3
<b>Total....</b>	<b>1.855.8</b>	<b>849.6</b>	<b>Total....</b>	<b>1.163.9</b>	<b>566.1</b>
<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>371.1</b>	<b>169.9</b>	<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>232.7</b>	<b>113.2</b>

*Italie.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	307.7	192.1	1892.....	132.4	132.6
1888.....	181.2	119.4	1893.....	151.3	128.4
1889.....	133.6	143.8	1894.....	121.6	98.1
1890.....	121.9	149.9	1895.....	114.6	134.3
1891.....	123.6	125.5	1896.....	126.9	115.2
<b>Total....</b>	<b>368.0</b>	<b>729.7</b>	<b>Total....</b>	<b>646.8</b>	<b>808.6</b>
<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>173.6</b>	<b>145.9</b>	<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>129.3</b>	<b>121.7</b>

*Suisse.*

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1887.....	104.9	216.6	1892.....	92.0	227.9
1888.....	97.2	209.1	1893.....	74.9	172.8
1889.....	101.5	230.5	1894.....	66.6	129.9
1890.....	104.2	242.8	1895.....	67 3	163.2
1891.....	103.4	234.8	1896.....	75.4	179.9
<b>Total....</b>	<b>511.1</b>	<b>1.133.8</b>	<b>Total....</b>	<b>376.2</b>	<b>873.6</b>
<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>102.2</b>	<b>226.7</b>	<b>Moyenne annuelle.</b>	<b>75.2</b>	<b>174.7</b>

C'est avec l'Angleterre, la nation la plus riche, que la part de nos exportations est la plus grande relativement à nos importations ; nous exportons **71 p. 100** en Angleterre quand nous importons **29 p. 100** ; ou autrement nous exportons pour plus de **2 francs** de



ANGLETERRE

Importations en France.

	En millions de francs.
	—
Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....	12.7
Wouille crue.....	72.1
Laines et déchets de laine.....	53.9
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	31.5
Machines et mécaniques.....	27.6
Produits chimiques (y compris les engrais chimiques)	25.1
Jute brut en brins, tordu et étoupe.....	15.6
Fils de laine.....	12.8
Tissus, passementerie, rubanerie de soie et de bourre de soie.....	11.4
Plumies de parure.....	12.9
	<hr/> 275.6

Total des importations d'Angleterre en France : 511.10.

Proportion des dix articles ci-dessus : 53 p. 100.

Exportations de France.

	En millions de francs.
	—
Tissus, passementerie et rubanerie de soie et de bourre de soie.....	128.5
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	136.9
Vins.....	77.1
Beurre frais et salé.....	56.8
Modes et fleurs artificielles.....	48.9
Ouvrages en peau ou en cuir et pelleteries préparées	39.3
Bois communs.....	29.9
Sucres bruts.....	27.6
Eaux-de-vie, esprits et liqueurs.....	27.0
Bimbeloterie... ..	27.0
	<hr/> 599.0

Total des exportations de France en Angleterre : 1.033.2.

Proportion des dix articles ci-dessus : 57 p. 100.

BELGIQUE

Importations en France.

	En millions de francs.
	—
Houille crue .....	61.7
Laines et déchets de laine.....	13.7
Houille carbonisée (coke).....	11.6
Beurre frais et salé.....	10.8
Zinc (non compris le minéral).....	10.6
Matériaux .....	8.6
Machines et mécaniques.....	7.2
Poteries, faïences et porcelaines .....	6.7
Papiers, cartons, livres et gravures.....	6.5
Produits chimiques (non compris les superphosphates de chaux) .....	6.1
	<hr/>
	143.5

Total des importations de Belgique en France : 282.0.  
Proportion des dix articles ci-dessus : 50 pour 100.

Exportations de France.

	En millions de francs.
	—
Laines et déchets de laine.....	88.6
Vins.....	88.6
Tissus, passementerie et rubannerie de laine.....	21.3
Produits chimiques.....	18.0
Tissus, passementerie et rubannerie de coton.....	17.9
Fils de toute sorte.....	16.2
Peaux et pelleteries brutes. ....	14.0
Machines et mécaniques .....	13.8
Fonte, fer et acier (Machefer et minéral compris).	13.4
Tabletterie, bimbeloterie, broserie, lorgnettes, éven- tails, boutons.....	18.2
	<hr/>
	258.0

Total des exportations de France en Belgique : 501.3.  
Proportion des dix articles ci-dessus : 51 pour 100.

# ALLEMAGNE

*Importations en France.*

	En millions de francs.
	—
Houille crue et carbonisée.....	27.8
Produits chimiques.....	20.7
Machines et mécaniques.....	16.9
Tissus, passementerie et rubanerie de coton .....	14.2
Peaux et pelleteries brutes.....	10.8
Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	10.4
Poterie, verres et cristaux.....	11.1
Minerais de toute sorte .....	12.8
Papiers, cartons, livres et gravures.....	11.1
Outils et ouvrages en métaux.....	10.0
	<hr/>
	145.8

Total des importations d'Allemagne en France : 307.8.

Proportion des dix articles ci-dessus : 47 p. 100.

*Exportations de France.*

	En millions de francs.
	—
Vins.....	24.2
Peaux et pelleteries brutes.....	23 0
Tissus, passementerie, rubanerie de soie et de bourre de soie.....	18.3
Laines et déchets de laine.....	17.5
Vêtements et lingerie....	15.9
Coton en laine .....	13.9
Fils de toute sorte.....	9.8
Peaux préparées.....	9.2
Tourteaux de graines oléagineuses.....	7.0
Tissus, passementerie, rubanerie de laine.....	7.0
	<hr/>
	145.8

Total des exportations de France en Allemagne : 339.6.

Proportion des dix articles ci-dessus : 42 p. 100.

## ESPAGNE

*Importations en France.**Exportations de France.*

	En millions de francs.	En millions de francs.
Vins.....	171.7	—
Plomb en masses brutes et minéral.....	21.7	Tissus, passementerie et rubanerie de soie..... 5.6
Laines et déchets de laine.....	20.2	Tissus, passementerie et rubanerie de laine..... 5.5
Fruits de table frais, secs ou tapés et fruits confits. 12.8		Bois communs..... 4.8
Peaux et pelleteries brutes.....	6.9	Produits chiniques..... 4.7
Bestiaux.....	6.0	Laines et déchets de laine..... 4.7
Poissons frais, secs ou salés, homards et langoustes. 4.2		Tabletterie, éventails, brosserie, boutons et bimbelo- terie..... 4.6
Bêtes de somme.....	3.9	Meubles et ouvrages en bois..... 4.6
Zinc en masses brutes et minéral.....	3.5	Outils et ouvrages en métaux..... 4.3
Minéral de fer.....	5.5	Poissons frais, secs, salés ou conservés..... 3.8
	<hr/> 244.4	Machines et mécaniques..... 3.3
		<hr/> 45.9

Total des importations d'Espagne en France, 28 : 7,9.

Total des exportations de France en Espagne : 100.3.

Proportion des dix articles ci-dessus : 85 p. 100.

Proportion des dix articles ci-dessus : 45 p. 100.

# SUISSE

## Importations en France.

	En millions de francs.
—	—
Tissus, passementerie, rubanerie de soie et de bourre de soie .....	11.5
Fromages de gruyère et autres.....	10.5
Horlogerie .....	6.4
Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....	4.6
Orfèvrerie et bijouterie d'or, de platine ou d'argent.	4.4
Machines et mécaniques.....	3.7
Fils de toute sorte .....	3.5
Peaux et pelleteries brutes.....	2.6
Viandes fraîches de bœuf.....	1.8
Soies grèges, soies ouvrées ou moulinées et bourre de soie.....	1.8
	<hr/>
	53.8

Total des importations de Suisse en France : 75.4

Proportion des dix articles ci-dessus : 71 p. 100.

## Exportations de France.

	En millions de francs.
—	—
Soies grèges, soies moulinées, et bourre de soie...	44.1
Vins.....	8.3
Tissus, passementerie et rubanerie de soie et de bourre de soie.....	8.1
Tissus passementerie et rubanerie de laine.....	5.6
Cuivre pur ou allié, battu, laminé ou filé.....	5.5
Bestiaux .....	4.3
Outils et ouvrages en métaux.....	4.1
Houille crue et carbonisée.....	3.8
Horlogerie.....	3.7
Sucres bruts, sucres raffinés et vergeoises. ....	3.7
	<hr/>
	91.2

Total des exportations de France en Suisse : 179.9.

Proportion des articles ci-dessus : 50 p. 100.

ITALIE

<i>Importations en France.</i>		<i>Exportations de France.</i>	
En millions de francs.		En millions de francs.	
—		—	
Soies et bourre de soie.....	36.8	Soies et bourre de soie.....	31.5
Chanvre.....	10.3	Tissus, passementerie et rubanerie de laine.....	5.5
Soufre non épuré (mineral compris).....	6.7	Laines et déchets de laine.....	3.3
Huile d'olive .....	4.2	Produits chimiques.....	3.1
Beurre frais, fondu ou salé .....	4.1	Poissons frais, salés ou autrement préparés..	3.0
Laines en masse.....	3.7	Peaux et pelleteries ouvrées.....	2.9
Poteries, verres et cristaux.....	3.5	Œufs de vers à soie.....	2.7
Zinc, mineral.....	3.3	Coton en laine.....	2.5
Bêtes de somme.....	2.8	Peaux et pelleteries brutes.....	2.2
Espèces médicinales.....	2.8	Eventails, broserie, boutons et bimbeloterie.....	2.2
<hr/>		<hr/>	
77.1		58.9	

Total des importations d'Italie en France : 113.7.

Total des exportations de France en Italie : 83.6.

Proportion des dix articles ci-dessus : 65 p. 100.

Proportion des dix articles ci-dessus : 70 p. 100.



# ETATS-UNIS

*Importations en France.*

	En millions de francs.
Coton en laine.....	121.1
Cuivre pur de première fusion .....	23.5
Huiles de pétrole et de schiste brutes, raffinées et essences .....	21.3
Céréales (grains et farines).....	186
Graisses animales autres que de poisson.....	17.5
Tabac en feuilles ou en côtes.....	13.8
Café.....	12.4
Huiles fines pures de coton, etc.....	10.1
Bois communs.....	9.8
Peaux et pelleteries brutes.....	9.1
	<hr/>
	262.2

Total des importations des Etats-Unis en France : 313.7.

Proportion des dix articles ci-dessus : 85 p. 100.

*Exportations de France.*

	En millions de francs.
Tissus, passementerie et rubanerie de soie et de bourre de soie.....	43.8
Tissus, passementerie et rubanerie de laine . ....	25.7
Plumes de parure.....	18.5
Ouvrages en peau, gants.....	12.8
Tissus, passementerie et rubanerie de coton.....	10.5
Vins.....	10.5
Fleurs artificielles.....	8.0
Poteries, verres et cristaux .....	7.4
Vêtements confectionnés et pièces de lingerie cousues. Tabletterie, bimbelerie.....	5.8
	<hr/>
	149.0

Total des exportations de France aux Etats-Unis : 224.7.

Proportion des dix articles ci-dessus : 66 p. 100.









tableau suivant donne l'indication des fromages, des vins, des eaux-de-vie, de la tabletterie, des vêtements et lingerie que nous importons et exportons :

Importations.		Exportations.		
Quantités en mil- lions de kilogr.	Quantités en mil- lions de francs.	Quantités en mil- lions de kilogr.	Quantités en mil- lions de francs.	Différences.
<i>Fromages</i>				
15.3	22.6	58	8.5	14.1
<i>Vins</i>				
8.4	293.8	1.7	212.2	51.5
<i>Eaux-de-vie de toute sorte</i>				
1	11	2	42.3	31.2
<i>Tabletterie, bimbeloterie, lorgnettes, brosserie, éventails, boutons, corsets, buscs</i>				
1.4	9.4	14.5	129.4	119.9
<i>Vêtements et lingerie.</i>				
3	6.5	2.4	98.8	92.2

Mais ce ne sont pas les mêmes vins que nous achetons et que nous vendons, et nous ne les achetons pas et nous ne les vendons pas aux mêmes.

Les vins ordinaires en futailles que nous importons sont évalués à 0 fr. 30 le litre et ceux que nous exportons à 0 fr. 60 ; en bouteilles respectivement à 0 fr. 50 et à 1 fr. 25 ; et les vins de la Gironde à 2 francs ; le vins de Champagne à 5 francs quand ils sont destinés à l'Angleterre, à la Russie et aux Etats-Unis et à 4 francs quand ils sont destinés à la Belgique et à l'Allemagne. Les vins de liqueur en futailles valent 1 franc à l'importation et 1 fr. 35 à l'exportation ; en bouteilles 1 fr. 20 et 1 fr. 65.

Les eaux-de-vie de vin que nous importons sont évaluées à 0 fr. 75 ; celles que nous exportons en Angleterre, 3 francs ; en Amérique, 1 fr. 50. Des objets portent la même rubrique : ce ne sont pas les mêmes, comme le prouvent les différences d'évaluation établies par la commission des valeurs de douane à l'entrée et à la sortie.

« Draps, casimirs et autres tissus croisés, foulés et drapés, en laine pure et mélangée. » Dans cette rubrique les objets importés sont évalués à 7 fr. 75 le kilo et les objets exportés à 12 fr. 50. Les étoffes de pure laine pour ameublement sont évaluées 5 francs à l'entrée, 8 fr. 45 à la sortie : les mérinos 5 fr. 75 et 6 fr. 75 ; les tapis persans, indiens ou imitation à 8 francs et à 14 francs ; les tapis turcs et imitation à 6 francs et à 14 francs ; les tapis unis ou imprimés à 3 fr. 20 et à 5 fr. 15.

Les dentelles et guipures sont évaluées 15 francs à l'entrée,



sentait **74 p. 100** de notre commerce total. La part proportionnelle de notre commerce avec les colonies et les pays de protectorat est pendant les mêmes périodes de

	Importation.	Exportation.	Proportion pour 100.	
			Import.	Exportat.
1882-1886.....	242	226	5.	6.
1887-1891.....	325	261	7.	7.
1892-1896.....	368	315	9.	9.

En chiffres ronds, on peut dire que notre commerce avec nos colonies et nos protectorats représente **10 p. 100** de notre commerce total.

J'ai toujours dit que c'était une chose de se lancer dans une entreprise coloniale et une autre chose de l'abandonner. Maintenant, les entreprises coloniales sont faites, j'espère qu'elles sont finies. Il s'agit d'en tirer parti. Mais si on compare les dépenses que la métropole y consacre et les sommes que représentent les affaires commerciales, on constatera que la plus grande partie de ce mouvement commercial n'est qu'un rendu pour un prêté. C'est une question qui mérite d'être traitée à part. Je la signale seulement, pour montrer les illusions de ceux qui croient que le Soudan est prêt à remplacer pour nous le marché anglais ou seulement le marché belge.

## IX

### LE FARDEAU DU PROTECTIONNISME

Nul ne contestera que le *pouvoir d'achat du contribuable est diminué en proportion de la somme d'impôts* qu'il est obligé de payer.

M. A. J. Wilson, dans *l'Investor's review* (mars 1897), a comparé les dépenses actuelles de la dette et de l'armement de divers États en 1870 à ce qu'elles sont actuellement, et a montré l'énorme accroissement de ce gaspillage d'hommes et de capitaux. Et il disait : « Supposons que la ligne des dépenses militaires et navales soit restée au niveau où elle était en 1869 ; que les dettes qu'elles ont provoquées n'aient pas augmenté, pas une de ces nations n'aurait pensé à établir un tarif de douane contre ses voisines. Toute l'Europe pourrait jouir d'une liberté d'échange égale à celle qui existe entre les États qui forment les États-Unis. »

Si l'argument de M. Wilson était complètement exact, les citoyens des États-Unis devraient être exempts de la maladie protectionniste, et ils viennent une fois de plus de nous prouver qu'ils en sont profondément atteints.















dit M. Arthur Raffalovich <sup>1</sup>, a été mis en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1892. En voici les conséquences :

	Exportations d'Allemagne en Autriche- Hongrie.	Exportations d'Autriche- Hongrie en Allemagne.
	— Millions de florins. —	
1892 .....	229	355
1893.....	245	377
1894.....	257	387
1895.....	257	350
1896.....	256	367

L'importation des marchandises allemandes, ayant bénéficié de réductions de tarif, a progressé de 687 p. 100 entre 1891 et 1895 (de 8 à 62 millions de florins). L'exportation des céréales d'Autriche-Hongrie a diminué; d'autre part, les marchandises autrichiennes, qui ont été l'objet d'abaissements de tarifs, entrent en plus grande quantité en Allemagne.

Voilà des faits dont nos hommes d'État même protectionnistes devraient tenir compte. Si nous, économistes, nous ne pouvons espérer d'ici longtemps que l'État remplisse son principal devoir économique, tel que le définissait M. G. de Molinari : « maintenir le milieu libre », nous réclamons, au moins, comme transaction, le retour au régime des traités de commerce. Il nous semble que la France n'a pas eu à se plaindre d'avoir repris ses relations avec la Suisse. Pourquoi ne les reprendrait-elle pas avec l'Italie et ne reviendrait-elle pas à un régime qui, pendant vingt ans, a contribué si efficacement à son développement économique?

YVES GUYOT.

---

<sup>1</sup> *Journal des Débats* du 20 septembre 1897.

---

## REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

---

**SOMMAIRE :** *Journal of the R. stat. Society* de Londres. L'agriculture dans le comté d'Essex. — Les caisses d'épargne. — La clôture des champs, mouvement d'arrêt. = *The Economist*. L'éloquence à l'heure. — Le bill sur les accidents industriels. — L'industrie des vélocipèdes. — L'agriculture et le bimétallisme. = *The Economic Journal*. Divers. — L'incidence des impôts en Irlande. Un grand nombre d'impôts légers se répartissent plus également qu'un petit nombre de lourdes taxes. = *The Economic Review*. La faillite de la coopération en Angleterre, elle n'y a pas rempli ses trois missions. — Encore l'individu et l'État. Contradictions. *The quarterly Journal of Economics*. Les trois périodes de la science. — La supériorité du travail intellectuel sur le travail manuel. = *The Journal of Political Economy* de Chicago. Le papier-monnaie vend souvent l'année future pour la minute présente. — Les chèques en circulation. = Les origines lointaines de la prospérité anglaise. — Divers. = *The Yale Review*. Les extravagances du parlement américain. — Le vote de dépenses indéterminées. — Les effets du manque de contrôle. = *The immigration question*, par M. Senner. = *Jahrbücher der Nationalökonomie*. Statistique de la population dans la Grèce antique. — Quel enseignement peut-on tirer de la statistique des grèves? — La théorie d'une science historique collectiviste. — Divers. = *Zeitschrift*, etc. (Revue des sciences politiques). L'État et son sol. — Le travail à domicile. — Le vélocipède. = *Archiv. für Sociale Gesetzgebung* (Archives de législation sociale). Le travail à domicile et les intermédiaires (gens calomniés). = L'organisation du Crédit Foncier en Allemagne, par M. F. Hecht. = *Allgemeines Staatsrecht* (droit politique général), par M. Louis Gumplowicz. = Les finances des États de l'Union américaine du Nord, par M. Bogart. = Les emprunts communaux en Prusse, par M. Kähler. = *Magisterium und Fraternitas* (origine des corporations des arts et métiers), par M. Rod. Eberstadt. = La question de l'étalon monétaire aux États-Unis, par M. Max Prager. = Critiques du bimétallisme, par Otto Heyer. = L'histoire du concept de l'évolution, par M. Mariupolsky. = L'idée de valeur, un dogme mystérieux, par M. Fr. Gotth. = Contributions à la logique de l'économie sociale, par M. Alfred Wenzel. = *L'Economista* de Florence. Les progrès de ces soixante der-





l'État surveille les caisses d'épargne, mais il leur permet les emplois de fonds les plus variés, elles peuvent même utiliser une bonne partie de leurs dépôts comme capitaux mis à la disposition du crédit. Les caisses d'épargne alimentent même nombre de banques rurales et rendent ainsi de signalés services<sup>1</sup>.

Le travail de Sir Robert Hunter sur la clôture des champs est très intéressant. Il raconte, à grands traits, l'histoire de ce mouvement de clôture qui détruisit peu à peu la moyenne et la petite propriété rurale en Angleterre, multiplia les grandes fermes, et forma même des *latifundia*. Depuis le milieu du siècle présent, une réaction contre ce mouvement a surgi, mais a-t-elle une grande portée ? En tout cas, on ne saurait lui dénier toute importance.

---

*The Economist*, de Londres. Nous avons le grand embarras du choix, aussi nous bornerons-nous à quelques courtes notes. Numéro du 15 mai. L'article sur l'éloquence parlementaire que nous y trouvons pourrait s'appliquer à beaucoup de pays autres que l'Angleterre. L'éloquence semble se mesurer à l'heure : aussi, un certain socialiste qui a eu besoin de trois séances pour débiter ses élucubrations passe-t-il pour un grand orateur. Il ne suffit plus, dans un parlement, de dire simplement quelques bonnes vérités pour faire de l'effet, il faut faire un discours en règle ; il n'y a pas de discussion, il y a une série de discours. Et il n'est pas nécessaire, du reste, d'être dans le vrai pour être éloquent, ce sont les mots et non les pensées qui font l'éloquence. (Je ne l'admets pas pour ma part, mais le public se contente de mots sonores).

Le numéro du 22 mai nous apprend que le bill sur les accidents industriels a passé à la chambre des communes. Nous n'avons pas encore vu la loi, mais nous savons que le principe de la responsabilité professionnelle a été adopté. Le gouvernement ne s'est chargé d'aucune garantie. La loi ne s'applique encore qu'à un petit nombre d'industries, mais il faut un commencement à tout. Nous ne savons pas encore si le bill a spécifié le taux des indemnités, comme en Allemagne, s'il y a des maxima modérés, ou si le montant des indemnités ou des pensions à payer aux victimes des accidents est fixé par des juges.

---

<sup>1</sup> Une récente loi française permet aux caisses d'épargne certains emplois de leurs fonds.



Or, il résulte de ce procédé que les inégalités produites par l'incidence des impôts s'aggravent. Arthur Young, qui était remarquable pour son bon sens, disait : Si, pour percevoir une somme donnée, on établit un grand nombre de taxes, on peut être presque certain qu'elles se répartiront également sur les différents contribuables. Un bon système de taxation se compose d'un grand nombre d'impôts légers. Quand les contributions sont simples et peu nombreuses, elles sont lourdes en proportion. C'est un système à éviter.

L'opinion d'A. Young a été citée en 1857 par Sir Georges Cornwall Lewis, alors chancelier de l'Echiquier. Mais il avait contre lui la pratique usuelle depuis une série d'années et un formidable adversaire, M. Gladstone. Je n'ai jamais tenu pour infailible cet homme d'État célèbre — qui était d'ailleurs secondé alors par Sir Robert Peel — quoique la suppression de « l'impôt sur la lumière, l'impôt sur la propreté, l'impôt sur le déjeuner, etc. », avait quelque chose de séduisant et devait éblouir bien des imaginations, seulement M. Gladstone était très accessible à des idées utopiques. Le système qui régnait au milieu de notre siècle était la *liberal Middle Class financial Policy*, elle était facile à défendre par la théorie — et surtout par l'éloquence — mais était-elle suffisamment terre à terre pour s'adapter en tout cas à la nature des choses ?

L'article de M. B. Hollande rappelle que les impôts modernes sont surtout demandés aux revenus et aux héritages qui dépassent 100 livres sterling, à des taxes sur les affaires et à des droits sur la bière, les spiritueux, le tabac, le vin, le thé et d'autres denrées moins importants. Il trouve que l'impôt pèse trop lourdement sur la plupart d'elles et notamment sur les spiritueux et le tabac. Dans ces deux cas là, spécialement, je ne suis pas de l'avis de l'auteur. Ce sont des consommations nuisibles, très nuisibles même, et il est permis de réagir contre elles. L'impôt est peut-être le moyen le plus doux de le faire.

---

*The Economic Review*, revue trimestrielle publiée par la branche oxfordienne de l'Union chrétienne sociale (Londres, Rivington, Percival et C. juillet 1897). La pieuse revue se lamente de voir le principe de la coopération faire faillite à Londres avec éclat. L'objet de la coopération, nous apprend la *Economic Review*, était de réaliser trois points ; 1° De faire cesser les gros bénéfices des marchands et de procurer aux membres de la société les







Le 54<sup>e</sup> Congrès s'ouvre par un discours motivé du Président, invitant le Congrès à pratiquer la plus stricte économie. Un mois après, un rapport du comité des Voies et Moyens constate que le budget est « grievously » en déficit et propose des impôts pour augmenter les revenus. On insiste de différents côtés sur la nécessité de retrancher des dépenses et de n'en voter aucune nouvelle « ni pont, ni port, ni monument public..., pas même un couteau à papier ». Le temps se passe, le Congrès touche à la fin de ses pouvoirs, et pas un bill destiné à augmenter le revenu n'est devenu loi, tandis que des lois autorisant de nouvelles dépenses — pour un ensemble supérieur au montant du budget — ont passé sans la moindre difficulté. En additionnant ces nouvelles dépenses, on a été péniblement impressionné de voir qu'elles s'élevaient à la somme de 515 millions de dollars, plus de 2.600 millions de francs ! L'auteur insiste avec éloquence sur les abus signalés, ce qui, dans l'espèce, n'est pas difficile.

Il recherche ensuite les causes particulières du phénomène, et il signale surtout les suivantes : 1<sup>o</sup> L'usage des appropriations permanentes et indéfinies se multiplie. Par exemple : le Congrès décide une fois pour toutes qu'on payera les dettes. Voilà une dépense permanente et d'un chiffre indéterminé, puisque le montant de la dette varie. De même pour l'amortissement, pour l'entretien de la milice, pour les frais de perception, etc., etc. Le 52<sup>e</sup> Congrès a voulu avoir le cœur net sur la valeur de ces *etc.*, il les a comptés et a trouvé qu'à côté du budget 185 lois spéciales de « permanent appropriations » tiraient ainsi des fonds du Trésor. Mais il y a des lois et des lois.

2<sup>o</sup> Le contrôle des dépenses est de plus en plus affaibli, comme le montre l'auteur, en expliquant les différents procédés en usage sur ce point depuis une série d'années. — La 3<sup>e</sup> cause citée par l'auteur, c'est que le président du comité des appropriations (commission du budget) a, depuis que M. Randall ne l'est plus, perdu toute influence. Il est curieux qu'un seul homme ait pu obtenir une pareille influence, et qu'on désespère de trouver un moyen sérieux de protéger le Trésor. « Quel remède peut-on employer ? demande l'auteur. « Nous sommes obligés de penser, comme M. John Morley, que dans la pratique politique, les moyens sont généralement des pis-aller, le choix du moindre mal (exactement : *choice between blunders*). »

---

*The Immigration Question*, par J. H. Senner, travail publié à











































Ce sont là, je crois, des sujets de discussion pour les saisons qui fournissent peu de sujets aux journaux.

Dans le numéro du 22 juillet, il est question d'organiser trois expéditions, dirigées par M. F. W. Putnam, Directeur du Musée américain (ou musée américaniste) de New-York, et ayant pour but d'étudier les peuplades indigènes habitant sur le Pacifique septentrional, entre le fleuve Amour (Sibérie) en Asie et la Colombie (Alaska) en Amérique. Il s'agit surtout de découvrir les rapports qui peuvent avoir existé entre les habitants primitifs des deux continents.

---

*El concepto de Organismo social* (l'idée de l'organisme social) par M. le professeur V. Santamaria de Peredes. (Madrid, Fernando Fe, 1896). L'auteur voit dans l'homme un organisme — un être vivant — et dans la société aussi ; mais je crois bien qu'il se sente moins convaincu relativement à ce dernier point que relativement au premier. M. le professeur Dietzel n'a-t-il pas dit (quoiqu'en d'autres termes) qu'on ne peut convaincre personne que « l'organisme » aux millions de têtes qu'on appelle société ne soit qu'UN être vivant. Du reste, M. de Peredes cherche l'unité sociale dans l'esprit, dans l'idée qui domine la société..... et nous serions de son avis, si nous ne voyions pas tant d'esprits, tant d'idées contradictoires se battre avec acharnement dans les sociétés pour la dominer chacun à son tour, sans toujours réussir, il est vrai.

MAURICE BLOCK.

# MONTESQUIEU STATISTICIEN

---

## LA POPULATION ET LES FINANCES DE L'ITALIE

au XVIII<sup>e</sup> siècle.

---

Nous avons eu occasion, il y a quelque temps, d'annoncer ici la publication des œuvres inédites de Montesquieu et de faire connaître plusieurs de ses travaux économiques, contenus dans le premier volume, qui a paru sous le titre de : *Mélanges inédits*. Deux nouveaux volumes ont récemment été offerts au public ; ce sont *les voyages*. On savait que, parmi les manuscrits conservés au château de La Brède, se trouvaient de nombreuses notes de Montesquieu sur ses voyages, mais on n'avait aucune idée de leur importance. Cette importance est très grande, Montesquieu y apparaît sous un jour nouveau, comme artiste, comme économiste, comme statisticien ; c'est du statisticien que nous allons nous occuper. Vauban avait mis la statistique en honneur. Fénelon avait provoqué les travaux remarquables des intendants sur la France à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Voltaire lui-même, tout en faisant des vers, des contes et des pamphlets, faisait de la statistique. On rencontre, dans plusieurs de ses ouvrages historiques, des statistiques qui sont encore utiles. Rien d'extraordinaire, dès lors, que Montesquieu ait aussi fait de la statistique.

Au moment où Montesquieu entreprit ses voyages, qui durèrent plus de deux ans, il avait 39 ans ; il espérait entrer, bien qu'un peu tard, dans la diplomatie. Il avait eu, à propos de son élection à l'Académie française, quelques rapports avec le cardinal de Fleury ; il s'imaginait même lui avoir plu. Le cardinal était alors tout puissant. Sous sa main économe et prudente, la France se relevait lentement des souffrances des dernières années du règne de Louis XIV et des expérimentations diplomatiques et financières de la Régence. L'Europe traversait une période de calme, favorable aux voyages et aux études politiques comparées. Mais Montesquieu s'était complètement mépris sur les intentions du cardinal à son endroit. Ce dernier avait flairé dans l'au-

teur des *lettres persanes* une sorte de libertin, un esprit indépendant, un critique réformateur, beaucoup trop pour l'ancien régime, déjà sur son déclin, et plutôt un adversaire qu'un admirateur : ce qui était exact. Montesquieu reçut donc à Presbourg, au début de ses voyages, l'avis qu'il n'était pas *persona grata* et qu'il n'entrerait pas dans le service diplomatique. Cet échec ne modifia pas ses plans. C'est probablement aux scrupules du cardinal que nous devons, pour bonne part, les considérations sur les Romains et l'Esprit des lois. Montesquieu continua d'étudier, avec soin, les Etats et les peuples qu'il visitait, à prendre des informations, des notes, et à dresser des statistiques, de même que s'il eût dû les mettre en œuvre dans des rapports d'ambassade, soit pour l'Italie, soit pour l'Allemagne et la Hollande. On trouve, par suite, dans ses notes de voyage, des renseignements précieux sur la population, les impôts, les finances, à l'époque où il les a visités, de la Hollande et des nombreux États que comprenaient alors l'Italie et l'Allemagne. Ces renseignements sont particulièrement importants en ce qui concerne l'Italie que Montesquieu a parcourue presque en entier et où il a séjourné pendant plus d'une année.

#### I. POPULATION DE L'ITALIE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.

Pour diverses raisons, le problème du peuplement ou de la formation de la population de l'Italie est des plus intéressants :

1<sup>o</sup> L'Italie ne constitue, en y comprenant la Sicile et la Sardaigne, qu'un territoire d'une étendue, relativement restreinte, de 286.389 kilomètres carrés, surtout si on le compare au territoire de la France (533.000 kilomètres carrés) à celui de l'Allemagne et à celui de l'empire Austro-Hongrois, encore plus considérables ;

2<sup>o</sup> Le sol de l'Italie, très fertile, dans certaines parties des territoires principalement dans le Nord, est au contraire, ingrat, dénudé, pauvre dans plusieurs autres ;

3<sup>o</sup> Le climat présente les mêmes oppositions. Excellent, en général, il devient malsain dans diverses régions, au point de les rendre presque inhabitables, de contraindre les populations à désertir les plaines et les vallées pour se grouper le long ou sur les crêtes des Apennins, de modifier les modes de culture et de nuire à la production.

4<sup>o</sup> En outre, le sous sol de l'Italie n'est pas riche en minerais ; il manque de charbon et de fer, ce qui limite singulièrement la puissance industrielle de l'Italie.

Néanmoins, ce territoire est habité, depuis très longtemps, par des populations très diverses, nombreuses et d'une vitalité extraordinaire. Aussi s'y est-il constitué et développé au moins cinq civilisations successives qui donnent à l'Italie une place à part dans l'histoire de l'hu-

manité et qui ont exercé une influence extraordinaire sur une grande partie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique; pendant longtemps tout le bassin méditerranéen a été italien : 1° la civilisation antéromaine, caractérisée au nord par l'époque des Etrusques et au midi par la Grande Grèce et la colonisation de la Sicile; 2° la civilisation romaine plus brillante, plus grandiose dans les premiers temps, mais désastreuse dans les derniers; 3° la civilisation du Moyen-âge, non moins remarquable que la civilisation romaine, plus originale, plus durable, plus européenne, avec laquelle l'Italie, après avoir eu sous Rome le sceptre des armes et du gouvernement, devient le centre du commerce, de la navigation, des arts et de la richesse; 4° la civilisation de la Renaissance qui se prolonge de la fin du xv<sup>e</sup> au milieu du xix<sup>e</sup> siècle. Durant cette époque l'Italie perd son indépendance politique, mais elle demeure un foyer supérieur pour les arts, les sciences, les lettres, la richesse et la facilité de l'existence, c'est l'Italie que Montaigne et Montesquieu ont visitée, connue, décrite; 5° la civilisation contemporaine : l'Italie refait son unité, reconquiert son indépendance; elle accomplit des progrès accusés par un développement considérable de sa population.

A chacune de ces civilisations paraît avoir correspondu une étape du peuplement de l'Italie. Sur la première, les détails statistiques font défaut; elle nous reporte au vi<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne. Toutefois, il y avait déjà en Italie, dans ces temps reculés, des groupes de population importants, principalement au centre et au midi de l'Italie<sup>1</sup>. Sur la seconde, M. Jules Beloch a donné, dans son mémoire : de la population dans le monde gréco-romain<sup>2</sup>, une évaluation approximative, à peu près identique à celle de Dureau de la Malle, 4.500.000 habitants, plus 1 million pour la Sicile et 500.000 pour la Sardaigne, ensemble 6 millions. C'est la population de l'Italie jusqu'au second siècle de l'empire. Mais alors s'ouvre une période de décadence qui a eu une durée de neuf siècles au moins. Quelle a été la population de l'Italie, pendant la belle époque des républiques italiennes? M. Beloch n'a pas donné d'évaluation; mais il admet que vers la moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à la fin de cette époque, la population de l'Italie s'élevait à 11.200.000 habitants; c'est un total relativement considérable, d'après lequel il y aurait eu, en Italie, pendant la seconde partie du

---

<sup>1</sup> La description de cette première civilisation a été faite par Micali, puis par Michelet, dans des ouvrages également importants.

<sup>2</sup> *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, 1888. Tome III par livraison.



L'Italie était donc beaucoup plus peuplée en 1728 que ne l'admettaient les personnages qui avaient renseigné Montesquieu; elle était beaucoup plus peuplée que ne l'admettait même Gibbon. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, on considérait encore comme des secrets d'Etat la connaissance de la population, des revenus, des forces de chaque nation. Il n'était pas permis de les révéler; on n'en discutait qu'avec discrétion. Vauban perdit tout crédit auprès de Louis XIV à raison des détails, non moins que des idées, que la *Dîme royale* jetait dans la circulation. On était donc porté à dissimuler les chiffres, d'autant plus que l'on redoutait de provoquer la curiosité et le zèle du fisc en faisant des déclarations sincères. L'usage constant était de tout amoindrir. En outre les impôts étaient sinon accablants, du moins très nombreux; ils appartenaient à des étrangers dans une notable partie de l'Italie. C'est sous l'influence des mêmes préoccupations que Montesquieu ramenait, en 1728, la population de la France à 18 millions d'habitants, bien qu'elle dépassât 20 millions.

Le tableau que nous avons dressé ci-dessus permet de se faire une idée de la rapidité de l'accroissement de la population de l'Italie au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle. Nous en avons établi un autre afin de donner la mesure de cette rapidité, en utilisant les chiffres présentés par M. Belloch et en prenant pour point de départ le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle (1550), moment où, selon ses calculs, la population de l'Italie était de 11.000.000 d'âmes. Les chiffres de M. Belloch ont obtenu l'approbation de M. Bodio, directeur de la Statistique du royaume d'Italie :

Années.	Population de l'Italie.	Années.	Population de l'Italie.	Différences.	Nombre d'années.	Accroissement par an.
1550.....	11.000.000	1720.....	13.200.000	2.200.000	170	12.900
1720.....	13.200.000	1770.....	16.500.000	3.300.000	50	62.000
1770.....	16.500.000	1800.....	17.200.000	700.000	30	23.300
1800.....	17.200.000	1833.....	21.200.000	4.000.000	33	121.300
1833.....	21.200.000	1850.....	23.900.000	2.700.000	17	158.600
1850.....	23.900.000	1871.....	26.800.000	2.900.000	21	138.000
1871.....	26.800.000	1881.....	28.500.000	1.700.000	11	154.500
1881.....	28.500.000	1896.....	31.200.000	2.700.000	15	801.000

On remarque tout de suite, en examinant ce tableau, l'importance et la régularité de l'accroissement au XIX<sup>e</sup> siècle. L'accroissement s'affaiblit cependant pendant la période de la révolution italienne 1850-1871. Quant au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'accroissement est tellement irrégulier qu'on peut avoir des doutes sur les éléments qui ont servi à M. Belloch pour l'établir. Le prorata d'accroissement de la seconde période aurait été quadruple du prorata de la première, puis le prorata de la troisième.



n'aurait plus été que les  $\frac{2}{3}$  de celui de la seconde, et le prorata de la quatrième se serait élevé presque au septuple de la troisième.

Nous serions donc assez portés à considérer qu'en 1720 la population de l'Italie était moins élevée que ne l'a calculé M. Belloch, à nous rapprocher du total rectifié, accusé par Montesquieu, d'après les autorités qu'il cite et à substituer pour 1770 le chiffre de 14.500.000 donné par Lalande, à celui de 16.500.000 accepté par M. Belloch. D'après ces nouvelles supputations, on pourrait réduire à 10 millions la population de l'Italie en 1550, à 12 millions en 1720 et à 14.500.000 en 1770. Les proratas d'accroissement seraient alors :

1550-1720	accroissement annuel	11.700
1720-1770	—	40.800
1770-1800	—	50.600
1800-1833	—	121.300

Les évaluations de Montesquieu n'en demeureraient pas moins inférieures à la réalité. Il s'est surtout trompé ou plutôt il a été surtout induit en erreur pour le Royaume de Naples et la Sicile. Nos supputations, fondées sur les calculs de Lalande, ont l'avantage de rétablir une certaine régularité dans l'accroissement. De 1714 à 1793, l'Italie a joui d'une paix profonde. C'est une période calme et heureuse pour sa population. C'est alors que se sont préparés les éléments qui, au siècle suivant, allaient prendre un développement si extraordinaire.

Les chiffres de la population de l'Italie en 1896 ne donnent pas une idée tout à fait complète de ce développement. Il faut y ajouter les chiffres relatifs au mouvement d'émigration de l'Italie au XIX<sup>e</sup> siècle. M. Mulhall a évalué que de 1821 à 1887, l'Italie avait fourni au courant de l'émigration européenne 3.580.000 individus, sur lesquels 1.190.000 étaient revenus en Italie, d'où 2.390.000 émigrants définitifs, auxquels il faut ajouter, pour la période 1888-1895, 1.095.988 émigrants permanents. En admettant, pour les retours, les mêmes proportions que pour la période précédente, à peu près le tiers, on arrive à un total de 3.120.689 émigrants; de sorte que, de 1800 à 1895, le nombre des italiens est passé de 21.200.000 à 34.320.659, accroissement 13 millions, soit de 66 p. 100.

En présence du lent accroissement de la population en France et en Espagne dont plusieurs éléments ethniques ont des rapports certains avec ceux de l'Italie, ces résultats ont une réelle importance. Plus anciennement civilisée que la France, l'Italie compte 108 habitants par kilomètre carré, la France seulement 72. Dans la Ligurie, la densité de la population s'élève jusqu'à 184 habitants et dans la Campanie jusqu'à 191 par kilomètre carré. Il y aurait ici à placer plus d'une réflexion sur la vitalité des races, leur décadence et leur relèvement,





aurait donné un fort élan à la statistique. En 1729 la France avait plus de 18 millions d'habitants. On peut élever ce chiffre à 21 millions. Quant au montant des impôts, Montesquieu était exactement renseigné. Le prorata fiscal de la France de 9 fr. 50<sup>1</sup> se trouvait donc, en 1720, supérieur à celui de l'Italie, mais la remarque de Montesquieu sur la différence des ressources s'appliquait à l'Italie tout entière. L'Italie n'était pas surchargée, pas plus au surplus, que la France — seulement, en Italie comme en France — les finances étaient, en général, mal gérées. Nous faisons cependant une exception pour l'administration du cardinal de Fleury qui fut réparatrice.

De même, parmi les États italiens, les rois de Sardaigne, Venise, le grand duc de Toscane dirigeaient leurs finances avec une autre prévoyance que l'empereur d'Allemagne, en Italie. Montesquieu raconte que le grand duc de Toscane faisait, tout comme aujourd'hui, des conversions. « Le grand-duc père avait des intérêts à « payer à 5 p. 100. Celui-ci a sommé de venir recevoir son argent ou « de souffrir la diminution des intérêts à 3 1/2. Quelques-uns ont pris « leur argent; les autres ont souffert la réduction, ce qui fait que « l'argent ne vaut pas davantage sur la place, et que les terres ne rap- « portent pas ces intérêts-là. » Ainsi, Montesquieu signale nettement l'influence du cours des rentes d'État sur le taux non seulement de l'intérêt, mais du revenu foncier. Il n'est pas moins judicieux à l'égard des rois de Sardaigne. Ce sont déjà des rois réformateurs, économes, s'occupant des intérêts économiques de leur royaume, très avisés, également hostiles à l'Allemagne et à la France. « On me demandait, dit « Montesquieu, pour qui se déclarerait le duc de Savoie, pour l'Empe- « reur ou la France? Il ne peut rien gagner du côté de la France. Son « ennemi naturel est donc l'Empereur. » Il ajoute dans un autre pas- sage, avec une singulière prévoyance : « Nous le rendrons maître de l'Italie, et il sera notre égal ».

Il est certain que dès 1729, c'est-à-dire cent trente ans avant Magenta et Solferino, le royaume de Sardaigne était le seul état indépendant, avec une bonne armée et de bonnes finances. Les autres s'abritaient, plus ou moins, derrière l'Empereur d'Allemagne. « L'Empereur a envi- « ron 16 à 17.000 hommes à Naples, 10 à 12.000 en Sicile; 12.000 dans « le Milanais et le Mantouan. » S'il ménageait tous les petits princes d'Italie, vis-à-vis du roi de Sardaigne, l'Empereur n'agissait que par menaces. »

Montesquieu nous donne donc, dès les premiers temps du XVIII<sup>e</sup> siècle, un tableau exact de la situation réelle de l'Italie. S'il a été induit

---

<sup>1</sup> Montesquieu trouve 11 livres 2 sols, avec 18 millions d'habitants.

en erreur par ses autorités, quant à la population, il n'en a pas moins constaté son accroissement, déjà sensible en 1729, provenant de la paix, des gouvernements modérés et des charges qui n'étaient pas excessives. Mais ces gouvernements étaient déjà placés sous la dépendance de l'Allemagne. La plupart, comme Montesquieu le dit du duc de Parme, *ne songaient qu'à bien passer leur temps*. Ils laissaient donc respirer les populations ; l'Italie n'en était pas plus malheureuse. Sa destinée ne s'en est pas moins accomplie. Les éléments, les forces, les moyens de son unification et de sa nouvelle étape dans la voie de la civilisation existaient déjà. Sous ce rapport, les voyages de Montesquieu forment un document de premier ordre. Il a mieux entrevu l'avenir de l'Italie que Lalande et que le président des Brosses. Ses notes sont pleines de vie et de génie. Montesquieu a bien compris que, sauf le roi de Sardaigne, tous ces petits souverains ou roitelets, même les républiques, n'avaient plus de souffle, et qu'un jour ou l'autre ils disparaîtraient. Rien de plus dégradés que les vieux gouvernements de Gènes et de Venise. Montesquieu représente Venise comme aux mains des courtisanes, où elles forment une armée. Gènes ne vaut guère mieux. Modène, Parme, Florence sont de belles terres, bien conduites par leurs propriétaires. Naples appartient à l'Empereur, ainsi que le Milanais. Les Etats de l'Eglise, sans liens avec les autres, s'appuient en réalité sur les mêmes forces. Par suite, pas de déploiement militaire. « Le duc de Parme a 1.900 hommes de troupes ». Montesquieu met sur la même ligne les rations pour les troupes du duc et pour ses domestiques.

Qui, en 1729, aurait pu prévoir que l'Italie, 150 ans plus tard, serait mise en état d'armer 3.456.282 hommes et de payer un budget de 1.728 millions sans mettre en ligne les taxations provinciales et locales ? Il est vrai que le budget de la France s'élève, tout compris, départements, villes et communes à 4.500 millions, et qu'on évalue ses forces militaires à 4.350.000 hommes disponibles. *Tempora mutantur*.

Sans doute : néanmoins on ne peut s'empêcher de trouver bien grande la consommation des capitaux et des sommes, et de penser que la nécessité d'y mettre un terme s'imposera à l'Europe tôt ou tard.

E. FOURNIER DE FLAIX.

---

## UNE CURIEUSE ORGANISATION INDUSTRIELLE

### AUX ÉTATS-UNIS.

---

Il y a quelque temps M. C. R. Richards publiait dans le journal *Pratt Institute Monthly*, une étude assez curieuse sur l'organisation toute particulière qui a été adoptée par une grande entreprise industrielle américaine, et qu'il désignait sous le nom assez peu précis du reste de « démocratie industrielle ». Il la montrait quelque peu sous le jour d'une organisation coopérative : à la vérité, cela ne suffirait pas pour que nous en parlions. C'est qu'en effet certaines gens, animés des meilleurs sentiments, empressons-nous de le reconnaître, s'imaginent résoudre avec la coopération tout ce qu'on nomme pompeusement problèmes sociaux ; nous croyons qu'il faut en rabattre, et que le partage des bénéfices notamment présente maintes difficultés d'application. Mais cette façon d'organiser les rapports entre le capital et le travail a du moins le grand et précieux avantage de pacifier ces rapports ; elle éclaire forcément, même les gens de parti pris, sur la nature de ces relations et elle montre la fausseté criante de cette affirmation aujourd'hui courante que les intérêts de l'un sont l'opposé des intérêts de l'autre ; elle leur prouve que le patron est intéressé à la prospérité de ses ouvriers, au bon état de leur santé morale ou physique.

Aussi bien, dans l'établissement industriel dont il va être question, s'est-on préoccupé de donner au personnel, sous différentes formes, un bien-être qui a une répercussion directe et profonde sur la valeur de la production. Nous sommes du reste en pays américain, j'entends aux États-Unis, où le développement intelligent et constant du machinisme tend précisément à enlever à l'ouvrier les besognes purement matérielles pour lui donner des occupations plus intellectuelles, et où cet ouvrier a pris des habitudes de confortables qui imposent au patron de nouvelles obligations.

L'entreprise étudiée par M. Richards se nomme la « National Cash



ment à la compagnie en diminuant les frais de production ou en perfectionnant le rendement des machines.

Naturellement, étant donné le personnel qui travaille dans ces conditions, on a adopté des salaires élevés, car avec des travailleurs intelligents (je ne dis pas consciencieux) le produit quotidien augmente quand le producteur est certain de voir son gain s'en accroître d'autant, par suite des primes accordées. En même temps que la quantité, la qualité a fait d'énormes progrès. Nous pourrions ajouter encore, au point de vue de l'organisation industrielle proprement dite, que l'on s'est efforcé de rendre le fonctionnement de l'usine aussi automatique que possible ; chaque supérieur fait les choses importantes et délègue les affaires secondaires à ses sous-ordres quand il en a, et cela afin que les facultés soient employées au mieux par suite de la spécialisation. Les employés supérieurs peuvent ainsi laisser de côté tous les détails et porter leur attention sur les points faibles en les étudiant à fond.

Je rappelais tout à l'heure cette vérité évidente et contestée seulement par les ignorants ou les gens de mauvaise foi, que le patron est intéressé à voir son ouvrier en bonne santé, parce qu'il produit plus et mieux. La « National Cash Register company » n'a point méconnu ce principe. Aussi, non seulement dans des conférences sur lesquelles j'aurai occasion de revenir, mais encore dans les colonnes du journal que publie l'établissement, on donne aux ouvriers tous les conseils nécessaires au maintien de leur santé. De plus, au milieu de la matinée et de l'après-midi, tout le personnel se livre à des exercices de gymnastique, et l'on se prépare à installer des bains où les employés pourront chaque semaine aller prendre un bain *pendant les heures de travail*.

Pour les femmes et pour les jeunes filles, qui sont particulièrement exposées aux mauvais effets de la vie d'usine, on a jugé bon de multiplier bien davantage encore les précautions et les mesures intelligentes. Tout ce personnel féminin ne prend son travail, le matin, qu'une demi-heure après les hommes, il le quitte quinze minutes plus tôt le soir, et il lui est accordé quinze minutes de repos par deux fois, à dix heures du matin et à trois heures de l'après midi. Cinq de ces quinze minutes sont consacrées à des exercices de gymnastique exécutés sous la surveillance d'un maître compétent. Chaque employée a droit à un demi congé le dimanche, et en plus à une journée entière par mois ; toutes travaillent dans des pièces propres, bien éclairées, absolument séparées des hommes, sous les ordres de contre-mâîtres du sexe féminin très soigneusement choisis. Dans les pièces de repos, elles trouvent des hamacs. L'administration leur fournit gratuitement



de fausses manches et des tabliers. On n'a pas oublié, et avec raison, la question des repas : chaque « département » a une domestique de couleur qui est chargée de préparer pour le repas de midi du café, du thé chaud, de la soupe ou d'autres aliments très nourrissants. Le coût moyen d'un *lunch* de cette sorte (qui est fourni gratuitement) est évalué en moyenne à trois *cents* (à peu près trois sous), mais comme on estime que, grâce à cette pratique commode et réconfortante, chaque femme fait quotidiennement pour cinq *cents* de travail en plus, on voit que la compagnie gagne encore à la combinaison. On a constaté que maintenant les femmes sont moins souvent malades, qu'elles travaillent mieux et avec plus de courage que quand elles devaient se borner à manger les mets froids apportés par elles.

Chaque jeune employée reçoit un ticket grâce auquel elle est admise au cours hebdomadaire de cuisine professé par la « Women's Christian Association » et au club de cette société : elle profite de tous les avantages qui en résultent. Il faut dire du reste que la Compagnie s'est imposé de ne prendre aucune jeune femme qui ne soit diplômée de l'école supérieure ; les conditions qu'offre cet établissement sont assez avantageuses pour attirer et retenir les personnes instruites et intelligentes qui y sont une fois entrées. Une autre bizarrerie ou plutôt originalité de cette usine, c'est que l'ensemble du personnel féminin élit un comité de cinq membres dit « comité des décorations », qui veille sur les jardins, les fleurs, l'ornementation interne de la fabrique et sa décoration extérieure en cas de fêtes.

Nous avons à parler d'une autre création qui est peut-être unique : c'est le cours d'instruction spéciale que suivent les voyageurs chargés de la vente, avant de partir pour leurs tournées. Chacun d'eux doit venir passer un mois à Dayton, à l'époque consacrée, et aux frais de la Compagnie. C'est une sorte de congrès d'enseignement. Durant ce mois ils suivent les leçons quotidiennes d'une école, qui est confiée aux bons soins des vendeurs les plus expérimentés appartenant au personnel de la fabrique. On fournit à ces écoliers d'un nouveau genre tous les livres nécessaires, et ils ont à passer finalement un examen. On leur enseigne et on leur demande de connaître toutes les ressources qu'un vendeur habile peut employer pour séduire la clientèle, facilité d'élocution, rhétorique subtile, effets de voix, manière de s'attirer la sympathie, un brin même de philosophie ou plus exactement de psychologie, afin de savoir les côtés faibles de l'âme humaine. On conviendra que l'idée est neuve, non point maladroite, et le fait est que le personnel des vendeurs de la « National Cash Register Company » a une réputation consommée d'habileté.

En somme, on le voit, on a fait tout ce qui est possible dans cette



veillante, le personnel de la « C. R. C° » se trouve parfaitement heureux et manifeste une véritable affection pour la direction et ses supérieurs en général. La chose mérite d'être signalée, en ce temps de haine et de jalousie universelles de l'employé vis-à-vis de l'employeur.

Mais il faut dire que nous sommes aux États-Unis, dans un milieu ouvrier assez intelligent et instruit, qui se laisse peut-être moins aveugler que nos ouvriers par les divagations et les mensonges des énergumènes ou des rhéteurs. Il est vrai aussi qu'on doit se souvenir de la grève de Pullmann-City, où pourtant le patron avait multiplié les institutions de bienfaisance et dépensé sans compter pour donner au personnel qu'il occupait le bien-être sous toutes ses formes !

DANIEL BELLET.

---

## LETTRE DE POLOGNE

---

### I

L'évènement le plus important de notre vie économique est en ce moment la hausse inattendue des prix du blé, qui, apparue au commencement du printemps, continue avec de légères oscillations et ne s'arrêtera probablement pas de si tôt. Cette hausse a été l'effet de plusieurs circonstances ; aux causes d'ordre général comme la récolte insuffisante de l'année dernière et l'épuisement de toutes les provisions, une récolte bien au-dessous de la moyenne dans la plupart des pays producteurs de l'Europe, la diminution constante de l'exportation de l'Amérique et la famine dans l'Inde, il faut ajouter deux causes locales, une disette probable de la pomme de terre chez nous et une récolte entièrement manquée dans plusieurs gouvernements du centre de la Russie.

Les mauvaises nouvelles de Russie ont commencé à nous arriver. Dès la fonte des neiges, on a trouvé le blé perdu et tâché d'ensemencer les terres à nouveau de plantes fourragères ou autrement. Il paraît cependant que dans certains endroits l'étendue du désastre a dépassé les prévisions par suite d'un été défavorable et les *Zemstvos* sont chargés de prendre toutes les mesures possibles pour prévenir la famine qui menace, au moyen de leurs magasins de réserve. Il est heureux qu'on ait su profiter de l'expérience faite en 1891 et qu'il ne soit plus aujourd'hui question de fermeture des frontières ni d'autres mesures ayant pour but la diminution de l'exportation, mesures qui, comme on sait, ont produit une hausse subite des prix, c'est-à-dire un effet tout contraire à celui qu'on en attendait.

La mauvaise récolte de la pomme de terre chez nous nous intéresse plus particulièrement, elle est due principalement à l'été pluvieux que nous venons de traverser ; l'excès d'humidité n'a pas seulement produit un mauvais rendement, mais il a agi également sur la qualité ; la conservation des pommes de terre renfermant beaucoup d'eau est très difficile en hiver et nécessite un triage incessant qui diminue parfois la récolte de moitié. La pomme de terre étant avec le seigle les deux







Quel sera le résultat du court séjour de Nicolas II parmi les Polonais, s'en suivra-t-il un adoucissement de leur sort, nul ne le sait, l'attente est générale. Si l'intention de contribuer à la paix du monde « dans un esprit de droit et d'équité » s'appliquait aussi bien à la politique intérieure de la Russie qu'à sa politique étrangère, et si le mot *Paix* y était entendu dans son sens le plus large et le plus élevé, par de là les mesquines et misérables considérations de la raison d'État, les Polonais pourraient espérer que la politique d'extermination poursuivie à leur égard depuis tant d'années prendra fin. Ils ont abandonné leur rêve d'indépendance, l'ont heureusement reconnu tous irréalisable, mais ils maintiennent avec d'autant plus de force leur nationalité et sont plus que jamais décidés à la défendre; leur langue, leurs croyances, leur littérature, leur passé historique, enfin tous les produits d'une civilisation, ils ne sauraient les abandonner et les oublier; ce qu'ils demandent c'est le respect de leur nationalité, c'est la liberté de vivre leur vie propre puisqu'ils en ont une, c'est le droit de travailler et de gagner leur vie comme tout le monde dans leur pays, et parmi leurs frères, c'est la justice. « La gloire de la Pologne » — a dit récemment M. Valbert — est de n'être plus et d'être encore une patrie; les malheurs de cette grande victime n'ont pu lasser la fidélité de ceux qui l'ont aimée et qui l'aimeront toujours : cette morte vit dans les cœurs.

LADISLAS DOMANSKI.

---









gères, ou, tout au moins, en proportionnant plus justement ce droit avec celui qui est perçu sur les blés.

Il suffirait alors de quelques envois de farines américaines pour réduire tout de suite aux limites de la raison les bénéfices par trop brillants de certains industriels italiens.

Cependant il s'en faut de beaucoup que les bénéfices superposés des boulangers et des meuniers italiens arrivent à égaler ceux que la protection accorde et garantit aux « *latifondisti* » de la Sicile et de l'Italie Méridionale et aux gros propriétaires fonciers de la Lombardie et de la Vénétie. Il ne faudrait pas croire que ces braves gens, qui forment le nerf et l'élite du parti des « *agariens* », pour être très puissants en richesses et en influences politiques, le soient également en nombre. Au contraire, la propriété rurale étant très morcelée dans l'Italie centrale et le Piémont et les cultures très variées même dans les régions du « *latifondo* » et de la grande propriété, ces producteurs de fortes quantités de blés ne constituent qu'une très petite minorité dans la population qui vit de l'agriculture. Ils ont réussi à s'imposer à la généralité du pays par des moyens peu honorables et grâce aux préjugés qu'ils se sont activement appliqués à répandre et à alimenter dans la masse des moyens et des petits producteurs de blé, qui, tout bien pesé, ne tirent aucun profit de la protection à la céréaliculture nationale.

La baisse de valeur des autres produits non protégés de l'agriculture italienne, qui a été l'une des conséquences les plus directes de la politique d'isolement et d'ultra-protectionnisme inaugurée en 1887, a plus que dévoré le petit bénéfice que le plus grand nombre des propriétaires fonciers ont pu tirer de l'existence du droit sur le blé.

En outre, ces mêmes producteurs ont dû payer, comme consommateurs de produits manufacturés, et surtout de machines, les frais très lourds de la protection accordée aux grands industriels du pays.

Si nous nous tournons encore une fois du côté du protectionnisme agraire, nous constatons qu'ici même les résultats n'ont pas été brillants. Nous apprenons par les *Annuari Statistici* du Ministère de l'agriculture et du commerce que la production du froment, en tenant compte des vicissitudes physiques de la récolte, reste à peu près la même en chiffres absolus, tandis qu'elle semble plutôt diminuer comme rendement moyen dans l'étendue mise en culture .<sup>1</sup>

1

## RÉCOLTE DE FROMENT EN ITALIE

Années.	Hectares cultivés.	Production totale Hectolitres.	Production par hectare Hectolitres.
1879-83 (moyenne).	4.434.000	46.562.000	10.50
1884 .....	»	43.455.000	»

En outre, la récolte du maïs est tombée de 33.630.000 hectolitres en 1884 à 24.838.000 hectolitres en 1895 et celle du riz de 7.978.000 hectolitres à 5.994.000; nous négligeons les autres céréales sur lesquelles on constate une diminution du même genre, exception faite de l'avoine.

L'insuccès du protectionnisme agraire a donc été complet; il a seulement retardé de quelque peu la ruine des méthodes primitives et arriérées de culture, en décourageant toute initiative de progrès et de transformation rationnelle.

EDOARDO GIRETTI.

---

1885 .....	»	41.243.000	»
1886 .....	»	42.218.000	»
1887 .....	»	44 484.000	»
1888 .....	»	38.800.000	»
1889 .....	»	33.391.000	»
1890 .....	4.407.000	46.370.000	10.51
1891 .....	4.502.000	49.852.000	11.07
1892 .....	4.530.000	40.767.000	9 »
1893 .....	4.356.000	47.654.000	10.46
1894 .....	4.574.000	42 850 000	9.37
1895 .....	4.593.000	41.499.000	9.03

---





---

# BULLETIN

## PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Septembre 1897.)

---

1<sup>er</sup>. — **Décret** portant établissement de droits de douane à percevoir à la Côte d'Ivoire (page 5001).

— portant établissement de droits de consommation à percevoir à la Côte d'Ivoire (page 5001).

8. — portant promulgation de la convention signée à Paris, le 4 mars 1897, entre la France et la Belgique, concernant l'exécution du service de la caisse d'épargne entre les deux pays (page 5103).

— relatif au fonctionnement du service des colis postaux de 5 à 10 kilogr. (page 5104).

11. — **Rapport** suivi d'un décret portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine (page 5163).

14. — **Etat** approximatif de la récolte du froment, du méteil et du seigle en 1875 (page 5217).

16. — **Décret** portant réduction de la taxe d'octroi municipal de mer sur les alcools dénaturés (page 5248).

18. — relatif au commerce de la poudre et à la police de la chasse en Algérie (page 5320).

21. — **Rapport** suivi d'un décret portant organisation de la justice aux Iles-sous-le-Vent (page 5371).

22. — **Décret** déterminant le droit de douane applicable aux mélasses étrangères importées à la Martinique et à la Guyane française (page 5391).

26. — portant promulgation en Indo-Chine des lois du 15 juillet 1845 et 26 mars 1897 sur la police des chemins de fer (page 5438).

27. — **Etat** approximatif de la récolte de l'orge et de l'avoine en 1897 (page 5455).

30. — **Rapport** adressé au Président de la République, suivi d'un décret portant réorganisation du Congo français (page 5502).

---



**Est-ce que vous croyez que nous comptons l'étoffe ?** — Le tailleur de M. Jourdain trouvait l'étoffe choisie par son client si admirable, qu'il en enlevait, pour rendre hommage au goût de celui-ci, de quoi se faire un habit à lui-même. Et, bien entendu, il lui faisait payer le tout. Autrement où eût été l'honneur ?

J'ai connu un autre M. Jourdain, qui, étant sur le point de se marier, et désirant, naturellement, avoir, pour ce grand événement, un habit parfait, avait prié l'un de ses amis, plus lancé que lui dans le monde parisien, de le présenter à son tailleur.

La présentation faite, et la conversation engagée, notre homme, après avoir, lui aussi, choisi son étoffe en connaisseur — car il était fabricant de draps — se hasarda à demander quel serait le prix de ce bel habit.

— Cent quatre-vingts francs, répond le tailleur, peut-être deux cents (sur ce point, mon souvenir n'est pas bien précis) :

— C'est un peu cher, observe le client. Et si je vous fournissais le drap ?

— Ce ne serait pas davantage.

— Comment, pas davantage ? Mais le drap a son prix, je suppose ?

— Oh ! pour Monsieur, peut-être, réplique majestueusement l'artiste. Mais pour nous... C'est le cachet de la maison qui se paie. Est-ce que Monsieur croit que nous comptons l'étoffe ?

Histoire bien ridicule ! va dire le lecteur. Elle est authentique pourtant, et pas si invraisemblable qu'elle vous paraîtra, car elle se répète tous les jours. Et la réponse du tailleur, c'est vous, qui en riez, qui la faites le plus sérieusement du monde, en sens inverse, il est vrai.

Le prix du blé et de la farine augmente, et votre boulanger vous fait payer son pain plus cher, en vous expliquant même, au besoin, par franc et par centime, que l'augmentation qu'il vous fait subir bien malgré lui ne représente qu'imparfaitement celle qu'il est obligé de subir, lui, pour se procurer sa matière première. Et vous lui répondez, en le traitant parfois un peu cavalièrement, que vous en êtes bien fâché, mais qu'il faut qu'il s'arrange pour maintenir son pain au même prix.

Franchement, est-ce que cela ne revient pas à lui dire : est-ce que vous comptez la farine ?

FRÉDÉRIC PASSY.

---







































## PÉRIODIQUES

*Annales des ponts et chaussées, Annales du commerce extérieur, Annals of the American Academy of political and social science, Bulletin du ministère de l'Agriculture, Bulletin de l'Office du travail, Bulletin de la participation aux bénéfices, Bulletin de la Société d'encouragement, Bulletin de la Société de géographie commerciale du Havre, Bulletin de la Société de législation comparée, Bulletin des séances de la Société nationale d'agriculture de France, Bulletin mensuel du commerce extérieur de l'Égypte, Bulletin trimestriel de l'Institut des actuaires français, Le Droit financier, Journal de la Société nationale d'horticulture de France, Journal de la Société de statistique de Paris, La Liberté des colonies, Mémoires de la Société d'émulation de Roubaix, Musée social (Circulaires), Le Messenger horticole, Le Rentier, Revue économique de Bordeaux, L'Union nationale.*

## COMPTES RENDUS

---

ÉTUDES SUR LES POPULATIONS RURALES DE L'ALLEMAGNE ET LA CRISE AGRAIRE, par GEORGES BLONDEL, Professeur agrégé de l'Université, avec la collaboration de *Ch. Brouilhet*, licencié-ès-lettres, *Edouard Julhiet* ancien élève de l'École Polytechnique, *L. de Ste-Croix D'* en Droit et *Louis Quesnel*, avocat à la Cour d'Appel de Paris. Un fort volume L. Larose édit. Paris, 1897.

Dès le début, dans son avant-propos, M. Georges Blondel tient à prévenir le lecteur que cet ouvrage n'est pas un livre au sens où l'on devrait l'entendre, mais « essentiellement » un rapport — on pourrait peut être même dire une collection de rapports. Un livre, quel qu'il soit, en dehors de la science, du sujet, des idées qu'il étudie, est une œuvre d'art dans sa forme, et, comme toute œuvre d'art, doit avoir une personnalité. Or cette marque caractéristique, trop dédaignée par ces temps de production rapide, est difficile à imprimer aux travaux résultant d'une collaboration. M. Blondel a sagement fait de mettre les points sur les i. Depuis que l'on construit des livres trop hâtifs, en façon de reportage, avec quelque tournure didactique pour leur donner du ton, le public pourrait s'y tromper. Donc M. Blondel, chef d'une mission envoyée en Allemagne par le généreux fondateur du Musée Social, M. le comte de Chambrun, dans le but d'y étudier la « crise agricole », ne pouvait guère nous présenter qu'un travail collectif. C'est de ce point de vue que nous jugerons cette publication.

Le chef de la mission nous ouvre d'abord quelque jour sur la méthode d'observation suivie par ses collaborateurs et par lui. M. Blondel n'est pas un exclusif en cette matière. Lorsque l'on possède une large culture scientifique, le mieux est d'utiliser tous les moyens dont on dispose pour arriver à instituer une investigation utile, même sur un sujet limité. Dans ce jeu sublime de cache-cache auquel nous nous adonnons avec la vérité, toutes les ruses sont bonnes pour la surprendre. Les membres de la mission, du reste, — si l'on en juge par leurs titres — ont des origines intellectuelles bien différentes, il était donc fort difficile de les astreindre à manier un seul instrument de recherche. Et puis, comme nous l'avons dit ailleurs, l'indépendance du savant,





















leur religion avec les convoitises, non plus que la prédication chrétienne avec l'appel à la révolte, au pillage, à l'expulsion, sinon à pis encore. Un évêque, qui aurait certainement applaudi M. Leroy-Beaulieu, s'il avait pu l'entendre, interdisait, il y a deux ans, à son clergé la lecture du moniteur attitré de l'antisémitisme.

Ce n'est pas, Dieu merci, dans ce *journal*, que j'aurais besoin de m'appesantir sur ces pensées, ni que je pourrais longuement analyser la conférence de M. Leroy-Beaulieu. Je m'en tiendrai à dire qu'il envisage la lutte suscitée en ce moment contre les Juifs, soit sous le rapport religieux, soit sous le rapport national, soit sous le rapport économique ou social. Il n'a pas de peine à montrer, eu égard à la religion, que le christianisme vient en entier du judaïsme, que c'est du sang sémite qui circulait dans les veines du Christ, ainsi que dans celles de sa mère, et que l'Évangile est, du commencement à la fin, l'opposé des haineuses, des cupides et des criminelles doctrines que l'on s'efforce depuis quelques années de propager en son nom.

Qui ne le sait ? Un congrès des religions vient de se tenir en Europe, après celui de Chicago de l'an dernier. Des prêtres de tous les cultes, des savants de toutes les opinions s'y sont rencontrés, et chacun y a librement exposé sa croyance ou son système, sans jamais y être grossièrement ou irrespectueusement combattu. Il n'est pas jusqu'aux disciples de MM. Réville et Darmesteter, ces purs élèves de Strauss et de Renan, qui n'y aient vu reconnaître, honorer leur savoir et leur sincérité. C'est la seconde fois qu'un pareil fait a lieu, je le redis, et c'est assurément un fait d'une singulière importance. L'on peut au moins l'opposer aux insultes et aux menaces dont je parlais à l'instant. Son inévitable répétition ne saurait manquer d'entraîner les plus graves et les plus heureuses conséquences.

Quant au reproche fait aux Juifs de ne s'assimiler à aucun peuple, de dénationaliser même ceux chez lesquels ils se trouvent, il y a là une évidente exagération. Parmi nous notamment, c'est une opinion absolument fausse. Il suffit de regarder autour de soi pour en être persuadé. La *Thora* et le *Talmud*, assure-t-on, recommandent et entretiennent cette séparation ; mais M. Leroy-Beaulieu fait très justement remarquer qu'où cette séparation s'est manifestée ou se manifeste encore, elle résulte surtout des lois portées contre les croyants à la *Thora* et au *Talmud*. Quel mélange leur était donc ou leur est toujours possible avec le Ghetto, l'exclusion des industries ordinaires, de toute vie commune ? Rome priait une fois par an pour les Juifs, tout en les appelant perfides, *pro perfidis judais*<sup>1</sup> ; mais, ce jour même, quelle

---

<sup>1</sup> Vendredi saint, office du matin.































































Les appointements des fonctionnaires ont suivi la progression suivante :

En 1846.....	245 millions.
1858.....	270 —
1873.....	400 —
1876.....	450 —
1894.....	545 —
1896.....	616 —

Si on ajoute les retraites, on trouve une dette viagère de 70 millions par an dont 25 millions sont fournis par les retenues et 45 millions par les ressources générales du budget.

En additionnant les 45 millions, aux 616 millions des traitements, nous avons une charge annuelle de 661 millions.

Le chiffre des salaires divisé par le nombre des fonctionnaires donne 1.490 francs par tête. C'est un chiffre modeste.

Sur les 400.000 fonctionnaires, 136.000 touchent moins de 1.000 francs par an.

Quant à ce qu'on appelle les gros traitements, ils ne sont répartis qu'entre une minorité qui représente 1.846 personnes.

600 personnes touchent de 10 à 12.000 francs
400 — — de 12 à 15.000 —
163 — — de 15 à 16.000 —
362 — — de 16 à 20.000 —
321 — — plus de 20.000 —

Les ministères comptent respectivement les fonctionnaires suivants :

Aux Finances.....	80.833 fonctionnaires.
Justice.....	15.000 —
Affaires étrangères.....	1.239 —
Intérieur.....	17.221 —
Travaux publics.....	10.000 —
Instruction publique.....	125.000 —
Agriculture.....	2.640 —
Forêts.....	4.000 —
Commerce.....	1.644 —
Colonies.....	4.389 —
Beaux-Arts.....	963 —
Cultes.....	42.956 —
Postes.....	69.000 —
Guerre.....	7.589 (civils)
Marine.....	21.000 (civils)

Les ministères qui absorbent le plus grand nombre de fonctionnaires sont l'instruction publique, les finances et les postes.











France.....	80.000.000.000 francs (1)	—	80,0
Russie.....	25.439.000.000 francs (2)	—	25,4

En évaluant les livres sterling au change de 25 fr. 20, les florins hollandais à 2.10, les marcs à 1.25, les florins d'Autriche à 2.10, les couronnes à 1.39, on obtiendrait un total de 421 milliards en chiffres ronds.

Ajoutant à ces chiffres le montant des valeurs mobilières de la Russie, représentées par des rentes, actions et obligations qui, d'après un travail paru dans le *Bulletin russe de statistique et de législation* de juin 1895, travail très complet, dont la reproduction est interdite — ce que nous regrettons dans l'intérêt de la science et de la statistique — s'élèveraient à 25 milliards 439.111.439, d'après les cours cotés au 31 décembre 1895, le total des valeurs mobilières désignées sur cette statistique pourrait être évalué au chiffre global de 446 milliards.

Ces 446 milliards, je me hâte de le dire, n'indiquent pas et ne peuvent indiquer la *fortune mobilière* représentée par des valeurs de Bourse appartenant en propre à ces pays : dans des matières aussi délicates, il faut se garder de totaliser pour éviter des erreurs. Des valeurs internationales, cotées à Paris, peuvent l'être à la fois à Londres, à Berlin, à Bruxelles, etc., sur plusieurs ou sur toutes ces places et, conséquemment, il y aurait là des doubles emplois. Il en serait de même si l'on cherchait à chiffrer séparément, pour les additionner ensuite, la richesse mobilière et immobilière d'un pays. On confondrait, entre eux, des éléments communs.

Ce que l'on peut dire, en décomposant cette statistique générale, c'est que les valeurs cotées ou négociables sur les diverses places européennes, soit en fonds d'Etats, actions ou obligations diverses et appartenant en totalité ou en partie aux pays indiqués, forment un bloc en chiffres ronds de 450 milliards. C'est déjà un grand résultat d'avoir obtenu de divers grands pays des chiffres d'ensemble qui pourront, à l'avenir, en suivant certaines règles faciles à déterminer, être décomposés.

..

Le congrès international de législation du travail s'est réuni à Bruxelles du 27 au 30 septembre. Il nous paraît inutile d'en ren-

<sup>1</sup> D'après les travaux de M. Alfred Neymarek, ce chiffre de 80 milliards indique le montant des fonds d'Etat et valeurs mobilières appartenant à la France et non pas le montant des titres cotés en Bourse ou hors Bourse.

<sup>2</sup> Évaluation du *Bulletin russe de statistique*.





*Les caractères généraux du socialisme scientifique*, d'après le manifeste communiste, par CYR. VAN OVERBERGH. Br. in-8° de 110 p. — Louvain, Institut supérieur de Philosophie.

*L'Assurance maternelle*, par LOUIS FRANK, D<sup>r</sup> KEIFFER ET LOUIS MAINGIE. 1 vol. in-8° de 108 p. — Bruxelles, Lamertin. Paris, Carré et Naud.

*Annali del credito e della previdenza anno 1897*. Atti del consiglio della previdenza. Sessione del 1897. 1 vol. in-8° de 427 p. — Roma, Tipog. Nazionale.

*La triplice alleanza e la politica dell' Italia*, par EDOARDO GIRETTI. Br. in-8° de 22 p. — Bologna, Tip. Alfonso Garagnani.

*Fourth annual Report on changes in wages and hours of labour in the united Kingdom*, 1896. 1 vol. in-8° de 273 p. — London, Eyre and Spottswode.

*Transactions of the Manchester statistical society*. Session 1896-1897. 1 vol. in-8° de 194 p. — London, John Heywood.

*Über die Idee der einzigen Steuer* D<sup>r</sup> von ROGER DOLLFUS. 1 vol. in-8° de 164 p. — Basel, Benno Schwabe.

---

*La Gérante* : PAULINE GUILLAUMIN.





















# LE COURS FORCÉ

ET LA

## REPRISE DES PAIEMENTS AU CHILI<sup>1</sup>

---

L'histoire du papier-monnaie est toujours instructive. Elle montre que les principes économiques ont partout leur application et que les fautes commises sur le terrain monétaire ont une sanction efficace.

La loi du 9 janvier 1851 a établi au Chili la frappe libre et illimitée de l'or et de l'argent; la monnaie d'or comprenant des condors, doblons et escudos, celle d'argent des pesos, des pièces de 50, 20, 10 et 5 cents. De 1859 à 1873, il fut apporté à la Monnaie 7,873,608 pesos en argent, 13,765.553 pesos en or. Le Chili produit beaucoup plus de métal blanc que de métal jaune, et cependant durant ces quatorze années, il a été frappé deux fois plus d'or que d'argent. La proportion va singulièrement se modifier de 1874 à 1878 : 8,444,766 pesos en argent, 398,228 en or. La frappe de l'or cesse en quelque sorte, celle de l'argent augmente démesurément. La raison en est bien simple : la loi de 1851 avait établi le rapport de 16.39 à 1 entre les deux métaux, et cela à une époque où le rapport commercial était de 15.46 à 1; l'argent avait été estimé trop cher et il avait une tendance irrésistible à émigrer, l'or évalué trop bas le chassant de la circulation. En 1860, il fallut autoriser la frappe de pièces d'un peso en or. Avec les progrès de la dépréciation de l'argent, à partir de 1874, le peso or en arriva à valoir plus que le peso en argent, il devint la monnaie d'exportation et il ne se présenta plus à la monnaie, en 1872, que 2,458,998 pesos, en 1875, 85,445. Dans un très remarquable rapport, le directeur de la Monnaie, M. Sotomayor, constate en 1876

---

<sup>1</sup> Voir le rapport adressé au secrétaire d'Etat par M. Strobel, ministre des Etats-Unis au Chili. Washington, 1896.







des billets de 20 et de 50 cents afin de former une monnaie divisionnaire de papier, mais les succès remportés par les armées chiliennes firent remonter le change et dispensèrent d'émettre ces petits billets.

Les émissions successives de billets du Trésor avaient eu lieu en 1880, si bien que le 19 août 1880, les sommes émises par le gouvernement s'élevaient à 28 millions qui furent retirés de la circulation et remplacés par des billets fabriqués aux Etats-Unis. Cette opération d'échange dura quatre ans.

Pendant les années qui suivirent, le gouvernement parvint à retirer environ 7 millions de son papier-monnaie, mais la guerre civile qui éclata entre le Président Balmaceda et le Congrès arrêta et entrava les anciens efforts. Le public retira ses dépôts et les banques furent de nouveau menacées. Les trois principales institutions de crédit sollicitèrent l'aide du gouvernement, elles demandaient qu'on cessât de retirer les billets et que l'Etat leur fit une avance de 15 millions, en même temps qu'il émettrait 12 millions de billets. Peu à peu l'émission atteignit 20.750,358 pesos. Après avoir épuisé le stock des billets d'Etat, le Président ordonna de se servir des billets de banque non encore signés et d'y apposer le sceau de l'Etat et la signature de ses fonctionnaires.

La junte révolutionnaire déclara le 9 mars 1891 illégale l'émission de papier par le gouvernement de Balmaceda et, durant la guerre civile, elle fit observer cette disposition dans tout le territoire occupé par elle. Après la défaite du Président, au mois d'août 1891, il y avait en circulation 67 millions 1/2 ainsi répartis :

	pesos
Papier-monnaie gouvernemental.....	21 087 915
Billets de banque... ..	26 370 431
Papier monnaie de Balmaceda.....	20 750 358 50
Monnaie divisionnaire au titre de 0.500...	4 609 286 30
— — — 0.200...	777 353 50
	<hr/>
	67 592 344 30

La lutte terminée, la junte annula le 9 septembre son décret du 9 mars 1891 et prescrivit que les billets émis par M. Balmaceda seraient reçus dans les caisses gouvernementales. Le 2 février 1892, le Congrès autorisa l'émission d'un emprunt de 21 millions pesos en bons du Trésor destinés à retirer les émissions faites par le Président vaincu ; cependant, par suite de la crainte d'une

















suite de négociations laborieuses, on arriva au résultat que voici : on fut unanime pour adopter l'or comme étalon monétaire avec l'argent comme monnaie divisionnaire : on décida de hâter la date de la reprise des paiements, d'autant plus que le gouvernement était en possession des ressources nécessaires et qu'un délai encouragerait la spéculation. La reprise provisoire fut fixée au 1<sup>er</sup> juin 1895, la reprise finale au 31 décembre 1897. Afin d'éviter la faute commise antérieurement, on résolut de donner au billet de banque toute la garantie possible, afin de le maintenir en circulation à côté de la monnaie métallique. L'émission demeurerait fixée à 24 millions pesos et serait couverte par des titres et des valeurs inspirant toute confiance. Les billets seraient reçus dans les caisses de l'État en paiement des impôts et dans le cas d'une faillite, le gouvernement aurait l'obligation de réaliser le gage des billets et d'en assurer le remboursement. Le point sur lequel la discussion fut la plus vive, fut le taux auquel la reprise des paiements devait se faire. Les lois de 1892 et de 1893 avaient fixé l'équivalence de 24 pence par peso or. Dans l'intervalle le change était descendu à 11 1/2 pence. Vouloir revenir à 24 pence, c'était jeter la perturbation dans la situation économique, doubler la valeur des titres existants, imposer double charge au débiteur. D'autre part, il fallait tenir compte aussi de l'influence exercée par les promesses contenues dans les lois antérieures, qui avaient laissé entrevoir le cours de 24 pence. Le ministre des Finances et les membres influents du congrès tombèrent d'accord pour présenter à celui-ci deux taux, celui de 16 et celui de 18, et de lui laisser le choix. Il faut rappeler que la base de la reprise des paiements au Chili était le peso d'argent de 35 grammes. On calcula que si l'on reprenait les paiements à la fin de 1897, sur cette base, le peso d'argent valant 21 pence et déduisant deux ans d'intérêt, on arrivait au-dessous du taux de 10 pence. Une faible majorité adopta 18 pence au lieu de 16 pence, la loi fut votée le 7 février et promulguée le 11 février 1895.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — A partir du 31 décembre 1895, l'Etat retirera de la circulation la monnaie créée conformément à la présente loi, et la remplacera par un nombre égal de piastres d'argent de 25 grammes à 9/10 de fin, ou par l'équivalent en or, à condition que le taux moyen du change se soit maintenu pendant les six mois qui précéderont la date précitée à un penny au-dessous de la valeur commerciale de la piastre d'argent de 25 grammes à 9/10 de fin, et à condition aussi que la valeur de cette piastre d'argent soit supérieure à 18 pence.

Si les conditions spécifiées dans le paragraphe précédent ne se réa-









La dette intérieure du Chili au 31 décembre 1894 s'élevait à 65.974.463 pesos, dont 38 millions étaient la dette flottante représentée par 29.459.000 de billets de l'Etat et 8.901.000 de bons du Trésor, et 5.252.000 la dette des municipalités assumée par l'Etat. Le service exigeait 1.625.720 pesos par an.

La dette extérieure, en presque totalité du 4 1/2 p. 100, s'élevait à 11.626.300 livres sterling, exigeant 625.305 livres par an. En 1895, il est venu s'y ajouter une avance de 1.364.00 livres faite par les Rothschild de Londres, à compte de ventes de nitrate, et 2.000.000 livres 4 1/2 émis à Londres, soit ensemble 3.364.000. La dette extérieure au 31 décembre 1896 était de 17.700.000 livres (exigeant 950.155 livres), mais par contre la dette intérieure a été réduite à 33 millions, soit une diminution de plus de moitié.

On a vu que la dette flottante s'élevait à 8.898.728 pesos en bons du Trésor à 29.601.242 en billets.

Au 1<sup>er</sup> juin, les fonds accumulés s'élevaient :

Solde des lingots d'argent, achetés en vertu de la loi de 1887.	2.054 637
» » » » en 1891 et 1892.....	1 151.160
Soit à raison de 16 gr. 70 par peso.....	4.319.225 86

Il faut y ajouter le produit en or de 25 p. 100 des droits de douane en 1883, 1894 et 1895, soit 12.236 558 pesos, le produit des ventes de nitrate 6.369.050 pesos, la contre-valeur de 1.350.000 livres sterling payables sur le produit des ventes de nitrate, soit 16.917.300 pesos, ensemble 39.842.118 pesos.

Un rapport présenté en janvier 1897 par le ministre des Finances au Congrès donne les indications suivantes :

1 <sup>er</sup> juin 1895, papier-monnaie en circulation ...	29.459.364
31 décembre 1895, papier-monnaie retiré.....	25 529 068
Reste.....	3.930 296

Le gouvernement estime que de ce solde 1.500.000 dollars ne seront jamais représentés, ce qui réduit le montant à 2.500.000

---

1	0 pesos 50.....	45.863
	1 » »	4.263 850
	2 » »	2.513.254
	5 » »	9.214.285
	10 » »	7.912.650
	20 » »	257.180
	50 » »	107 350
	100 » »	3.216 500
	500 » »	9.500
	1.000 » »	2.000.000

dollars. Le délai de conversion expire le 31 décembre 1897, et à cette date le papier non présenté sera démonétisé.

Les billets des banques, au début de la conversion, s'élevaient à 21.338.753 dollars, il a été échangé contre de l'or 10.131.360, il restait 11.207.393, sur lesquels une partie a pu disparaître. A partir du 31 décembre 1897, la totalité des billets des banques sera payable en or à vue.

Le total des billets à échanger était donc au 31 décembre 1896 :

Billets de l'Etat....	3.930.29 ;
» du Trésor .....	60.500
» des Banques.....	11 207.393

Pour rembourser ces 15.196.189 pesos, le gouvernement possédait en or 16.904.337 pesos, ainsi répartis :

A la Monnaie.....	8.101.413
Au Trésor.....	799 921
Dans les banques.....	8.000.000

En 1896, il avait eu à sa disposition pour la conversion :

La réserve métallique du Trésor.....	4.219 226
Les 25 0/0 en or des droits de douanes 1893-1895.	12 236.032
Le produit net des ventes de propriétés nitratières.	22 942.154

Soit ensemble un peu plus de 39 millions pesos de dollars, à l'aide desquels il a été racheté environ 34 millions de papier-monnaie. Il restait un solde de 5.500.000 pesos, pour faire face aux billets en circulation. Il ne sera pas nécessaire de distraire du revenu ordinaire 8 millions pesos, pris sur les recettes douanières et qui, éventuellement devaient fournir une ressource métallique supplémentaire.

L'emprunt de 2.000.000 livres contracté à Londres a produit 24 millions 1/2 de pesos, qui ont servi à rembourser 11 millions 1/2 de billets de banque et de dettes municipales, laissant un solde disponible de 13 millions suffisant au remboursement du reste des billets en circulation.

Au 25 août 1896, après avoir fonctionné pendant quatorze mois et demi, la réforme avait donné comme résultat :

	Papier retiré.	Papier en circulation.	Total.
Bons du Trésor.....	8.801.528 50	97.200	8.898.723
Billets de l'Etat.....	21.052.730 50	5.548.511	29.601.242
» des banques.....	93.969.000 »	11.596.430	20 993.330
	<u>42.251.159 00</u>	<u>17.242.141</u>	<u>59.483.300</u>

Le Trésor avait mis en circulation :

Or anglais.....	8.277.978
Or chilien.....	29.907.124
Argent chilien.....	7.429.851
	<u>45.614.9 3</u>



---

## LE MOUVEMENT AGRICOLE

---

SOMMAIRE : Le rôle que jouent les matières humiques dans la *fertilité des sols*. Etudes de M. Armand Gautier. — *La récolte de 1897* ; les déficits et les prix élevés du blé. — *La hausse du pain* et le libre jeu des lois économiques. — La diminution des exportations de beurre normand et la *vente directe du lait de Normandie en Angleterre*. — La mise en culture de *Madagascar* et l'œuvre du général Gallieni.

Une note insérée dans un des derniers numéros des Comptes-Rendus éclaire le rôle que jouent les matières humiques dans la fertilisation des sols et, en particulier, dans l'assimilation de l'azote, rôle qui ne paraît pas, à cette heure, avoir été bien compris encore. Dans un long travail publié en collaboration avec M. E. Drouin, M. Armand Gautier a établi déjà en 1888, que l'humus et même l'acide humique préparé chimiquement avec le sucre et les acides confère aux sols naturels, ou composés artificiellement, de silice, calcaire et kaolin, ensemencés ou non de végétaux, la propriété de s'enrichir en azote assimilable. Les sols nus pourvus de matières organiques, et ceux-là seulement qui en sont pourvus, fixent l'azote libre ou ammoniacal de l'atmosphère, et la matière humique est une condition nécessaire de cette fixation <sup>1</sup>.

Il vient de montrer aussi que, dans les sols ensemencés, la végétation constitue un mode de fixation de l'azote qui s'ajoute au précédent si ces sols sont munis de matière organique, et qui, jusqu'à un certain point, peut suppléer à celle-ci dans les sols qui n'en contiennent pas initialement. Avant que personne eût songé au rôle des algues dans la fertilisation des terres, il a montré que les algues monocellulaires, et certainement d'autres êtres aérobies jouent un rôle dans la fertilisation du sol par fixation d'azote et

---

<sup>1</sup> Comptes-Rendus t. CVI, p. 751, 863, 911, 1093, 1174, 1232 et 1605; t. CXIII, p. 128.

que, quelle que soit l'origine de cet élément, celui-ci passe à l'état d'azote assimilable dans le sol pourvu d'algues et d'humus, et devient dès lors définitivement utilisable par les végétaux supérieurs <sup>1</sup>.

Cette fixation de l'azote par le sol lorsqu'il est muni à sa surface d'organismes monocellulaires et qu'il contient les microbes fixateurs de l'azote libre conformément aux découvertes de Berthelot, — et plus encore le rôle secondaire, mais nécessaire cependant, que jouent dans ce phénomène les matières humiques — s'expliqueraient par un mécanisme très simple.

Les algues, aussi bien que les microbes fixateurs d'azote, trouvent dans l'humus du sol et en général dans les substances organiques des fumures, un aliment qui permet leur efficacité sensible.

Dans un sol dépourvu de toute matière organique, mais qui contient cependant les organismes fixateurs de l'azote, ceux-ci ne peuvent arriver à se développer suffisamment et par conséquent ne peuvent enrichir continuellement le sol en azote. De là — même en dehors des phénomènes d'oxydation, de nitrification et d'excitation des autres actions chimiques, — ce rôle de la matière humique, reconnu depuis longtemps comme favorable par la plupart des agronomes, sinon des chimistes, mais dont l'absolue nécessité, aussi bien que le mode d'action indirect, sont restés douteux ou méconnus jusqu'ici.

Il ne semble donc pas que ce soit grâce surtout à l'absorption directe par les végétaux des matières organiques, ternaires ou quaternaires de l'humus, que les sols doivent leur fertilité. Ce n'est point là le mécanisme principal par lequel les matières humiques des terres et du fumier fertilisent le sol arable.

Et pourtant il demeure impossible de nier *a priori* que quelques-unes des matières humiques du sol ne puissent être directement assimilées par les plantes.

\*  
\* \*

L'année dernière, à pareille époque, nos cultivateurs se plaignaient amèrement de la baisse croissante des prix du blé; ils annonçaient, sans plus de façon, à qui voulait les entendre, que leur dernière heure était venue. La récolte 1897 ayant été hors de France surtout, une des moins bonnes et des moins considérables qu'on ait vues depuis nombre d'années, les prix viennent

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, t. CVI, 166 et 1253: t. CXIII, p. 120. *Ibid.*, t. CVI, p. 1098 et 1174.





luée à 890 millions d'hectolitres, on voit que le déficit sera d'environ 80 millions d'hectolitres <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour le blé, dont la production est jugée inférieure de 8 p. 100 à celle de l'année dernière, voici, d'après l'une des meilleures statistiques, celle du ministère de l'Agriculture de Hongrie, quelle en est la récolte par pays :

*Pays importateurs.*

	Production de 1897.	Besoin annuel.	Déficit pour 1897.
	(En millions d'hectolitres.)		
Angleterre.....	18.50	86.00	67.50
France.....	95.00	125.00	30.00
Allemagne... ..	38.00	55.00	17.00
Autriche.....	11.50	32.00	20.50
Italie.....	36.00	53.00	17.00
Hollande.....	2.20	8.00	5.80
Suisse.....	1.45	8.50	7.05
Belgique.....	7.50	20.00	12.50
Danemark... ..	1.44	2.20	0.76
Suède et Norvège.....	1.85	4.00	2.15
Espagne.....	35.50	36.50	1.00
Portugal.....	2.50	5.00	2.50
Turquie d'Europe.....	10.00	13.50	3.50
Grèce.....	0.85	3.00	2.15
Egypte.....	4.00	5.00	1.00
Algérie.....	4.50	5.00	0.50
Tripoli.....	1.10	1.50	0.40
Tunisie.....	1.70	2.00	0.30
Australie.....	8.60	9.00	0.40
Total.....	282.19	474.20	192.01

*Pays exportateurs.*

	Production de 1897.	Besoin annuel.	Excédent pour 1897.
	(En millions d'hectolitres.)		
Russie.....	111.40	100.00	11.40
Hongrie.....	34.60	30.00	4.60
Roumanie.....	15.50	8.00	7.50
Bulgarie.....	10.50	8.00	2.50
Serbie.....	2.50	2.00	0.50
Turquie d'Asie.....	25.00	23.00	2.00
Indes.....	63.50	62.00	1.50
Etats-Unis.....	173.50	118.00	55.50
Canada.....	18.00	10.00	8.00
République argentine.....	13.00	10.00	3.00
Chili.....	5.35	4.50	0.85
Total.....	472.85	375.50	97.35



temporaire des blés, le fonctionnement du régime douanier offre un peu plus de sincérité : l'équilibre s'est du moins rétabli à un niveau moins différent entre les marchés français et les marchés étrangers.

En France, d'ailleurs, si l'on a bien vendu ce qu'on a récolté, on a, comme partout, récolté un peu moins que l'an passé. Les emblavures de 1897 ont été chez nous inférieures de 375.492 hectares à celles de 1896, et la récolte du blé est en déficit sur la précédente de 25.145.643 quintaux<sup>1</sup>; et tandis qu'en 1896, le rendement moyen à l'hectare avait atteint 13 quintaux 48 dépassant de 3 quintaux environ celui des deux autres années, progrès économique réel, le rendement de la présente récolte n'accuse que 10 quintaux 38. C'est, on le voit, un produit brut à l'hectare moyen de 290 francs environ.

En 1896, le rendement étant de 13 quintaux 48, le blé d'autre part ne valait guère que 17 francs l'hectolitre, et le produit brut de l'hectare moyen n'était que de 229 francs. On peut estimer en définitive à 60 francs environ la plus-value que la hausse des prix de blé procure en moyenne cette année à l'agriculture française, par hectare cultivé. Mais s'il y a eu un quart ou un cinquième de récolte en moins sur l'année dernière, le prix total qu'elle réalisera sera-t-il supérieur à celui qu'elle a obtenu en 1896 ?

\*  
\* \*

Quant au prix du pain, il n'a guère suivi, depuis quelques années, le prix de vente du blé. Le pain de première qualité valait en 1867 et 1868, 0 fr. 45 avec du blé à 34 francs le quintal; en 1879, 0 fr. 43 avec du blé à 33 francs; en 1880, 0 fr. 41 pour du blé à 30 francs, en 1881, 0 fr. 39 pour du blé à 28 fr. 82. Il a été depuis le mois de septembre dernier, à Paris, à 0 fr. 42 et 0 fr. 45 pour du blé à 28 et 29 francs. Or, d'après même la taxe officieuse qui

---

<sup>1</sup> Surfacesensemencées et récoltes de ces deux dernières campagnes en France d'après l'état de la récolte préparé le mois dernier par le ministère de l'Agriculture (avec la comparaison à l'année 1891):

	Blé	
	Surfacesensemencées (hectares.)	Récolte de grains (quintaux*)
	—	—
1891.....	5.751.844	58.792.693
1896.....	6.870.352	92.606.713
1897.....	6.191.850	67.461.100















la station d'essai a été confiée, parvenir avec le temps à résoudre le « problème agricole malgache » qui comprend trois points principaux, les suivants.

Il s'agit, en effet, de trouver d'abord un ou plusieurs systèmes de culture fournissant à la colonie les produits les plus indispensables, pain et vin.

Puis il faudra rechercher et essayer les cultures dont les produits auront un débouché local assez important pour permettre la mise en valeur d'une grande partie des terres d'Émyrne.

Enfin, parmi les produits agricoles que l'Europe demande à ses colonies, il reste à dégager ceux qui, après avoir été grevés des frais de transport jusqu'à la côte, pourront, aujourd'hui ou plus tard, supporter sans désavantage la concurrence étrangère.

LOUIS DE TOURVILLE.

---

## REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES

### EN LANGUE FRANÇAISE

---

**SOMMAIRE :** *Revue des Deux-Mondes* : Concurrence et chômage. Nos rivaux, nos charges, notre routine. L'enseignement de l'agriculture. Qui exploitera la Chine ? La hausse du blé et la baisse de l'argent, la mort du bimétallisme. — *Le Correspondant* : La future surpopulation du globe. — L'alcoolisme, ses causes et ses remèdes. Les caisses d'épargne scolaires et le crédit agricole. La crise agricole, la condition passée et présente des paysans. — *Nouvelle Revue* : L'instruction publique contribue-t-elle au progrès ? Contre l'annualité des budgets. — *Revue britannique* : Les végétariens des États Unis. — *Revue de Paris* : Les syndicats agricoles. — *La Réforme sociale* : Les chrétiens français contre l'alcoolisme. — *L'Association catholique* : Les dogmes sociaux. — *Journal de la société de statistique de Paris* : Les bénéfices comparés du travail et du capital. — *Revue d'Économie politique* : Définition de la participation aux bénéfices. — *Revue socialiste* : La cité socialiste. — *Le Devenir social* : Les conditions économiques de la santé. — *L'Humanité nouvelle* : La conception matérialiste de l'histoire. La question religieuse. — *La Revue philanthropique* : Le mot et la chose, faut-il faire des enfants ?

La grande industrie paraît donner tant de profits aux peuples qui s'y sont livrés jusqu'à ce jour, que tout le monde veut se lancer dans cette voie. Ce ne sont plus seulement les nations civilisées de l'Europe, qui luttent à qui dominera, c'est-à-dire à qui exportera le plus et importera le moins. La concurrence se généralise : les peuples nouveaux ou rajeunis entrent en scène et, non seulement ils entendent se passer des produits européens et se suffire à eux-mêmes, mais ils prétendent nous battre dans nos propres foyers, nous inonder de leurs exportations sans rien recevoir en échange. M. Paul d'Estournelles de Constant considère cet état de choses comme un grand péril pour la vieille Europe, et se demande sérieusement, que dis-je ? anxieusement si ladite Europe est capable de résister à ce péril de la concur-













Nous pouvons ajouter que la conclusion sentimentale de M. de Nadaillac est beaucoup plus facile à *scientifiser* que celle de ses adversaires. Les obstacles d'ordre physiologique qui entravent le progrès de la population sont déjà nombreux; les obstacles d'ordre psychologique sont encore plus nombreux et plus influents. L'homme a toujours plus manqué à la terre que la terre à l'homme, et il y a de très fortes raisons pour que cela continue.

— M. Vanlaer termine son étude sur l'alcoolisme dans le *Correspondant* du 10 juillet. On y voit que les remèdes essayés jusqu'à ce jour n'ont pas produit de résultats bien satisfaisants.

Aux États-Unis on a fondé des refuges spéciaux pour les buveurs d'habitude; on y jouit de tout le confort et de tous les agréments possibles, ce qui n'est point à dédaigner, on y mène joyeuse vie sans boire, « c'est un traitement qui n'a rien de sévère..., sauf l'abstinence. » Mais « les pensionnaires ont l'habitude de se procurer autant de whisky que bon leur semble, sans autre peine que celle de descendre aux portes de la ville, située juste en dehors des limites de l'asile. »

En Russie, la loi de 1885 a supprimé tous les cabarets, et n'a autorisé la vente en détail de l'eau-de-vie que dans les établissements où l'on sert à manger, les *traktirs*. « Du jour au lendemain on vit les campagnes se couvrir de *traktirs* nouveaux, établis précisément dans les cabarets de la veille. »

En Norvège aussi la loi a voulu lutter contre l'alcool. « On profite largement de toutes les facilités d'éluder la loi, et si peut-être on boit moins d'eau-de-vie, on avale, en revanche, des quantités énormes d'un soi-disant *portvin*, fabriqué à Hambourg, qu'on paie 0 fr. 60 la bouteille, et qui est un breuvage très alcoolique et très malsain. »

Si la loi n'existait pas, le mal serait peut-être encore plus grand? M. Vanlaer ne le pense pas : « La réforme radicale que les Norvégiens ont entreprise paraissait d'autant moins nécessaire chez eux, que le cabaret y était déjà, pour ainsi dire, moralisé, placé sous la surveillance et sous la direction des sociétés philanthropiques. » Quand nous disons aux *nomolitres* que la loi paralyse l'initiative privée, ils ne veulent pas nous croire.

Et en France? On a fait peu de chose, mais on parle de revenir au régime d'autorisation des cabarets pour en restreindre le nombre. « L'autorisation, dit M. Vanlaer, veut une puissance, qui non seulement soit assez juste pour la donner à propos, mais encore assez forte pour la refuser quand il faut. Or cette puissance n'existe plus. »

























































« En réponse à une question qu'on m'avait posée au sujet de l'émigration des assistés aux champs, j'avais affirmé de prime abord que cent familles au moins parmi celles auxquelles on avait confié des *city lot farms*, avaient, comme suite de l'expérience acquise, cherché et trouvé à s'établir à la campagne. Eh bien ! je me trompais, mais en restant bien au-dessous de la vérité. En effet un honorable habitant de Waltz, petit village du Michigan, m'écrit ce qui suit : « J'ai lu dans les journaux ce que vous avez dit à propos du « city farming », et je crois que vous avez amplement raison, car rien que dans les environs il est venu s'établir vingt-cinq de ces familles dont vous parliez. »

Nous avons insisté un peu longuement sur les origines du système adopté par la *New-York Association for improving the condition of the poor* : c'est que les résultats de cette méthode ont été bien mis en lumière par les expériences que nous venons de résumer.

Aussi l'Association en question a-t-elle donné à un comité issu d'elle et ayant pour président M. R. F. Cutting, la mission de diriger un département dont l'organisation et le fonctionnement sont tels que nous les avons décrits pour Détroit. Le rapport dudit comité a déjà établi qu'il existe à New-York 17.329 lots de terrains inoccupés, représentant une surface de 560 hectares, plus bas que la 145<sup>e</sup> rue ouest et que la Rivière Harlem ; et l'on a pu constater d'autre part que les pauvres gens inoccupés s'empressent d'accepter et d'utiliser ces terrains quand ils ne se trouvent pas à plus de 5 kilomètres de leur domicile. Si le sol est mauvais par lui-même, il peut être aisément fertilisé par le dépôt des terres qui proviennent des excavations faites en ville et surtout par les ordures ménagères qu'il est si facile de se procurer <sup>1</sup>.

Il ne faut pas croire que Détroit et New-York soient les seules villes où l'on pratique ce mode d'assistance : dernièrement en effet M. Leghait, ministre de Belgique aux Etats-Unis, disait, au cours d'une tournée faite dans les Etats de l'Ouest : « Je dois signaler ici une idée qui me semble nouvelle et fort pratique. Dans nombre de grands centres, la municipalité oblige les propriétaires de terrains vagues (terrains à bâtir), soit dans la ville même, soit dans son voisinage immédiat, à les mettre à la disposition provisoire d'un comité qui en distribue la jouissance (gratuite et limitée jusqu'au temps où le propriétaire en dispose définitivement) aux indigents ou aux ouvriers sans travail, pour la culture maraîchère, des fleurs ou autre. Le comité leur fournit le logement et leur loue les ustensiles nécessaires. De nombreuses

---

<sup>1</sup> A New York, pour une dépense de 5.000 dollars, la récolte a produit 9.000 dollars.

familles trouvent ainsi à récolter en ville de quoi subsister et même de quoi faire quelques profits. C'est surtout la pomme de terre qui est ainsi cultivée. »

A notre connaissance, Buffalo, dans l'Etat de New-York, Omaha dans le Nebraska et Seattle, sur la côte du Pacifique, sont à citer parmi les villes qui ont mis en pratique le système des lots de terrains vagues à cultiver, et qui ont rencontré un plein succès, les pauvres honnêtes paraissant apprécier très vivement les généreux efforts faits pour les aider.

Tous ceux qui ont prêté la main à cette œuvre si généreuse et tout à la fois si habilement conçue, semblent particulièrement satisfaits, non pas seulement de réussir au sens général du mot, mais surtout de constater qu'ils rencontrent une véritable gratitude chez ceux qu'ils aident et à qui ils fournissent une occasion de se sortir de peine *par leurs efforts personnels*. Car là est le nœud de la question et le secret de la charité bien entendue, de l'aide mutuelle qui ne doit pas être l'aumône démoralisante ! donner aux pauvres la faculté de gagner leur vie, et les empêcher de tomber au rang du mendiant professionnel, chez qui disparaît toute dignité.

D. B.

---















Dans la correspondance que nous avons échangée à l'occasion de ce discours, l'amiral Réveillère me disait qu'il avait été frappé de la bonne tenue, de l'ordre, de la discipline qui régnaient dans l'assemblée à laquelle il l'avait adressé. Assurément, me disait-il, il y avait dans cette assemblée bien des hommes dont les idées en matière politique, sociale, économique, sont différentes des nôtres ; de ceux que l'on qualifie volontiers de socialistes, peut-être de révolutionnaires. Et cependant, quelle excellente tenue, quelle attention, quel sérieux, quel désir évident de comprendre et de bien faire ! Nous sommes en face des éléments d'un monde nouveau à l'état de formation.

Oui, sans doute. Et c'est ce que méconnaissent trop ceux qui, en combattant des doctrines qu'ils jugent avec raison fausses et dangereuses, oublient les ménagements dûs aux personnes, et ne se souviennent pas assez que c'est pour gagner les hommes en les éclairant, non pour les anéantir ou les humilier, qu'il faut les réfuter quand on les croit dans leur tort. .

Si tous les hommes qui possèdent la science, l'influence, l'autorité personnelle, allaient à ceux qui en sont encore dépourvus, la bienveillance dans les yeux et la vérité sur les lèvres, combien de malentendus disparaîtraient, combien de sympathies s'éveilleraient ; combien de bonnes volontés seraient mises en œuvre, et avec quelle joie nous pourrions assister à l'éclosion de ce monde nouveau : monde de travail, de justice, de respect mutuel et de liberté, dont l'enfantement, faute des secours nécessaires, est si douloureux, si hasardeux même !

On a parlé de la politique de la main ouverte. La voilà, la vraie politique de la main ouverte : c'est celle qui porte devant elle la lumière qui éclaire, non la torche qui incendie.

FRÉDÉRIC PASSY.

---

---

# BULLETIN

## PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Octobre 1897.)

---

3. — **Rapport** suivi d'un décret portant réorganisation du service de la justice au Congo français (page 5547).

5. — **Décret** portant règlement sur le fonctionnement du service des douanes au Dahomey (page 5578).

8. — **Rapport** suivi d'un décret ayant pour objet de désaffecter certains territoires de la Nouvelle-Calédonie attribués à la transportation (page 5617).

— suivi d'un décret portant organisation du service des douanes et régies en Indo-Chine (page 5671).

9. — **Circulaire** adressée par le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes aux préfets, relativement à l'application du décret du 4 juin 1888 concernant l'accès des sociétés d'ouvriers français aux adjudications publiques (page 5634).

12. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre des Affaires Étrangères sur la situation de la Tunisie en 1895 (page 5679).

15. — **Décret** rendant exécutoire en Algérie la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés (page 5753).

17. — portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 décembre 1895 concernant les caisses de retraite (page 5775).

18. — **Arrêté** portant nomination des membres des comités d'admission de l'Exposition universelle de 1900 (page 5791).

— **Rapport** suivi d'un décret portant approbation d'une convention passée entre le ministre des Colonies et la compagnie française de Madagascar pour la construction et l'exploitation d'une voie navigable sur la côte est de Madagascar (page 5819).

19. — **Décret** complétant l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 mai 1891 relatif aux dénaturations de sucre (page 5839).

20. — **Décret** portant promulgation de l'acte additionnel et de la déclaration du 4 mai 1896, modifiant la convention internationale de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection de la propriété littéraire et artistique (page 5855).

21. — **Rapport** suivi d'un décret fixant à la Guyane la part maximum des communes sur les produits du budget de la colonie et en déterminant la répartition (page 5889).

25. — **Rapport** du Gouverneur Général de Madagascar sur l'agriculture dans cette colonie (page 5963).

27. — **Notification** au gouvernement de la République française, par le Conseil fédéral suisse, de l'adhésion du gouvernement allemand, en ce qui concerne le territoire allemand de l'Afrique du Sud-Ouest, à l'arrangement international conclu à Vienne, le 4 juillet 1891, relativement à l'échange des mandats-poste (page 5999).

— **Rapport** suivi d'un décret rendant exécutoire un vote du conseil général de la Guadeloupe exonérant du droit d'octroi de mer les produits chimiques destinés à l'agriculture comme engrais (page 6000).

28. — **Décret** rendant applicables aux écoles d'enseignement supérieur d'Alger les dispositions du décret du 21 juillet 1897 relatives aux affaires contentieuses et disciplinaires de l'enseignement supérieur (page 6011).

30. — **Circulaire** notifiant un arrêté relatif à la réglementation des secours à accorder aux ouvriers des entrepreneurs de la marine, victimes d'accidents (page 6068).

31. — **Note** relative à la prise de possession des îles Juan-de-Nova, Europa et Bassas-da-India (page 6090).

---





















comme sujet de discussion la question suivante, formulée par M. É. Levasseur :

DE L'EMPLOI DE LA MÉTHODE HISTORIQUE EN ÉCONOMIE POLITIQUE.

**M Levasseur** prend la parole pour développer la question.

Il y a quelques mois, dit-il, lorsqu'après avoir terminé mon travail sur l'*Ouvrier américain*, je venais d'écrire et de lire à l'Académie la préface dans laquelle j'ai été amené à parler de la méthode historique en économie politique, j'ai pensé qu'il pouvait être intéressant de faire de cette question le sujet d'un de nos entretiens.

Le Bureau l'a réservée pour la séance dans laquelle nous devions célébrer le cinquantenaire des quatre plus anciens membres de la Société d'économie politique. C'est vous dire que votre choix n'a pas été déterminé par la solennité récente du 15 octobre dans laquelle un éminent professeur, M. Schmoller, élu recteur de l'Université de Berlin, a traité une question analogue dans son discours d'inauguration.

La question a déjà été soulevée ici il y a plus de vingt ans : je me rappelle encore la discussion à laquelle ont pris part, dans des sens différents, MM. Wolowski et Courcelle-Seneuil.

Je commence par rappeler que par ma doctrine j'appartiens à l'école libérale, qu'en second lieu, dans mon enseignement, j'use très souvent de la méthode dogmatique (laquelle, je le dis entre parenthèses, n'a rien de métaphysique puisqu'elle procède d'observations généralisées), qu'en troisième lieu une grande partie de mes travaux relèvent de la méthode historique. En effet le premier ouvrage que j'ai publié en 1854, à une époque où ce genre d'études était encore peu pratiqué, particulièrement dans l'Université, porte sur l'histoire financière : *Recherches historiques sur le système de Law*. C'est de 1857 que date la publication en deux volumes de mon *Histoire des classes ouvrières en France jusqu'en 1789* et c'est de 1868 que date la seconde partie, en deux volumes aussi, de la même histoire *depuis 1789*. Mon ouvrage sur *La population française*, qui a paru il y a peu d'années, et l'*Ouvrier américain*, qui paraîtra avant la fin de l'année, sont aussi du genre descriptif. D'autre part, c'est le désir de faire connaître et comprendre les relations naturelles qui existent entre le sol, l'homme et la production de la richesse qui m'a incité à introduire dans l'enseignement secondaire en France la géographie économique et à entreprendre des travaux qui m'ont occupé une vingtaine d'années. Je suis donc autorisé à affirmer qu'entre une doc-

























































































point. Beaucoup d'entre eux avaient prévu et prédit les conséquences du système. Mais le commun du peuple n'est pas aussi bien renseigné : il y a tant de gens intéressés, ou plutôt se croyant intéressés à lui cacher la vérité.

Nous devons donc remercier M. Urbain Gohier d'avoir résumé les effets du protectionnisme. Nous le félicitons surtout de l'avoir fait avec tant de verve et d'entrain, sans phrases superflues, sans même un mot de préambule.

A part quelques légères inexactitudes dans les chiffres, notamment dans le prix du sucre en Angleterre, la thèse, ou plutôt le réquisitoire de M. Gohier, nous paraît irréprochable. La protection a produit des effets diamétralement opposés à ses promesses. L'agriculture a été dupée, elle périlite plus que jamais ; l'industrie, qui a pourtant eu la meilleure part, continue de languir ; le commerce agonise ; la marine marchande française se meurt pendant que la marine allemande prend sa place ; les souffrances des ouvriers sont augmentées directement par le renchérissement des subsistances et indirectement par le chômage, qui est la conséquence forcée du marasme des transactions et de la concurrence que leur font, même sur notre marché, les ouvriers étrangers. Car, on le sait, si les patrons français sont protégés contre les patrons étrangers, les ouvriers français ne le sont pas contre leurs collègues du dehors.

Tels sont, sommairement résumés, les principaux résultats du retour au protectionnisme. Nous n'entrerons pas dans le détail des conséquences politiques, financières, etc., du système, on ne peut tout dire. Passons plutôt à la quintessence de l'étude de M. Gohier, à son opinion sur les motifs et les intentions des promoteurs et organisateurs du protectionnisme.

Comme l'indique déjà le titre de son ouvrage, M. Gohier suppose que la restauration de ce régime a été un *nouveau pacte de famine* conclu entre les exploiters du peuple. « L'œuvre de 1892, dit-il, n'est pas une œuvre économique, mais un complot politique en même temps qu'un crime social. » D'après lui, il y aurait, semble-t-il, préméditation de la part des législateurs, d'affamer le peuple.

Il ne faudrait pas prendre cette accusation au pied de la lettre et nous aimons à croire que la plume de M. Gohier a dépassé sa pensée. En effet, à quoi bon attribuer à la malice des hommes ce que leur ignorance et leur présomption expliquent suffisamment. Que peut-on espérer de législateurs qui ont été séquestrés du monde depuis leur enfance jusqu'au jour de leur élection, pour apprendre le grec, le latin et autres choses *mortes*, qui n'ont aucun rapport avec la *vie sociale* ? Ce qui prouve qu'ils ne sont pas les seuls coupables ou, pour mieux dire,



























du bien qu'elle en recueillera, les autres à faire de même. Si bien que, sans secousse, sans convention formelle et sans aucun de ces traités qui pèsent comme des chaînes, et que trop souvent l'on n'aspire qu'à rompre, le désarmement se fera par l'effet naturel de l'apaisement. Et l'apaisement s'affermira par une conséquence naturelle du désarmement.

Je laisse de côté — parce que je ne puis refaire le travail de M. Moch — les divers développements dans lesquels il entre, pour montrer comment, en fait, pourra se réaliser ce désirable soulagement; et quelles mesures de transition devraient être prises pour assurer, aux cadres des effectifs successivement réduits, les garanties d'existence sur lesquelles, en faisant de l'état militaire leur carrière, ils ont été en droit de compter.

J'en ai dit assez — j'espère n'en pas avoir trop dit — pour montrer quel est le puissant intérêt de cette belle étude, et pour valoir tout particulièrement à l'auteur les sympathies des économistes et des vrais libéraux.

FREDÉRIC PASSY.

P.-S. Les exemplaires restants du mémoire de M. Moch, ainsi que des autres mémoires présentés au Congrès par le même auteur sur *La clause arbitrale considérée comme fondement des traités d'alliance défensive*, et *La question de la langue internationale*, sont à la disposition des personnes qui en feront la demande au *Bureau international de la paix*, à Berne, ou au *Bureau français de la paix*, 6 rue Favart, à Paris.

F. P.

LIBERO SCAMBIO, ESAME CRITICO DEGLI ARGOMENTI PRO E CONTRO, per ARNALDO AGNELLI, in-8°. Ulrico Hoepli Milano. 1897.

La liberté est de droit naturel, par conséquent supérieure à tout droit artificiel. Elle n'a donc pas besoin d'être justifiée; ce sont, au contraire, les réglementations humaines, restrictives par essence de la liberté, qui devraient présenter leurs passeports parfaitement en règle. Il aurait donc été plus convenable, semble-t-il, d'intituler ce livre : *La protection*, que *Le libre-échange*; c'est du moins la méthode que personnellement j'ai suivie pour me faire une opinion sur cette matière. Mais les deux chemins peuvent conduire au même but; nous ne blâmerons donc pas le titre, d'autant que les conclusions auxquelles arrive l'auteur ne diffèrent pas considérablement des nôtres.





introduit que lorsque ces préjugés seront dissipés ; mais l'avenir est à lui.

« Une telle politique, qui répand et assure la paix, qui développe la civilisation, qui abaisse le prix des consommations, qui encourage l'épargne, qui, surtout, ferme l'ère des privilèges, pourra contribuer à cette élévation des classes ouvrières, à cette union du travail et du capital, qui est la seule solution relative de la question la plus grave de notre temps ».

Le travail de M. Agnelli a obtenu un prix au concours Cossa d'économie politique ; il est fait consciencieusement, écrit posément, sans esprit de combativité ; il n'apprend pas grand'chose aux économistes, mais ce n'est pas sa prétention. L'essentiel est que les protectionnistes le lisent et le méditent. Ce sont les inconvertis qui ont besoin d'être prêchés ; or, l'*examen critique* de M. Agnelli, sans être un sermon est une bonne instruction familière.

ROUXEL.

---

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — Le vote de la loi sur les accidents du travail. — Les résultats de l'assurance contre les accidents en Autriche-Hongrie. — L'accroissement des dépenses publiques et les droits sur les valeurs mobilières. — Le rapport de M. Charles Roux. La comparaison des progrès de notre commerce avec ceux du commerce de l'Angleterre. La décadence de notre marine marchande. Les projets de loi protectionnistes. — Les progrès de la production du sucre dans le monde et l'arrêt de la consommation en France. — La maladie des grèves et ses causes. — Un discours libre-échangiste de Lord Rosebery. — Le record du protectionnisme. — Mort de M. Henry George.

La Chambre des députés a débuté, à sa rentrée, par voter à l'unanimité moins 13 voix, la loi sur les accidents de travail, qui met le risque professionnel à la charge de l'entrepreneur dans un certain nombre d'industries (bâtiments, usines, manufactures, chantiers, transports par terre et par eau, magasins publics, mines et carrières, exploitations en général, où il est fait usage de machines et de machines explosibles). Comme s'est plu à le constater M. Léon Bourgeois, c'est une loi inspirée par le socialisme le plus pur. « Reconnaissons, a-t-il dit non sans ironie, qu'il en est fait des questions où nous sommes tous ici peu ou prou socialistes ». Le nombre de ces questions va s'augmentant tous les jours, et cela se conçoit, car le socialisme donne satisfaction au besoin qu'éprouvent les gouvernements d'augmenter leurs attributions et le nombre de leurs fonctionnaires, et à cet autre besoin des politiciens de s'assurer la fidélité de leurs électeurs, en leur donnant une part dans le gâteau du budget. Quant aux effets utiles ou nuisibles des lois qu'ils votent, ils ne s'en préoccupent guère. Ils mettent à la charge de l'entrepreneur le risque professionnel, mais ils ne s'inquiètent pas de savoir si la prime nécessaire pour couvrir ce risque, grossie des frais du mécanisme passablement compliqué de l'assurance que la loi constitue, ne sera pas payée en dernière analyse par l'ouvrier. C'est bien là le der-





penses prévues s'élèverait en 1898 à 3.408.954.530 francs, et le chiffre des recettes à 3.409.017.073 francs. C'est une augmentation de 23 millions 1/2 sur le budget de 1897 sans compter l'imprévu. D'un autre côté, les prévisions de recettes se trouvent diminuées de 26 millions environ par suite du dégrèvement imprudent et intempestif de l'impôt foncier. C'est un trou qu'on se propose de boucher par une augmentation des droits sur les valeurs mobilières et en particulier sur les valeurs étrangères. Des protestations très justement motivées se sont élevées contre ce surcroît de charges, qu'il s'agit d'imposer à des valeurs déjà trop lourdement taxées ; mais il est douteux que ces protestations aient la vertu d'arrêter le gouvernement sur la pente où le fait glisser le bon socialisme.

\*  
\* \*

Dans son excellent rapport sur le budget de l'exercice 1898 (ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes), M. Charles Roux fait une comparaison suggestive entre les progrès de notre commerce extérieur sous le régime de la protection, et ceux du commerce de l'Angleterre sous le régime du libre-échange.

En 1896, les résultats de notre commerce spécial avec l'étranger se résument ainsi :

Importations et exportations réunies.....	7.200 millions
Les chiffres de 1885 étaient de.....	7.094 —
	<hr/>
Différence en plus pour 1896.....	106 —

Remarquons que dans l'ensemble de notre commerce extérieur, les échanges entre les colonies, les pays de protectorat et la métropole n'excèdent pas, au commerce général 8 p. 100 à l'importation et 9 p. 100 à l'exportation, et au commerce spécial 10 p. 100 à l'importation comme à l'exportation.

Dans les mêmes années le commerce de l'Angleterre a présenté les résultats suivants :

	Importations	Exportations
1895.....Fr.	10.418.240.450	7.115.810.175
1896.....	11.045.222.600	7.409.480 350
<i>Importations et exportations réunies.</i>		
1895.....Fr.	17.564.050.625	
1896.....	18.454.702.950	
Ainsi donc ; augmentation des importations.....Fr.	626.982.150	
— ... exportations.....	263.670.175	
	<hr/>	
Augmentation totale en 1896.....	890.652.325	



fiant des projets et des propositions de loi, tendant à des majorations de droits de douane, qui ont été déposés sur le bureau de la Chambre. Nous le reproduisons comme un spécimen curieux de la violence des appétits protectionnistes :

1° Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 171 du tarif des douanes concernant les vins ;

2° proposition de loi tendant à modifier l'article 84 du tableau des douanes concernant les moult de raisins et les vins de liqueurs ;

3° Proposition de loi relative à l'établissement d'un droit de 20 francs par 100 kilogrammes à l'entrée des suifs et matières premières concrètes venant de l'étranger ;

4° Proposition de loi ayant pour but de modifier le taux des droits de douane visés au tableau A (1<sup>re</sup> section), articles 12, 13 et 16 paragraphe 2, article 17 paragraphe 1<sup>er</sup>, articles 17 *bis* et 30, paragraphe 2, portant sur les porcs et cochons de lait, viandes fraîches et viandes salées de porc, la charcuterie fabriquée et les saindoux, etc. ;

5° Proposition de loi tendant à modifier le tarif des douanes, tableau A, article 17, relatif aux viandes salées de porc pour la Corse et l'Algérie ;

6° Proposition de loi tendant à inscrire au tarif général des douanes des droits à l'entrée des cocons et des soies, et à attribuer une prime à l'exportation des tissus ou autres objets de soie pure ou mélangée ;

7° Proposition de loi ayant pour objet de modifier le taux des droits de douane visés au tableau A, 2<sup>e</sup> section, articles 36 et 37, et portant sur la margarine et le beurre ;

8° Proposition de loi tendant à modifier le tableau annexé à la loi du 16 août 1895 sur les tissus de soierie pure ;

9° Proposition de loi tendant à porter à 80 francs le droit de douane établi sur les graines de betteraves étrangères à leur entrée en France ;

10° Proposition de loi tendant à modifier la loi du tarif général des douanes et à établir un droit sur les graines oléagineuses ;

11° Proposition de loi tendant à modifier le n° 141 du tarif général des douanes (coton en feuilles cardées ou gommées) ;

12° Proposition de loi tendant à modifier les articles 12, 16, 17 *bis*, 19 et 20 du tarif général des douanes tableau A (viandes fraîches, viandes salées, charcuterie, conserves de viande, extraits de viande) ;

13° Proposition de loi tendant à l'augmentation des droits de douane sur les houilles et cokes ;

14° Proposition de loi tendant à modifier l'article 84 du tarif général des douanes (fruits forcés) ;



1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

délivrer aux fonctionnaires des factures régulières et certifiant l'origine nationale des objets par eux vendus. »

★  
★ ★

L'auteur de *Progrès et pauvreté*, *Protection et libre-échange*, M. Henry George, vient de mourir à New-York. Quoique son projet de nationalisation du sol, inspiré par une étude un peu trop sommaire des doctrines des physiocrates, l'ait rangé parmi les socialistes, le principe du libre-échange qu'il leur avait emprunté aussi et dont il a été le propagateur persévérant et éloquent aux États-Unis, le rapprochait des économistes. C'était un *self made man* et ceux-là mêmes qui ne partageaient point toutes ses opinions rendaient hommage à ses rares qualités d'intelligence et de caractère. Il est mort, à l'âge de 58 ans, d'un coup d'apoplexie causé par le surmenage de la campagne qu'il avait entreprise pour la conquête de la mairie de New-York.

G. DE M.

Paris, 14 novembre 1897.

---

---

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

*Annuaire de l'Economie politique et de la statistique.* Fondé par MM. GUILLAUMIN et JOSEPH GARNIER continué depuis 1856 par MAURICE BLOCK. Membre de l'Institut. - 54<sup>e</sup> année 1897. 1 vol. in-32 de 1052 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*L'Algérie et la Tunisie,* par PAUL LEROY-BEAULIEU, Membre de l'Institut. Deuxième édition remaniée et augmentée. 1 vol. in-8° de 620 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*Le Concours des caisses d'épargne au crédit agricole.* Application à l'étranger, et modes pratiques de réalisation en France. Avec des documents pour servir à l'organisation de ce concours par EUGÈNE ROSTAND. 1 vol. in-8° de 278 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*La Science de la comptabilité et son système scientifique.* Essai de classification de la science de la comptabilité. Eléments de la comptabilité par LÉO GOMBERG, Professeur de comptabilité 1 vol. in-8° de 410 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*La Statistique internationale des valeurs mobilières.* Rapport présenté, au nom du Comité spécial élu par l'Institut international dans sa Session de Berne, en 1895 par M. A. NEYMARCK. Br. in-4 de 51 p. — Paris, Guillaumin et Cie.

*Les Travaux Publics,* par YVES GUYOT. 4 vol. in-18 de 256 p. — Paris, Ernest Flammarion.

*La Comédie socialiste,* par le MÊME 1 vol. in-18° de 302 p. — Paris, Eugène Fasquelle.

*Morts et vivants,* par A. MÉZIÈRES de l'Académie française 1 vol. in-18 de 370 p. — Paris, Hachette et Cie.

*Onze mois au Mexique et au Centre-Amérique,* par LAMBERT DE SAINTE-CROIX. 1 vol. in-18 de 292 p. — Paris, Librairie Plon.

*Orient et Madagascar.* Lettre ouverte d'un travailleur à M. CLÉMENT-CEAU par LOUIS GUÉTANT. Br. in-18 de 64 p. — Paris, P.-V. Stock.

*La question cubaine et les intérêts français,* par ALBERT SAVINE. Br. in-8° de 46 p. — Paris, Librairie de l'Art Social.

*L'Utopie de la paix,* conférence faite à la Société d'Economie politique de Lyon par FRÉDÉRIC PASSY, Membre de l'Institut. Br. in-18 de 34 p. — Paris, 10, rue Pasquier.





M. L. Grandeau, professeur. — *Filature et tissage* : les mardis et vendredis à sept heures trois quarts du soir. M. J. Imbs, professeur.

*Économie politique et législation industrielle* : les mardis et vendredis, à sept heures trois quarts du soir. M. E. Levasseur, professeur.

*Répartition de la richesse*. — Le salariat, étude du salaire en France et à l'étranger. — La grève et les syndicats. — Intérêt et profit. — Les théories socialistes sur la répartition.

*Économie industrielle et statistique* : les mardis et vendredis, à neuf heures du soir. M. André Liesse, professeur.

**CIRCULATION DES RICHESSES.** — *L'échange et ses moyens économiques.* — *Les prix* : Prix de revient et ses éléments ; prix de vente. — La monnaie ; historique ; les métaux précieux : production, usages ; systèmes monétaires des principaux pays. — La situation actuelle. — Le change. — *La banque et le crédit*. — Le crédit et ses modes divers. — Classification des banques. — Banques de commerce : descriptions de leurs opérations ; services qu'elles rendent au commerce et à l'industrie : leur évolution en France et en Angleterre. — Banques d'émission en France et à l'étranger. — Banques de spéculation. — Banques populaires. — Banques foncières. — Rôle des différentes catégories de banques dans la société économique.

*Droit commercial* : les mercredis, à neuf heures du soir. M. E. Aiglave, chargé de cours.

La lettre de change. — Son historique. — Sa théorie, son fonctionnement actuel. — Les paiements commerciaux. — La lettre de change comme monnaie et comme moyen de crédit.

*Économie sociale* : les samedis, à neuf heures du soir. M. P. Beauregard, chargé de cours.

*L'Etat et l'assurance*. — Retraites. — Caisses de retraites. — Assurances obligatoires. — *L'assistance* : Assistance légale. — Assistance publique. — Assistance privée. — Sociétés de bienfaisance.

---

*La Gérante* : PAULINE GUILLAUMIN.



sant ne fait aucun cas de son antiquated title of marquis) n'est pas encore revenu de ses terres. J'ai remis les brochures à Mme d'Argenson.

En remettant à M. Jullien celles que vous lui adressez, je lui ai donné de l'une et de l'autre des notices propres à être insérées dans son journal, et qu'il a promis de placer dans le premier cahier qui paraîtra ; mais je crains que la terreur que lui inspire le gouvernement ne lui fasse supprimer quelques traits un peu prononcés de ces notices, où j'ai tâché pourtant de me tenir dans les termes les plus généraux. Mais vous savez que sous les mauvais gouvernemens, les vrais principes exposés sont des traits de satire.

le même sujet et qui se trouve aussi à la Bibliothèque de l'University College,

La Grange, 14 septembre 1821.

Monsieur.

Je profite avec un sensible plaisir de l'occasion des amis de Miss Wright pour vous exprimer ma reconnaissance de l'envoi dont vous m'avez honoré et dont je sens tout le prix, ainsi que pour vous dire que je serai toujours heureux et fier de votre intérêt et de votre approbation. La cause de la liberté sur laquelle vous avez porté tant d'affection et jeté tant de lumière se trouve aujourd'hui dans une crise générale dont le mouvement, plus puissamment contrarié que jamais, mais soutenu par l'union sympathique des patriotes de plusieurs nations, ne peut manquer d'avoir un heureux résultat. Il existe d'ailleurs aux Etats un modèle de véritable ordre social qui répond aux vieux argumens et aux illusions actuelles du despotisme et de toutes les aristocraties. Je regarde la publication des *vues* américaines de votre aimable amie, Miss Wright, dont j'ose déjà me nommer aussi l'ami, comme une des plus utiles leçons que la population européenne de cette époque puisse recevoir. Vous devriez donner une suite à votre lettre espagnole. Ces nouveaux ouvrages seraient lus dans une famille de campagne pénétrée de vénération pour vous, et au milieu de laquelle les deux excellentes sœurs auront la bonté de venir passer quelque temps.

Recevez, Monsieur, l'expression de la haute considération et du reconnaissant attachement que j'ai l'honneur de vous offrir de tout mon cœur.

LAFAYETTE.

P. S. Ma lettre était écrite lorsque par une heureuse rencontre je reçois celle de M. Bowring datée de Marseille, 3 septembre, au moment où il s'embarque pour l'Espagne ; il a bien voulu m'adresser aussi quelques publications de vous ; je vous en remercie de tout mon cœur, et désire beaucoup la continuation de cette bonté dignement appréciée par moi. J'ai vu avec grand plaisir par un article de la lettre que vous partagiez mon opinion sur l'utilité de répandre par tous les moyens l'ouvrage américain de notre amie si distinguée sous tous les rapports.















sincère dévouement. Depuis que ma fille, Mrs Comte, est allée rejoindre son mari en Angleterre, je me flatte que nous ne mourons pas sans que je sois allé encore une fois mettre mon hommage à vos pieds et vous demander votre sainte bénédiction. Si vous étiez assez sage pour ne pas travailler toujours, je vous exciterais à traverser St-James-park et Hyde-park, pour voir mes enfants et mes petits enfants dans leur retraite de Bayswater. Toujours entièrement à vous.

J.-B. SAY.

Paris, 7 octobre 1824.

Quelque jaloux que je sois de posséder de votre écriture, vous me feriez bien plaisir de me faire recopier vos lettres par votre secrétaire, bien plus habile que moi à la déchiffrer. C'est la crainte de perdre quelques mots de ce que vous me dites, qui me fait hazarder cette prière.

---

---

## LES MARCHÉS A TERME

---

### CONVERSATION DU COMTE MOLLIEU AVEC LE PREMIER CONSUL

---

La librairie Guillaumin mettra prochainement en vente la seconde édition des *Mémoires du comte Mollieu* (la première n'ayant pas été dans le commerce, l'ouvrage est presque inédit). Au moment où la question des marchés à terme est de nouveau à l'ordre du jour, nos lecteurs nous sauront gré de reproduire une conversation des plus intéressantes de l'auteur avec le Premier Consul, sur cette question. Ils y trouveront une réfutation merveilleusement claire des préjugés et des sophismes dont le Premier Consul, fort ignorant en ces matières, se faisait l'écho, et que nos socialistes et nos agrariens répètent après lui, sans pouvoir invoquer les mêmes excuses pour leur ignorance.

Le Premier Consul, que je n'avais jamais approché, m'appela pour la première fois près de lui ; il avait chargé un de ses collègues (le consul Lebrun) de me conduire à la Malmaison. J'en avais reçu l'avis avec une sorte d'émotion ; elle me quitta (je ne sais par quel sentiment qui ne provenait pas de plus de confiance en moi-même) lorsque je fus en présence de cet homme imposant, et jamais je ne m'étais trouvé plus calme.

Cette entrevue fera connaître que celui qui savait si bien employer le temps savait, quelquefois aussi, très bien le perdre ; le Premier Consul commença par me regarder attentivement, puis il ouvrit le dialogue qu'on va lire, tel que ma mémoire me le retraça, à mon retour chez moi, dans la soirée du même jour. Il dura plus de deux heures, en présence des deux consuls Cambacérès et Lebrun, témoins silencieux. Je demande pardon de ne pas faire parler mieux qu'un autre, sur des marchés de dette publique et sur des manœuvres de Bourse un homme si supérieur aux autres. Je transcris le dialogue :

Le Premier Consul me dit d'abord « que son intention, en établissant un caisse d'amortissement, avait été d'en faire l'arbitre du cours des effets publics ».





















L'objection commune contre les marchés à terme faits à la Bourse, et qui est fondée sur ce qu'on ne peut pas vendre ce qu'on ne possède pas, et que la loi ne peut pas reconnaître un marché qui n'aurait pas dû être fait, n'est au fond qu'une pétition de principe; il me semble que la loi ne doit pas défendre ce qu'elle ne peut pas punir, et bien moins encore ce qu'elle est réduite à tolérer; elle ne doit pas interdire à la Bourse de Paris un mode de transaction accrédité par un long usage à Londres, à Amsterdam.etc., et qui s'est plus particulièrement introduit dans nos habitudes d'après les changements survenus dans le régime de notre dette publique. Cette dernière considération affaiblit encore l'influence que pourrait conserver l'arrêt du conseil de 1786; et il l'avait lui-même déjà perdue avant que ces changements eussent lieu. Je ne prétends pas conclure de ce que les marchés à terme ne peuvent pas être interdits qu'ils sont exempts d'abus; c'est pour qu'ils soient réprimés dans leurs abus que je demande que les contractants soient jugés selon la loi commune des contrats; c'est pour que les abus soient plus rares que je ne me permets aucune objection contre le projet de circonscrire la compagnie des agents de change dans un moindre nombre, de constituer leur responsabilité, d'introduire surtout parmi eux la discipline de corps, qui prévient plus sûrement les fautes que la responsabilité ne les répare. »

---

## QUELQUES APERÇUS

SUR

LES EFFETS DE LA TUTELLE DES COMMUNES

---

Dans un article publié par le *Journal des Economistes* du 15 octobre 1896 <sup>1</sup> nous nous sommes efforcés de prouver qu'il est impossible de trouver dans l'*historique* des Recettes municipales un argument en faveur de la tutelle des communes. Nous avons vu, au contraire, que dans la préparation des textes législatifs concernant la comptabilité communale, les intérêts des municipalités, toujours et aveuglément sacrifiés à ceux de l'État, n'ont pour ainsi dire jamais rencontré de défenseurs, sauf dans la dernière et infructueuse tentative faite, en 1883, pour resserrer encore les liens de cette tutelle. Nous avons vu que les seules *explications historiques* qu'il soit possible de relever pour justifier l'action de l'État sont soit le désir de celui-ci de mettre la main sur les deniers communaux, comme en 1811, soit sa volonté bien arrêtée d'effacer les derniers vestiges des libertés communales — ce qui pouvait être en quelque sorte une nécessité sous un gouvernement despotique, mais n'a plus de raison d'être aujourd'hui.

Le but du présent article est de montrer que la tutelle de l'Etat, en matière de comptabilité communale, ne peut pas trouver de justification *dans la pratique*.

Mais que le lecteur se rassure. Nous n'avons pas l'intention de faire ici un cours de comptabilité. Nous nous bornerons à exposer des faits, tout en conviant les personnes qui voudraient les vérifier ou les approfondir à nous adresser leurs questions.

Pour justifier l'ingérence de l'Administration dans la compta-

---

<sup>1</sup> Les recettes municipales. Comment on peut trouver dans leur historique un argument en faveur de la décentralisation.

bilité municipale et l'obligation où sont les communes rurales de prendre comme trésorier le percepteur des contributions directes, les deux grands arguments sont les garanties offertes par la surveillance de l'État, et les difficultés que rencontreraient les petites communes à se procurer des caissiers.

#### § I. — SURVEILLANCE DES INTÉRÊTS DES COMMUNES PAR L'ADMINISTRATION.

Laissant de côté pour l'instant les innombrables inconvénients qui résultent de cette surveillance, demandons-nous d'abord si elle est bien réelle.

On conçoit une piètre idée de la machine administrative quand on voit que, malgré la double surveillance exercée sur les titres de recettes et leur perception par la Trésorerie Générale et la Préfecture, un comptable a pu maintenir ses écritures en parfaite concordance avec celles de ses chefs, et que néanmoins il lui a été possible de recouvrer, pendant plusieurs années, dans une commune, *une taxe pour laquelle aucun titre n'avait été établi*; et, dans une autre, *le montant d'un bail périmé qui subsistait de fait*<sup>1</sup>. Les communes et lui s'entendaient, d'ailleurs, et n'avaient d'autre but que d'éviter des complications d'écritures.

Ainsi, à quoi servaient là les fameux « Bordereaux détaillés » du comptable, l'apurement de ses comptes de gestion par le Conseil de Préfecture, les vérifications du Trésorier général, et de ces redoutables et omnipotents fonctionnaires appelés les inspecteurs des Finances ?

Était-elle aussi bien efficace, cette surveillance, dans le cas de ce comptable infidèle qui put passer victorieusement par les épreuves de vérifications multiples tout en volant les communes et dont les écritures, au bout de trois ans, étaient devenues incompréhensibles ? Elles étaient bien surveillées, ces écritures !

Nous pourrions multiplier les exemples : c'est inutile.

Un journal financier, il y a quelques années, a reçu communication d'un article où un comptable énumérait les méthodes aussi variées qu'intéressantes grâce auxquelles un percepteur receveur-municipal peut voler impunément si cela lui convient. La liste était longue; inutile de dire que, tout en déplorant un tel état de choses, le journal se refusa énergiquement à la publier.

Enfin qu'il nous soit permis d'enregistrer la réponse faite par

<sup>1</sup> Bien entendu, il n'est aucun des faits avancés par nous que nous ne puissions prouver.









quelques mille communes de France, les adversaires les plus acharnés de la décentralisation ne peuvent relever que des enfantillages ou des actes à côté de la question.

Quelles sont donc ces tendances qu'on a détaillées à la tribune du Parlement, et qui forment par conséquent les points d'appui des adversaires des communes ?

Le fait le plus grave est un arrêté qui semble rétablir en sous-main les corporations de portefaix. A cela on peut répondre — et on l'a répondu <sup>1</sup> que la tutelle administrative ne saurait trouver là de justification. C'est une question du ressort des tribunaux. Il y a lieu d'insister sur ce point, laissé trop souvent de côté dans les discussions sur les empiétements possibles des communes. *Toutes les fois qu'un acte administratif, contraire à la loi, lèse des intérêts privés, les intéressés n'ont qu'à s'adresser aux tribunaux.* C'est là une barrière que les excentricités municipales ne peuvent pas franchir.

Une autre tendance inquiétante est celle manifestée par le maire d'une des plus grandes villes de France interdisant, dit M. Thiers, à tout habitant de la localité d'élever des volailles dans sa maison ou son jardin. Tyrannie ! s'écrie l'illustre homme d'Etat. — Il est permis d'y voir une disposition sanitaire dont M. Thiers eût été le premier à se réjouir, s'il y avait eu une basse-cour dans le voisinage de son hôtel.

Un arrêté scandaleux aussi, et dénoncé à la réprobation des Chambres, fut celui qui obligeait dans une commune les laveurs de boyaux à loger dans les bâtiments de l'abattoir !

Et voilà les faits sur lesquels on a osé étayer *officiellement* la tutelle des communes.

Cela se passe de commentaires.

On répète à satiété : si les communes sont laissées libres, elles se ruineront. M. Thiers lui-même a employé ce vieil argument. Toutefois, quoique grand historien, il semble avoir oublié un fait qui a pourtant son importance dans l'histoire : c'est que les rares communes qui jouissaient de franchises étendues sous l'ancien régime avaient parfois un crédit tel que le gouvernement y recourait dans les moments de crise <sup>2</sup>.

D'autre part, la surveillance administrative a-t-elle jamais empêché, et empêchera-t-elle jamais certaines communes rurales,

---

<sup>1</sup> Odilon Barrot. Chambre des Députés, 6 mai 1833.

<sup>2</sup> L'institution des rentes inscrites sur l'Hôtel-de-Ville de Paris en est un exemple frappant.



des Bâtiments, celui des Ponts et Chaussées, le Crédit Foncier et un nombre respectable de fonctionnaires inférieurs.

Etrange tuteur, en vérité, qui place dans ses propres caisses et applique à ses besoins les fonds de son pupille, l'entraîne à des dépenses extravagantes et l'oblige à boire de l'eau sale par dessus le marché !

Moins heureuse en cela que l'incapable ordinaire, la commune est privée du droit d'appel contre les agissements de son tuteur.

Odilon Barrot, parlant de cet ordre de choses anormal, inique, a dit avec raison : «... Je me sens saisi pour le ministre d'une  
« véritable commisération ; je ne puis, sans en éprouver un sen-  
« timent pénible, penser qu'il s'occupe des budgets, des bâtisses,  
« des procès, des gardes champêtres de ses communes, enfin de  
« tous ces mille et mille détails qui ne se trouvent, je dois le dire,  
« *dans aucune constitution, libre ou despotique*, de l'Europe civi-  
« lisée. Il ne faut pas que vous vous dissimuliez que la centrali-  
« sation dont nous ont dotés successivement le comité de Salut  
« Public et l'Empire est *une anomalie dans le monde civilisé...* »

Les adversaires de la décentralisation se sont battu les flancs pour trouver quelques exemples de l'incapacité des municipalités : on a vu quels sont ces exemples. C'est par centaines, d'autre part, que l'on peut citer des cas où la tutelle administrative est contraire à l'intérêt des communes.

Entrons pour un instant dans le détail et examinons brièvement les plus importantes opérations de la comptabilité communale.

I. *Adjudication*. — Que penseriez-vous d'un médecin qui appliquerait la même dose d'élixir parégorique à un homme de 30 ans et à un enfant au maillot ? C'est exactement ce que fait l'Etat avec sa panacée universelle, l'adjudication publique, appliquée aux communes. Et ceci nous amène à considérer un autre aspect de la tutelle administrative : c'est qu'elle est une, inexorable, inflexible dans le sens propre du mot. Elle est de ces choses qui ne plient pas ; elle est faite pour tous, est la même pour tous et ne comporte pas de degrés. C'est cette immuabilité qui cause, pour ainsi dire, tout le mal. Elastique, la tutelle des communes serait presque compréhensible. Telle qu'elle est, elle est une monstruosité, car il n'y a rien d'absolu dans ce bas monde.

Assimiler Lyon où Bordeaux à une commune comme Morteau (Haute-Marne) qui comptait en 1889 12 habitants — y compris la population flottante — ; soumettre aux mêmes formalités l'amodiation de coupes de bois et la vente de briques cassées pro-



d'un rouage administratif. Dans les cas où l'adjudication est de nature à être favorable à la commune, cette dernière, grâce à l'intervention de l'Etat, est en général privée de son auxiliaire le plus précieux, son trésorier.

Le même percepteur étant receveur de 8, 12, parfois 20 villages, comment ferait-il pour assister à toutes les adjudications, qui ne peuvent avoir lieu, en général, que le dimanche, et tombent fréquemment le même jour : il y a force majeure, car on ne peut pas contraindre les communes à prendre leur tour et à attendre des mois que le percepteur soit libre. On se passe donc de lui. Qu'arrive-t-il alors ? Que par suite de l'absence du fonctionnaire en quelque sorte le plus intéressé dans la question, les municipalités se laissent aller peu à peu à glisser légèrement sur les formalités de l'adjudication. On voit se produire des faits étonnants. Dans certains villages le cautionnement devient une véritable profession, exercée par des individus plus ou moins tarés qui, n'ayant rien à perdre, vendent volontiers leur signature pour une « tournée » au cabaret. Ailleurs, c'est un amodiataire qui, accepté sous la condition qu'il se procurera *ultérieurement* une caution, circule de porte en porte à la recherche d'une signature quelconque : pure affaire de forme ! Nous avons déjà, dans cette Revue, cité une adjudication où l'amodiataire se présente avec une caution qu'il ne connaît pas même de nom — la municipalité non plus — et qui d'ailleurs est dans un tel état d'ébriété qu'elle ne peut se nommer : inutile de dire qu'elle est acceptée et qu'on laisse au secrétaire de mairie le soin de découvrir l'état civil de ladite caution.

On voit là un des résultats pratiques de la façon dont s'exerce la tutelle des communes. Privées, par la force des choses, du concours et des lumières de leur comptable, n'ayant avec lui que des rapports éloignés, les municipalités ne sont pas tenues au courant des difficultés de recouvrement, s'en rapportent à l'Etat-Providence du soin de tout arranger à la fin du compte et laissent se rouiller entre leurs mains les armes qu'on leur a données pour défendre leurs intérêts, mais dont on ne leur apprend pas à se servir.

II. *Rentrées et Poursuites.* — Un des premiers devoirs du gérant ou du trésorier d'une exploitation quelconque est évidemment de surveiller les débiteurs de celle-ci, et de se tenir au courant de leur solvabilité, afin d'agir en temps utile. Il n'est pas un homme d'affaires qui ne sache ce que cette fonction exige d'attention, de tact, de flair, de connaissance individuelle des débiteurs ainsi que de leur situation sur le marché.





journee de marche de certaines de ses communes, et qu'il voyage à ses frais ; sans compter qu'il a, à diverses époques de l'année, trop d'ouvrage à son bureau pour circuler sur la grand'route à la recherche de renseignements problématiques ; irait-il dans ses villages qu'il aurait de grandes chances de ne pas rencontrer les personnes susceptibles de l'éclairer.

Il est à remarquer que les produits communaux sont exigibles le plus souvent, vers la fin de l'année ; or, à cette époque, les percepteurs ont déjà fort avancé leurs recouvrements sur contributions : ils ont lancé les avertissements sans frais, fait des tournées supplémentaires, commencé les poursuites : il leur faut recommencer toutes ces opérations pour les redevances communales proprement dites. Un comptable doit être bien amoureux de son métier pour déployer dans cette deuxième période la même activité que dans la première, surtout quand il voit autour de lui ceux de ses collègues qui n'ont pas le souci des produits communaux — tout en étant souvent mieux payés que lui — continuer tranquillement leur besogne ordinaire et même se mettre en avance en préparant les comptes qu'ils doivent fournir le 31 mars suivant. Il y a plus ; quand l'argent est « rare », que les rentrées se font difficilement, ce n'est que dans les trois premiers mois de l'année suivante qu'expirent les délais accordés par les maires aux mauvais payeurs. C'est au moment où le percepteur a le plus d'ouvrage pour le service des contributions<sup>1</sup>, qu'il lui faut (ou lui *faudrait* !...) courir chez les notaires et les huissiers pour recueillir les sommes qui peuvent être dues aux communes, entamer des négociations sans fin avec les municipalités pour obtenir des autorisations de poursuites, amener à composition, à force de ruse et de patience, les gens trop pauvres... ou trop riches... pour pouvoir être poursuivis.

Quand on est chargé de besognes si multiples, on ne peut pas les mener toutes à bien. Entre son service de l'Etat, qui est *le seul* dont ses chefs lui tiennent compte, et les intérêts des communes, le receveur hésitera-t-il ? Lecteur, hésiteriez-vous, vous-même ?

C'est toujours et éternellement la même chanson : le percepteur, débordé, laisse de côté « provisoirement » les produits communaux ; les maires ne sont que trop heureux de se retran-

---

<sup>1</sup> Montage des livres, rattachements des rôles divers, groupement et expédition des avertissements, rédaction des états de cotes irrécouvrables, travail des mutations foncières, rédaction des comptes du service vicinal, dernières poursuites sur contributions, travail des comptes de gestion, etc.







désintéressé envers les communes, il agit trop fréquemment à contre temps et gâte par des subventions inopportunes les municipalités qui voient dans ce procédé une excuse pour se lancer dans des entreprises au-dessus de leurs moyens..... A quoi bon ?

Ces faits sont connus pour la plupart.

C'est tous les jours que les agents des communes se lamentent, en vain, sur cet état de choses ; tous les jours aussi, ce qui est plus triste, que l'exaspérante exigence des juges des comptes de gestion pousse les municipalités dans la voie de la dissimulation, de subterfuges indignes d'elles, et les entraîne à jouer la pitoyable comédie des mandats fictifs.

Rappellerons-nous, en terminant, que cette tutelle aveugle et étroite a été parfois une cause de désaffection des communes envers l'Etat, cet Etat qui, à des époques critiques, a trouvé le moyen d'étouffer dans les engrenages de sa paperasserie routinière les symptômes d'attachement aux institutions de la France, manifestés par des municipalités jusque-là hésitantes ? Rappelons-nous ces dépenses de la Fête nationale rejetées par le Conseil de Préfecture parce qu'il y avait une erreur de calcul dans le nombre des lampions, et que le mémoire portait un détail de boissons qui n'était pas assez administratif ? Nous avons vu de près cette commune et constaté l'effet produit. Nous avons vu la réponse du maire aux injonctions du juge du compte. L'Administration en a-t-elle fait son profit ? C'est au moins douteux.

Un soldat a dit un jour, dans un style tout militaire :

Le monde croûlerait... que l'horrible routine,  
Survivrait au désastre, immobile et créline...

Espérons toutefois que le monstre n'est pas aussi vivace qu'il le paraît<sup>1</sup>.

GEORGE NESTLER TRICOCHÉ.

---

<sup>1</sup> Nous nous proposons d'examiner ultérieurement la question du recrutement des comptables municipaux ruraux et de terminer ainsi notre étude de la comptabilité des communes.

---



des relations internationales, il offre cependant un intérêt à ceux qui savent regarder : non seulement parce qu'ils auront sous les yeux toutes les créations et les inventions de la science, mais parce que, dans la préparation de l'Exposition, dans la construction des Palais qui l'abriteront, on met encore en œuvre les procédés les plus perfectionnés du progrès moderne. Cela est particulièrement vrai pour l'Exposition de 1900, qui est l'occasion de constructions non point provisoires, mais définitives, où l'on est forcé de recourir aux méthodes les plus importantes de l'art de l'ingénieur.

Pour l'instant, si l'on veut suivre les travaux qui s'exécutent sur les deux rives de la Seine, on y verra employer les systèmes les plus divers de fondations : et je n'ai certes pas besoin de rappeler l'importance que présente toujours une pareille question, puisque de sa solution dépend l'existence de tout ce qu'on édifie. C'est du reste sur ce problème que s'est exercée et que s'exerce encore toute l'ingéniosité des inventeurs, afin de répondre aux difficultés innombrables et si variées en face desquelles on peut se trouver.

Chaque fois que, en creusant plus ou moins profondément la terre, on atteint une roche dure, compacte, où ne filtrent pas d'eaux dangereusement abondantes, le travail est enfantin, car il n'y a qu'à maçonner dans une tranchée ; quand on se trouve au milieu de gravier incompressible (c'est-à-dire qui ne s'affaissera pas sous le poids des fondations et des bâtiments), mais perméable, comme il serait impossible d'épuiser l'eau qui envahirait la fouille avec une très grande rapidité, on a la ressource d'y couler du béton. Grâce à la chaux hydraulique, on verse dans la fouille une sorte de mortier contenant des petits cailloux, du béton, qui *prend* et durcit au milieu de l'eau même. Si le terrain est compressible, par exemple quand il est constitué d'argile tendre et qu'il ne forme guère qu'une pâte molle où s'enfoncerait une construction d'un poids même très faible, alors on recourt aux pilotis. Ces pilotis ne sont pas autre chose que des pieux énormes, souvent des arbres presque entiers, longs de 8, 10 mètres, et dont l'extrémité inférieure est garnie d'une pointe de fer, d'un *sabot*, comme on dit ; on les enfonce verticalement dans le sol sous les coups répétés d'un *mouton*, qu'on élève au moyen d'un appareil à vapeur, la *sonnette*, et qu'on laisse retomber brusquement de haut sur la tête du pilotis. C'est précisément ce que l'on voit pratiquer en ce moment sur les chantiers de l'Exposition, aux Champs-Élysées, là où doit s'élever le nouveau Grand









jamais dans la maçonnerie même. Ce caisson est comme une grande boîte métallique sans couvercle, immergée le fond en haut, et dont les côtés consolidés soigneusement se terminent inférieurement par un véritable couteau métallique qui facilitera son enfoncement dans le sol. Pour faire descendre ce caisson, on charge son toit de gueuses de fonte, de pierres, et le plus souvent on y établit la maçonnerie formant la base de la pile, de la culée, qui s'élèvera plus tard tout entière sur le caisson complètement enfoncé. Voici le caisson immergé et reposant sur le fond de la rivière, par exemple : son intérieur constitue la chambre de travail, c'est-à-dire l'enceinte d'où l'on chasse l'eau par injection d'air comprimé, et où les ouvriers descendent par des écluses à air pour effectuer les terrassements. Pendant qu'ils creusent en-dessous, des maçons continuent la maçonnerie au-dessus du toit du caisson ; ces derniers sont du reste abrités de l'envahissement de l'eau qui les environne par des *hausses*, cloisons métalliques étanches qu'on élève au-dessus et en prolongement des parois latérales du caisson. Il arrive un moment où les travailleurs d'en-dessous ont enlevé tout le terrain meuble, où ils atteignent la roche compacte, dans laquelle les couteaux du caisson et le caisson lui-même ne peuvent plus s'enfoncer. Il ne reste plus alors qu'à remplir complètement la chambre de travail avec du béton soigneusement comprimé et à achever la maçonnerie extérieure ; celle-ci reposera solidement sur le monolithe que forme le caisson avec son bourrage de béton.

Tel est en somme le système qu'on suit pour les fondations des culées du grand pont de l'Exposition, à cela près que le caisson ne s'enfonce pas à proprement parler dans l'eau, mais mi-partie dans le sol de la berge et mi-partie dans le lit de la rivière. Celui de la rive droite, aujourd'hui achevé de *foncer*, tout comme son frère de la rive gauche, qui va commencer à s'immerger à son tour, a de très grandes dimensions, 46 mètres de long sur 40 de large. Pour ceux qui ont vu le fonçage de ce premier caisson ou qui auront occasion de suivre les travaux du second chantier, nous dirons que les tubes terminés à leur partie supérieure par un large renflement qui s'élèvent au-dessus de la boîte métallique du caisson, ce sont les écluses à air. pour le passage soit des ouvriers, soit des matériaux. Ils débouchent au-dessus d'un grand plancher sillonné de voies ferrées, sur lesquelles roulent des wagonnets recevant les déblais qui sont enlevés du fond de la chambre de travail : ces déblais montent jusqu'en haut des écluses au moyen de bennes, et se déversent ensuite dans les wagons.



















bientôt en une pâte consistante, qu'on introduit dans un moule et que l'on passe dans un four à 1.250°; un coup de presse hydraulique sur cette masse plastique, et l'on obtient modelée, estampée et déjà refroidie une pièce de céramo-cristal ayant exactement la forme voulue pour l'emploi auquel on la réserve.

Le céramo-cristal imitera à volonté, et suivant la finesse de son grain, la pierre ordinaire, le ciment ou le marbre; il fera des revêtements de murailles inaltérables, inattaquables aux acides; il sera loisible d'en composer des décorations et des mosaïques, en employant des plaques de couleurs et de formes variées. Enfin, plus résistante au choc que la pierre de taille, cette matière se combinera plus heureusement encore que le verre et la faïence avec le métal pour donner une architecture nouvelle.

\*  
\* \*

Nous avons signalé autrefois un petit moteur merveilleux de puissance et de simplicité qu'on appelle la turbine à vapeur de Laval. Un des avantages de ce système, c'est qu'il peut travailler avec de la vapeur aux pressions les plus élevées, ce qui réduit la consommation du combustible dans une énorme proportion. Précisément cet inventeur vient d'imaginer et de faire fonctionner à l'exposition de Stockholm une chaudière fournissant de la vapeur à 220 atmosphères! Bien plus, dans cette chaudière extraordinaire, l'alimentation en charbon, en eau, en air, le réglage de la production de la vapeur et de sa pression, sont assurés automatiquement. Tout y est compris le mieux du monde pour obtenir un fonctionnement particulièrement économique, non seulement en tirant du combustible toute la chaleur qu'il peut donner, mais en réduisant au minimum la surveillance du mécanicien.

Il serait malaisé, sans figure, de faire une description complète de ce générateur; mais on peut dire, d'une façon résumée, que chaque kilogramme de houille brûlé donne jusqu'à 8 kilos de vapeur, que par suite, avec une sécurité qu'on est en droit de considérer comme absolue, la nouvelle chaudière fournit sous un faible volume une puissance considérable, et qu'elle forme, unie à la turbine à vapeur du même inventeur, une installation mécanique de premier ordre.

DANIEL BELLET.

---

**REVUE**  
**DE**  
**L'ACADÉMIE DES SCIENCES**  
**MORALES ET POLITIQUES**

(Du 1<sup>er</sup> août au 15 novembre 1897)

---

**SOMMAIRE :** Les conflits de devoirs en matière de patriotisme. — Le recensement de la Russie. — M. Nasse et le socialisme de la Chaire. — L'assistance médicale obligatoire. L'admission des femmes au barreau. Les élections en Autriche et en Hongrie. — Travaux divers. — L'emploi de la méthode historique en économie politique. — L'enseignement intégral. — Décès,

M. Louis Legrand, correspondant de l'Académie, a lu un mémoire sur *les conflits de devoirs en matière de patriotisme*.

On a soutenu que l'importance des devoirs est en raison de l'étendue des groupes auxquels ils s'appliquent et qu'on doit préférer le bien des groupes les plus étendus à celui des groupes plus restreints. Ce système est attrayant par son aspect symétrique ; il a l'air d'être conforme à la justice, parce qu'il conseille de placer l'intérêt général avant l'intérêt personnel. Dans beaucoup de circonstances, il peut fournir une règle de conduite satisfaisante. L'avantage d'une agglomération plus nombreuse a grande chance d'être d'un ordre plus relevé que celui d'une individualité ou d'une coterie. On peut se demander pourtant si la force numérique d'un groupe, est un motif déterminant qui doit toujours faire pencher la balance en sa faveur. Si c'était la loi du nombre qui devrait l'emporter toujours et quand même, à quel titre pourrait se défendre un peuple contre qui l'univers se coaliserait ? Et pourtant ce droit, il l'aurait incontestablement à l'encontre du















## II

Après avoir achevé la lecture du magistral rapport sur *la condition des ouvriers aux Etats-Unis* rédigé à la suite de la mission qui lui avait été confiée en 1893 par l'Académie des sciences Morales et Politiques, M. Levasseur a soumis à ses confrères la préface destinée à être mise en tête de cet ouvrage. L'éminent économiste, si bien qualifié pour traiter ce sujet, y a formulé au sujet de *l'emploi de la méthode historique en économie politique* des remarques qui ont leur place ici.

Il y a dans l'ordre économique, comme en mainte autre matière des esprits faits d'une pièce, qui se portent tout d'un côté. Les uns, partant de ce principe que les sociétés humaines sont dans une évolution continue et que les faits ne sont que des accidents liés aux circonstances, racontent sans même conclure et sans essayer de pénétrer à travers les phénomènes jusqu'à la loi économique à l'existence de laquelle ils ne croient pas : ce sont des annalistes, ce ne sont pas véritablement des historiens de l'économie politique, pas plus que ceux qui se servent des faits comme d'une arme de guerre. D'autres déclarent que l'économie politique est une science qui n'a besoin que d'un nombre très limité d'observations pour établir ses lois fondamentales sur des bases solides. Ils sont convaincus que l'essence des phénomènes étant toujours la même, la multiplicité des détails de l'histoire n'y ajoute rien et qu'elle a même l'inconvénient de troubler la limpidité de la déduction scientifique, précisément parce qu'elle ne présente de différences que par des conditions accidentelles. Ces économistes sont de purs théoriciens qui envisagent l'économie politique comme une science toute rationnelle et déductive.

Il existe indubitablement un ordre de faits d'une nature spéciale qu'on nomme économiques et qui, sans être l'unique centre vers lequel gravitent tous les intérêts, toutes les idées et toutes les passions de l'humanité, est cependant un des pivots du mouvement social. Cet ordre de faits est intimement mêlé aux autres ordres de faits sociaux ; on ne peut bien le comprendre que si, tout en l'isolant pour les besoins de l'analyse scientifique, on l'envisage dans sa relation avec l'ensemble du mouvement social propre à chaque nation et à chaque temps. Il peut être l'objet d'études spéciales ; il doit l'être et il est précisément la matière de la science économique. On peut contester que cette science soit entièrement faite aujourd'hui parce que des jugements contradictoires, inconciliables se produisent dans l'interprétation de





méthodique de la totalité des facultés de l'intelligence par le moyen de l'universalité des sciences. Son but doit être la formation d'hommes complets, et non de machines plus ou moins bien construites.

Descartes a rédigé un plan complet d'enseignement à l'usage des « artisans de Paris » ; la mort prématurée de l'illustre philosophe en empêcha la réalisation. Ce plan reposait sur deux principes essentiels : l'unité de l'intelligence, l'unité de la science ; il aboutissait à l'organisation de cours essentiellement pratiques. La même conception a été reprise par Auguste Comte mais avec plus d'ampleur, avec une notion plus complète de l'ordre des différentes sciences. Le plan d'éducation populaire tracé par le chef de l'école positiviste mérite, à très peu de chose près, d'être approuvé et réalisé : 360 leçons réparties en sept années de treize à vingt ans et portant successivement sur les sept sciences de la hiérarchie : mathématiques, astronomie, physique, chimie, biologie, sociologie, morale. Nul n'ignore que tous les efforts de ceux qui s'occupent de l'instruction du peuple tendent actuellement à organiser l'enseignement post-scolaire. Par malheur, nos cours d'adultes, nos conférences, malgré le zèle de tous ceux qui s'y consacrent, ne sont point dominés par cette idée philosophique, une conception d'ensemble et vraiment directrice ; cette idée seule peut en assurer l'efficacité didactique ; en utilisant et en orientant toutes les bonnes volontés, sans dépenses nouvelles, sans création d'écoles, on réaliserait un progrès qui serait une véritable révolution. La France dispose d'hommes et d'organisations fragmentaires, ces ressources sont suffisantes pour que, dès demain, une expérimentation partielle de l'enseignement intégral puisse fonctionner.

MM. Louis Ménard, Guibal, Petit Dutailis, Alaux, Huit, Budé ont lu des travaux sur *L'éducation d'un Dauphin, les origines du mouvement fédéraliste à Marseille en 1793, les classes ouvrières en Angleterre au XIV<sup>e</sup> siècle, la question algérienne, Descartes et Platon, le professeur Chenet, propagateur de la méthode cartésienne au XVIII<sup>e</sup> siècle.*

#### IV

L'Académie a perdu un de ses associés étrangers les plus distingués, M. le Chevalier d'Arneth, élu le 23 décembre 1876, correspondant pour la section d'histoire en remplacement de M. le comte Stanhope ; il avait succédé, le 14 janvier 1893 à M. de Hubner, comme associé étranger.

J. LEFORT.



# LA QUESTION DE L'EXCÉDENT

ET

## LE RÉGIME LÉGAL

APPLIQUÉ AUX COMPAGNIES ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE

---

### I

Je ne sais plus quel philosophe disait aux adeptes de ses doctrines : « Mes amis, dédaignez avant tout les systèmes et ne relevez que de votre propre raison. Faites-vous juge du pour et du contre en toute controverse engagée, et prononcez-vous ensuite en connaissance de cause. Les systèmes peuvent se contredire, votre raison ne vous trompera jamais, si elle s'éclaire au flambeau de la vérité. »

Ces paroles, d'une si haute sagesse, nous sont revenues à l'esprit à propos des appréciations contradictoires qui ont été émises dans la presse, lorsqu'il s'est agi d'expliquer en quoi consistent les excédents d'actif réalisés par les compagnies d'assurances sur la vie.

Il va de soi que les compagnies plaident elles-mêmes leur cause. Les unes produisaient des chiffres savamment déduits et recommandaient leur système ; les autres vantaient leur méthode à leur tour et présentaient des résultats identiques, sinon supérieurs. La vérité restait toujours incertaine. Personne n'y voyait clair dans les états de situation exposés. On s'escrimait de part et d'autre avec la plus absolue bonne foi, on se battait à coup d'arguments, mais le public n'était pas plus avancé pour cela ; il ne savait comment se former une conviction,

C'est là, on peut le dire, le résultat inévitable des polémiques engagées dans la presse. Le débat, au lieu de prendre une certaine ampleur et d'accuser de la netteté, se circonscrit sur le terrain des équivoques et embrouille finalement les questions plutôt qu'elle ne les résout.

Et pourtant, la vérité est quelquefois dans les chiffres, elle perce

souvent dans les affirmations les plus contradictoires; l'essentiel est de la dépouiller de ses voiles, de la dégager de l'obscurité des exposés trop optimistes et de la faire apparaître resplendissante et lumineuse aux yeux des lecteurs enfin convaincus.

Qu'entend-on par les excédents d'actif dans une compagnie d'assurance sur la vie ? Ces excédents accusent-ils un véritable état de prospérité ou ne sont-ils, au fond, qu'une sorte de mirage de nature à abuser les crédules assurés ?

Certes, la question mérite examen. Il est évident qu'une société établit son crédit sur des résultats acquis indiscutables, et que les excédents d'actif ne sont pas les moins importants à mettre en ligne, surtout lorsqu'on y ajoute les bénéfices produits par les intérêts accumulés de sommes qui, quelquefois, s'élèvent, dans certaines compagnies, à plusieurs millions de francs. Mais il y a excédents et excédents comme il y a fagots et fagots.

Donc, il s'agit de connaître ces excédents. Quels sont-ils ? Faut-il porter en compte ceux réalisés au moyen des capitaux provenant des versements opérés par les assurés et laissés dans la caisse sociale pour leur être distribués à chaque fin de période du contrat avec les arrérages y afférents, ou bien faut-il les considérer simplement comme des dépôts appartenant aux assurés eux-mêmes et auxquels la compagnie ne peut toucher ?

Toute la question est là.

Dans les compagnies d'assurance américaines, notamment, — car on sait que leurs combinaisons sont des plus ingénieuses et reposent sur l'emploi des capitaux accumulés — on fait souscrire ordinairement des contrats dits *policies de distribution* ayant une durée de dix, quinze ou vingt ans. Ces contrats vous assurent une répartition de bénéfices annuels quelquefois assez considérables, bénéfices qui ne sont distribués, nous le répétons, qu'au bout de chaque période. Au lieu donc de les toucher annuellement, les titulaires de *policies* les laissent entre les mains de la compagnie, qui les fait fructifier au mieux des intérêts sociaux. Celle-ci constitue une sorte de fonds spécial restant tout à fait étranger à ce qu'on désigne sous le nom de *valeurs* d'actif, et elle appelle ce fonds l'*excédent*, tout court. L'excédent, pris dans son sens précis, limitatif, comme on voit, n'est point en conséquence un boni, un surcroît de bénéfices à ajouter aux valeurs d'actif proprement dites ; il est tout uniment un fonds qui reste la propriété des assurés ayant tenu leurs engagements jusqu'au bout, et qu'ils peuvent se partager, au prorata des sommes garanties et des primes versées, à l'expiration des périodes successives.

Faire figurer ce fonds dans l'exposé des états de situation des com-



évident, par exemple, qu'on risquerait de commettre une erreur d'appréciation si l'on comparait l'excédent de l'*Equitable*, qui a commencé à accumuler ses produits en 1868, à celui de la *Mutual Life*, qui n'a adopté son système de distribution différée qu'en 1886.

Les chiffres ci-dessus ont été extraits des rapports officiels adressés à la Législature de l'Etat de New-York par le surintendant des assurances de cet Etat, et par conséquent on ne saurait mettre en doute leur authenticité.

Nous avons essayé de nous livrer au même calcul en ce qui concerne les principales compagnies d'assurance sur la vie françaises. Malheureusement, ces compagnies ne font souscrire aucun contrat de distribution différée des bénéfices, ce qui réduit un peu le champ des évaluations, pour ne pas dire beaucoup, et met ces sociétés en état d'infériorité. Cependant nous avons pu extraire des comptes rendus des quatre compagnies du comité, qui sont les plus importantes, les bénéfices obtenus par elles : bénéfices distribués et bénéfices mis en réserve :

Compagnies	Bénéfices distribués	Bénéfices mis en réserve	Total des bénéfices réalisés.
Générale.....	87.493.786	1.800.000	89.293.786
Nationale.....	63.339.833	9.297.845	72.637.680
Phénix.....	38.509.579	1.476.955	39.986.534
Union.....	15.725.299	636.000	16.361.299

Ces résultats ne sauraient être mis en parallèle avec ceux des compagnies américaines. On sait d'ailleurs que le système pratiqué par les compagnies françaises fait deux parts des bénéfices réalisés : l'une qui va aux actionnaires, et c'est la plus importante ; l'autre qui va aux assurés, et c'est la plus faible.

Le système américain distribue la totalité de ses bénéfices aux porteurs de ses contrats.

## II

Ces explications données au sujet de l'excédent des compagnies, qui a soulevé dans la presse, comme nous le disions en commençant, un si intéressant débat, qu'il nous soit permis de répondre aux doléances exprimées par quelques-uns de nos confrères touchant les soi-disant prérogatives exceptionnelles dont jouissent en France les compagnies étrangères, au détriment des nôtres.

On a été jusqu'à parler d'immunité scandaleuse, de mirage de tarifs, de péril couru par nos nationaux, de trafic immoral, etc. Qu'y a-t-il de fondé dans ces articulations ?

C'est ce qu'il s'agit de rechercher.

Nous n'avons à prendre parti ni pour les unes ni pour les autres de













étrangères munies d'une autorisation en règle dans leur pays d'origine.

La loi de 1857 a donc eu un effet général. et cette loi est restée en vigueur jusqu'à nos jours.

Le Conseil d'Etat a examiné les demandes des compagnies étrangères, les décrets autorisant ces compagnies à pratiquer des opérations en France ont été rendus en la forme prescrite, et ces établissements se trouvent en conséquence parfaitement en règle.

Non seulement les décrets d'autorisation leur ont donné le droit d'ester en justice, mais ils leur ont garanti, en outre, l'exercice de tous les autres droits et privilèges dont les compagnies peuvent être investies sur leur propre territoire, à la condition, bien entendu, que ce libre exercice n'aura rien de contraire aux lois de la République. Le droit d'ester en justice est le plus important des droits, puisqu'il confère la personnalité civile. Or, si ce privilège a été concédé aux compagnies étrangères opérant en France, c'est qu'elles ont été reconnues irréprochablement constituées dans leur pays d'origine. On peut regretter qu'il en soit ainsi, que certaines réserves n'aient pas été faites lors de l'élaboration de la loi de 1857, mais aujourd'hui il n'y a plus à y revenir.

Les droits en question sont-ils de nature à se concilier avec notre législation ? Assurément.

La conséquence se déduit d'elle-même,

De quelles responsabilités veut donc parler notre confrère ? Nous y insistons. Qu'il veuille bien s'expliquer à son tour et apporter un peu de lumière dans la discussion. Nous concluons ensuite.

EUGÈNE ROCHETIN.

---



York, et le second d'Italie, d'Allemagne, de Chine, même. Rien loin d'avoir du capital et du travail à protéger, c'est au contraire nous qui avons besoin de leur protection.

Quant à protéger la terre, les agents naturels n'y avaient pas encore songé; loin d'être protégée, la terre est victime du régime douanier, tout ce qu'elle produit est exempt des droits de douane, et c'est sur elle que pèsent toutes les autres protections <sup>1</sup>.

Pour décider si la protection peut être profitable en quelque façon, il faut remonter à des principes certains, et non marcher au hasard.

La protection d'une industrie doit concourir à ce que, dans la vente de ses produits, elle reçoive la plus grande quantité possible d'autres produits qui lui sont nécessaires, afin de réduire au minimum ses frais de production.

Or, le régime protectionniste produit précisément l'effet contraire; il force à acheter 150 ce qui ne vaut que 100; ce surcroît de dépenses nécessite un surcroît de recettes, c'est-à-dire une élévation réelle du prix des produits et nominale des salaires. Ce mouvement se communiquant de proche en proche à toutes les valeurs, les maux que cause la protection décrivent un cercle, et retombent finalement sur l'industrie protégée. Voilà comment, loin de profiter au travail, la protection enchérit le travail et le capital, et augmente les frais de production; elle met ainsi l'industrie nationale dans un état d'infériorité.

Pour rétablir l'équilibre, on propose d'augmenter la protection.

Si je produis pour 50.000 francs par an, et si j'en dépense 60.000, ce n'est pas en empruntant 10.000 francs pour les dépenser, que j'améliorerai ma situation, c'est en réduisant ma dépense, c'est-à-dire mes frais de production. Le seul secours que puisse me donner le gouvernement, c'est de réduire le prix des denrées et des matières premières qui me sont nécessaires. Or, pour obtenir cette réduction générale des prix, il s'agit de supprimer les causes de leur majoration qui sont au

---

<sup>1</sup> L'auteur cite en exemple une industrie dans laquelle, sans protection, on faisait de rapides et grandes fortunes. On ne l'a pas moins protégée largement. Pourquoi? Parce que, dit-on, une compagnie particulière luttait avec peine contre la concurrence étrangère. L'infériorité ne dépendait évidemment que de sa mauvaise administration, et non de la concurrence étrangère, puisque d'autres compagnies réalisaient de grands bénéfices. La protection n'a donc eu pour effet que de faciliter encore l'enrichissement des compagnies bien administrées, et d'encourager les gaspillages des autres, le tout aux dépens des consommateurs. Une autre industrie était exercée par un grand nombre de petits patrons. On l'a érigée en monopole au profit d'un seul individu. La protection n'est ainsi qu'une véritable spoliation.



industrie, et la protection, quelque bien intentionnée qu'elle soit, est une source de désordre, de désharmonie sociale.

L'auteur des lettres dont nous venons de donner l'analyse reconnaît qu'il est difficile de supprimer la protection, parce que de trop nombreux intérêts y sont engagés et que cette suppression serait la ruine d'un grand nombre d'industries. Mais, dit-il, il est clair que la protection est en réalité une spoliation, le protégé est le spoliateur et le public est la victime. Pourquoi donc respecterait-on les droits du spoliateur plus que ceux des spoliés? Il concède cependant qu'il convient de préparer la transition, de suaviser (adoucir) les chocs et les frottements; il faut, dit-il, procéder graduellement, mais incessamment. Et tout d'abord, commencer par ne plus établir de nouveaux droits protecteurs, puisqu'il est démontré qu'ils nuisent à tous, sans en excepter les protégés, et puisqu'il est si difficile de les supprimer une fois établis.

Si l'on veut avoir mon avis, en terminant, sur la marche à suivre dans la déprotection, je dirai que la protection étant un obstacle aux échanges au même titre que l'absence de voies de communication, sa suppression ne fera pas plus de tort à l'industrie que ne lui en fait la construction d'un nouveau chemin de fer.

D'ailleurs, il est bien démontré que la protection ne profite pas, nuit même aux protégés — sous l'influence de la concurrence intérieure; — la déprotection ne leur ferait donc aucun tort, et il n'y aurait par conséquent aucun ménagement à observer, aucune indemnité à accorder. Ce que les déprotégés perdraient comme producteurs, ils le gagneraient comme consommateurs. Quoi que l'on fasse, les utilités et les nécessités s'équilibreront comme devant et même mieux.

ROUXEL.

---



26.174, et il n'en fut accepté que 6.647, dont 4.711 américains, et 1.936 étrangers.

Les engagements reçus dans les « rendez-vous » n'étant pas toujours suffisants, on a recours à un autre moyen pour se procurer des recrues ; on organise des *recruiting parties* qui opèrent ainsi : De temps à autre, on détache un petit peloton d'hommes, choisis parmi les plus fins et les mieux tenus, sous le commandement d'un officier, pour parcourir les villages et *settlements* dans un certain rayon autour du poste occupé par le corps. On voyage par étapes, tout doucement, campant sur les places publiques ou dans quelque autre endroit bien en vue ; faisant la cuisine en plein air ; donnant, en un mot, aux populations une petite représentation des côtés agréables de la vie militaire. Dans ces occasions, les sergents sont souriants, les officiers aimables, et les hommes si heureux, que les recrues s'enrôlent en masse. En quelques semaines, les *recruiting parties* de l'Ouest reçurent 1.582 engagements. Les individus que l'on se procure ainsi n'appartiennent pas à la couche sociale qui fournit les recrues ordinaires ; ce sont des garçons de ferme, des gardiens de bétail (cowboys), de petits *clerks* de boutiques villageoises. En général, ils ne s'engagent pas par besoin ; ils sont littéralement éblouis par les boutons bien astiqués et le bagout des commis-voyageurs en recrutement. L'armée y gagne, elle en a besoin, d'ailleurs, car les journaux lui font beaucoup de mal en la décrivant comme une école de correction. En somme, elle est tout ce qu'elle peut être aux Etats-Unis, et le général Hancock dépeignait parfaitement la situation, en écrivant au secrétaire de la guerre : « Le patriotisme ne peut pas fournir des recrues pour l'armée régulière. Au contraire, il pousse les citoyens, en temps de paix, dans la voie des affaires pour la prospérité générale, et en cas de guerre, les fait s'élancer dans les rangs des volontaires. Il n'existe pas de courant, de sentiment public sur lequel on puisse compter pour remplir les rangs d'une armée permanente, et c'est pourquoi les bureaux de recrutement peuvent spéculer sur les désirs, les goûts et les besoins des *individualités*. Dans ces circonstances, tout ce qu'on peut attendre de ces bureaux, est de nous fournir des hommes dont les qualités mentales, morales et physiques soient suffisamment développées pour qu'ils puissent être *transformés* en soldats par des règles appropriées de discipline et d'instruction. »

Dans la crainte d'encombrer les corps, tout le long de l'année, d'hommes inexercés (ce qui enlèverait aux troupes — particulièrement à la cavalerie — l'extrême mobilité dont elles ont besoin dans les postes isolés de l'Ouest et du Sud-Ouest), on dégrossit les « bleus » dans les *dépôts* avant de les affecter aux régiments. La vie au dépôt









Les désertions étant fréquentes durant la première année de service, le gouvernement retient d'office aux hommes 3 dollars pendant chacun des douze premiers mois et ne les leur remet qu'à l'expiration du premier congé. La solde du rengagé est celle de la cinquième année de service ; en outre, il a droit à une prime de 2 dollars par mois dont une partie est retenue par l'Etat jusqu'au jour de la libération. Chaque rengagement ultérieur amène une augmentation de prime mensuelle de 1 dollar.

Le logement, l'alimentation et la solde paraissent, à nos yeux de continentaux européens, ne rien laisser à désirer dans l'organisation militaire aux Etats-Unis ; l'habillement, pas davantage. La comptabilité nécessitée par la délivrance aux hommes des effets d'habillement et d'équipement est peu compliquée. Un simple soldat dans la cavalerie, par exemple, a droit à un certain nombre de vêtements durant les cinq années de son service : tant pour les premiers six mois, tant pour le second semestre, tant pour les quatre années suivantes. D'autre part, l'Etat verse à sa masse, à chacune de ces époques, une allocation correspondant à la valeur des distributions. (Ainsi, 54 dollars 60 pour le premier semestre, 44 dollars 50 pour le second, et 35 dollars 77 — 47 doll., 08 — 35 doll. 77 — 21 doll. 01, respectivement pour chacune des autres années). L'allocation pécuniaire est fixe, tandis que la distribution est subordonnée au plus ou moins de soin que le soldat a pris de ses effets, de sorte que ce dernier bénéficie de la valeur des objets d'habillement ou autres qu'il laisse en magasin. Le règlement du compte de chaque homme avec le magasin est fait tous les six mois, et lorsque, par suite de sa négligence, il reste débiteur envers l'Etat, on lui fait une retenue sur l'état de paye de juin ou de décembre, suivant le cas. (Une somme de 5 dollars est accordée en plus au soldat à son arrivée au corps, pour subvenir aux dépenses de *mise en état* de ses effets. Mais bien souvent cette somme est insuffisante par suite du peu de variété des pointures et de la maladresse des tailleurs des dépôts de recrues). Sur les 221 doll. 73 (1.141 fr. 90) qui forment la masse totale d'habillement du cavalier, plusieurs hommes peuvent épargner 75 ou 80 dollars durant leur premier congé. On cite quelques rengagés qui ont touché jusqu'à 100 dollars à l'expiration de leur cinquième année. Les allocations sont, il faut le reconnaître, assez largement calculées pour permettre de réaliser des bénéfices sans trop de difficulté sur nombre de petits articles. Ainsi, l'on reçoit, pour cinq ans, 20 paires de chaussettes de laine et 30 de coton ; 15 tricot de dessous, 15 caleçons et, dans l'infanterie, 40 paires de gants blancs. Les seules réclamations que les grognards fassent sur cette matière sont avec l'insuffisance des gantelets, celle des blouses ou vareuses,



hommes pour leurs besoins personnels et ne les commandent pas officiellement pour les corvées « privées ». On est simplement *prié* d'aider la bonne ou l'ordonnance et on est libre de refuser... mais ce n'est pas de bonne politique ! Il est impossible ajoute M. Tricoche, de faire un séjour, si court qu'il soit, dans un « Fort » sans être frappé de la galanterie, de l'amabilité, de la modestie des officiers de l'armée des Etats-Unis.

On conçoit que les postes militaires américains, placés, comme ils le sont presque tous, en dehors des limites de la civilisation, n'aient aucun rapport avec les garnisons françaises. Ils n'en n'ont même pas avec les stations avancées de l'Algérie ou du Tonkin. Les « Posts » quoique désignés sous le nom de *Forts* ne possèdent ni remparts, ni canons autres que la paisible bouche à feu qui tonne au lever et au coucher du soleil. Généralement ils se composent de baraquements disposés autour d'une sorte de champ de mars appelé *Parade*. D'après le tableau, même avec ses ombres, que M. Tricoche en trace, la vie qu'on mène ordinairement dans les Forts n'a rien de déplaisant et il nous paraît évident que si on offrait aux conscrits du continent européen d'échanger leur sort avec celui de leurs camarades américains, les casernes se videraient comme par enchantement. Mais les Etats-Unis repousseraient probablement une pareille avalanche de recrues dont ils n'auraient que faire !

M. LR.

---



piquantes, à l'endroit de nos préjugés, de nos travers, de nos ridicules et de nos vices, tant privés que publics.

Ici, l'auteur s'en prend à « ces désœuvrés aux profusions folles qui améliorent les races en faisant éreinter dans des courses insensées des hommes et des chevaux enlevés au travail; nourrissent, au détriment des infirmes affamés, des valets et des meutes, auxiliaires féroces de leurs chasses cruelles et destructrices, et font aller le commerce en prodiguant tous les luxes à des femmes éhontées. »

Là, ce sont « tous nos dirigeants — et le nombre en est grand — qui ne peuvent, par suite des usages officiels religieusement conservés, visiter le pays sans être instantanément entourés de mâts de cocagne, de parades militaires, avec accompagnement de poudre à canon, de banquets, de musique, de lampions, aux dépens des spectateurs effarés, qui quittent le travail et s'écrasent pour jouir du spectacle. »

Ailleurs, c'est cette déclaration : que « la révolution sociale — l'auteur veut dire l'amélioration ou la régénération sociale — ne peut surgir des barricades; entre le sifflement des balles, le bruit du canon et les cris des mourants. Elle ne peut non plus sortir tout à coup de l'urne électorale. Elle viendra vers nous au fur et à mesure de la transformation de nos idées et de nos mœurs... Souvenons-nous des révolutions précédentes. Rappelons-nous qu'après la destruction, la foule s'égare dans les ruines qu'elle a faites », etc., etc.

A la bonne heure! Mais, à côté et après ces lignes honnêtes et sensées, je trouve les déclamations habituelles contre « l'importation, qui nous ruine, en nous dépouillant de notre argent »; contre la désorganisation de l'industrie, privée de la direction salutaire des maîtrises, qui, « sans les abus de l'égoïsme et de la routine, auraient heureusement proportionné la production aux besoins »; contre « les expositions, par lesquelles nous livrons à l'étranger — qui apparemment n'en fait pas autant — les secrets de « notre supériorité »; et contre l'application du crédit et de l'association aux grandes entreprises dont les actions et obligations sont qualifiées de « papier-monnaie et de valeurs en l'air ». J'apprends que la France, lorsque « ses travailleurs d'une simplicité et d'une sobriété excessives mettaient en valeur les ressources nationales, se suffisait à elle-même »; que « les populations ouvrières, habituées à la frugalité, vivaient dans une aisance relative »; que « les misères, alors humbles et résignées, étaient rares et faciles à soulager »; et que l'on ne s'était pas mis, « par l'accroissement des besoins, dans la dépendance de l'étranger ».

Je lis, enfin, qu'au lieu « d'immobiliser des capitaux en constructions chères et souvent inutiles — ce qui peut bien être vrai parfois — on ferait mieux de faire bâtir chaque année un certain nombre de



































faire respecter, en empêchant de les enfreindre. Et la première de ces lois naturelles, c'est le respect des contrats librement consentis.

La liberté, dit-on, n'est point égale entre l'employeur, représenté comme un maître tout puissant — on dit volontiers un tyran — et les employés. Cela a pu être vrai alors que les lois, se rangeant du côté du patron, prohibaient, non seulement les coalitions violentes, mais toutes les tentatives d'entente entre les ouvriers pour faire modifier le salaire ou les conditions de leur travail. Cela n'est plus guère vrai — si cela peut être vrai encore quelquefois — depuis que, grâce à la liberté d'association et de réunion, les employés sont devenus légion. Et, de fait, s'ils ne formulaient jamais que des prétentions raisonnables, et ne demandaient que ce que permet l'état de l'industrie et du marché, ils auraient presque toujours le pouvoir de se faire écouter. Mais l'autorité publique, l'administration, la loi, en se faisant, sous prétexte de mettre un frein à la tyrannie patronale, les tutrices des salariés de tous degrés, ne deviennent-elles pas elles-mêmes tyranniques, et n'imposent-elles pas, à la liberté de ceux qu'elles prétendent protéger, un arbitraire bien pire ?

On cite des abus. Eh ! sans doute, il y en a ; et ils doivent être réprimés. Un enfant est l'objet de sévices ; le père ou le patron lui imposent des charges au-dessus de ses forces ; le travail dans un atelier se fait dans des conditions manifestement dangereuses et délétères. Que, sur la plainte dont ils sont saisis, ou d'office, les représentants de l'autorité publique interviennent ; soit ! Mais que, par mesure générale et uniforme, on mette tout le monde au même régime ; que, sans tenir compte des différences de force, de santé, d'aptitude, de la diversité des lieux ou des saisons, des exigences plus ou moins dissemblables des industries, on soumette tout le monde à la même règle — excessive pour les uns, insuffisante pour les autres — et qu'on enlève aux hommes le droit et l'habitude de discuter et de débattre eux-mêmes leurs intérêts, c'est le plus mauvais service qu'on puisse leur rendre en même temps que la plus criante des injustices, et la moins pratique des prétentions. La liberté doit rester le droit commun. L'intervention de l'État n'est admissible qu'à titre exceptionnel, et pour maintenir, non pour confisquer, la liberté. S'il fallait résumer mon opinion en une formule, conclut M. Passy, je dirais volontiers : la liberté, tempérée ou plutôt préservée, par la répression.

M. **Raffalovich** ajoute encore quelques faits à ceux qu'il a











---

## COMPTES RENDUS

---

La COMÉDIE SOCIALISTE, par M. YVES GUYOT, Paris, Fasquelle, 1897.

L'économie politique n'a pas en ce moment de plus dévoué ni de plus utile disciple que M. Yves Guyot. Il ne publie pas seulement de savantes études économiques, comme celle qu'il donnait dernièrement dans ce journal, sur les diverses phases de notre commerce extérieur, en le comparant, durant les mêmes périodes, à celui des autres grands Etats industriels, et d'où résultaient, avec évidence les bienfaits du libre échange et les extrêmes dommages de la protection. Ce qui ne nous empêchera probablement pas d'accroître encore les difficultés et les frais de nos transactions avec l'étranger. Il est aussi l'un des écrivains et peut-être l'écrivain qui soutient avec le plus d'ardeur et d'efficacité la lutte contre le socialisme. Journaliste, publiciste, orateur, il repousse presque chaque jour les faussetés, les calomnies sans cesse répétées contre la science à laquelle il s'est voué, et contre lui-même. Comme il cingle de ses verges les chefs socialistes, et met en pleine lumière leurs tristes calculs, leurs odieuses spéculations, leurs basses convoitises, leurs promesses effrontées et irréalisables ! Promesses qu'ils changent, d'ailleurs, suivant les milieux où ils se trouvent, et les auditeurs qu'ils rencontrent ; car ils en ont pour les campagnes et pour les villes, pour les clubs ou les Bourses du travail et pour les parlements. O ! les honnêtes gens !

J'engage surtout à lire, dans la *Comédie socialiste*, les chapitres consacrés aux « transformations de M. Guesde », aux « variations de M. Jaurès », à MM. Faberot, Deville, Millerand, et, après eux aux radicaux qu'ils tiennent en laisse, MM. Goblet, Bourgeois, Pelletan, Cavaignac. C'est la course de Lucrèce, où le fouet remplace la bague, et où nul n'échappe au rappel de ses antécédents, de ses écrits, de ses faux engagements, de ses tristes procédés. Je suis, en vérité, peu surpris, que ce livre en soit au deuxième mille de son tirage. Combien l'on se trompe, d'ailleurs, lorsqu'on imagine que la France devient socialiste ! Elle ne le sera jamais, grâce à son esprit de clarté et de probité. Que l'on compte donc les ouvriers syndiqués, livrés au socialisme ou plutôt exploités par lui, et les autres. Mais les efforts consacrés à maintenir et à propager la vérité économique au sein des populations, qu'elle

peut seule assister et ennoblir. n'en sont pas moins méritoires. C'est à eux que nous devons le respect de cette vérité, comme l'échec de ces odieuses ignorances.

*La Comédie socialiste* n'a rien d'un livre de doctrine, j'ai à peine besoin de le remarquer après ce que je viens de dire. M. Yves Guyot ne démontre ni la nécessité du droit de propriété, ni celle de la liberté du travail, ces deux bases de l'économie politique. Il se tait de même sur le capital, le salaire, l'échange, la production, la consommation, considérés scientifiquement. Mais il attaque et renverse sans pitié chacune des sottises journellement débitées au public, en dépeignant justement leurs auteurs. Et c'est pour cela que son livre est surtout lu, et qu'il rendra le plus de services. Nous sommes à la veille des élections parlementaires; il importe de s'en souvenir. M. Yves Guyot néglige, pour aujourd'hui, les enseignements de la science, tous puisés dans la plus juste, la plus sûre observation des faits; mais il n'oublie, j'aime à le rappeler, aucune des contradictions volontaires ou non, aucun des aphorismes insensés, aucune des obligeantes habiletés ou des affirmations irréalisables des statistiques erronées de ses adversaires. Quel dédain! Quelle impitoyable et vengeresse poursuite! Même après les discours les plus récents de MM. Deschanel et Méline, qui l'un et l'autre, du reste, font tant de concessions au socialisme, au nom de la charité ou du protectionnisme, il faut lire M. Yves Guyot, qui, lui, sait trop ce qu'est, pour la société, la science économique, et ce qu'entraîne chaque aveu de l'erreur ou chaque abandon de la vérité et de l'intérêt public, pour la jamais désertar. Si je voulais, quoique à grand tort, modérer mes éloges à M. Yves Guyot, je ne pourrais le faire qu'en montrant ce qu'est devenu le socialisme avec les Guesde, les Jaurès, les Millerand, les Faberot, les Deville après Saint-Simon, Louis Blanc, Proudhon, comme ce qu'il est devenu avec ceux-ci après Platon, plusieurs pères de l'église, Morus, Campanella et Rousseau. Car c'est un escalier où l'on descend toujours. L'infériorité, la pauvreté des socialistes qu'il combat, lui a rendu sa tâche plus facile. Nous sommes, je le crois toutefois, à la dernière marche de cet escalier.

Jusqu'à présent, il existait du moins des systèmes socialistes, si faux qu'ils fussent, et il n'y en a plus. M. Guesde déclare qu'il « faut être fou, pour demander ce qui arrivera à l'avènement du socialisme. » M. Millerand, le plus habile de tous, je ne dis pas le plus convaincu, vient d'assurer qu'il ne peut plus frayer avec ses amis; M. Jaurès en est réduit, descendant de la chaise de cabaret où il chantait si bruyamment la *Carmagnole* pour oublier sans doute les huées de Carmaux et les désastres d'Albi, à faire d'interminables conférences parlemen-



d'Albi ont eux-mêmes publié comment ils sont traités et payés par leurs *maîtres*, il ne les aurait assurément pas dépeints autrement qu'il ne l'a fait : « des fonctionnaires de guerre sociale, qui commencent par mettre la main sur l'atelier, la manufacture ou l'usine, et dont la tyrannie qu'ils exercent moins encore à l'égard des patrons qu'à l'égard des ouvriers, sera sans bornes. » Mais je ne veux plus citer que les derniers alinéas de la *Comédie socialiste*, qui en sont le meilleur résumé :

« Quand on voit en action la troupe socialiste, quand on lit ses programmes, quand on voit ses équivoques, ses mensonges grossiers, ses subtilités hypocrites, tous ses procédés perfides ou violents, quand on voit ses personnages à l'œuvre, il est évident que la force du socialisme ne vient ni de la puissance de ses idées, ni de l'autorité, ni du caractère, ni du talent de ses chefs : elle provient de la faiblesse de la résistance que lui opposent des hommes dont toute l'existence est liée à la propriété individuelle.

« Nous sommes le nombre, la force, la richesse, car nous représentons les 8.500.000 propriétaires de France, tous les porteurs d'actions et d'obligations, tous les industriels et tous les commerçants, petits et grands; nous avons pour nous le droit, l'expérience des siècles, les résultats acquis par l'évolution humaine, la science; — par notre apathie la France risque-t-elle donc de devenir la proie d'une bande de farceurs, de fous, de rhéteurs, d'hypocrites, de dupeurs et de dupes, qui n'ont pour programme qu'un recul vers les formes embryonnaires de l'humanité; pour moyen d'action, que le mensonge et la violence, pour idéal, que la rapine et la tyrannie? »

Ce n'est pas malheureusement que notre apathie qu'il sied de blâmer, c'est aussi notre ignorance économique que le pouvoir et le parlement se plaisent trop, sans s'en douter, il est vrai le plus souvent, à entretenir, et que chaque jour M. Yves Guyot s'applique si bien à détruire, montrant ce que sont ses plus attitrés professeurs.

GUSTAVE DU PUYNODE.

---





voulons fonder un gouvernement libéral en France ; si nous voulons avoir des institutions dignes d'un gouvernement de discussion, il ne faut ni craindre ni favoriser nos adversaires : il faut leur donner le droit commun. »

La nouvelle loi sur les sociétés de secours mutuels est aussi l'objet de justes critiques. « Elle augmente la liberté de leurs placements, mais en même temps elle garantit  $4\frac{1}{2}$  p. 100 de revenu aux fonds qu'elles placent sur l'Etat. » Le choix n'est pas embarrassant ; les fonds iront s'engloutir dans les caisses du Trésor, et les contribuables en payeront l'intérêt. Les sociétés de secours mutuels deviennent ainsi des sociétés de mendicité ; une telle prévoyance n'est en réalité qu'imprévoyance. Les sociétés coopératives sont un peu dans le même cas ; on les subventionne, aux dépens du public toujours, et on les exempte de patente, ce qui n'est pas très égalitaire.

On voit que la Chambre future ne manquera pas de besogne si elle veut mettre ordre à tout cela, et à d'autres choses encore que nous passons sous silence.

Pour nous résumer, il nous semble que l'organisation de la liberté, selon M. Yves Guyot, consiste principalement dans la limitation des attributions de l'Etat au strict nécessaire. « Le gouvernement, dit-il, ne doit faire que le nécessaire, mais le bien faire. Il doit garantir la liberté d'action et la sécurité de l'individu. Nous avons pour idéal : le citoyen libre dans le gouvernement fort. » Et surtout, ajouterons-nous, l'Etat ne doit rien faire de ce qui peut diminuer l'initiative et la responsabilité individuelles.

H. BOUET.

INTRODUCTION TO THE STUDY OF ECONOMICS, BY CHARLES JESSE BULLOCK  
Ph. D. in-8° New-York Silver, Burdett and Co, 1897.

Quoique ce livre ne porte que le titre modeste d'*Introduction à l'étude de l'économie*, il n'en traite pas moins, avec sobriété mais avec profondeur, toutes les principales questions qui sont du domaine de cette science. Les trois premiers chapitres sont un résumé de l'histoire économique des Etats-Unis. Cet *epitome* n'est pas seulement historique, l'auteur s'efforce de rattacher les faits aux principes. Il traite ensuite de la consommation de la richesse, de sa production, de l'échange, de la monnaie, du crédit, des monopoles, du commerce international, de la distribution de la richesse, des fonctions économiques du gouvernement.

Les chapitres sont suivis d'un index bibliographique sur le sujet traité. On pourrait reprocher à ces références d'être trop exclusive-







Après la critique devrait maintenant venir l'éloge, mais cela nous mènerait trop loin. D'ailleurs on peut s'en rapporter au jugement des lecteurs pour découvrir les bons principes qui ne manquent pas dans cet ouvrage, tandis qu'on ne voit pas toujours aussi facilement à première lecture — qui est souvent unique — les petites erreurs qui se glissent sous la plume des meilleurs esprits.

Au point de vue de la doctrine, *l'Introduction à l'étude de l'Economie* ne nous présente donc pas grand'chose de nouveau. Mais il faut tenir compte de ce que le but d'un ouvrage de ce genre n'est pas d'ouvrir de nouveaux horizons, mais de donner une idée claire, exacte, précise, de l'état actuel des diverses questions économiques. Or, à ce point de vue, l'ouvrage de M. Jesse Bullock est un modèle d'ordre, de clarté, de sincérité.

H. BOUET.

THE EXTINCTION OF WAR, POVERTY AND INFECTIOUS DISEASES, BY A DOCTOR OF MEDICINE, in-12° London, E. Truelove, 1897.

Les sociétés humaines sont en proie à trois maux principaux, entre plusieurs autres qui les assaillent : la guerre, la misère et les maladies contagieuses. Celui qui en découvrira les remèdes sera un homme trois fois grand, un nouveau Trismégiste. Il est, en tout cas, louable de chercher la solution de ces graves problèmes, et nous devons savoir gré au « Doctor of Medicine » qui publie ce compacte petit volume du zèle et de la bonne volonté avec lesquels il a traité ces questions.

La cause première des guerres consiste, d'après notre auteur, dans l'anarchie internationale, c'est-à-dire dans l'absence de lois qui régissent les rapports des Etats entre eux, comme il y en a qui règlent ceux des citoyens d'un même Etat.

Les lois et les gouvernements, dit-il, sont les plus grands biens dont les hommes puissent jouir; sans eux, les hommes seraient en guerre perpétuelle entre eux. *Homo homini lupus*, a dit Hobbes. Grâce aux institutions gouvernementales, la vie civile devient à peu près supportable dans la nation; mais l'état de nature, état de guerre par son essence, continue de subsister entre les nations. C'est l'anarchie ou « l'état de nature » existant entre les nations qui a rempli de guerres toute l'histoire du passé.

Il n'y a donc qu'un moyen de mettre un terme à la guerre, c'est de supprimer l'anarchie, c'est-à-dire d'établir des lois internationales, comme il y en a de nationales, et, pour faire observer ces lois, d'instituer un pouvoir souverain assez fort pour tenir ou faire rentrer dan



ont été traduits dans la plupart des langues; nous avons sous les yeux la 21<sup>e</sup> édition anglaise datée de 1882 et la 4<sup>e</sup> édition française de 1885. Un pareil succès de librairie par le temps qui court est bien de nature à griser un auteur et à le confirmer dans ses principes.

Effectivement le mystérieux docteur est encore, en 1897, ce qu'il était en 1882 au sujet du problème de la misère. Il la rattache toujours à la même cause, il indique les mêmes remèdes et il ne paraît guère avoir tenu compte des travaux qui ont été publiés depuis ses *Eléments* et des objections qu'on a faites à l'application des remèdes qu'il propose. Dans les *Eléments de science sociale*, la cause première de la misère est la surpopulation, et le remède souverain consiste dans la limitation, non pas des mariages, — l'auteur dit au contraire de très bonnes choses au sujet du célibat, de la prostitution etc, — mais du nombre des enfants dans chaque ménage et ce, non pas en faisant appel à la conscience, à l'intérêt bien entendu des hommes, mais l'intervention de la loi.

C'est encore, ni plus ni moins, la thèse soutenue dans le présent volume.

La surpopulation, dit en substance l'auteur, est la cause première et unique de la misère. Les familles nombreuses sont la cause réelle des bas salaires et de la cherté des aliments dans les pays civilisés. Les enfants trop nombreux sont une source de difficultés et d'anxiétés parmi les riches aussi bien que parmi les pauvres.

Le seul remède possible à la misère consiste donc à diminuer la demande des aliments, c'est-à-dire le nombre des hommes. Et, pour qu'une réforme si étendue et si difficile puisse être effectuée, l'intérêt particulier, la conscience, le concours de l'opinion publique, la coopération de toute la société sont des moyens insuffisants. La loi seule, fermement sanctionnée par le gouvernement, peut opérer ce prodige.

On voit que, d'après l'auteur, la nature est une marâtre qui n'a pas pourvu à la subsistance de l'homme ou qui lui a mesuré beaucoup trop parcimonieusement la terre et ses produits. Les moyens de subsistance sont et ont toujours été insuffisants.

On disait déjà cela au commencement du siècle pour l'Angleterre. La population a doublé depuis et sa richesse a suivi une progression encore plus rapide. L'auteur le dit aujourd'hui de la France; pourtant sa population est restée à peu près stationnaire, quoique sa richesse ait considérablement augmenté. Si les subsistances manquaient en France il y a cinquante ans, elles ne doivent plus manquer aujourd'hui qu'elles sont doublées pour la même population, ou bien que faut-il donc aux français? Des repas pantagruéliques? En seraient-ils plus heureux?









leur exactitude. « Paris, qui renfermait, en 1720, près de 750.000 personnes, dont 150.000 étaient domestiques, compte maintenant (1750), près d'un million de têtes. » Notre *citoyen* loge son million d'individus en 23.000 maisons, 1.050 rues et 2.000 boutiques. Aujourd'hui, nous comptons 75.000 maisons, 3.000 voies et 6.000 magasins environ.

L'almanach des Arts et Métiers nous informe que, parmi les métiers existant de son temps à Paris, on comptait dix professions principales ainsi réparties :

Imprimeurs, 50; emballeurs, 175; faïenciers, 250; fruitières, 330; gantiers, 315; horlogers, 350; restaurants, 425; lingères, 800; couturières, 1.500; tailleurs, 1.800.

Chiffres qui correspondraient aux nombres de 225, 350, 300, 2.800, 340, 1.800, 4.800, 1.400, 5.000, 3.000.

En 1770, Chantoiseau introduit de nouveaux perfectionnements. L'almanach royal n'indiquait que les noms et demeures des officiers de cour, des magistrats et des militaires, Chantoiseau entreprit de faire un pareil « annuaire indicatif des fabricants et marchands, courtiers et artistes du royaume, en recouvrant même les domiciles de ceux qui seraient transplantés d'un lieu à un autre ». Il va même jusqu'à donner leurs prénoms, surnoms, enseignes et anecdotes, le tout pour 3 fr. 15 sols.

Bottin n'avait plus qu'à venir, et il vint après beaucoup d'autres. Son *Almanach du Commerce*, continuation de celui de La Tynna, date de 1820. M. Bénard raconte les difficultés qu'il rencontra, les luttes qu'il soutint contre ses concurrents ou contrefacteurs, et la fusion qu'il fit de son *almanach* avec l'*annuaire* Didot en 1857.

Depuis lors, bien des almanachs et annuaires ont vu le jour. Quelle est la profession, quelle est la société littéraire ou scientifique qui n'a pas le sien ?

Mais l'*Almanach du Commerce*, le corpulent Bottin ne répond plus aux besoins du jour. Il est d'abord devenu trop volumineux. Il faudrait un fort de la halle pour le remuer; or, un tel livre devrait pouvoir être déplacé par tout le monde, même par les enfants; ensuite, il n'est qu'un assemblage d'adresses, sans autre ordre que l'alphabétique.

Il y a donc lieu de publier un *Répertoire* par profession, et de faire de chaque profession un petit volume facilement maniable. Cette réforme rendrait de grands services au commerce intérieur, et surtout extérieur, c'est pourquoi M. Bénard intitule son projet *Répertoire consulaire*. Ce répertoire serait divisé en huit cahiers, correspondant aux huit grandes divisions professionnelles, subdivisées en classes et

groupes, sections et spécialités. Pour donner une idée plus claire de son plan, l'auteur présente le tableau du cinquième cahier, classe des métaux.

Ce n'est pas tout, M. Bénard est féministe, et il propose que les difficultés des classements une fois vaincues, on abandonne le labeur matériel du répertoire aux femmes. Et comme on ne peut y employer toutes les déshéritées, on donnerait la préférence aux veuves et orphelines de militaires, et aux compagnes et enfants de facteurs, non moins dignes d'intérêt. Au xx<sup>e</sup> siècle incombera la tâche de réaliser ce projet.

H. BOUET.

---

LA CRISE DE L'ÉTAT MODERNE. DE L'ORGANISATION DU SUFFRAGE UNIVERSEL,  
par M. CH. BENOIST. Firmin-Didot édit.

M. Benoist est un écrivain adroit, souple et brillant qui excelle à faire de la critique de belle apparence. Je doute cependant que ceux qui espèrent une amélioration à nos régimes électoraux en recherchant le meilleur mode de représentation des minorités ou une solution acceptable de la représentation proportionnelle, acceptent son jugement.

Si tout récemment à Lausanne on a tenté un essai de représentation proportionnelle, ce n'est pas simplement pour le plaisir de faire de la bonne arithmétique, mais dans un but de concorde et de bonne administration.

On espère qu'une représentation sincère, qu'une participation plus sérieuse de tous aux gestions publiques, amènera une plus grande somme d'éducation et de solidarité, une meilleure sélection et une plus grande indépendance des élus, une orientation différente des luttes préparatoires et par suite une moindre division et un moindre désarroi dans le pays et encore comme conséquence une meilleure discipline dans les assemblées, et par suite des assises sérieuses pour n'importe quel gouvernement local ou général.

Pour bien juger en cette affaire il n'est pas nécessaire de savoir aligner et numéroter des arguments, d'être habile à projeter sur eux des mots subtils ou pittoresques, il faut avoir le sens des réalités, l'expérience des choses.

Un habitant de Lausanne, mêlé depuis longtemps aux luttes locales de son pays, ayant été tour à tour vainqueur et vaincu, ayant conservé l'amour de son pays et de ses concitoyens, et un grand désir de concorde et de bonne administration a pour juger cette question, des

raisons, qu'il ne saurait peut-être pas bien dire, mais qui sont de plus de portée que les imaginations d'un brillant polémiste de Paris.

M. Ch. Benoist qui est un littérateur de talent ne connaît probablement qu'imparfaitement la matière électorale avec laquelle il veut construire un édifice nouveau en la remaniant suivant une formule neuve.

Il propose un amendement à la loi électorale de la chambre et un amendement à la loi électorale du sénat.

Tous les auteurs d'amendements s'exagèrent la portion de leur œuvre. M. Benoist suit la règle. Les critiques qu'il adresse à ce qui est connu, à ce qui a été proposé avant lui sont présentés sous cette rubrique : la crise de l'état moderne. Dans son ardeur d'inventeur il a oublié de remarquer que son titre annonçait une étude beaucoup plus complexe et plus étendue que celle qu'il présente.

Le remède, c'est-à-dire les dispositions qu'il propose constituent seules selon leur auteur, une organisation du suffrage universel.

Dans un pays de suffrage universel, toute constitution est une organisation du suffrage universel, toute loi électorale est une partie essentielle de cette organisation.

Tous ceux qui ont cherché à améliorer la constitution ou le régime électoral ont par cela seul travaillé à l'organisation du suffrage universel.

Mais un inventeur est volontiers imprudent au point de proclamer inorganique tout ce qui existe, et de réserver le titre d'organique pour des solutions personnelles fussent-elles, pour les yeux les moins prévenus, peu viables et sans grande portée.

Que propose M. Ch. Benoist ? Aujourd'hui le charron est inscrit sur la même liste électorale que le voiturier son voisin de droite et l'épicier son voisin d'en face. Ils se rencontrent autour de la même urne avec leur propriétaire qui est rentier, avec les cultivateurs leurs clients, avec leur médecin, avec leur maître d'école.

Nous l'ignorions : Ce mode était inorganique et la Chambre actuelle ne représentait qu'un être abstrait irréel, inexistant (sic, page 277), M. Ch. Benoist veut que nos sept personnages soient inscrits sur 7 listes électorales différentes, votent dans 7 urnes séparées pour 7 candidats distincts.

Les 7 électeurs dénommés appartiennent en effet, à des catégories distinctes (système Benoist).

Et puis après. Et puis c'est tout. C'est là le suffrage universel organisé, organique, côté Chambre tout au moins. Côté Sénat nous trouverons une autre conception.

Examinons de plus près ce projet, puisqu'après tout, c'est notre rôle en ce moment. Qui sait d'ailleurs s'il n'est pas symptomatique.



Par cette dernière critique nous voulons marquer que tout réformateur du régime représentatif doit avoir les yeux fixés sur les nécessités, les attributs du gouvernement et orienter son esprit tout autrement que n'a fait notre auteur.

M. Benoist n'a nulle part défendu la nécessité de restreindre l'éligibilité, mais son intention ressort de ses phrases : dans le Nord cinq députés nommés *par et parmi* le groupe de l'agriculture.

L'intention d'éloigner des affaires la classe éclairée, les professions libérales, est manifeste ; on croit apercevoir que l'auteur trouve au contraire très à leur place, très décoratifs dans les assemblées, ces grands propriétaires, dont les prototypes sont ces lords anglais, grands chasseurs de renard et consommateurs de fortes liqueurs, au dire de Macaulay qui en parle avec irrévérence.

M. Benoist est si loin des réalités qu'il ne s'est pas aperçu que bonnes ou mauvaises ses intentions seraient vaines.

La Société d'agriculture de mon département mit à jour au concours la question du métayage et cette réunion d'agriculteurs choisit pour rapporteur du concours un avocat. Cet avocat parla du métayage parce qu'en sa qualité de propriétaire rural il le pratiquait depuis longtemps.

Les agriculteurs qui l'avaient choisi comme rapporteur auraient fait un choix judicieux en le choisissant comme député.

En réalité avocats, magistrats, médecins, pharmaciens, vétérinaires sont assez généralement propriétaires ; quand ils ne le sont pas au début de leur carrière, ils le deviennent à la suite de leurs premières économies, ou plus souvent encore par mariage. Ils pourront faire valoir par métayers et participer activement à l'industrie agricole, et se retrouver nombreux parmi les électeurs et les éligibles de la catégorie agricole.

Mais on peut pousser plus loin. M. Benoist entend-il séparer le capital agricole, la propriété, du salariat et mettre les propriétaires du sol hors de sa catégorie agricole. Le propriétaire fournit la terre, paie l'impôt foncier, fournit également les bâtiments d'exploitation, et il fait les grosses réparations, fournit une partie du cheptel bétail, il a tous les droits à être classé dans la grande catégorie agricole. Si ce point est admis une grande partie des rentiers, administrateurs, etc., feront partie de la grande catégorie agricole, sans avoir à pratiquer le métayage.

Passons à la catégorie industrielle. Les ingénieurs, administrateurs en feront-ils partie ? les actionnaires, c'est-à-dire les propriétaires du capital industriel en seront-ils exclus ? Quant aux aubergistes qui ont passé par les hauts fourneaux et les mines, ceux-là en seront sans conteste.



La catégorie du commerce est-elle mieux circonscrite ?

Sera-t-il bien difficile aux politiciens de payer patente ?

Présentement le médecin d'un village exclusivement agricole ou industriel est souvent élu maire, parce qu'il est instruit et populaire, puis il passe conseiller général et le voilà en passe de devenir député. Il en sera de même avec le système Benoist, seulement le bon docteur devra assurer sa naturalisation dans l'industrie ou le commerce ou l'agriculture.

Si ce n'est pas le bon docteur qui arrive, ce sera peut-être M. Homais le pharmacien. Lui, aura des chances plus variées. Son diplôme le classe dans les professions libérales ; il paie patente, il est commerçant, s'il fabrique une spécialité et a une petite usine, il est industriel. Capitaliste, il peut être propriétaire agricole, il peut administrer quelque entreprise de camionnage et être dans les transports, il surveille peut-être quelque pupille de l'assistance, ce qui le classe dans l'administration publique, riche il peut être rentier. Les sept catégories lui sont ouvertes.

Étudié dans son application, dans ses voies et moyens, le système de M. Benoist ne tient pas debout. Son inutilité est profonde, et il a un caractère de fantaisie.

Par contre son principe est franchement détestable.

Fort sagement la loi des français met au nom des intérêts généraux, les citoyens sur un pied d'égalité en face de l'urne électorale. Son intention est qu'ils oublient qu'ils sont les uns commerçants, les autres industriels et agriculteurs, ceux-ci propriétaires, ceux-là prolétaires, pour ne se souvenir que de la grande solidarité qui les unit tous dans la paix comme dans la guerre. Au-dessus de la vie nationale et de ses diversités sont placés les grands services publics : relations étrangères, défense nationale, justice travaux généraux finances et impôts., etc. Au regard de cette organisation nos devoirs à tous sont semblables.

Pour chercher les pensées de derrière la tête de notre auteur, nous l'avons suivi dans le voyage qu'il a fait à travers les constitutions d'Europe, et ses points d'admiration nous ont révélé l'ornementation de son esprit : il déclare généralement institutions organiques, les dispositions archaïques qu'il rencontre, tels les droits de vote dévolus à des métiers, à des corporations, à certaines familles, etc..., etc.

Il a essayé d'importer ces formes vieilles, ces survivances du passé et de les rajeunir en y adaptant le suffrage universel. Autant eut valu acheter un fonds de vieilles diligences pour les transformer en Sleeping-cars !

M. Benoist déclare page 332 que l'organisation de la Chambre autrichienne peut-être retenue en exemple (le moment est bien choisi).

Prenons l'exemple, expérimentons sur lui le système de M. Benoist, voyons ce qu'il advient de cette adaptation.

Les 353 sièges de la Chambre autrichienne se répartissent en quatre classes.

1° Grande propriété :	85 ;	soit 1 député par	63 électeurs.
2° Villes et marchés etc.,	118 ;	— 1 —	5402 —
3° Chambres de commerce			
et d'industrie.....	21 ;	— 1 —	27 —
4° Communes rurales.....	129 ;	— 1 —	10756 —

L'inégalité apparaît plus grande si on substitue le chiffre de la population à celui des électeurs (il s'agit de chiffres moyens) dans la 2<sup>e</sup> catégorie on a 1 député pour 44854 âmes et dans la seconde 1 député pour 142.754 habitants.

Depuis Servius Tullius et probablement avant, le principe de ce système est connu. Les électeurs ont plus ou moins d'importance et d'influence dans les affaires publiques suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Appliquez le système de M. Benoist. En chaque catégorie les électeurs auront droit par exemple à un député par 500 inscrits. Dans la deuxième catégorie, même nombre. Dans la quatrième, nombre doublé. Dans la première et la troisième rien du tout. Que reste-t-il des catégories ?

La catégorie, c'est le support du vote privilégié ou ce n'est rien, pis que rien.

Mais vous n'allez pas jusqu'au vote privilégié, vous n'êtes pas le tenant d'institutions archaïques. Alors à quoi bon ?

M. Benoist ne nous paraît pas avoir été plus heureux dans sa réforme électorale du Sénat.

Mais est-il urgent de toucher au Sénat français, c'est un des corps les mieux composés qu'il y ait en Europe ; toute tentative pour le rendre dissemblable de la Chambre basse nous engage dans une voie au bout de laquelle il y a sa suppression.

M. Benoist veut également donner un rôle législatif à un Conseil d'Etat, peut-être un jour dans un autre livre, retrouverons-nous cette idée plus approfondie et dégagée de ces variations sur l'organique qui par leurs répétitions sont agaçantes et ne sauraient tenir lieu de raisons. Nous la discuterons alors.

En résumé l'œuvre considérable de M. Ch. Benoist, magnifiquement éditée par la maison Firmin-Didot ne tient pas les promesses de son titre. Le mécanisme des états est plus complet que ne semble le sup-



intolérante, et de nos jours encore, dans bien des pays, si jalouse de sa primauté; il était une grande manifestation de tolérance et une tentative pour élever au-dessus des différences confessionnelles, des croyances supérieures et quasi presque universelles : l'âme immortelle, Dieu, la nécessité de la prière... etc.

D'autre part, lorsque des hommes de tous pays s'assemblent pour parler cosmographie ou anthropologie ou pour faire progresser le droit des gens, ils prouvent bien en se réunissant qu'ils se considèrent comme étant de la même humanité et ils complètent la démonstration en travaillant ensemble, car ils manifestent alors que leur esprit et leur cœur ont les mêmes préoccupations.

Que nous dira de plus le congrès de l'humanité?

Il ne faut décourager aucun bon vouloir. On nous promet d'élaborer un programme. Les promoteurs de l'idée vont allumer leur lanterne. Attendons.

D'ailleurs dans la voie où ils marchent avec les nobles sentiments qui les animent, peut-être ne feront-ils pas grand chose! ce qu'ils feront sera toujours bon.

LÉON ROQUET.

THE THEORY OF INTERNATIONAL TRADE WITH SOME OF ITS APPLICATIONS TO ECONOMIC POLICY by C. J. BASTABLE, professor of political economy in the University of Dublin. Londres, Macmillan Co, 1 vol, 1897.

Lors de la première édition de ce petit volume, l'auteur avait déclaré dans sa préface qu'il considère la théorie du commerce international comme un des produits de l'ancienne école anglaise qu'il importe le plus de conserver et de transmettre aux générations nouvelles. Ce serait pourtant une erreur de s'imaginer que M. Bastable s'est contenté de compiler ses prédécesseurs de l'école libérale. Son raisonnement net et serré et sa méthode rigoureusement scientifique sont bien à lui : tous ses arguments sont présentés à leur place, rien n'a été abandonné au hasard. Aussi a-t-il obtenu d'un de ses compatriotes l'éloge parfaitement mérité d'avoir écrit le meilleur manuel que nous possédions sur la branche la plus épineuse de la science économique.

M. Bastable passe successivement en revue les traits saillants du commerce international, établit la théorie des valeurs internationales et retrace le rôle que joue la monnaie dans ce commerce; il expose ensuite la théorie de l'équation des dettes et des créances, l'opération des changes, l'influence du commerce étranger sur la distribution de la richesse au sein de chaque nation et les effets de l'impôt















a rapport au marché des soies. A ce point de vue, plus encore qu'aux autres, c'est un document important.

La Condition des soies de Lyon a enregistré, pendant l'année 1896, 92.693 balles pesant 6.086.587 kilogrammes. Elle avait enregistré, en 1895, 102.167 balles pesant 6.825.546 kilogrammes; Le dernier exercice a donc accusé sur le précédent une diminution de 738.959 kilogrammes ou 10,82 p. 100.

Ces chiffres se décomposent ainsi :

	1895	1896	Différences
	—	—	—
	Kilogr.	Kilogr.	Kilogr.
Organsins.....	1.227.104	1.104.052	— 123.052
Trames.....	977.296	861.281	— 116.015
Grèges.....	4.576.485	4.084.816	— 491.669
Soies diverses.....	38.217	27.664	— 10.553
Bobines.....	6.444	8.774	+ 2.330
Totaux.....	6.825.546	6.086.587	— 738.959

Mais il est bon de faire remarquer que, s'il y a resserrement des affaires, l'année 1895 avait été particulièrement favorisée, et les chiffres de 1896 sont encore supérieurs de 579.981 kilogrammes ou 10,53 p. 100 à la moyenne décennale de 1886-1895, qui n'a été que de 5.506.606 kilogrammes. Dans la comparaison avec les autres Conditions, on verrait que celle de Lyon n'est pas la moins bonne : les Conditions françaises, en effet, dans leur ensemble, présentent une diminution de 11,50 p. 100, et les Conditions étrangères de 12,39 p. 100. Seulement, si l'on considère Milan, pris à part, on constate qu'il n'a perdu que 9,42 p. 100 et que son marché continue à primer celui de Lyon.

On sera peut-être curieux de comparer les chiffres des deux marchés. Les voici :

LYON		
	1895	1896
	—	—
	Kilogr.	Kilogr.
Grèges.....	4 576.485	4.084.816
Ouvrées.....	2.249.061	2.001.771
Totaux.....	6.825.546	6.086.587
MILAN		
Grèges.....	4.455.535	3.864.325
Ouvrées.....	2.460.430	2.399.690
Totaux.....	6.915.965	6.264.015

« L'importance acquise par le marché de Milan dans ces dernières années, dit le document dont nous parlons, doit être attribuée à plusieurs causes, telles que l'accroissement des récoltes dans la Péninsule et surtout le régime économique inauguré en 1888 avec l'Italie et aggravé en 1892, en ce qui concerne l'importation des soies ouvrées. L'Italie, ne pouvant plus nous envoyer en franchise des soies ouvrées, Lyon a cessé d'être, ce qu'il était autrefois, un grand marché des ouvrées italiennes et asiatiques, des organsins et trames de Chine spécialement. En même temps, les importations de grèges de Chine, qui arrivaient à Lyon par Marseille pour être réexpédiées en Italie, sont dirigées très souvent en droiture sur Milan par Gênes, afin d'éviter ce détour coûteux. Enfin le tunnel de Saint-Gothard a mis en communication directe Milan avec les grandes places de consommation de l'Europe centrale. Plusieurs de nos maisons d'importation ont, en présence de cet état de choses, installé des comptoirs à Milan, qui est devenu ainsi une grande place de vente pour les grèges en même temps que pour les ouvrées asiatiques. »

Le ralentissement des transactions de la France est indiqué par les chiffres suivants empruntés au mouvement du commerce spécial :

*Importations en France.*

	1896	1895	1894
	—	—	—
Soies grèges.... .	4.614.487	6.206.679	5.262.899
Soies ouvrées.....	36.693	44.051	61.098

*Exportations de France.*

Soies grèges.....	1.929.210	2.859.686	2.330.645
Soies ouvrées.....	434.218	477.788	195.810

On attribue cette diminution des affaires aux causes suivantes :

Après la brillante campagne de 1895, alors que l'activité de la production de l'étoffe, favorisée par un retour de la mode aux étoffes de soie pure, était très grande, quand de gros achats de matières premières avaient été faits et que tout faisait espérer la continuation de la prospérité, survinrent la crise des mines d'or, celle plus générale de toutes les valeurs à la suite des incidents de la politique orientale, la hausse du change en Italie et la faiblesse de ceux des pays asiatiques, et enfin le conflit anglo-américain qui troubla profondément le marché de New-York. Ces événements, pour être étrangers à l'industrie de la soie, n'en compromirent pas moins les brillantes perspectives de l'avenir qu'on s'était plu à espérer.

Nous avons voulu extraire du volume ces quelques détails qui ne peuvent manquer d'intéresser et que l'on trouvera seulement trop sommaires. Mais notre but était surtout de signaler les travaux de la







nité. La religion de l'Humanité, inventée par Auguste Comte, voilà la vraie religion de l'avenir.

« Au milieu de l'effondrement de toutes les anciennes croyances, qui laisse le champ libre aux ravages de l'anarchie, Comte a trouvé, pour remédier à la situation et assurer l'avenir, la foi altruiste. » Cette nouvelle foi « qui nous montre dans le service de nos semblables, le but normal de la vie, et nous fait trouver notre vrai bonheur dans le bonheur d'autrui », est seule capable de rétablir l'harmonie morale.

On a proposé récemment la science et le travail, d'autres indiquent l'amour, comme boussole de l'humanité. C'est en combinant ces deux manières de voir que l'on arrive à la vraie solution, et c'est ce qu'a fait le positivisme. « Aimer, penser et agir, » sont les trois grandes fonctions de la vie, et la devise des positivistes.

Que devons-nous penser de la religion positiviste comme norme sociale ?

Il est vrai que la notion de divinité est une idée abstraite, mais la notion d'humanité ne l'est pas moins, et l'on ne voit pas plus de raison de sacrifier à l'une qu'à l'autre.

L'altruisme n'a de neuf que le nom, chacun sait cela : Les chrétiens, les païens, tous les hommes l'ont connu et pratiqué plus ou moins ; on pourrait même soutenir que les hommes pèchent plus par excès que par défaut, c'est ce qui a donné lieu au proverbe : l'enfer est pavé de bonnes intentions.

La devise « aimer, penser, agir », n'est pas plus nouvelle que la notion d'humanité et d'altruisme ; elle correspond tout simplement aux trois premiers chœurs des anges, qui la symbolisent et que Saint-Denis l'aréopagiste a puisés dans les mystères de l'antiquité.

A ces égards la religion positiviste ne paraît donc pas supérieure aux autres. Ne leur serait-elle pas inférieure à d'autres égards ?

On sait qu'elle nie l'immortalité de l'âme et, d'autre part, elle enseigne que « le culte des morts est l'essence de la religion », ce qui revient à dire que le culte de rien est l'essence de la religion. Sentant bien cependant, combien il est absurde de limiter nos espérances, nos aspirations à cette courte vie terrestre, tout en nous conseillant de renoncer à « l'aspiration vers une éternité individuelle dans un autre monde », il nous donne « l'espérance de vivre dans la mémoire des hommes afin de les aider de plus en plus dans leur mission sociale », ce qui revient à dire que nous vivrons sans exister.

Autre question : Le positivisme proclame « la formation d'une seule église, dirigée par un chef suprême, le Grand-Prêtre de l'humanité. » Une pareille organisation ne tendrait-elle pas à un despotisme plus absolu qu'on n'en a jamais vu ? L'altruisme, dira-t-on peut-être, pré-





grandes parties : 1° la vie *prééconomique*, dans laquelle chacun se suffit à peu près, par le moyen des industries les plus rudimentaires ; la chasse, la pêche, l'utilisation et la domestication des animaux, l'agriculture et les industries les plus simples ; 2° la vie *économique*, caractérisée par l'échange, la division du travail, le transport et le commerce ; 3° la vie *superéconomique*, comprenant l'art et la science.

La première partie est peut-être la plus intéressante. L'auteur y décrit la vie et les mœurs des peuplades de chasseurs, de pêcheurs, de pasteurs, d'agriculteurs, d'après les ouvrages les plus récents et les mieux informés sur les peuples sauvages et barbares, et il tire des faits recueillis des considérations souvent instructives.

Les chasseurs, par exemple, flottant toujours entre le nécessaire et le superflu, souvent talonnés par la nécessité, deviennent plus courageux et plus intelligents que les pêcheurs, parce qu'il est plus difficile de s'emparer du gibier que du poisson. Le chasseur est nécessairement nomade : il est obligé de suivre le gibier, il se trouve ainsi plus souvent en contact avec les peuplades voisines, avec lesquelles il entre souvent en guerre, ce qui le rend belliqueux,

Le pêcheur trouve à sa portée une nourriture plus abondante, il obtient un plus grand résultat avec un moindre effort, il jouit ainsi de plus d'aisance que le chasseur et mène une vie plus sédentaire ; le poisson est plus facile à conserver et à transporter que le gros gibier. Le pêcheur, plus sédentaire, sera plus pacifique ; les aliments étant plus abondants, la population pêcheuse pourra être plus dense que la chasseresse.

Ce sont des considérations de ce genre sur les diverses formes sociales qui peuvent nous conduire à la découverte des véritables lois économiques et à la solution intégrale du problème social. Ces *lois économiques* font l'objet du quatrième et dernier livre des *origines de la vie économique*. Ici l'auteur adresse aux économistes une critique qui nous amène naturellement à discuter l'ensemble de son système.

Les économistes, dit M. Estasen, se sont occupés des phénomènes fragmentairement ; ils n'ont pas commencé, comme ils l'auraient dû, par établir leurs assertions sur des conclusions tirées de la botanique, de la zoologie, de la chimie organique, de l'histologie, de l'histochimie, de la morphologie, de l'anatomie et de la physiologie comparées. Les lois de la production, de la circulation et de la consommation doivent reposer sur des bases fixes et, l'économie politique étant une extension des lois biologiques, doit avoir son point d'appui dans les vérités acquises par ces sciences.

Il est vrai que la sociologie est une extension de la biologie — même plus grande que ne le croient la plupart des biologistes et des sociologues

—il est encore vrai qu'il faut connaître le mieux possible les lois du monde organique et même inorganique pour formuler les lois du monde social ; mais il est inexact de dire que les économistes, les premiers surtout, les physiocrates n'ont pas mis à contribution les connaissances acquises de leur temps dans les autres sciences. Si de nouvelles découvertes sont venues modifier certaines de leurs assertions, la même chose est arrivée pour les autres sciences, et elle arrivera toujours tant que l'humanité ne sera pas cristallisée. Il n'est donc pas juste de reprocher aux économistes d'avoir ignoré ce que tout le monde ignorait de leur temps, cela est d'autant moins juste qu'ils ont découvert beaucoup d'autres choses qui étaient inconnues des plus savants de l'époque et qui le sont encore après un siècle et demi.

Je dis plus : la méthode suivie par les économistes était préférable à celle que suivent les sociologues modernes. Certainement, une sociologie parfaite devrait nous donner toutes les lois de la vie sociale, depuis les formes les plus rudimentaires (prééconomiques) jusqu'aux plus élevées (superéconomiques) ; mais quelle est la bonne voie pour parvenir à cette connaissance ?

Nous ne nous connaissons que très peu nous-mêmes et cependant c'est ce que nous connaissons le mieux ; nous semblables, nous ne les connaissons que par analogie avec nous ; à plus forte raison connaissons-nous encore moins les animaux, les végétaux. Que savons-nous de ce qui se passe dans les abeilles, dans les fourmis, qu'on nous présente comme modèle de socialité ? Nous ne connaissons que l'extérieur de leur vie, de leurs sociétés, nous ignorons complètement les motifs, les causes qui les impulsent ; que pouvons-nous donc conclure de leurs actes qui puisse être appliqué aux nôtres ? Voilà pourtant par où nos sociologues veulent nous faire commencer l'étude de la sociologie.

Nous connaissons un peu mieux les sauvages, mais nous sommes très loin de pouvoir « nous mettre dans leur peau », nous n'y songeons même pas, nous les jugeons d'après nos préjugés et nos hypothèses ; nous supposons qu'ils sont primitifs, quoique nous n'en ayons aucune preuve et qu'il serait même très facile de soutenir l'hypothèse contraire.

Que l'étude des organismes inférieurs, naturels et sociaux, soit utile, nécessaire même, ne fût-ce que pour contrôler nos études sur nous-mêmes, c'est ce qu'on ne peut contester ; mais qu'il faille en faire la base de la sociologie et se poser pour idéal l'imitation de ce qui est en bas, c'est ce qu'on ne peut admettre. C'est donc du dedans au dehors, de l'homme aux choses, et non l'inverse, que nous devons procéder dans nos recherches sociologiques, comme dans toutes les autres ; c'est la méthode qu'ont suivie les anciens économistes et à laquelle il serait très désirable de revenir.





chèvres est estimé à 45 millions, ce qui représente presque la moitié du nombre total d'animaux de cette espèce répandue actuellement dans le monde entier.

On exporte aujourd'hui une grande quantité de viande de mouton congelée : 41.882 tonnes en 1895, et l'on pourrait en exporter bien davantage si toutes les nations de l'Europe consentaient à la recevoir en échange d'autres produits ; mais la plupart d'entre elles préfèrent manger de la vache enragée nationale que de se mettre « sous la dépendance » de l'étranger, comme si la dépendance commerciale n'était pas réciproque et, par conséquent indépendante.

La viande salée fait aussi l'objet d'un important commerce. Les *saladeros* (saleurs) ont abattu en 1891, 844.600 bêtes ; 759.400 en 1892 ; 745.400 en 1893 ; 641.100 en 1894 ; 736.500 en 1895. Le poids de l'exportation pour 1895 s'élève à 55.089 tonnes.

L'industrie proprement dite n'est pas encore très avancée dans la province de Buenos-Aires, mais elle est en voie de progrès, 8640 établissements industriels emploient 41.505 individus des deux sexes, et possèdent 933 machines développant une force égale à 21.079 chevaux vapeur. Le capital employé est de 138.523.391 pesos.

Si les européens s'obstinent à refuser les produits naturels de l'Argentine et à lui offrir des produits industriels dont les prix de revient sont majorés par le haut prix des denrées d'origine européenne, il est facile de prévoir que l'Amérique du Sud suivra l'exemple de l'Amérique du Nord, se mettra en mesure de fabriquer elle-même ses produits industriels et ne demandera plus rien à l'Europe, qui conservera alors toute l'indépendance nécessaire pour « cuire dans son jus ».

Nous ne dirons rien, car il faut se limiter, de l'état du commerce, des sciences, des lettres et des arts etc., dans la province de Buenos-Aires. Nous en avons dit assez pour suggérer d'utiles réflexions à nos lecteurs qui, au surplus pourront remonter à la source s'ils ont besoin de renseignements plus détaillés.

Le Mémoire sur la province de Buenos-Aires n'avait été tiré qu'à 1000 exemplaires. Ils ont été si rapidement enlevés, qu'il a fallu en faire une seconde édition de 1000 exemplaires en français. M. Carlos P. Salas, directeur général de la statistique, a fait tout son possible pour recueillir les renseignements les plus exacts sur toutes les parties de son ouvrage et pour faire exécuter les nombreux travaux cartographiques qui accompagnent et ornent son Mémoire.

ROUXEL.

---



Les socialistes objectent: puisque la diminution de l'intérêt du capital produit de si bons effets, sa suppression complète par la loi serait la perfection. Si le capital nous tombait des nues, ce raisonnement aurait quelque valeur, mais le capital est une plante dont l'intérêt est le fruit. Si vous mangez toute votre récolte de blé sans en garder pour semence, il y a tout lieu de croire que l'année prochaine vous n'en récolterez point. Il en est de même du capital, c'est l'intérêt, qui le produit, qui l'entretient, qui le multiplie.

II. — Le précédent *Mémoire sur le capital, son origine et ses effets économiques*, a été lu à l'Académie des Georgophiles et a soulevé des objections auxquelles l'auteur répond dans celui-ci : *capital et travail*. Le professeur de Johannis reproche à M. de Cambray-Digny d'avoir enfoncé une porte ouverte, de n'avoir dit que des choses connues de tout le monde; de n'avoir formulé, comme dirait feu de Laveleye, que des axiomes de cuisinières; autant valait démontrer dit-il, que l'eau qui tombe des nues sur la terre est attirée par la force de gravitation.

M. de Cambray-Digny reconnaît qu'il n'a rien dit de bien transcendant et qu'il n'en a pas eu la prétention; il convient qu'il est inutile de proclamer que l'eau tombe du ciel en vertu de la loi naturelle de la gravité. Cependant, si une nouvelle école d'ingénieurs prétendait construire un système plus ou moins vaste de travaux hydrauliques, sans tenir compte de cette loi naturelle, ou même en la niant, on serait bien obligé de la leur exposer et de leur démontrer que leur œuvre ne serait pas durable. Ces ingénieurs sont les socialistes.

Les maux sociaux dont on se plaint sont le résultat de la violation des lois naturelles économiques; la société a progressé plus ou moins jusqu'à ce jour; elle a donc en elle son principe et ses éléments de progrès, il est inutile de les chercher dans l'imagination humaine comme le font les socialistes. Et ce principe de progrès c'est précisément le capital; c'est lui qui donne la plus-production, la plus-value.

M. de Johannis soutient que dans l'organisation politique et sociale actuelle, les conditions de la lutte entre capital et travail ne sont pas égales. Ces inégalités, répond M. de Cambray-Digny, ne sont pas l'effet des lois naturelles, mais des lois humaines. Ces inégalités légales, les restrictions à la liberté de l'ouvrier notamment, peuvent être supprimées; on a déjà supprimé le livret, donné une liberté relative des grèves et des associations; pour continuer il n'y a nulle nécessité de renverser la société de fond en comble.

III. *Socialisme* est la continuation de la polémique engagée dans *capital et travail*. La discussion roule sur les lois naturelles économiques et les lois humaines. M. de Cambray-Digny montre que les erreurs des économistes n'empêchent pas l'existence des lois natu-





de réduire les dépenses de l'Etat, mais de « fomentier la production », de manière à mettre le contribuable en mesure de s'acquitter. Quant aux moyens d'accroître la production, il y en a plusieurs en vue : la prohibition, il n'y faut pas songer, elle est empreinte d'un égoïsme trop exagéré, contraire à la haute morale humaine, au patriotisme bien entendu et elle conduit les nations à la ruine. Le libre-échange ne vaut pas mieux : il est entaché d'un faux cosmopolitisme ; il n'a pas d'autre aspiration que le bien matériel et d'autre loi que d'appliquer tous les efforts à un chimérique progrès politique et économique ; il veut faire table rase des frontières et convertir toute la terre en marché, afin que le plus fort et le plus riche écrasent le plus faible et le plus pauvre.

M. Pando y Valle se fait, comme on voit, une singulière idée du libre-échange ; mais nous avons réfuté si souvent ces paradoxes que nous ne nous y arrêterons pas. Qu'est-ce donc qui relèvera la production et la mettra au niveau des exigences du fisc ? C'est le protectionnisme « rationnel ». La Providence, dit l'auteur, a mis des obstacles naturels et permanents : mers, montagnes, déserts, fleuves, à la fusion des nations ; c'est une preuve qu'elle veut que les hommes se groupent en peuples séparés. Cette raison serait plus valable encore pour le prohibitionnisme que pour le protectionnisme. Mais M. Pando y Valle, qui ne veut pas de la prohibition, est obligé d'en donner une autre qui, d'ailleurs, ne vaut pas mieux.

A la rigueur, M. Pando y Valle ne répugnerait peut-être pas trop au libre-échange ; mais il considère l'échange comme une lutte, et il estime qu'avant d'entrer dans l'arène, il convient de s'armer de pied en cap, c'est-à-dire qu'il faut commencer par s'enrichir — car l'arme, dans cette lutte, c'est la richesse — de manière à être en mesure d'écraser ses adversaires, ses concurrents, au lieu d'en être écrasé.

Voilà en quoi consiste le protectionnisme rationnel : n'ouvrir ses portes aux produits étrangers qu'après s'être enrichi et solidement armé contre leur concurrence. L'auteur cite, à l'appui de sa théorie, l'exemple de l'Angleterre — et même de Venise — qui n'a embrassé le libre-échange qu'après avoir mis son commerce au-dessus des autres.

Il est facile de voir que M. Pando y Valle prend l'effet pour la cause, et que son système forme cercle vicieux : pour s'enrichir, il faut être riche. La vérité est que l'Angleterre est restée aussi pauvre que les autres nations, tant qu'elle est restée protectionniste ; il en a été, il en est et il en sera de même de toutes les nations, puisque les échanges sont profitables aux deux échangistes.

Contre cet axiome que nous venons d'énoncer, M. Pando y Valle











venir. L'Union coopérative de Milan a voulu faire quelque chose de plus utile et de plus durable : à l'occasion du dixième anniversaire de sa fondation, elle a fait appel aux poètes, aux littérateurs, aux savants, aux économistes, autant que possible partisans de la coopération, elle a chargé M. Achille Lanzi de réunir en ce volume les opuscules qui lui ont été adressés. L'Union coopérative a voulu en même temps rappeler les harmonies intimes qui existent entre la pensée et le travail. On trouve donc de tout dans *Pensée et Travail* : des études économiques, comme la *Révolution silencieuse*, par Edoardo Giretti, d'après les travaux de M. G. de Molinari; des essais historiques, comme *Vieux arts vénitiens*, par Pampeo Molmenti; des études de mœurs : *Autres temps, autres coutumes*, par A. Centelli; des essais littéraires, des poésies et jusqu'à des autographes musicaux; le tout décoré d'illustrations très soignées.

La première de ces études : *Dix années de travail*, par C. Pelligari, est l'histoire de l'Union coopérative de Milan. La société est forte, dit l'auteur, sa puissance est reconnue dans toute l'Italie et aussi à l'étranger, comme l'attestent les « honorificences » obtenues à toutes les Expositions dans lesquelles elle a concouru : Paris, Edimbourg, Anvers, Palerme, Bordeaux, etc., et comme l'attestent encore plus les chiffres suivants : Encaisse en 1895 : 3.678.000 livres sterling; associés au 1<sup>er</sup> février 1896, n° 4.292; épargnes de l'année, 249.200 livres sterling; restant dans les magasins, 1.419.000 livres sterling.

Plusieurs articles sur le féminisme et ses Congrès sont à signaler : Dans la *Signora nubile*, Mme Anna Vertua Gentile expose quel est le sort de la femme sans mari, autrement dit de la coiffeuse de Sainte-Catherine. Il n'est pas très brillant. A la mort des parents, les enfants se dispersent; la fille non mariée ne peut pas rester à la charge et sous la dépendance des frères ou des sœurs mariés, elle doit faire « casa da se ». Ce sera une maison bien déserte : aucun ami ne doit lui tenir compagnie, sinon, elle sera persécutée par les mauvaises langues du voisinage; or, la réputation est un bien essentiel et, tant dans la vie intime que dans la vie extérieure de l'individu, l'opinion publique exerce une grande influence. Recherchera-t-elle la société de ses compagnes de destinée, d'autres vieilles filles? Ce serait ajouter mélancolie à mélancolie, amertume à amertume. Si la *Signora nubile* a quelque fortune, elle sera le point de mire d'intrigants de toutes sortes; si elle est pauvre, sa position sera encore plus lamentable. Le remède? Mme Anna Vertua Gentile ne l'indique point. Pour mon compte, je n'en vois que deux; 1° supprimer les obstacles au mariage, ce qui favorisera l'union des vieilles filles avec les vieux garçons et les empêchera même d'attendre la vieillesse; 2° s'il y a plus de filles que de garçons, permettre la polygamie.





tout depuis que le bois est employé à faire du papier. Trouvera-t-elle toujours en Amérique les bois de construction notamment, qui lui sont nécessaires ? Pour répondre à cette question, M. Mélard étudie la situation forestière en Amérique et principalement au Canada. Il évalue à 323 millions d'hectares la surface des terrains forestiers. C'est quelque chose, mais la consommation locale et l'exportation sont considérables. La consommation locale de bois est estimée, pour l'année 1891, à 40.534.000 mètres cubes. L'exportation annuelle représente 17.372.000 mètres cubes. La production ne va pas du même train : les défrichements, les incendies de forêts s'ajoutant à la consommation utile, il est à prévoir qu'un temps viendra où le Canada sera aussi dépouillé de son vêtement ligneux que l'Europe. Il est donc temps de songer à reboiser l'Europe, car la nature met 150 ans pour faire un beau chêne ou un beau sapin.

---

**Del contratto di lavoro nella legislazione civile.** per RICCARDO DALLA VOLTA, br.-8° Torino, Roux Frassati e C°, 1897. — Comment se fait-il que le législateur, qui a réglé tant de contrats, tels que ceux de mariage, de vente, de location des choses, de sociétés, ait presque complètement négligé celui de prestation de travail dans l'industrie ? C'est que, répond M. Riccardo Dalla Volta, la grande industrie ne faisait que commencer à se développer lorsque le Code civil a été mis en vigueur. Il y a donc là une lacune à combler et, effectivement, dans presque tous des Etats modernes se manifeste la tendance à une législation du travail ; or les Etats sont infaillibles ; ils l'ont été dans leur réglementation des autres contrats, ils le seront encore dans celle du contrat de travail. Telle est la thèse soutenue dans cette brochure. La foi dans le législateur remplace de plus en plus la foi en Dieu.

R. :

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE :** Les méfaits de l'antisémitisme. — L'abaissement du taux légal de l'intérêt. — L'augmentation de la monnaie divisionnaire de l'Union latine. — Les effets du protectionnisme sur la consommation de la viande. — La suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. — La situation financière de l'Italie. — Le fonctionnarisme dans l'Amérique du Sud. — Les dépenses des flottes de guerre. — Le socialisme municipal aux Etats-Unis. — Un nouveau *trust* engendré par le tarif Dingley. — Un vœu de la Chambre de commerce de Verviers en faveur de la suppression des douanes. — Notre opinion sur le régime de l'association. — Procédés civilisateurs de l'Allemagne en Chine et à Haïti. — Une coquille opportuniste.

Raviver une haine de race qui semblait éteinte, rouvrir l'ère des persécutions séculaires dont les juifs ont été victimes, tel est le but que se proposent les apôtres de l'antisémitisme. Seulement, est-il bien certain que les Juifs soient seuls à souffrir de cette passion malfaisante que les antisémites s'efforcent de déchaîner? En Russie, l'exclusion des intermédiaires juifs, en détruisant le rouage indispensable du commerce des grains, a eu pour effet d'engendrer une famine qui a fait des milliers de victimes chrétiennes<sup>1</sup>. En Autriche, les excitations contre le « capital juif » sont-elles bien rassurantes pour le capital chrétien? Après avoir pillé les magasins des Israélites et saccagé leurs comptoirs, la foule antisémitique et non moins socialiste s'arrêtera-t-elle en si beau chemin? Distinguera-t-elle toujours « l'exploiteur » catholique ou protestant de l'exploiteur juif? En France, l'antisémitisme a respecté jusqu'à présent les magasins et les comptoirs, mais il est en train aujourd'hui de causer à la nation un dommage moral plus difficile à réparer qu'aucun dommage matériel, en obscurcissant dans les âmes la notion de la justice. Il y a trois ans, un conseil de guerre jugeait et condamnait à huis-clos, un officier

---

<sup>1</sup> Voir *les conséquences de l'antisémitisme en Russie* par M. Chmerkine 1 vol. Guillaumin et Cie.

israélite accusé de trahison. Des doutes, que nous n'avons, en ce qui nous concerne, jamais cessé de partager, s'étaient élevés sur la culpabilité de ce malheureux. Un homme occupant une haute situation, dont la probité et l'impartialité ne pouvaient être suspectées, a cru avoir acquis la preuve de son innocence et il a demandé la révision du procès. Aussitôt les feuilles antisémitiques se sont déchainées avec une rage furieuse contre cette tentative de réparation d'une erreur judiciaire possible. Ce qui aurait été considéré comme une action louable et généreuse s'il s'était agi d'un chrétien a été flétri comme une « odieuse manœuvre » et l'on a vu des étudiants en droit, au sortir d'un cours d'économie politique, dont ils écoutaient bien mal les leçons, conspuer l'homme qui s'était avisé de mettre en doute la culpabilité d'un juif. En présence de ce spectacle honteux dont nous sommes les témoins attristés, n'est-il pas permis de se demander si cette oblitération des consciences ne cause pas à la France chrétienne un mal bien autrement grave que celui qu'il est au pouvoir de l'antisémitisme d'infliger à la « France juive ».

\*  
\*  
\*

La Chambre des députés vient de voter sans discussion une loi qui abaisse à 3 p. 100 en matière civile et à 4 p. 100 en matière commerciale le taux légal de l'intérêt.

Comme le remarque le *Journal des Débats*, il ne s'agit que des intérêts qui courent de plein droit, et non pas de l'intérêt stipulé par les contrats. Ce dernier intérêt est déterminé par les parties ; elles sont libres de le fixer à leur gré en matière commerciale, depuis la loi de 1886 ; en matière civile, elles restent sous le régime de la loi de 1807, qui impose un maximum de 5 p. 100. La proposition que vient de voter la Chambre ne modifie pas, sous ce rapport, la situation actuelle.

\*  
\*  
\*

La convention qui a donné naissance à l'Union latine en 1865 autorisait chacune des parties contractantes à frapper 6 francs de monnaie divisionnaire par habitant. Ce contingent a été augmenté deux fois, en 1878 et 1885. Il vient de l'être de nouveau par une convention passée à Paris, le 29 octobre dernier et dont voici les articles essentiels :

Article premier. — Les contingents de monnaies divisionnaires d'argent déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année sont augmentés :













Fidèle à ses convictions libre-échangistes, en dépit de la réaction protectionniste, à la vérité moins sensible en Belgique qu'ailleurs, la Chambre de Commerce de Verviers, principal foyer de l'industrie lainière, a émis son vœu habituel en faveur de la suppression des douanes.

Nous continuons à préconiser, lisons-nous dans son dernier rapport :

La suppression des douanes dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, a charge par le gouvernement, comme il l'a fait pour l'abolition des octrois et des barrières, de chercher à couvrir le produit net de la douane par des diminutions de dépenses ou des impôts mieux répartis.

Et en attendant nous réclamons :

La suppression des droits d'entrée sur les fontes, les fers, les machines et en général sur toutes les matières premières servant à l'industrie.

La suppression des droits de douane sur les denrées alimentaires **et notamment ceux sur le bétail et les viandes, contre l'établissement desquels nous n'avons cessé et ne cesserons de protester énergiquement.**

Voilà une protestation qui devrait bien trouver un écho chez les consommateurs parisiens, lyonnais, marseillais et autres que le protectionnisme est en train de conduire au végétarisme.

\*  
\* \*

Nous n'avons jamais entendu dire que les gouvernements civilisés aient réclamé des indemnités pour leurs nationaux volés ou même assassinés, dans un pays appartenant à la race blanche. Ils se montrent, en revanche, toujours prêts à exiger des réparations pour les sévices plus ou moins avérés dont les susdits nationaux ont pu avoir à souffrir dans un pays noir ou jaune. Quand nous avons visité Haïti, où par parenthèse, les résidents européens n'appartiennent pas au dessus du panier de la race blanche, le « jeu des indemnités » était considéré comme la plus lucrative des industries. Lorsqu'un blanc se prétendait lésé d'une manière quelconque, il adressait une demande d'indemnité à son consul. Le consul envoyait une note comminatoire au gouvernement haïtien et s'il n'obtenait pas immédiatement satisfaction, il faisait avancer un stationnaire avec de gros canons. Le gouvernement comprenait alors que :

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

et il ne tardait pas à s'exécuter.



de la Chambre ne se serait-il pas souvenu, par hasard, de la chauve-souris du bonhomme :

Je suis oiseau voyez mes ailes ;  
Je suis souris ; vivent les rats !  
Jupiter confonde les chats !

Paris 14 décembre 1897.

G. de M.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### TARIF DES DOUANES EN FRANCE :

*Notes explicatives du tableau des droits*, 2 vol. in-8° de 1896. p. .  
— *Tableau des droits d'entrée et de sortie* applicables d'après le tarif général et le tarif minimum, 1 vol. in-8° de 243 p. — *Observations préliminaires. Règles générales.* 1 vol. in-8° de 521 p. — Paris, Imprimerie Nationale.

*Note sur le minimum de salaires dans les travaux publics en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, aux Etats-Unis et en France.* 1 vol. in-4° de 128 p. Publié par l'office du Travail. — Paris, Imprimerie Nationale.

*Le concours entre les syndicats agricoles au Musée social.* 1 vol. in-4° de 120 p. — Paris, Calmann Lévy.

*Un fleau social. L'alcoolisme et ses remèdes* par MAURICE VANLAER. 1 vol. in-18 de 168 p. — Paris, A. Colin et Cie.

*Le problème de la dépopulation*, par le Dr JACQUES BERTILLON. 1 vol. in-16 de 82 p. — Paris, A. Colin et Cie.

*Les fonctions sociales des caisses d'épargne* et la loi du 20 juillet 1895, par CHARLES BROUILLET. Br. in-8° de 45 p. — Paris, Arthur Rousseau.

*Etude critique des différentes théories de la valeur* par EUGÈNE PETIT, docteur en droit. 1 vol. de 320 p. — Paris, Arthur Rousseau.

*Esquisses de littérature politico-économique*, par N. CH. BUNGE, ancien professeur à l'Université de Kiew. Traduit du russe, avec un portrait de l'auteur. 1 vol. in-8° de 556 p. — Paris, Félix Alcan.

*Essai sur la protection du salaire.* Economie politique et législation comparée par MAURICE LAMBERT, docteur en droit. Avec préface de M. CHARLES GIDE. 1 vol. in-8° de 372 p. — Paris, Larose.

*De l'enseignement obligatoire en Allemagne* par HENRI ET KERCHOVE D'EXAERDE, avocat. 1 vol. in-8° de 173 p. — Gand, Engeleke.

*Les phosphates tunisiens, leur port de sortie et la défense nationale* par EUSÈBE VASSEL. 1 vol. in-18 de 211 p. — Paris, Challamel.

*Wagner à Munich, Francfort, Nice* par le COMTE DE CHAMBRUN. 1 vol. in-8° de 135 p. -- Paris, Calmann-Lévy.

*Almanach des copérateurs belges*, 1898, Br. in-16 de 62 p. — Bruxelles, 1897.

*La crise financière au Brésil*. Le change et l'affermage des chemins de fer brésiliens, par ALBERTO DE CARVALHO. Br. in-8° de 16 p. — Lisbonne, 1897.

*L'Assicurazione in generale* del prof. UISSE GOBBI. 1 vol. in-16 cart. de 307 p. — Milano Ulrico Hoëpli.

*La questione dei negri*. Nella storia e nella società Nord-Americana, par le DOTT. GENNARO MONDAINI, con prefazione del prof. Surico Morselli. 1 vol. in-12 de 490 p. — Torino, Fratelli, Bocca.

*Antonio Rosmini e l'economia politica* par G. B. ZOPPI Br. in-4° de 46 p. — Milano, Tipografia Cogliati.

*Die Zahl im Kriege*. Statistische daten aus der neuen kriegsgeschichte in graphischer darstellung von OTTO BERNDT. 1 vol. in-8° cart. de 174 p. — Wien, Verlag von G. G. Freytag et Berndt.

*A Discours concerning the currencies of the British plantations in America, etc.*, by WILLIAM DOUGLASS. 1 vol. in-8° Published for the American Economic association by The Macmillan à New-York.

*Memoria del Ministerio de hacienda* presentada à la honorable asamblea général comprende el ejercicio económico de 1894-95. 1 vol. in-4° de 287 p. — Montevideo, 1897.

La nouvelle édition complète du Tarif des Douanes vient d'être mise en vente à l'Imprimerie nationale.

Sommaire du n° 8 de la *Revue philanthropique*.

L'assistance publique de Paris, par Paul Strauss. — Cruelles énigmes, par Séverine. — Les crèches, par Alfred Breuillé. — L'assistance et l'éducation des jeunes servantes à Paris et à Londres, par M<sup>me</sup> Jeanne Schmahl. — Du vagabondage, de la mendicité et de la prostitution des enfants de moins de seize ans, par Loys Bruyère. — Les sourds-muets et l'assistance : Historique de l'enseignement des sourds-muets par la parole, par Maurice Dupont. — La protection de l'enfance au Congrès de Rouen, par A. Cambillard. — Le sanatorium d'Angicourt et la curabilité de la tuberculose pulmonaire, par le Dr A.-F. Plicque. — Enfants ouvriers, par F. Martin-Ginouvier. — Assistance par le travail, par Jean Voirien. — Variétés. — Chronique étrangère. — Informations. — Echos. — Revues et publications françaises. — Bibliographie. — Bulletin, par Paul Strauss.

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN.

## TABLE

### DES MATIÈRES DU TOME TRENTE-DEUXIÈME

N° 1. — Octobre 1897.

I. DEUX PÉRIODES DU COMMERCE DE LA FRANCE, 1887-1891 ET 1892-1896, par M. YVES GUYOT.....	3
II. REVUES DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER, par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	38
III. MONTESQUIEU STATISTICIEN. LA POPULATION ET LES FINANCES DE L'ITALIE AU XVIII <sup>e</sup> SIÈCLE, par M. E. FOURNIER DE FLAIX.....	66
IV. UNE CURIEUSE ORGANISATION INDUSTRIELLE AUX ÉTATS-UNIS, par M. DANIEL BELLET.....	76
V. LETTRE DE POLOGNE, par M. LADISLAS DOMANSKI .....	82
VI. LETTRE D'ITALIE, LE DROIT SUR LE BLÉ ET LE RENCHÉRISSEMENT DU PAIN EN ITALIE, par M. EDOARDO GIRETTI.....	87
VII. L'ENTENTE CORDIALE, par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	92
VIII. BULLETIN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> .....	94
II. Est-ce que vous croyez que nous comptons l'étoffe?... ..	95
IX. SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE ( <i>Réunion du 5 octobre 1897</i> ). NECROLOGIE : M. Ugo Rabbeno. — COMMUNICATION : Session électorale. — DISCUSSION : La justice en matière d'impôts. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LÉFORT.....	96
X. COMPTES RENDUS : <i>Études sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire</i> , par M. GEORGES BLONDEL. Compte rendu par M. ANDRÉ LIESSE.....	114
<i>Les revendications ouvrières en France</i> , par M. BÉCHAUX. Compte rendu par M. E. CHEYSSON.....	118
<i>L'antisémitisme</i> , par M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU, membre de l'Institut. — <i>La monnaie de Paris en 1897. Monnaies et médailles</i> , par M. EMILE CHEVALLIER. Comptes rendus par M. GUSTAVE DU PUYNODE, correspondant de l'Institut.....	123
<i>L'almanach de la Paix pour 1898</i> . Compte rendu par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut... ..	127
<i>Source de la Constitution des Etats-Unis</i> , par M. C. ELLIS STEVENS. Compte rendu par M. LÉON ROQUET.....	127



— Cinquantième anniversaire de l'entrée dans la Société de MM. Natalis Rondot, Buffet, Du Puynode, G. de Molinari. — Discussion : De l'emploi de la méthode historique en économie politique. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	245
XI. COMPTES RENDUS : <i>Vincent de Gournay</i> , par M. G. SCHELLE. Compte rendu par M. E. LAMÉ FLEURY.....	274
<i>Le mariage, sa genèse, son évolution</i> , par M. L. TILLIER. Compte rendu par M. GUSTAVE DU PUYNODE, correspondant de l'Institut.....	278
<i>M. Thiers, le comte de Saint-Vallier, le général de Mantouffell</i> , par M. HENRI DONIOL, membre de l'Institut. — <i>La France d'après les cahiers de 1789</i> , par M. EDMÉ CHAMPION. — <i>Le suicide</i> , par M. EMILE DURKHEIM. Comptes rendus par M. LÉON ROQUET.....	282
<i>L'industrie minière au Transvaal et la question des réformes. — De la responsabilité du fait des choses inanimées</i> , par M. LOUIS JOSSERAND. — <i>Rapport du général Porfirio Diaz, président des Etats-Unis mexicains, à ses compatriotes, sur les actes de son administration avec une biographie du général Diaz et une notice sur le Mexique</i> , par M. AUGUSTE GÉNIN. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.....	286
<i>Le nouveau pacte de famine</i> , par M. URBAIN GOHIER. — <i>La réglementation du travail du dimanche en Suisse. Rapport à M. le ministre de l'Industrie et du Travail fait en août 1895</i> , par M. EMILE MAXWEILER. — <i>Le travail des femmes aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles</i> , par M. H. HAUSER. Comptes rendus par M. H. BOUET.....	293
<i>Comment se fera le désarmement. Mémoire adressé au VIII<sup>e</sup> Congrès de la paix, sur la proposition de transformation des armées guerrières destructives en armées pacifiques productives</i> . Compte rendu par M. FRÉDÉRIC PASSY..	301
<i>Libero scambio, esame critico degli argomenti pro e contro</i> , per ARNALDO AGNELLI. Compte rendu par M. ROUXEL.....	306
XII. CHRONIQUE ÉCONOMIQUE : Le vote de la loi sur les accidents du travail. — Les résultats de l'assurance contre les accidents en Autriche-Hongrie. — L'accroissement des dépenses publiques et les droits sur les valeurs mobilières. — Le rapport de M. Charles Roux. La comparaison des progrès de notre commerce avec ceux du commerce de l'Angleterre. La décadence de notre marine marchande. Les projets de loi protectionnistes. — Les progrès de la production du sucre dans le monde et l'arrêt de la consommation en France. — La maladie des grèves et ses causes. — Un discours libre-échangiste de Lord Rosebery. — Le record du protectionnisme. — Mort de M. Henry George, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	310
XIII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	318



## N° 3. — Décembre 1897.

I. NOUVELLES LETTRES INÉDITES DE J.-B. SAY.....	321
II. LES MARCHÉS A TERME.....	330
III. QUELQUES APERÇUS SUR LES EFFETS DE LA TUTELLE DES COMMUNES, par M. GEORGES NESTLER TRICOCHÉ.....	341
IV. MOUVEMENT SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL, par M. DANIEL BELLET.	357
V. REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES (du 1 <sup>er</sup> août au 15 novembre 1897), par M. J. LEFORT.....	372
VI. LA QUESTION DE L'EXCÉDENT ET LE RÉGIME LÉGAL APPLIQUÉ AUX COMPAGNIES ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES SUR LA VIE, par M. EUG. ROCHETIN.....	383
VII. LA PROTECTION DU TRAVAIL NATIONAL AU BRÉSIL, par M. ROUXEL.	393
VIII. LA VIE MILITAIRE A L'ÉTRANGER, par M. LR.....	397
IX. PAIN ET LIBERTÉ, par M. FRÉDÉRIC PASSY, MEMBRE DE L'INSTITUT.	405
X. BULLETIN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> .....	408
XI. SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE ( <i>Réunion du 4 Décembre 1897</i> ). — COMMUNICATION : Admission de nouveaux membres. — DISCUSSION : De l'influence de la conférence de Berlin de 1890 sur la législation du travail (Congrès international de Bruxelles en 1897). — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CH. LETORT.....	418
XII. COMPTES RENDUS : <i>La comédie socialiste</i> , par M. YVES GUYOT. Compte rendu par M. GUSTAVE DU PUYNODE, correspondant de l'Institut.....	427
<i>L'organisation de la liberté. Conférence faite au cercle Vol-     taire à Bordeaux</i> , par M. YVES GUYOT. — <i>Introduction to     the study of economics by CHARLES JESSE BULLOCK</i> . — <i>The     extinction of war, poverty and infectious diseases by a     doctor of Medicine</i> . — <i>Les annuaires parisiens de Mon-     taigne à Didot</i> , par ALFRED B. BÉNARD. Comptes rendus par M. H. BOUET.....	431
<i>La crise de l'Etat moderne. De l'organisation du suffrage     universel</i> , par M. CH. BENOIST. — <i>Le Congrès de l'humani-     té</i> , par M. MARIUS DECRESPE. Comptes rendus par M. LÉON ROQUET.....	443
<i>The theory of international Trade with some of its appli-     cations to economic policy</i> , by C. J. BASTABLE. Compte rendu par M. E. CASTELOT.....	450
<i>Onze mois au Mexique et au Centre-Amérique</i> , par M. LAM- BERT DE SAINTE-CROIX. Compte rendu par M. LR... ..	451
<i>Le concours des Caisses d'épargne au crédit agricole</i> , par M. EUG. ROSTAND. Compte rendu des travaux de la Cham- bre de commerce de Lyon. — <i>Le minimum des salaires     en Belgique</i> , par M. LUCIEN LE FOYER. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.....	454
<i>Religion de l'humanité. Lettre à M. Léon Tolstoï</i> , par JUAN HENRIQUE LAGARRIGUE. — <i>Los origenes de la Vida econo-     mica</i> , por PEDRO ESTASÉN. — <i>Bureau général de statistique</i>	







